

CONSEIL COMMUNAL DU 27 NOVEMBRE 2025
GEMEENTERAAD VAN 27 NOVEMBER 2025

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Aleksandra Kokaj, *Présidente/De Voorzitster* ;
Valentine Delwart, Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Odile Margaux, Jean-Luc Vanraes, Diane Culer, *Echevin(s)/Schepen(en)* ;
Eric Sax, Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Jérôme Toussaint, Bernard Hayette, Perrine Ledan, Marion Van Offelen, Daniel Hublet, François Jean Jacques Lambert, Michel Cohen, Aurélie Czekalski, Nicolas Clumeck, Leïla Kabachi, Cécile Roba, Ariane de Lobkowicz, Alexandre Meeus, Olivia Bodson, Céline VANDERBORGHT, Patricia Duvieusart, Sarah Unger, Marianne Gustot, Marie Borsu, Jérémie Tojerow, Yassine Assal, Lara Querton, Isabelle Sirtaine, Buss Walter, Patricia Nagelmackers, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(liden)* ;
Thierry Bruier-Desmeth, *Le Secrétaire communal adjoint/De adjunct-gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Boris Dilliès, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Mathias Junqué, Elisabeth Degryse, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(liden)*.

Ouverture de la séance à 18:40
Opening van de zitting om 18:40

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

27.11.2025/A/0001 **Approbation du registre du Conseil communal du 16 octobre 2025.**

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

Goedkeuring van de register van de zitting van de Gemeenteraad van 16 oktober 2025.

De Raad keurt het punt goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

27.11.2025/A/0002 **Interpellation citoyenne : les casse-vitesses.**

M. Beckers, représentant des signataires de l'interpellation citoyenne, signale que depuis des mois, les citoyens font état de la présence de dispositifs ralentisseurs (plateaux surélevés ou casse-vitesse) qui ne semblent ne pas répondre aux normes détaillées dans l'arrêté royal du 9 octobre 1998, fixant les conditions d'implantation des dispositifs surélevés sur la voie publique, destinés à limiter la vitesse à 30 km/h, ainsi que les prescriptions techniques auxquelles ceux-ci doivent satisfaire.

En mai 2024, l'association Mauto Défense a donc sollicité à ce sujet M. Thibaud Wyngaard, Echevin de la Mobilité.

Suite à cette demande, un contact a pu être établi avec le géomètre de la commune. M. Beckers a pu l'accompagner lors d'une mesure au laser du plateau surélevé situé au croisement entre l'avenue de l'Observatoire et la rue Copernic.

Suite à ce travail, le géomètre a envoyé un mail concluant que le plateau n'est pas conforme dans le sens Copernic (outre la dégradation que l'on a pu voir), du fait de sa hauteur supérieure à 15 cm, et précisant encore que le service de la Voirie en est déjà informé et fera le nécessaire pour intervenir le plus rapidement possible.

À ce jour, aucune modification ou mise en conformité du dispositif n'a été entreprise. Cet exemple montre qu'à tout le moins, un mesurage de l'ensemble des dispositifs de la commune devrait être entrepris, afin de s'assurer de leur conformité et dans le cas contraire réaliser leur mise en conformité avec la loi ou leur suppression pure et simple.

Contrairement à ce que d'aucuns considèrent comme un problème accessoire, un angle d'attaque trop prononcé, une descente trop abrupte ou simplement une hauteur trop élevée sont la cause de nombreuses nuisances :

- des vibrations qui se répercutent dans les maisons des riverains ;
- des dégâts occasionnés aux voitures ;
- des risques de chute pour les motards ;
- des bruits de freinage et de réaccélération.

Comme tout citoyen, la commune doit respecter la loi, ce qui dans ce cas semble bien ne pas être fait, et c'est regrettable.

Depuis les travaux du pont de Saint-Job et sa fermeture, plusieurs lignes de bus ont dû être déroutées, en passant alors par la rue Basse.

Les nuisances dues à ce nouveau trafic sont particulièrement importantes. Elles sont principalement la conséquence du passage des bus sur deux casse-vitesse, qui sont certainement hors normes (même si l'on n'a pu en faire une mesure précise). Les traces que l'on y retrouve le montrent clairement.

Les riverains dont l'habitation jouxte ces dispositifs sont victimes de vibrations très importantes. Outre leur côté désagréable, elles risquent à terme d'endommager la structure même des maisons.

Depuis la réouverture du pont de Saint-Job, la situation sur place reste inchangée même si le trafic a légèrement diminué.

Pourtant, les soucis de la rue Basse ne datent pas d'hier, puisqu'en date du 5 septembre 2014, l'administration communale a répondu de la façon suivante au message d'un citoyen relatif à la situation du casse-vitesse :

« Une équipe du service technique de la Voirie est intervenue afin de minimiser l'affaissement de la chaussée devant le plateau surélevé. L'état de dégradation de la rue Basse nécessitant un réaménagement complet de la voirie, nous intégrons cette artère dans notre programme d'études pour les prochaines années. Concernant le plateau surélevé, la modification de celui-ci n'est pas prévue à court terme mais sera intégrée dans le futur réaménagement ».

M. Beckers évoque aussi le contenu d'une question orale relative à la non-conformité des casse-vitesse, déposée par le conseiller communal Emmanuel De Bock et ayant donné lieu à une réponse de la part de M. l'Echevin Wyngaard.

Nous sommes à présent 11 ans plus tard et la situation reste malheureusement inchangée.

Les signataires de l'interpellation citoyenne réclament donc l'adoption dans un délai raisonnable des mesures suivantes :

- l'établissement d'un cadastre des dispositifs ralentisseurs situés sur la commune ;
- le contrôle de la conformité des dispositifs ;

la mise aux normes ou la suppression pure et simple des dispositifs analysés et reconnus non conformes ;

l'établissement d'un plan précis conforme à la réglementation en vigueur avant toute installation de nouveaux dispositifs.

M. Cools espère que le Collège pourra indiquer dans quel délai les dispositifs ralentisseurs de vitesse qui ne sont pas conformes à la légalité seront adaptés.

Cependant, certains dispositifs conformes lors de leur création sont par la suite devenus non conformes suite à une évolution ultérieure de la réglementation.

Il est arrivé toutefois que des dispositifs aient été installés dès le départ de manière non conforme. C'est notamment le cas de deux casse-vitesse, installés respectivement par la commune avenue de Beersel et par la Région au carrefour entre l'avenue du Beau-Séjour et la chaussée de Waterloo. Il n'y a pas moyen de passer à plus de 15 km/h sur ces brise-vitesse, qui avaient été conçus initialement pour contribuer au respect de la limitation de vitesse à 30 km/h, à une époque où il n'y avait pas encore une généralisation des zones 30 en région bruxelloise.

Aujourd'hui, il y a lieu de s'interroger sur la légitimité du maintien de dispositifs non réglementés. Dans certains cas, il conviendrait de les maintenir moyennant une adaptation et dans d'autres, il serait peut-être préférable de les retirer, et ce d'autant plus qu'il y a désormais de plus en plus de radars tant fixes que mobiles pour contrôler la vitesse.

Selon M. Cools, il serait opportun de mettre en place une concertation avec les citoyens habitant à proximité des dispositifs concernés pour déterminer s'ils sont favorables à leur maintien avec adaptation ou à leur suppression. On a parfois observé un revirement de la position des habitants à cet égard, notamment pour le tronçon de la chaussée de Saint-Job entre la rue de Wansijn et la place de Saint-Job.

Quoi qu'il en soit, il faut procéder à des analyses au cas par cas dans un délai raisonnable, puisqu'il arrive parfois qu'outre les dommages causés à la partie inférieure des voitures, les dispositifs vont jusqu'à entraîner des fissures dans les habitations par l'effet de leurs vibrations.

M. Meeus confirme que depuis des mois, voire des années, les riverains alertent le Collège sur la non-conformité des dispositifs ralentisseurs avec la réglementation en vigueur, en particulier l'arrêté relatif à l'implantation et aux prescriptions des dispositifs surélevés destinés à limiter la vitesse à 30 km/h.

Le Guide pratique sur l'implantation des dispositifs ralentisseurs surélevés en région bruxelloise mentionne les affirmations suivantes :

« La modération de la vitesse est un enjeu essentiel de la sécurité routière. La vitesse excessive ou inadaptée contribue de manière importante aux accidents et à leur gravité, en particulier dans les milieux urbains où la cohabitation entre piétons et cyclistes et véhicules autorisés est constante. Depuis le 1er janvier 2021, la règle des 30 km/h s'applique globalement en région dans le cadre de la ville 30 avec comme objectif d'améliorer la sécurité des usagers, d'apaiser la circulation et de réduire les nuisances environnementales. Dans ce contexte, il est important que chaque dispositif ralentisseur soit conçu et implanté en fonction de la typologie de la voirie et du trafic, y compris la présence des lignes de bus, que ces dispositifs garantissent un ralentissement efficace sans compromettre la sécurité des usagers vulnérables comme les cyclistes, les piétons et les motards, et respectent les normes réglementaires en termes de géométrie et de distances tant pour les plateaux que pour les ralentisseurs et les coussins ».

Le groupe Les Engagés partage les préoccupations des auteurs de l'interpellation et soutient leurs demandes. À cet égard, il serait opportun d'établir un cadastre des ralentisseurs pour suivre la situation sur le terrain.

M. Toussaint estime que les casse-vitesse jouent un rôle très important en matière de sécurité routière, notamment pour leur contribution au respect des zones

30, tout en reconnaissant que certains dispositifs peuvent susciter des interrogations quant à leur conformité ou leur impact sur les riverains.

Afin de garantir la bonne gestion et d'assurer la prévention des problèmes, M. Toussaint soutient pleinement le travail déjà accompli en la matière par la commune, à savoir la réalisation d'un état des lieux, le contrôle des casse-vitesse existants et la mise en place d'adaptations ou l'installation d'autres dispositifs lorsque cela s'avère nécessaire.

M. l'Echevin Wyngaard répond que les dispositifs ralentisseurs visent à assurer la sécurité routière mais engendrent effectivement des vibrations dans les habitations de certains riverains, et le Collège n'y est pas insensible.

La politique menée par le Collège ces dernières années consiste à ne pas poser de nouveaux casse-vitesse classiques. Ceux qui ont été placés naguère ne sont plus nécessairement conformes maintenant alors qu'ils l'étaient lors de leur installation.

Actuellement, le Collège opte davantage en faveur des coussins berlinois, qui sont généralement en plastique et non en béton et présentent l'avantage de pouvoir être facilement retirés et déplacés.

Globalement, les coussins berlinois donnent satisfaction, quoique certains habitants affirment qu'ils ne ralentissent pas tous les véhicules et ne constituent pas des barrières suffisamment vigoureuses pour ralentir la vitesse.

M. l'Echevin Wyngaard confirme que le plateau Observatoire-Copernic n'est pas conforme et que le processus de modification est lancé. Mais le temps communal est malheureusement un temps long : au mois d'octobre, le Collège a obtenu de la part de la Région la confirmation de l'octroi du subside sollicité en début d'année, le marché visant à désigner l'entrepreneur a été lancé il y a quelques semaines et aboutira à une désignation effective en fin d'année. Quoiqu'il en soit, les travaux seront réalisés au début de l'année 2026.

Le casse-vitesse situé dans le haut de la rue Basse fera également l'objet d'une correction.

Le dispositif ralentisseur situé au carrefour de la rue du Repos et du Dieweg était particulièrement cassant. On a profité du réasphaltage du Dieweg pour adoucir le côté qui s'avérait problématique. Il s'agit typiquement du genre d'endroit où toute intervention exige une interruption de la circulation et ne peut donc être planifiée qu'en période de congés scolaires.

Des corrections ont déjà eu lieu pour la rue de Foestraets et l'avenue Guillaume Herinckx, d'autres sont programmées et seront effectuées progressivement.

Les géomètres de la commune, pour lesquels on veille à dégager du temps de façon à ce qu'ils puissent suivre ces dossiers parallèlement à leurs autres tâches, sont vraiment mobilisés pour procéder aux aménagements nécessaires et sont en mesure d'organiser leur travail grâce à une sorte de répertoire des dispositifs ralentisseurs établi par la cellule SIG du service de la Voirie.

Le Collège a la ferme intention d'assurer la sécurité de l'ensemble des usagers de la voirie et de garantir une vie paisible aux riverains habitant à proximité des dispositifs ralentisseurs.

M. Beckers prend acte de l'intention de résoudre les problèmes les uns après les autres. Il s'en réjouit mais tient quand même à relayer le sentiment de frustration éprouvé par de nombreux automobilistes.

M. Beckers espère que son intervention contribuera à apaiser la situation et encouragera la mise en place d'aménagements en ce sens selon les possibilités matérielles et financières de la commune.

Il se permet d'ajouter que des problèmes relatifs aux casse-vitesse se posent aussi sur l'avenue Bel-Air.

M. l'Echevin Wyngaard ajoute que des budgets conséquents, et en constante évolution, sont dégagés pour l'entretien du revêtement asphaltique des voiries.

Le Conseil prend connaissance.

Burgerinterpellatie : de snelheidsremmers.

De h. Beckers, vertegenwoordiger van de ondertekenaars van de burgerinterpellatie, wijst erop dat burgers al maandenlang melding maken van de aanwezigheid van snelheidsremmers (verhoogde plateaus of drempels) die niet lijken te voldoen aan de normen van het KB van 9 oktober 1998, dat de voorwaarden vastlegt voor de plaatsing van verhoogde voorzieningen op de openbare weg, bedoeld om de snelheid te beperken tot 30 km/u, evenals de technische eisen waaraan ze moeten voldoen.

In mei 2024 benaderde vereniging Mauto Défense daarom de h. Thibaud Wyngaard, schepen van Mobiliteit, om de kwestie te bespreken.

Na dit verzoek werd contact opgenomen met de gemeentelijke landmeter. De h. Beckers kon hem vergezellen op een lasermeting van het verhoogde platform op de kruising Sterrewachtlaan - Copernicusstraat.

Na dit werk stuurde de landmeter een e-mail waarin hij concludeerde dat het plateau niet conform is in de richting van de Copernicusstraat (naast de verslechtering die we hebben gezien) omdat de hoogte meer dan 15 cm is, en waarin hij ook aangaf dat de Wegendienst al op de hoogte was gebracht en het nodige zal doen om zo snel mogelijk in te grijpen.

Tot op heden zijn er geen wijzigingen aangebracht of is de voorziening niet aangepast. Dit voorbeeld toont aan dat op zijn minst alle voorzieningen in de gemeente moeten worden gemeten om er zeker van te zijn dat ze aan de wet voldoen, en als dat niet het geval is, moeten ze in overeenstemming worden gebracht met de wet of helemaal worden verwijderd.

In tegenstelling tot wat sommige mensen als een klein probleem beschouwen, zijn een te steile hoek, een te steile daling of gewoon een te grote hoogte de oorzaak van veel overlast:

- trillingen die weerklinken in de huizen van de plaatselijke bewoners;
- schade aan auto's;
- valrisico's voor motorrijders;
- rem- en acceleratiegeluiden.

Net als alle burgers moet de gemeente zich aan de wet houden, wat in dit geval niet het geval lijkt te zijn, en dat is betreurenswaardig.

Sinds de werken aan de Sint-Jobsbrug en de sluiting ervan moeten verschillende busroutes worden omgeleid via de Diepestraat.

De overlast van dit nieuwe verkeer is bijzonder groot. Ze zijn voornamelijk het gevolg van bussen die over twee verkeersdrempels rijden, die niet aan de normen voldoen (hoewel we dit niet nauwkeurig hebben kunnen meten). De sporen die daar zijn gevonden laten dit duidelijk zien.

Bewoners wier huizen grenzen aan deze faciliteiten worden blootgesteld aan aanzienlijke trillingen. Ze zijn niet alleen onaangenaam maar kunnen op de lange termijn ook de structuur van huizen aantasten.

Sinds de heropening van de Sint-Jobsbrug is de situatie ter plaatse ongewijzigd gebleven, hoewel het verkeer licht is gedaald.

De bezorgdheid over de Diepestraat is echter niet nieuw want op 5 september 2014 reageerde het gemeentebestuur als volgt op een bericht van een burger over de situatie van de snelheidsremmer:

Een team van de technische afdeling van de Wegendienst heeft ingegrepen om de verzakking van de weg voor het verhoogde platform tot een minimum te beperken.

Aangezien de staat van verval van de Diepestraat een volledige revisie van de weg vereist, nemen we deze doorgang op in ons studieprogramma voor de komende jaren. Er zijn geen plannen om het verhoogde platform op korte termijn aan te passen maar het zal worden opgenomen in de toekomstige herontwikkeling.

De h. Beckers verwees ook naar een mondelinge vraag van gemeenteraadslid Emmanuel De Bock over de niet-conformiteit van snelheidsremmers, die werd beantwoord door schepen Wyngaard.

Het is nu 11 jaar later en de situatie is helaas nog steeds onveranderd.

De ondertekenaars van de burgerinterpellatie roepen daarom op om binnen een redelijke termijn de volgende maatregelen te nemen:

het opstellen van een register van verkeersdrempels in de gemeente;

de conformiteit van voorzieningen controleren;

het conform maken of volledig verwijderen van voorzieningen die zijn geanalyseerd en niet-conform zijn bevonden;

het opstellen van een nauwkeurig plan dat voldoet aan de huidige regelgeving voordat er nieuwe voorzieningen worden geïnstalleerd.

De h. Cools hoopt dat het college kan aangeven wanneer de snelheidsremmers die niet aan de wet voldoen, worden aangepast.

Sommige voorzieningen conform waren op het moment dat ze werden gemaakt, werden echter niet-conform na een latere wijziging in de regelgeving.

Er zijn echter gevallen bekend waarbij voorzieningen vanaf het begin niet-conform zijn geïnstalleerd. Dit is het geval voor twee snelheidsremmers die door de gemeente zijn geplaatst op de Beersellaan en door het Gewest op de kruising tussen de Schoon Verblijflaan en de Waterlooosesteenweg. Het is onmogelijk om sneller dan 15 km/u te rijden op deze snelheidsremmers, die oorspronkelijk werden ontworpen om de snelheidsbeperking van 30 km/u te helpen naleven, toen 30 km/u-zones nog niet algemeen werden gebruikt in het Brusselse Gewest.

Vandaag zijn er redenen om te twijfelen aan de legitimiteit van het in stand houden van ongereguleerde voorzieningen. In sommige gevallen zou het goed zijn om ze met enige aanpassingen te handhaven en in andere gevallen zou het misschien beter zijn om ze te verwijderen, vooral omdat er nu steeds meer vaste en mobiele flitspalen zijn om de snelheid te controleren.

Volgens de h. Cools zou het een goed idee zijn om een consultatieproces op te zetten met omwonenden van de voorzieningen in kwestie om te bepalen of ze voorstander zijn van het behoud met aanpassingen of van het afschaffen ervan. Af en toe is er een verschuiving geweest in de positie van omwonenden in dit opzicht, met name voor het gedeelte van de Sint-Jobsesteenweg tussen de de Wansijnstraat en het Sint-Jobsplein.

In elk geval moeten analyses per geval binnen een redelijke termijn worden uitgevoerd, omdat het soms voorkomt dat de voorzieningen niet alleen schade aan de onderkant van auto's veroorzaken, maar door hun trillingen zelfs scheuren in huizen kunnen veroorzaken.

De h. Meeus bevestigt dat omwonenden het college al maanden, zo niet jaren, wijzen op het feit dat de snelheidsremmers niet voldoen aan de geldende regelgeving, met name het besluit met betrekking tot de inrichting en de eisen van verhoogde constructies die bedoeld zijn om de snelheid te beperken tot 30 km/u.

De praktische gids over verhoogde snelheidsremmers in het Brusselse gewest vermeldt het volgende:

Het matigen van de snelheid is van essentieel belang voor de verkeersveiligheid. Te hoge of onaangepaste snelheid is een belangrijke factor bij ongevallen en de ernst ervan, vooral in stedelijke omgevingen waar voetgangers en fietsers voortdurend de weg delen met toegelaten voertuigen. Sinds 1 januari 2021

wordt de 30 km/u regel in de hele gewest toegepast als onderdeel van stad 30, met als doel de veiligheid van de gebruikers te verbeteren, het verkeer rustiger te maken en de milieuvervuiling te verminderen. In deze context is het belangrijk dat elke snelheidsremmende voorziening wordt ontworpen en geïnstalleerd in overeenstemming met het type weg en verkeer, inclusief de aanwezigheid van busroutes, dat deze voorzieningen een effectieve vertraging garanderen zonder de veiligheid van kwetsbare weggebruikers zoals fietsers, voetgangers en motorrijders in gevaar te brengen, en dat ze voldoen aan de wettelijke normen op het gebied van geometrie en afstanden voor zowel plateaus als verkeersdrempels en -kussens.

Les Engagés deelt de zorgen van de auteurs van de interpellatie en steunt hun eisen. In dit verband zou het nuttig zijn om een register van snelheidsremmers op te stellen om de situatie ter plaatse in de gaten te houden.

De h. Toussaint is van mening dat snelheidsremmers een zeer belangrijke rol spelen in de verkeersveiligheid, met name wat betreft hun bijdrage aan de naleving van 30 km/u-zones, maar erkent dat sommige voorzieningen vragen kunnen oproepen over hun conformiteit of over hun impact op omwonenden.

Om een goed beheer te garanderen en problemen te voorkomen steunt de h. Toussaint ten volle de werken die de gemeente op dit gebied al heeft uitgevoerd, zoals het uitvoeren van een inventarisatie, het controleren van bestaande snelheidsremmers en het aanpassen of installeren van andere voorzieningen waar nodig.

Schepen Wyngaard antwoordt dat het doel van snelheidsremmers is om de verkeersveiligheid te garanderen maar dat ze wel trillingen veroorzaken in de huizen van sommige bewoners en dat het college daar niet ongevoelig voor is.

De afgelopen jaren is het beleid van het college geweest om geen nieuwe conventionele snelheidsremmers te plaatsen. De systemen die in het verleden zijn geïnstalleerd, voldoen nu niet noodzakelijkerwijs aan de voorschriften, terwijl dat wel het geval was toen ze werden geïnstalleerd.

Het college geeft momenteel de voorkeur aan het gebruik van Berlijnse kussens, die meestal van plastic zijn gemaakt in plaats van beton en het voordeel hebben dat ze gemakkelijk te verwijderen en te verplaatsen zijn.

Over het algemeen zijn de kussens bevredigend, hoewel sommige bewoners zeggen dat ze niet alle voertuigen afremmen en geen barrière vormen die sterk genoeg is om de snelheid te verminderen.

Schepen Wyngaard bevestigt dat het plateau Ringlaan - Copernicusstraat niet conform is en dat het aanpassingsproces was gestart. In oktober kreeg het college van het Gewest de bevestiging dat het de subsidie zou ontvangen die het aan het begin van het jaar had aangevraagd. De opdracht voor de aanstelling van de aannemer werd een paar weken geleden gelanceerd en zal aan het eind van het jaar worden toegekend. Het werk zal in ieder geval begin 2026 klaar zijn.

De snelheidsremmer bovenaan de Diepestraat wordt ook aangepast.

De snelheidsremmer op de kruising met de Ruststraat en de Dieweg was bijzonder broos. We hebben gebruik gemaakt van de asfaltering van de Dieweg om de kant die problemen opleverde te verzachten. Dit is typisch het soort plek waar alle werken een onderbreking van het verkeer vereisen en daarom alleen tijdens schoolvakanties kunnen worden gepland.

Er zijn al correcties aangebracht in de de Foestraetsstraat en de Guillaume Herinckxlaan en andere zijn gepland en zullen geleidelijk worden uitgevoerd.

De landmeters van de gemeente, voor wie tijd wordt vrijgemaakt om naast hun andere taken aan deze projecten te werken, worden echt gemobiliseerd om de nodige verbeteringen aan te brengen en kunnen hun werk organiseren dankzij een soort repertorium van snelheidsremmers dat door de GIS-cel van de Wegendienst wordt opgesteld.

Het is de vaste bedoeling van het college om de veiligheid van alle weggebruikers te waarborgen en een rustig leven te garanderen voor de omwonenden van de verkeersdrempels.

De h. Beckers merkt op dat het de bedoeling is om de problemen één voor één op te lossen. Hij is hier erg blij mee maar wil ook graag de frustratie overbrengen die veel automobilisten voelen.

Hij hoopt dat zijn tussenkomst zal helpen om de situatie te kalmeren en de uitvoering van passende maatregelen zal aanmoedigen, afhankelijk van de materiële en financiële middelen van de gemeente.

Hij voegt eraan toe dat er ook problemen zijn met verkeersdrempels op de Schoon Uitzichtlaan.

Schepen Wyngaard voegt eraan toe dat er aanzienlijke en voortdurend veranderende budgetten waren gereserveerd voor het onderhoud van asfaltwegen.

De Raad neemt kennis.

2 annexes / 2 bijlagen

Signataires Interpellation.xlsx, Rue+Basse.docx

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Prévention - Preventie

27.11.2025/A/0003 **Prévention. - Subvention dans le cadre de la prolongation « Semestre 1 – 2025 » du Plan local de Prévention et de Proximité 22/24**

Le Conseil,

Vu l'arrêté du 10 juillet 2025 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accordant une subvention de 399.939,00 euros à la commune d'Uccle pour le premier semestre de l'année 2025 dans le cadre de la prolongation 2025 du Plan local de Prévention et de Proximité 2022-2024 (abrégé PLPP 2025);

Que conformément à l'article 2§7 de l'arrêté susmentionné, l'octroi de la subvention est subordonné à la signature d'une convention;

Vu le courrier du 30 septembre 2025 notifiant les modalités d'octroi de la subvention dans le cadre du PLPP 2025 (premier semestre) ainsi que la convention;

Décide d'approuver la convention entre la commune et la Région de Bruxelles-Capitale relative au PLPP 2025 (premier semestre) en annexe.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Preventie. - Subsidie in het kader van de verlenging "Semester 1 - 2025" van het Lokaal Preventie- en Nabijheidsplan 22/24

De raad,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 juli 2025 houdende toekenning van een subsidie van € 399.939,00 aan de gemeente Ukkel voor het eerste semester van 2025 in het kader van de verlenging 2025 van het Lokaal Preventie- en Nabijheidsplan 2022-2024 (afgekort LPNP 2025);

Aangezien overeenkomstig artikel 2 §7 van het voornoemde besluit de toekenning van de subsidie afhankelijk is van de ondertekening van een overeenkomst;

Gelet op de brief van 30 september 2025, die de toekenningsmodaliteiten van de subsidie in het kader van het LPNP 2025 (eerste semester) en de overeenkomst betekent;

Beslist de overeenkomst tussen de gemeente en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot het LPNP 2025 (eerste semester) in de bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

17 annexes / 17 bijlagen

Subvention 2025 S1 - PLPP Uccle - Notification d'octroi.pdf, réponse conseil.docx,

UC_M2.2_001_2022.xlsx, Subvention 2025 S1 - PLPP - AGRBC.pdf,

UC_M7.4_001_2022.xlsx, UC_M7.7_001_2022.xlsx, Résultats PLPP 22_24.docx,

Annexe1_Uccle_PLPP2124_FR.pdf, UC_M7.1_001_2022.xlsx, Subvention 2025 S1 -

PLPP Uccle - Convention FR.pdf, Subvention 2025 S1 - PLPP Uccle - Convention

NL.pdf, Annexe_2_Convention FR Uccle SIGNEE.pdf, UC_M7.1_002_2022.xlsx,

Annexe_3_objectifs et résultats.pdf, Annexe_5_PGSP 2021- 2024_compressed.pdf,

UC_M2.5_001_2022.xlsx, UC_M3.8_001_2022.xlsx

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Propreté publique - Openbare reinheid

27.11.2025/A/0004 **Prise en charge des animaux errants et morts trouvés sur la voie publique et leur équarissage.- Convention avec la S.R. La Croix Bleue de Belgique.**

Le Conseil,

Vu le nombre important de dépouilles d'animaux trouvés sur la voie publique sur le territoire de la commune d'Uccle;

Vu qu'une convention stipulant les droits, devoirs et garanties de chaque partie a été signée en 2023 avec la S.R. la Croix Bleue de Belgique, organisme spécialisé dans la prise en charge des animaux errants et morts trouvés sur la voie publique et leur équarissage dont la réactivité et les services fournis nous donnent entière satisfaction;

Vu que cette convention est convenue pour une durée d'un an, renouvelable tacitement d'année en année, et résiliable au terme de chaque année;

Considérant qu'en date du 17 juillet 2025, le Président de la S.R. la Croix Bleue de Belgique a fait parvenir un mail au service de la Propreté l'informant d'une augmentation de la somme forfaitaire de 0,35 € par habitant;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de modifier et de signer une nouvelle convention;

Considérant le budget de 24.750 € prévu sur l'article 875/124-48/62 autres frais techniques;

Considérant que le montant de leurs prestations s'élève à 36.762,34 € (0,35€ x 86.806 habitants au 01/01/2024 + 21% T.V.A.) à imputer à l'article 875/124-48/62 (disponible globalisé du service suffisant);

Sur proposition du Collège,

Décide :

- de marquer son accord sur la nouvelle convention en annexe;
- d'approuver la dépense de 36.762,34 € à engager à l'article 875/124-48/62 - Autres frais techniques.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

**Opvang van zwerfdieren en dode dieren op de openbare weg en het villen ervan.-
Overeenkomst met de K.M. Het Blauwe Kruis van België.**

De raad,

Gelet op het grote aantal dode dieren op de openbare weg op het grondgebied van de gemeente Ukkel;

Aangezien er in 2023 een overeenkomst met de rechten, plichten en garanties van elke partij ondertekend werd met de K.M. Het Blauwe Kruis van België, een instelling gespecialiseerd in de tenlasteneming van zwerfdieren en dode dieren op de openbare weg en het villen ervan, waarvan de reactiesnelheid en de geleverde diensten ons volledig voldoening geven;

Aangezien deze overeenkomst gesloten wordt voor een jaar, jaarlijks stilzwijgend vernieuwbaar en opzegbaar aan het einde van elk jaar;

Overwegende dat de voorzitter van de K.M. Het Blauwe Kruis van België op 17 juli 2025 een mail gestuurd heeft naar de dienst Reinheid waarin hij een verhoging van de forfaitaire som van € 0,35 per inwoner meedeelt;

Overwegende dat de overeenkomst bijgevolg gewijzigd moet worden en er een nieuwe overeenkomst ondertekend moet worden;

Overwegende het budget van € 24.750, voorzien op artikel 875/124-48/62 - Andere technische kosten;

Overwegende dat het bedrag van hun prestaties € 36.762,34 (€ 0,35 x 86.806 inwoners op 01/01/2024 + 21 % btw) beloopt, te boeken op artikel 875/124-48/62 (voldoende globaal beschikbaar krediet van de dienst);

Op voorstel van het college;

Beslist:

- Zijn goedkeuring te verlenen aan de nieuwe overeenkomst in de bijlage;
- De uitgave van € 36.762,34, vast te leggen op artikel 875/124-48/62 - Andere technische kosten, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

*CONVENTION COMM.UCCLE 2025 FR.pdf, CONVENTION COMM.UCCLE_2025
nl.pdf, Mail Croix Bleue.pdf*

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Solidarité internationale - Internationale solidariteit

Le Conseil,

Vu que le Collège en sa séance du 23 février 2021 a donné son accord de principe pour la création d'un Conseil consultatif de la Solidarité internationale ;

Vu que les statuts du Conseil consultatif de la Solidarité internationale ont été approuvés par le Conseil communal en sa séance du 24 juin 2021 ;

Vu qu'un appel à candidature a été ouvert du 1er mars 2025 afin de former le Conseil consultatif ;

Vu qu'il est rappelé que les membres du Conseil sont nommés par le Conseil communal sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu qu'il est rappelé que les critères d'éligibilité sont les suivants : être âgé(e) de 18 ans au moins, jouir des droits civils et politiques, bénéficier d'une légitimité pour représenter les intérêts des acteurs de la Solidarité internationale ou exprimer un intérêt marqué pour la Solidarité internationale, la coopération au développement, l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, les migrations ou le commerce équitable et avoir des liens avec la Commune de par sa résidence, sa profession ou tout autre critère, telle que l'expertise, ou activité, accepté(es) par le Collège des Bourgmestre et Echevins qui peut contribuer de façon utile à la réalisation des objectifs du Conseil consultatif;

Vu qu'il est rappelé qu'il est possible d'être membre du Conseil consultatif soit pour représenter une association, soit à titre individuel ;

Vu qu'il est rappelé que la durée du mandat est celle de la législature, qu'il est gratuit et renouvelable ;

Vu qu'une nouvelle candidature pour membre effectif et deux candidatures pour membres suppléants sont été parvenues au service solidarité internationale ;

Vu que l'appel à candidatures est toujours ouvert ;

Vu que les nouvelles candidatures suivantes ont été jugées recevables, pertinentes et qu'il est proposée au Conseil communal de les nommer membres du Conseil consultatif de la solidarité internationale (CCSI) d'Uccle :

Madame Carmen Salgado, en tant que représentant d'une association ;

Madame Cécile Pignoli, membre suppléant pour Mme Christelle Dumont ;

Madame Mathilde le Tensorer, membre suppléant pour Mme Nicole Fondeneige ;

Vu que le secrétariat du Conseil consultatif sera assuré par le service Participation citoyenne/ Solidarité internationale- Affaires européennes ;

Décide :

de nommer membres du Conseil consultatif de la Solidarité Internationale (CCSI) d'Uccle jusqu'à la fin de la législature : Madame Carmen Salgado, en tant que représentant d'une association ; Madame Cécile Pignoli, membre suppléant pour Mme Christelle Dumont ; Madame Mathilde le Tensorer, membre suppléant pour Mme Nicole Fondeneige.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

**Internationale solidariteit - Samenstelling van de Adviesraad voor Internationale Solidariteit
(CCSI) voor de legislatuur 2025-2030 van Ukkel. - Nieuwe kandidaturen.**

De raad,

Aangezien de algemene beleidsverklaring 2018-2024 de invoering van "een echt beleid inzake internationale solidariteit dat kwalitatief, efficiënt en duurzaam is, met een coherente coördinatie van alle activiteiten van gemeentediensten die zich inzetten voor internationale solidariteit" en de oprichting van een "Adviesraad voor Internationale Solidariteit" vermeldt;

Aangezien het college in zitting van 23 februari 2021 zijn principeakkoord gegeven heeft voor de oprichting van een Adviesraad voor Internationale Solidariteit;

Aangezien de statuten van de Adviesraad voor Internationale Solidariteit door de gemeenteraad goedgekeurd werden in zitting van 24 juni 2021;

Aangezien er een oproep tot kandidaatstelling opengesteld werd op 1 maart 2025 om de adviesraad te vormen;

Aangezien eraan herinnerd wordt dat de leden van de raad benoemd worden door de gemeenteraad, op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Aangezien herinnerd wordt aan de volgende criteria om in aanmerking te komen: minstens 18 jaar oud zijn, de burgerlijke en politieke rechten genieten, genieten van een legitimiteit om de belangen van de partners inzake internationale solidariteit te vertegenwoordigen of een uitgesproken interesse tonen in internationale solidariteit, ontwikkelingssamenwerking, wereldburgerschapeducatie, migratie of fair trade en banden hebben met de gemeente uit hoofde van zijn woonplaats, beroep of elk ander criterium, zoals deskundigheid of activiteit, aanvaard door het college van burgemeester en schepenen, die op nuttige wijze kan bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen van de adviesraad;

Aangezien eraan herinnerd wordt dat het mogelijk is individueel lid te zijn van de adviesraad of als vertegenwoordiger van een vereniging;

Aangezien eraan herinnerd wordt dat de duur van het mandaat gelijkloopt met die van de legislatuur, dat het gratis en hernieuwbaar is;

Aangezien een nieuwe kandidatuur is ontvangen door de dienst internationale solidariteit;

Aangezien de oproep tot kandidaatstelling nog steeds open is;

Aangezien de nieuwe en volgende kandidatuur ontvankelijk en relevant is bevonden en wordt voorgesteld aan de gemeenteraad om te worden benoemd tot lid van de Adviesraad voor internationale solidariteit (CCSI) van Ukkel:

- Mevrouw Carmen Salgado, als vertegenwoordiger van een vereniging;
- Mevrouw Cécile Pignoli, plaatsvervangend lid voor mevrouw Christelle Dumont;
- Mevrouw Mathilde le Tensorer, plaatsvervangend lid voor mevrouw Nicole Fondeneige;

Aangezien het secretariaat van de adviesraad verzorgd wordt door de dienst de dienst Burgerinspraak/ Internationale Solidariteit en Europese Aangelegenheden;

Beslist:

Tot lid van de Adviesraad voor Internationale Solidariteit (CCSI) van Ukkel te benoemen tot het einde van de zittingsperiode: Mevrouw Carmen Salgado, als vertegenwoordiger van een vereniging; Mevrouw Cécile Pignoli, plaatsvervangend lid voor mevrouw Christelle Dumont; Mevrouw Mathilde le Tensorer, plaatsvervangend lid voor mevrouw Nicole Fondeneige.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Formulaire Croix-Rouge CCSI.pdf, Lettre de motivation Croix-Rouge CCSI.pdf, 20180803_Statuts_CRB.pdf

Joëlle Maison entre en séance / treedt in zitting.

DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

Recette - Ontvangerij

27.11.2025/A/0006 **Compte 2024.- Approbation**

Le Conseil,

Attendu qu'en date du 26 juin 2025, le Conseil communal a approuvé le compte 2024;

Attendu qu'en date du 13 octobre 2025, la Tutelle nous a adressé un courrier dans lequel il nous indique notre compte est devenu exécutoire par expiration du délai (cf lettre, ci-jointe);

Attendu que les remarques suivantes ont été formulées :

- le compte se clôture avec déficit de 3,63 millions euros contrairement à l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui prévoit que le budget ne peut pas présenter un solde négatif : par conséquent, il nous est demandé de prendre toutes les mesures nécessaires pour clôturer l'exercice à l'équilibre;
- les dépenses de fonctionnement augmentent de 18 % par rapport au compte 2023 : par conséquent, il nous est demandé une gestion plus rigoureuse de celles-ci.
- le constat de la sous-estimation du montant des non-valeurs et des irrécouvrables : on nous suggère d'évaluer plus correctement les montants de ces derniers dans les futurs budgets afin de ne pas gonfler les résultats budgétaires.

Décide de prendre acte de l'approbation du compte 2024 par la Tutelle.

Le Conseil prend acte.

Rekening 2024.- Goedkeuring

De raad,

Aangezien de gemeenteraad op 26 juni 2025 de rekening 2024 goedgekeurd heeft;

Aangezien het Toezicht ons op 13 oktober 2025 een brief gestuurd heeft waarin het ons aangeeft dat onze rekening uitvoerbaar geworden is door verstrijking van de termijn (zie brief in de bijlage);

Aangezien de volgende opmerkingen geformuleerd werden:

- De rekening wordt afgesloten met een tekort van 3,63 miljoen euro in tegenstelling tot artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat bepaalt dat de begroting geen negatief saldo mag vertonen: bijgevolg wordt ons gevraagd alle nodige maatregelen te treffen om het dienstjaar in evenwicht af te sluiten;
- De werkingsuitgaven stijgen met 18 % ten opzichte van de rekening 2023: bijgevolg wordt ons een strenger beheer ervan gevraagd;
- De vaststelling van de onderschatting van het bedrag van de onwaarden en oninvorderbaarheden: er wordt ons voorgesteld de bedragen van deze laatste in de toekomstige begrotingen correcter te schatten om de begrotingsresultaten niet op te blazen;

Beslist akte te nemen van de goedkeuring van de rekening 2024 door het Toezicht.

De Raad neemt akte.

1 annexe / 1 bijlage

Notif signée - Commune Uccle - C2024.pdf7894837291055189008 (002).pdf

Le Conseil,
Vu l'article 14 du Règlement général de la comptabilité communale;
Vu que lorsque le budget n'est pas encore voté, les crédits provisoires doivent être arrêtés par le Conseil communal;
Vu la nécessité de s'assurer de pouvoir faire face aux obligations les plus immédiates qui se présenteront dès le début du nouvel exercice budgétaire et d'écarter tout risque de blocage;
Sur proposition du Collège échevinal,
Décide de demander à l'autorité de tutelle l'autorisation de disposer pour 2026 de crédits provisoires à concurrence de trois douzièmes des allocations portées au budget ordinaire de l'exercice précédent et approuvées par l'autorité supérieure.

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Voorlopige twaafden voor 2026

De Raad,
Gezien artikel 14 van het algemene reglement op de gemeentelijke boekhouding;
Gezien in het geval dat de begroting nog niet gestemd is geweest, de voorlopige kredieten moeten vastgelegd worden door de Gemeenteraad;
Gezien de noodzaak tegemoet te kunnen komen aan de dringendste verplichtingen die zich zouden voordoen vanaf het begin van het nieuwe begrotingsjaar en alle risico's van blokkering te vermijden;
Op voorstel van het Schepencollege,
Besluit aan de voogdijoverheid de toelating te vragen voor 2026 te mogen beschikken over voorlopige kredieten ten belope van drie twaalfden van de toewijzingen van de gewone begroting van het vorige dienstjaar, goedgekeurd door de hogere overheid.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

27.11.2025/A/0008 **Convention entre la commune et le Fonds Régional de refinancement des Trésoreries Communales concernant l'octroi d'un prêt pour le financement du projet We Pulse II.- Approbation.**

Le Conseil,
Attendu qu'en date du 26 septembre 2023, le Conseil communal a marqué son accord pour l'adhésion de la commune d'Uccle au programme We Pulse et pour l'appel à candidature en ce qui concerne l'octroi de prêts, relatifs à:
-la solution informatique applicative et des services associés dans le domaine de la gestion financière de la commune (FIN);
-la solution informatique applicative et des services associés dans le domaine de la gestion des ressources humaines de la commune (GHR-Soft HR);
- la solution informatique applicative et des services associés dans le domaine de la gestion du personnel et de la paie (GHR-Hard HR) de la commune;
Attendu qu'en date du 28 mars 2024, le Conseil communal a approuvé la convention de prêt pour un montant de 1.025.444,33 € € destinés à financer les investissements de la commune pour le développement de solutions applicatives dans les domaines:
a. la gestion financière de la commune (FIN)
b.la gestion des ressources humaines de la commune (GRH-Soft HR)

c. la gestion du personnel et de la paie de la commune (GRH-Hard HR);
- et la signature de cette convention;

Attendu qu'en date du 28 mars 2024, le Conseil communal a approuvé la convention de prêt pour un montant de 440.574,60 € destinés à financer les investissements du CPAS pour le développement de solutions applicatives dans les domaines:

a. la gestion financière du CPAS (FIN)

b. la gestion des ressources humaines du CPAS (GRH-Soft HR)

c. la gestion du personnel et de la paie du CPAS (GRH-Hard HR);

Attendu que suite à un courrier du 13 juillet 2025 du FRBRTC de la Région de Bruxelles-Capitale et d'un rappel daté du 15 octobre 2025, ce dernier nous demande d'approuver la convention de prêt We Pulse II pour un montant de 202.039,25 €, destinés à financer les investissements de la commune pour le développement de solutions applicative dans les domaines de la gestion des ressources humaines de la commune;

Attendu que l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 décembre 2024 prévoit des investissements amortissables en 10 ans relatifs au développement de solutions applicatives dans les domaines de la gestion des ressources humaines (GRH);

Attendu que le montant total maximum des prêts octroyés 2025 est fixé à 2,407 millions d'euros et est réparti entre les communes éligibles eu égard aux conditions définies dans l'appel à candidature lancé le 17 juillet 2023 par le Ministre chargé des Pouvoirs locaux visant spécifiquement les investissements dans le développement des solutions informatiques applicatives dans les domaines de la gestion financière (FIN) et la gestion des ressources humaines (GRH - Soft HR) et la gestion du personnel et de la paie (GRH - Hard HR) des communes et de leur CPAS;

Décide - d'approuver la convention entre la commune et le Fonds Régional de refinancement des Trésoreries Communales concernant l'octroi d'un prêt pour le financement du projet We Pulse II.

- de signer cette dernière.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Overeenkomst tussen de gemeente en het Brussels Gewestelijke herfinancieringsfonds van Gemeentelijke Thesaurieën betreffende de toekenning van een lening voor de financiering van het project We Pulse II.- Goedkeuring.

De raad,

Overwegende dat de gemeenteraad op 26 september 2023 heeft ingestemd met de toetreding van de gemeente Ukkel tot het programma We Pulse en met de oproep tot het indienen van kandidaturen voor de toekenning van leningen met betrekking tot:

-de IT-applicatieoplossing en bijbehorende diensten op het gebied van gemeentelijk financieel beheer (FIN);

-de IT-applicatieoplossing en bijbehorende diensten op het gebied van Human Resources (HRM-Soft HR);

-de IT-applicatieoplossing en bijbehorende diensten op het gebied van personeelsbeheer (HRM-Hard HR) van de gemeente;

Aangezien de gemeenteraad op 28 maart 2024 zijn goedkeuring heeft verleend aan de leningsovereenkomst voor een bedrag van € 1.025.444,33 voor de financiering van de investeringen van de gemeente in de ontwikkeling van toepassingsoplossingen in de volgende gebieden:

a. het financieel beheer van de gemeente (FIN)

b. Human Resources van de gemeente (HRM - Soft HR)

c. het personeels- en salarisbeheer (HRM - Hard HR);

- en de ondertekening van deze overeenkomst;

Aangezien de gemeenteraad op 28 maart 2024 zijn goedkeuring heeft verleend aan de

leningsovereenkomst voor een bedrag van € 440.574,60 voor de financiering van de investeringen van het OCMW in de ontwikkeling van toepassingsoplossingen in de volgende gebieden:

- a. het financieel beheer van het OCMW (FIN)
- b. Human Resources van het OCMW (HRM - Soft HR);
- c. het personeels- en salarisbeheer van het OCMW (HRM - Hard HR);

Aangezien dat, ingevolge een brief van 13 juli 2025 van het BGHGT van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en een herinnering van 15 oktober 2025, het BGHGT ons vraagt om de leningsovereenkomst We Pulse II goed te keuren voor een bedrag van € 202.039,25 bestemd voor de financiering van de investeringen van de gemeente in de ontwikkeling van toepassingsoplossingen op het vlak van HR-beheer van de gemeente;

Aangezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 december 2024 voorziet in over 10 jaar af te schrijven investeringen in verband met de ontwikkeling van toepassingsoplossingen op het vlak van HR-beheer (HRM);

Aangezien het maximale totaalbedrag van de in 2025 toegekende leningen is vastgesteld op 2,407 miljoen euro en over de in aanmerking komende gemeentes wordt verdeeld met inachtneming van de voorwaarden die zijn vastgesteld in de op 17 juli 2023 door de minister voor Plaatselijke Besturen gepubliceerde oproep tot het indienen van kandidaturen, die specifiek gericht is op investeringen in de ontwikkeling van IT-toepassingsoplossingen op het vlak van financieel beheer (FIN) en HR-beheer (HRM - Soft HR) en personeels- en loonadministratie (HRM - Hard HR) voor gemeentes en hun OCMW's.

Beslist - de overeenkomst tussen de gemeente en het Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën betreffende de toekenning van een lening voor de financiering van het project We Pulse II goed te keuren.

- om dit te ondertekenen.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen
FRBRTC_WP II UCC (1.2) (002).pdf, Convention FR Commune UCC WPIL.docx (1.1) (003).pdf, Overeenkomst NL Gemeente UCC WPIL.docx (1.1) (002).pdf

Marie Borsu quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT RESSOURCES HUMAINES - DEPARTEMENT HUMAN RESSOURCES

Personnel - Personeel

27.11.2025/A/0009 **Règlement sur le télétravail.- Modifications.**

Le Conseil,

Vu le règlement adopté par le Conseil communal du 28 avril 2022 ;
Considérant que certaines adaptations doivent être apportées à ce règlement ;
Considérant que ces modifications concernent principalement :

Le délai pour demander l'autorisation de télétravailler (nouvel agent : 3 mois de service / nouvelle fonction/service : 1 mois) ;

Le télétravail structurel reste à 1 jour par semaine, mais l'obligation de prester 3

jours en présentiel par semaine passe à 2 jours complets en présentiel par semaine ;

L'accessibilité dès le début de la journée de télétravail /indication du jour de télétravail dans l'agenda électronique Outlook de l'agent ;

Le télétravail occasionnel n'est plus autorisé la veille et le lendemain d'une période d'absence de 5 jours ou plus ;

La durée et la fin du télétravail : suspension ou fin avec ou sans préavis ;

La reformulation / précisions / modifications de titres et numérotation des articles ;

Vu que ces modifications ont été soumises et acceptées par le Collège du 28 octobre 2025 ;

Vu que ces modifications ont été soumises au Comité Particulier de Négociation du 12 novembre 2025 et ont fait l'objet d'un protocole d'accord,

Décide :

De modifier le règlement sur le télétravail tel que repris en annexe.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Reglement op het telewerk.- Wijzigingen.

De raad,

Gelet op het reglement dat op 28 april 2022 goedgekeurd werd door de gemeenteraad; Overwegende dat er bepaalde aanpassingen doorgevoerd moeten worden in dit reglement;

Overwegende dat deze wijzigingen voornamelijk betrekking hebben op:

- De termijn om de toelating om te telewerken aan te vragen (nieuwe ambtenaar: 3 maanden in dienst / nieuwe functie/dienst: 1 maand);
- Het structureel telewerk blijft op 1 dag per week, maar de verplichting om 3 dagen per week op kantoor te presteren daalt naar 2 volledige dagen op kantoor per week;
- De bereikbaarheid vanaf het begin van de telewerkdag / aanduiding van de telewerkdag in de elektronische Outlookagenda van de ambtenaar;
- Occasioneel telewerk is niet langer toegestaan op de dag voor en na een afwezigheidsperiode van 5 dagen of langer;
- De duur en het einde van het telewerk: opschorting of einde met of zonder opzegtermijn;
- De herformulering / verduidelijking / wijziging van titels en nummering van de artikels;

Aangezien deze wijzigingen voorgelegd werden aan en aanvaard werden door het college van 28 oktober 2025;

Aangezien deze wijzigingen voorgelegd werden aan het Bijzonder Onderhandelingscomité van 12 november 2025 en het voorwerp uitgemaakt hebben van een protocolakkoord;

Beslist :

Het reglement op het telewerk zoals in de bijlage te wijzigen.

De Raad keurt het punt goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

*Conseil - Règlement_teleworking_modifications en cours 2025 - Copie.pdf, Raad -
Règlement_teleworking_modifications en cours 2025_nl - Copie.pdf*

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Jeunesse - Jeugd

27.11.2025/A/0010 **A.S.B.L. Service ucclois de la Jeunesse.- Convention de gestion.- Rapport
d'évaluation et ses annexes.**

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance;

Vu l'ancienne Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 16 décembre 2021 et signée entre la Commune et l'ASBL Service ucclois de la jeunesse, asbl communale au sens de l'ordonnance du 5 juillet 2018 susmentionnée, qui était d'application pour l'année 2024 soit l'année du rapport d'évaluation;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 26 juin 2025 et signée entre la Commune et l'ASBL Service ucclois de la Jeunesse, asbl communale au sens de l'ordonnance du 5 juillet 2018 susmentionnée, le 4 septembre 2025;

Vu que l'Ordonnance dispose à son article 39, § 2 que la Convention et son exécution sont évalués chaque année sur base d'un rapport écrit par le Conseil communal en présence du président du Conseil d'administration de l'ASBL ou de son représentant;

Vu l'article 27 de la Convention disposant que « Le rapport d'évaluation est rédigé sur base des tâches et des missions reprises aux articles 6 et 7 de la convention de gestion ainsi que sur base, au minimum, des indicateurs suivants :

- le budget de l'ASBL relatif à l'exercice évalué;
- les comptes annuels de l'ASBL relatifs à l'exercice évalué;
- le budget prévisionnel afférent à l'exercice suivant;
- le rapport d'activité;
- le procès-verbal de l'assemblée générale approuvant les comptes annuels et le budget prévisionnel;
- le cas échéant, les tarifs appliqués tant aux membres qu'aux personnes n'étant pas membre de l'ASBL;
- le cas échéant, le planning des occupations des bâtiments de la Commune;

Vu ces articles 6 et 7 résumant les missions de l'ASBL telles que reprises dans les statuts;

Considérant que, conformément à l'article 28 de la Convention, le Collège des Bourgmestre et Echevins a inscrit ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil soit à la séance de ce jour et a invité le président du Conseil d'administration, ou son représentant, à y être présent et ce, dans les délais prévus par la Convention;

Considérant que ce rapport d'évaluation est conforme aux objectifs qui lui sont fixés par la Convention de gestion;

Considérant que ce rapport d'évaluation contient dans ses annexes les comptes 2024 ainsi que le budget 2025 telles qu'approuvés par l'Assemblée Générale de

l'ASBL,

Décide :

- d'approuver le rapport d'évaluation 2024 de l'ASBL Service ucclois de la jeunesse en annexe;
- de prendre connaissance des comptes 2024 et du budget 2025 de l'ASBL tels que joints en annexe du rapport d'évaluation.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

V.Z.W. Service ucclois de la Jeunesse.- Beheersovereenkomst.- Evaluatieverslag en de bijlagen.

De Raad,

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, en meer bepaald artikels 38 tot 40 van deze ordonnantie;

Gelet op de oude beheersovereenkomst die door de Raad tijdens zijn vergadering van 9 december 2021 werd goedgekeurd en ondertekend tussen de gemeente en de vzw Service ucclois de la jeunesse, een gemeentelijke vzw in de zin van de bovengenoemde ordonnantie van 5 juli 2018, die van toepassing was voor het jaar 2024, het jaar van het evaluatierapport;

Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 26 juni 2025 en ondertekend tussen de gemeente en de vzw Action pour la famille, la santé et l'égalité des chances, een gemeentelijke vzw in de zin van bovenvermelde ordonnantie van 5 juli 2018, op 4 september 2025 ;

Aangezien artikel 39, § 2 van de ordonnantie bepaalt dat de overeenkomst en de uitvoering ervan elk jaar worden geëvalueerd op basis van een schriftelijk verslag van de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de vzw of zijn vertegenwoordiger;

Aangezien artikel 27 het volgende bepaalt: "Het evaluatieverslag wordt opgesteld op basis van de taken en opdrachten die in artikels 6 en 7 van deze overeenkomst zijn omschreven en op basis van ten minste de volgende indicatoren :

- de begroting van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
- de jaarrekeningen van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
- de voorlopige begroting voor het volgende begrotingsjaar;
- het activiteitenverslag;
- het proces-verbaal van de algemene vergadering waarin de jaarrekeningen en de voorlopige begroting worden goedgekeurd;
- desgevallend de tarieven zowel voor leden als niet-leden van de VZW;
- desgevallend de planning van de bezetting van de gebouwen van de Gemeente;

Gelet op deze artikels 6 en 7 die de opdrachten van de vzw zoals bepaald in de statuten samenvatten;

Overwegende, overeenkomstig artikel 28 van de overeenkomst, dat het college van burgemeester en schepenen dit punt op de agenda van de volgende raad heeft gezet en de voorzitter van de raad van bestuur, of zijn vertegenwoordiger, heeft opgeroepen voor deze raad binnen de overeenkomst vastgestelde termijnen;

Overwegend dat dit evaluatieverslag voldoet aan de doelstellingen die zijn vastgelegd in de beheersovereenkomst;

Overwegende dat dit evaluatierapport in zijn bijlagen de rekeningen 2024 en de begroting 2025 bevat zoals goedgekeurd door de algemene vergadering van de vzw,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde evaluatieverslag 2024 van vzw Service ucclois de la Jeunesse;
- kennis te nemen van de jaarrekening 2024 en de begroting 2025 van de vzw zoals toegevoegd in de bijlage van de evaluatieverslag.

De Raad keurt het punt goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

7 annexes / 7 bijlagen

Service Ucclois de la Jeunesse - Rapport d'évaluation.pdf, Annexe - PV - 17 décembre 2024.pdf, Annexe - Bilan 2024.pdf, Annexe - Budget 2025.pdf, Annexe - Planning occupations.pdf, Annexe - Rapport d'activités 2024.pdf, Annexe - PV - 17 juin 2025.pdf

Marie Borsu entre en séance / treedt in zitting.

27.11.2025/A/0011 **Jeunesse - Subsidies aux mouvements de jeunesse - Année 2025 - Engagement des dépenses**

Le Conseil,

Considérant que l'administration communale d'Uccle octroie, depuis plusieurs années déjà, des subsides d'encouragement aux mouvements de jeunesse ucclois afin de soutenir leurs activités ;

Considérant que, comme les années précédentes, l'ensemble des mouvements de jeunesse dont les coordonnées étaient en possession du service et ont été invités à introduire une demande de subside, comprenant notamment la présentation de leurs projets pour l'année à venir ;

Considérant qu'à ce jour, 15 organismes ont introduit une demande d'aide financière ;

Considérant que le service de la Jeunesse propose de répartir une partie de l'enveloppe budgétaire prévue à cet effet selon le tableau repris ci-dessous :

UNITÉ		2025	2024
1	Patro Sacré-Cœur	450	450
2	101 ^{ème} unité Saint-Paul ND de Stalle	450	450
3	69 ^{ème} unité FSC Précieux-Sang	350	350
4	43 ^{ème} unité GCB Précieux-Sang	350	350
5	16 ^{ème} unité N-D du Rosaire	400	400
6	22 ^{ème} unité N-D du Rosaire	400	400
7	39 ^{ème} unité N-D de Boetendael	400	400
8	46 ^{ème} unité N-D de Boetendael	450	/
9	59 ^{ème} unité Saint-Marc	350	350
10	80 ^{ème} unité Saint –Marc	350	350
11	9 ^{ème} Groupe FSE Uccle	400	400
12	Groupe Honneur	450	/
13	15 ^{ème} unité Sainte-Anne	450	/

14	49 ^{ème} unité Sainte-Anne	450	/
15	97 ^{ème} Unité IF- Scouts pluralistes	450	450
TOTAL		6.150 €	4.800 €

Considérant que le service Jeunesse propose d'affecter la partie restante de l'enveloppe budgétaire aux mouvements de jeunesse qui doivent encore régulariser leur situation administrative ;

Décide :

D'approuver la répartition des subsides aux mouvements de jeunesse pour l'année 2025 telle que présentée ci-dessus ;

D'approuver l'engagement de la dépense sur l'article budgétaire 76101/332-02/ - MJ/61.

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Jeugd - Subsidies aan jeugdbewegingen - Jaar 2025 - Vastlegging van de uitgaven

De Raad,

Overwegende dat het gemeentebestuur van Ukkel sinds meerdere jaren aanmoedigingssubsidies toekent aan de jeugdbewegingen van Ukkel om hun activiteiten te ondersteunen ;

Overwegende dat, zoals in de voorgaande jaren, alle jeugdbewegingen waarvan de contactgegevens in het bezit waren van de dienst, werden uitgenodigd om een subsidieaanvraag in te dienen, met daarin onder meer de voorstelling van hun projecten voor het komende jaar ;

Overwegende dat tot op heden 15 organisaties een financiële steunaanvraag hebben ingediend ;

Overwegende dat de Jeugddienst voorstelt om een deel van het hiervoor voorziene budget te verdelen volgens onderstaande tabel :

EENHEID		2025	2024
1	Patro Sacré-Cœur	450	450
2	101ste Eenheid Saint-Paul ND de Stalle	450	450
3	69ste Eenheid FSC Précieux-Sang	350	350
4	43ste Eenheid GCB Précieux-Sang	350	350
5	16de Eenheid N-D du Rosaire	400	400

6	22ste Eenheid N-D du Rosaire	400	400
7	39ste Eenheid N-D de Boetendael	400	400
8	46ste Eenheid N-D de Boetendael	450	/
9	59ste Eenheid Sint-Marcus	350	350
10	80ste Eenheid Sint-Marcus	350	350
11	9de Groep FSE Ukkel	400	400
12	Groep Honneur	450	/
13	15 ^{ème} Eenheid Sint-Anna	450	/
14	49 ^{ème} Eenheid Sint-Anna	450	/
15	97 ^{ste} Eenheid IF- Pluralistische Scouts	450	450
TOTAAL		6.150 €	4.800 €

Overwegende dat de Jeugddienst voorstelt om het resterende gedeelte van het budget toe te wijzen aan de jeugdbewegingen die hun administrative situation nog moeten regulariseren ;

Besluit :

De toekenning van de subsidies aan de jeugdbewegingen voor het jaar 2025 goed te keuren, zoals hierboven weergegeven ;

De uitgave goed te keuren op de begrotingspost 76101/332-02/ -MJ/61.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

Parascolaire - Bijschoolse activiteiten

27.11.2025/A/0012 **A.S.B.L. Le Parascolaire d'Uccle.- Rapport d'évaluation et ses annexes.**

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 16 décembre 2021 et signée entre la Commune et l'ASBL le Parascolaire d'Uccle, ASBL communale au sens de l'ordonnance du 5 juillet 2018 susmentionnée, le 21 février 2022;

Vu que l'Ordonnance dispose à son article 39, § 2 que la Convention et son exécution sont évaluées chaque année sur base d'un rapport écrit par le Conseil

communal en présence du président du Conseil d'administration de l'ASBL ou de son représentant;

Vu l'article 27 de la Convention disposant que « Le rapport d'évaluation est rédigé sur base des tâches et des missions reprises aux articles 6 et 7 de la convention de gestion ainsi que sur base, au minimum, des indicateurs suivants :

- le budget de l'ASBL relatif à l'exercice évalué;
- les comptes annuels de l'ASBL relatifs à l'exercice évalué;
- le budget prévisionnel afférent à l'exercice suivant;
- le rapport d'activité;
- le procès-verbal de l'assemblée générale approuvant les comptes annuels et le budget prévisionnel;
- le cas échéant, les tarifs appliqués tant aux membres qu'aux personnes n'étant pas membre de l'ASBL;
- le cas échéant, le planning des occupations des bâtiments de la Commune »;

Vu ces articles 6 et 7 résumant les missions de l'ASBL telles que reprises dans les statuts;

Considérant que l'ASBL a remis son rapport d'évaluation relatif à l'année 2024 au Secrétariat central de la Commune contre récépissé;

Considérant que, conformément à l'article 28 de la Convention, le Collège des Bourgmestre et échevins a inscrit ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil soit à la séance de ce jour et a invité le président du Conseil d'administration, ou son représentant, à y être présent et ce, dans les délais prévus par la Convention;

Considérant que ce rapport d'évaluation est conforme aux objectifs qui lui sont fixés par la Convention de gestion;

Considérant que ce rapport d'évaluation contient dans ses annexes les comptes 2024 ainsi que le budget 2025 tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale de l'ASBL,

Décide :

- d'approuver le rapport d'évaluation 2024 de l'ASBL le Parascolaire d'Uccle en annexe;
- de prendre connaissance des comptes 2024 et du budget 2025 de l'ASBL tels que joints en annexe du rapport d'évaluation.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

V.Z.W. Le Parascolaire d'Uccle.- Evaluatieverslag en bijlagen

De Raad,

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, en meer bepaald artikels 38 tot 40 van deze ordonnantie;

Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 16 december 2021 en ondertekend tussen de gemeente en vzw le Parascolaire d'Uccle, een gemeentelijke vzw in de zin van bovenvermelde ordonnantie van 5 juli 2018, op 21 februari 2022;

Aangezien artikel 39, § 2 van de ordonnantie bepaalt dat de overeenkomst en de uitvoering ervan elk jaar worden geëvalueerd op basis van een schriftelijk verslag van de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de vzw of zijn vertegenwoordiger;

Aangezien artikel 27 het volgende bepaald : "Het evaluatieverslag wordt opgesteld op basis van de taken en opdrachten die in artikels 6 en 7 van deze overeenkomst zijn omschreven en op basis van ten minste de volgende indicatoren:

- de begroting van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
- de jaarrekeningen van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
- de voorlopige begroting voor het volgende begrotingsjaar;
- het activiteitenverslag;

- het proces-verbaal van de algemene vergadering waarin de jaarrekeningen en de voorlopige begroting worden goedgekeurd;
- desgevallend de tarieven zowel voor leden als niet-leden van de VZW;
desgevallend de planning van de bezetting van de gebouwen van de Gemeente.”;
Gelet op deze artikels 6 en 7 die de opdrachten van de vzw zoals bepaald in de statuten samenvatten;
Overwegende dat de vzw haar evaluatieverslag met betrekking tot het jaar 2024 tegen ontvangstbewijs heeft overgemaakt aan het centraal secretariaat van de gemeente;
Overwegende, overeenkomstig artikel 28 van de overeenkomst, dat het college van burgemeester en schepenen dit punt op de agenda van de volgende raad heeft gezet en de voorzitter van de raad van bestuur, of zijn vertegenwoordiger, heeft opgeroepen voor deze raad op binnen de in de overeenkomst vastgestelde termijnen;
Overwegend dat dit evaluatieverslag voldoet aan de doelstellingen die zijn vastgelegd in de beheersovereenkomst;
Overwegende dat dit evaluatierapport in zijn bijlagen de rekeningen 2024 en de begroting 2025 bevat zoals goedgekeurd door de algemene vergadering van de vzw,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde evaluatieverslag 2024 van vzw le Parascolaire d'Uccle;
- kennis te nemen van de jaarrekening 2024 en de begroting 2025 van de vzw zoals toegevoegd in de bijlage van de evaluatieverslag.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

7 annexes / 7 bijlagen

Le rapport d'évaluation 2024.pdf, Le planning des occupations des bâtiments communaux et les tarifs de l'A.S.B.L..pdf, ASSEMBLEE GENERALE DU 10 JUIN 2025 - Liste des actes.pdf, Liste des actes - Comptes annuels 2024.pdf, Courrier accompagnant le dépôt du rapport d'évaluation 2024.pdf, Les comptes annuels 2024.pdf, Les rapports d'activités.pdf

Extrascolaire - Naschoolse

27.11.2025/A/0013 Accueil Extrascolaire- Accueil Temps Libre (ATL) - Approbation du programme CLE (Coordination Locale pour l'Enfance) - Rapport d'activité 2024-2025 et plan d'action 2025-2026

Le Conseil,

Attendu que le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire (communément appelé "décret A.T.L.") prévoit, tous les 5 ans, la mise en place d'un nouveau programme C.L.E. (programme de Coordination Locale pour l'Enfance), qui vise le développement d'initiatives existantes et, en fonction des moyens, la création de nouvelles initiatives qui rencontrent les besoins révélés par l'état des lieux et l'analyse des besoins;

Considérant que le programme C.L.E. 2020-2025 est arrivé à échéance;

Vu que les coordinatrices ont réalisé, préalablement au programme C.L.E. 2025-2030, un nouvel état des lieux suivi d'une nouvelle analyse des besoins de la Commune en matière d'accueil des enfants de 2,5 à 12 ans, en dehors des heures scolaires, consultable en ligne sur le blog de l'Extrascolaire ;

Etant donné que le programme C.L.E. 2020-2025, accompagné de ses annexes (Projets

d'accueil et R.O.I. des écoles agréées) ont été approuvés par la C.C.A. (Commission Communale de l'Accueil) en date du 7 octobre 2025;

Vu que des représentants du Conseil communal, dont le membre du collège des bourgmestre et échevins et le membre du Conseil communal désigné par le Collège des bourgmestre et échevins, siègent à la C.C.A.;

Vu que le Plan d'action 2025-2026 et le rapport d'activité 2024-2025 ont été approuvés par la C.C.A.;

Vu que ce Plan d'action et ce rapport d'activité doivent être transmis au Conseil communal pour information;

Étant donné que le programme C.L.E. validé par la CCA doit être soumis au Conseil communal;

Vu que le Conseil communal arrête sa décision sur la proposition de programme C.L.E.;

Décide :

- D'approuver le nouveau programme C.L.E. 2025-2030 développant les objectifs à atteindre et les actions à mener pour une durée de 5 ans.

- De prendre acte de l'évaluation du plan d'action 2024-2025 et du nouveau plan d'action 2025-2026.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Buitenschoolse opvang- (Accueil Temps Libre) - Goedkeuring van het "CLE"-programma - activiteitenverslag 2024-2025 en jaarlijkse actieplan 2025-2026

De Raad,

Overwegende dat het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van kinderen tijdens hun vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang (algemeen bekend als het "A.T.L.-decreet") voorziet in de invoering, elke 5 jaar, van een nieuw C.L.E.-programma (Programma voor Lokale Coördinatie voor Kinderen), dat gericht is op de ontwikkeling van bestaande initiatieven en, afhankelijk van de beschikbare middelen, op de oprichting van nieuwe initiatieven die tegemoetkomen aan de behoeften vastgesteld in de stand van zaken en de behoefteanalyse;

Gezien het feit dat het C.L.E.-programma 2020-2025 ten einde is gelopen;

Gezien het feit dat de coördinatoren, voorafgaand aan het C.L.E.-programma 2025-2030, een nieuwe stand van zaken hebben opgesteld, gevolgd door een nieuwe behoefteanalyse van de Gemeente met betrekking tot de opvang van kinderen van 2,5 tot 12 jaar, buiten de schooluren, welke online te raadplegen is op de blog van de Buitenschoolse Opvang; Overwegende dat het C.L.E.-programma 2020-2025, samen met de bijlagen ervan (Opvangprojecten en Schoolreglement), werd goedgekeurd door de C.C.A. (Gemeentelijke Opvangcommissie) op 7 oktober 2025;

Gezien dat vertegenwoordigers van de Gemeenteraad, waaronder het lid van het College van Burgemeester en Schepenen en het lid van de Gemeenteraad aangeduid door het College van Burgemeester en Schepenen, zitting hebben in de C.C.A.;

Gezien dat het Actieplan 2025-2026 en het Activiteitenverslag 2024-2025 door de C.C.A. werden goedgekeurd;

Gezien dat dit Actieplan en dit Activiteitenverslag aan de Gemeenteraad moeten worden overgemaakt ter informatie;

Overwegende dat het door de CCA gevalideerde C.L.E.-programma aan de Gemeenteraad moet worden voorgelegd;

Gezien dat de Gemeenteraad een beslissing neemt over het voorstel van C.L.E.-programma;

Beslist:

- Het nieuwe C.L.E.-programma 2025-2030, waarin de te bereiken doelstellingen en de uit te voeren acties voor een periode van 5 jaar worden uitgewerkt, goed te keuren.

- Kennis te nemen van het Activiteitenverslag 2024-2025 en van het nieuwe Actieplan 2025-2026.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Rapport d'activité 2024-2025.pdf, Programme CLE 2025-2030 Uccle.pdf, Plan

27.11.2025/A/0014 **Accueil extrascolaire - Désignation d'un nouveau membre effectif et de son suppléants au sein de la Commission Communale de l'Accueil (CCA) - Composante 1 (Représentants du Conseil Communal)**

Le Conseil,

Vu le Décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire (communément appelé « décret A.T.L. ») ;

Considérant que, dans le cadre de ce décret, une nouvelle C.C.A. (Commission Communale de l'Accueil) doit être constituée dans les six mois qui suivent les élections communales ;

Vu l'article 2 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 ;

Considérant qu'outre le membre désigné par le Collège des Bourgmestre et Échevins pour assurer la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et le soutien à l'accueil extrascolaire et qui siège d'office, quatre membres effectifs et leurs suppléants sont à désigner par le Conseil Communal pour la Composante 1 ;

Vu la décision du Conseil Communal en date du 1er février 2025 de désigner les membres de la Composante 1 de la CCA ;

Considérant le retour de l'ONE, en date du 30 octobre 2025, notifiant la non-conformité de la désignation d'un membre effectif et de son suppléant, à savoir que Madame SMIDA Dhoha (membre effectif) et Madame UMULINGA Katy (membre suppléant) ne remplissent pas la condition d'être membres du Conseil Communal, rendant leur désignation non valide pour cette composante ;

Considérant qu'il est indispensable de procéder sans délai à la désignation d'un nouveau membre effectif et de son suppléant pour siéger à la CCA, afin de permettre la validation de la composition par l'ONE ;

Vu que dans l'article 2 de l'arrêté du 3 décembre 2003, il est précisé que le Conseil communal désigne les représentants à l'issue d'un vote, sur base d'une liste de candidats, membres du Conseil Communal, qui se sont préalablement déclarés ;

Étant donné que pour ce poste à pourvoir, chaque membre du Conseil communal dispose d'une voix pour élire le membre du conseil communal qui se sera porté candidat ainsi que son suppléant ;

Considérant que sera retenu le candidat qui aura obtenu le plus de voix et qu'en cas de parité des voix, c'est le candidat le plus jeune qui est désigné ;

Vu les membres effectifs et suppléants déjà validés par l'ONE ;

Considérant les candidats-membres et -suppléants suivants :

Candidats-membres effectifs Kandidaten-werkende leden	Candidats-suppléants Kandidaten-opvolgers
Diane Culer	Daniel Hublet
Cécile Roba	Patricia Nagelmackers

Céline Vanderborght	Thibaud Wyngaard
---------------------	------------------

Attendu qu'après le nouveau vote en séance, la 4^e place de la composante 1 à pourvoir et son suppléant sont : Isabelle Sirtaine et Yassine Assal ;

Décide :

- D'arrêter, suite au scrutin, pour la mandature 2024-2030, la composition de la Composante 1 de la Commission Communale de l'Accueil de la manière suivante :

Candidats-membres effectifs Kandidaten-werkende leden	Candidats-suppléants Kandidaten-opvolgers
Diane Culer	Daniel Hublet
Cécile Roba	Patricia Nagelmackers
Céline Vanderborght	Thibaud Wyngaard
Isabelle Sirtaine	Yassine Assal

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Buitenschoolse opvang - Aanduiding van een nieuw effectief lid en zijn plaatsvervanger binnen de Gemeentelijke Opvangcommissie - Component 1 (Vertegenwoordigers van de Gemeenteraad)

De Raad,

Gezien het Decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van kinderen tijdens hun vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang (algemeen bekend als het "ATL-decreet") ;

Overwegende dat, in het kader van dit decreet, een nieuwe CCA (Gemeentelijke Opvangcommissie) moet worden samengesteld binnen de zes maanden na de gemeenteraadsverkiezingen ;

Gezien artikel 2 van het Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 2003 tot vaststelling van de uitvoeringsmodaliteiten van het decreet van 3 juli 2003 ;

Gezien, naast het lid dat door het College van Burgemeester en Schepenen is aangewezen om de coördinatie van de opvang van kinderen in hun vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang te verzekeren en dat van rechtswege zitting heeft, vier effectieve leden en hun plaatsvervangers door de Gemeenteraad moeten worden aangewezen voor Component 1.

Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 1 februari 2025 tot aanwijzing van de leden van Component 1 van de CCA ;

Overwegende de reactie van het ONE, gedateerd 30 oktober 2025, waarbij de niet-conformiteit van de aanwijzing van een effectief lid en een plaatsvervangend lid wordt gemeld, namelijk dat Mevrouw SMIDA Dhoha (effectief lid) en Mevrouw UMULINGA Katy (plaatsvervangend lid) niet voldoen aan de voorwaarde om lid te zijn van de Gemeenteraad, waardoor hun aanwijzing voor deze component ongeldig is ;

Overwegende dat het absoluut noodzakelijk is om zonder uitstel over te gaan tot de aanwijzing van een nieuw effectief lid en een nieuwe plaatsvervanger om zitting te nemen in de CCA, teneinde de validatie van de samenstelling door de ONE mogelijk te maken ;

Gezien artikel 2 van het besluit van 3 december 2003, waarin wordt gespecificeerd dat de Gemeenteraad de andere vertegenwoordigers aanwijst na een geheime stemming, op basis van een lijst van kandidaten-leden van de Gemeenteraad die zich vooraf kandidaat hebben gesteld ;

Overwegende dat, voor deze ene vacature, elk lid van de Gemeenteraad beschikt over één stem om het gemeenteraadslid te verkiezen dat zich kandidaat heeft gesteld, alsook zijn plaatsvervanger ;

Overwegende dat de kandidaat die de meeste stemmen behaalt, wordt weerhouden en dat, in geval van gelijkheid van stemmen, de jongste kandidaat wordt aangewezen ;

Gezien de effectieve en plaatsvervangende leden reeds gevalideerd door het ONE ;

Overwegende de volgende kandidaat-leden en -plaatsvervangers :

Candidats-membres effectifs Kandidaten-werkende leden	Candidats-suppléants Kandidaten-opvolgers
Diane Culer	Daniel Hublet
Cécile Roba	Patricia Nagelmackers
Céline Vanderborght	Thibaud Wyngaard

Overwegende dat na de nieuwe stemming in zitting, de 4e plaats van Component 1 die moet worden ingevuld en de plaatsvervanger daarvan zijn: Isabelle Sirtaine en Yassine Assal ;

Beslist :

- De samenstelling van Component 1 van de Gemeentelijke Opvangcommissie, voor de mandaatsperiode 2024-2030, na de stemming als volgt vast te stellen :

Candidats-membres effectifs Kandidaten-werkende leden	Candidats-suppléants Kandidaten-opvolgers
Diane Culer	Daniel Hublet
Cécile Roba	Patricia Nagelmackers

Céline Vanderborght	Thibaud Wyngaard
Isabelle Sirtaine	Yassine Assal

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Commerce - Handel

27.11.2025/A/0015 **Subsides annuels aux associations de commerçants uccloises.- Exercice 2025 - Engagement des dépenses.**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit a été inscrit au budget 2025 à l'article 520/332-02/60 en faveur des associations de commerçants uccloises ;

Vu que, comme chaque année, chaque association a fait parvenir un rapport des activités réalisées et prévues pour l'année à venir, les comptes, le rapport de gestion et de la situation financière (formulaires en annexe);

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide d'approuver l'engagement de la dépense et la répartition des subsides aux diverses associations de commerçants comme suit :

	2024	2025
Vivier d'Oie	800	800
Bourdon	1300	1500
Fort-Jaco	2050	2050
VDK (sous réserve - dossier complet)	1050	1050
Vert Chasseur	800	1000
Saint-Job	800	800

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Subsidies aan de Ukkelse handelaarsverenigingen.- Dienstjaar 2025 - Toezegging van de kosten

De Raad,

Aangezien er een krediet is voorzien in de begroting 2025 onder artikel 520/332-02/60 ten bate van de Ukkelse handelsverenigingen;

Aangezien elke vereniging een activiteitenverslag heeft ingediend voor het afgelopen en het komende jaar, de rekeningen en het verslag inzake het beheer en de financiële toestand;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de vastlegging van de uitgave en de onderstaande verdeling van de subsidies aan de verschillende handelsverenigingen :

	2024	2025
Vivier d'Oie	800	800
Bourdon	1300	1500
Fort-Jaco	2050	2050
VDK (onder voorbehoud – volledig dossier)	1050	1050
Vert Chasseur	800	1000
Saint-Job	800	800

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

Formulaire Fort Jaco.pdf, demande de subside - bourdon .pdf, Vert Chasseur - Formulaire subside ACVC.pdf, Formulaire Saint-Job.pdf, Vivier d'Oie - SUBSIDE 25.pdf

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Rénovation urbaine - Stadsvernieuwing

27.11.2025/A/0016 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité. - Rénovation Urbaine - Construction d'un équipement culturel « Bibliothèque du Merlo » et d'un équipement de cohésion sociale « Atelier-Vélo » dans le secteur Merlo de la zone de revitalisation urbaine 2020, dans le cadre du programme de la Politique de la Ville 2021-2025 – Approbation de la convention "Base Adjudication".**

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016, et en particulier son article 60 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2016 exécutant l'ordonnance précitée et adoptant la « zone de revitalisation urbaine », dite « ZRU 2016 » ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017 relatif à la Politique de la Ville, et notamment son article 23 ;

Vu la délibération du Collège (dossier n° 38038) en date du 24 novembre 2020 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 février 2021 octroyant une subvention de 577.806,81 € à la Commune d'Uccle dans le cadre du programme pluriannuel 2021-2025 « Politique de la Ville par le développement des quartiers » ;

Vu la convention du 30 mars 2021 conclue entre la Commune d'Uccle et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relative à l'octroi de ladite subvention, pour un programme comprenant l'étude et la réalisation d'un équipement culturel (« Bibliothèque du Merlo ») et d'un équipement de cohésion sociale (« Atelier-Vélo ») dans le secteur statistique du Merlo, au sein de la ZRU 2020 ;

Vu la délibération du Collège du 24 novembre 2020 (dossier 38038/0047) relative à l'appel à projets dans le cadre du programme « Politique de la Ville » 2021-2025 ;

Vu le marché de services conclu par BinHôme s.c. désignant le bureau d'étude V+ CLN Architects pour le développement du site du Merlo (propriété de BinHôme), incluant l'étude d'implantation, ainsi que les études fonctionnelle et financière de la « Bibliothèque du Merlo » et de l'« Atelier-Vélo » ;

Vu la délibération du Conseil en date du 19 octobre 2023 (dossier 61072) portant approbation de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour l'avant-projet ;

Considérant la signature de quatre conventions de délégation de maîtrise d'ouvrage entre BinHôme et la Commune d'Uccle, respectivement en date des 29 septembre 2021 (Etude de faisabilité n°1), 24 mars 2022 (étude de faisabilité n°2), 5 décembre 2023 (avant-projet) et 1^{er} octobre 2024 (Permis d'urbanisme), pour la construction des équipements susmentionnés ;

Vu la délibération du Conseil du 27 juin 2024 marquant son accord sur la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la phase d'étude relative à la demande de permis d'urbanisme ;

Vu le dépôt de ladite demande en date du 17 avril 2024 ;

Vu que le dossier a été déclaré complet en date du 3 décembre 2024, et que la Commission de concertation s'est tenue le 21 mai 2025, émettant un avis favorable sous conditions ;

Considérant qu'à ce jour le permis n'a pas encore été octroyé ;

Considérant le marché de service de BinHôme portant sur la désignation du bureau d'étude et que dans ce cadre BinHôme a déjà missionné contractuellement ce bureau pour l'étude BA (Base d'adjudication en vue de l'attribution du marché de travaux) en date du 14 juillet 2025 ;

Considérant qu'une cinquième convention de délégation de maîtrise d'ouvrage est à conclure entre la Commune et BinHôme, concernant la phase relative au lancement et à l'attribution du marché public de travaux (projet d'adjudication et attribution dite BA), et incluant la définition des modalités relatives aux honoraires des auteurs de projet ;

Considérant que ce projet s'inscrit dans une opération globale comprenant :

- la rénovation complète de l'enveloppe du bâtiment de logements existant de BinHôme ;
- la réorganisation du parking souterrain et de son accès ;
- la construction d'un nouvel immeuble de 10 logements ;
- le relogement des locaux du PCS Merlo ;
- la redéfinition des abords du site ;

- la construction des équipements communaux

Considérant que BinHôme a transmis un projet de convention, relu par le Service de la Rénovation Urbaine ainsi que par le Service des Propriétés Communales – Régie Foncière ;

Considérant que la Commune d’Uccle entend approuver les termes de la convention à conclure avec BINHÔME dans le cadre de la cinquième phase BA du projet « Merlo », relative au lancement et à l’attribution du marché de travaux pour la réalisation de la Bibliothèque du Merlo et de l’Atelier-Vélo ;

Considérant que ladite convention fixe les modalités d’engagement ainsi que les droits et obligations réciproques des parties ;

Considérant que la convention prévoit notamment que BINHÔME mènera, au nom et pour compte de la Commune, l’ensemble des actes nécessaires au lancement et à l’attribution du marché public, en respectant la législation en vigueur, tandis que la Commune s’engage à collaborer activement à l’élaboration et à la validation du dossier de base d’adjudication ;

Considérant que la convention précise que le marché sera publié sous la forme d’une procédure ouverte avec publication européenne, que l’attribution interviendra après concertation entre les parties et que, le cas échéant, une procédure concurrentielle avec négociation pourra être engagée, sans que la Commune puisse invoquer l’annulation de la première procédure comme motif de résiliation ;

Considérant que la Commune prend en charge les frais relatifs aux constructions dont elle est bénéficiaire et qu’une convention de financement distincte ultérieure détaillera les modalités de paiement des divers frais de l’opération ;

Considérant que la délégation de maîtrise d’ouvrage est faite à titre gracieux, les frais liés aux prestations des auteurs de projet étant supportés par la Commune ;

Considérant que la convention instaure une organisation de communication et de coopération fondée sur l’échange régulier d’informations et la validation conjointe de toute communication publique ;

Considérant que la convention s’applique jusqu’à la notification officielle de l’attribution du marché public de travaux et prévoit les modalités de résiliation, de nullité et de règlement des litiges ;

Considérant enfin que la date butoir du 28 février 2027, fixée dans le cadre de la procédure Politique de la Ville, constitue un critère d’éligibilité du subside et confère à ce délai un caractère impératif.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

D’approuver les termes de la convention à conclure entre la Commune d’Uccle et BINHÔME dans le cadre de la cinquième phase BA du projet « Merlo ».

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen. - Stadsvernieuwing - Bouw van een culturele voorziening "Bibliotheek Merlo" en van een voorziening voor sociale samenhang "Fietswerkplaats" in sector Merlo van de Zone voor Stedelijke Herwaardering 2020 in het kader van het programma Stadsbeleid 2021-2025 - Goedkeuring van de overeenkomst "Aanbestedingsbasis".

De raad,

Gelet op de organieke ordonnantie betreffende de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016, in het bijzonder artikel 60;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2016 tot uitvoering van de voornoemde ordonnantie en tot goedkeuring van de "zone voor stedelijke herwaardering", genaamd "ZSH 2016";

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 januari 2017 inzake het Stadsbeleid, meer bepaald artikel 23;

Gelet op de beraadslaging van het college (dossier 38038) van 24 november 2020;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 februari 2021 tot toekenning van een subsidie van € 577.806,81 aan de gemeente Ukkel in het kader van het meerjarenprogramma 2021-2025 "Stadsbeleid door wijkontwikkeling";

Gelet op de overeenkomst van 30 maart 2021 tussen de gemeente Ukkel en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met betrekking tot de toekenning van deze subsidie voor een programma dat de studie en de verwezenlijking van een culturele voorziening ("Bibliotheek Merlo") en van een voorziening voor sociale samenhang ("Fietswerkplaats") in statistische sector Merlo in de ZSH 2020 omvat;

Gelet op de beraadslaging van het college van 24 november 2020 (dossier 38038/0047) met betrekking tot de projectoproep in het kader van het programma "Stadsbeleid" 2021-2025;

Gelet op de dienstopdracht gesloten door BinHôme cv tot aanstelling van studiebureau V+ CLN Architects voor de ontwikkeling van site Merlo (eigendom van BinHôme), die de inplantingsstudie en de functionele en financiële studie van "Bibliotheek Merlo" en van de "Fietswerkplaats" omvat;

Gelet op de beraadslaging van de raad van 19 oktober 2023 (dossier 61072) houdende goedkeuring van de overeenkomst van delegatie van bouwheerschap voor het voorontwerp;

Overwegende de ondertekening van vier overeenkomsten van delegatie van bouwheerschap tussen BinHôme en de gemeente Ukkel, respectievelijk op 29 september 2021 (haalbaarheidsstudie 1), 24 maart 2022 (haalbaarheidsstudie 2), 5 december 2023 (voorontwerp) en 1 oktober 2024 (stedenbouwkundige vergunning), voor de bouw van de voornoemde voorzieningen;

Gelet op de beraadslaging van de raad van 27 juni 2024, die zijn akkoord verleent aan de overeenkomst van delegatie van bouwheerschap voor de studiefase met betrekking tot de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning;

Gelet op de indiening van deze aanvraag op 17 april 2024;

Aangezien het dossier volledig verklaard werd op 3 december 2024 en de

Overlegcommissie plaatsvond op 21 mei 2025, die een gunstig advies onder voorwaarden geformuleerd heeft;

Overwegende dat de vergunning vandaag de dag nog niet toegekend werd;

Overwegende de dienstopdracht van BinHôme met betrekking tot de aanstelling van het studiebureau en dat BinHôme in dit kader dit bureau op 14 juli 2025 al contractueel de opdracht gegeven heeft voor de AB-studie (aanbestedingsbasis met het oog op de gunning van de opdracht van werken);

Overwegende dat er een vijfde overeenkomst van delegatie van bouwheerschap gesloten moet worden tussen de gemeente en BinHôme met betrekking tot de fase voor de lancering en de gunning van de overheidsopdracht van werken (ontwerp van aanbesteding en gunning genaamd AB), die de bepaling van de modaliteiten met betrekking tot de erelonen van de projectontwerpers omvat;

Overwegende dat dit project past in een globale verrichting die het volgende omvat:

- De volledige renovatie van de bouwschil van het huidige woongebouw van BinHôme;
- De reorganisatie van de ondergrondse parking en van de toegang ertoe;
- De wederopbouw van een nieuw gebouw met 10 woningen;
- De herhuisvesting van de lokalen van PCS Merlo;
- De herdefiniëring van de omgeving van het terrein;
- De bouw van de gemeenschappelijke voorzieningen;

Overwegende dat BinHôme een ontwerp van overeenkomst bezorgd heeft, nagelezen door de dienst Stadsvernieuwing en de dienst Gemeente-eigendommen/Grondregie;

Overwegende dat de gemeente Ukkel de bewoordingen van de overeenkomst met BINHÔME in het kader van de vijfde fase AB van project "Merlo" met betrekking tot de lancering en de gunning van de opdracht van werken voor de verwezenlijking van Bibliotheek Merlo en van de Fietswerkplaats wil goedkeuren;

Overwegende dat deze overeenkomst de vastleggingsmodaliteiten en de wederzijdse rechten en plichten van de partijen bepaalt;

Overwegende dat de overeenkomst onder andere bepaalt dat BINHÔME in naam en voor rekening van de gemeente alle nodige handelingen verricht voor de lancering en de gunning van de overheidsopdracht, in navolging van de geldende wetgeving, terwijl de gemeente zich ertoe verbindt actief mee te werken aan de opmaak en aan de validatie van het basisaanbestedingsdossier;

Overwegende dat de overeenkomst verduidelijkt dat de opdracht bekendgemaakt wordt in de vorm van een openbare procedure met Europese bekendmaking, dat de gunning plaatsvindt na overleg tussen de partijen en dat er desgevallend een mededingingsprocedure met onderhandeling opgestart kan worden, zonder dat de gemeente de annulatie van de eerste procedure kan invoeren als ontbindingsmotief;

Overwegende dat de gemeente de kosten met betrekking tot de bouwwerken waarvan ze de begunstigde is voor haar rekening neemt en dat een latere afzonderlijke financieringsovereenkomst de betalingsmodaliteiten van de verschillende kosten van de verrichting detailleert;

Overwegende dat de delegatie van bouwheerschap kosteloos gebeurt, de kosten die samenhangen met de prestaties van de projectontwerpers worden gedragen door de gemeente;

Overwegende dat de overeenkomst een organisatie van communicatie en samenwerking invoert die steunt op de regelmatige uitwisseling van informatie en de gezamenlijke validatie van alle openbare communicatie;

Overwegende dat de overeenkomst van toepassing is tot de officiële betekening van de gunning van de overheidsopdracht van werken en voorziet in de modaliteiten rond ontbinding, nietigheid en beslechting van geschillen;

Overwegende ten slotte dat de deadline van 28 februari 2027, bepaald in het kader van de procedure Stadsbeleid, een criterium vormt om in aanmerking te komen voor de subsidie en aan deze deadline een dwingend karakter geeft;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

De bewoordingen van de overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en BINHÔME in het kader van de vijfde fase AB van project "Merlo" goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

RU104_PDV2020_MERLO_ConventionDMO-BA.pdf

Logement - Huisvesting

27.11.2025/A/0017 **Logement - Commission d'attribution des logements communaux – modification de la composition : désignation d'un membre**

Le Conseil,

Vu la délibération du 1er octobre 2020 par laquelle le Conseil communal a adopté le nouveau règlement d'attribution pour les logements communaux et a décidé de modifier la composition de la commission d'attribution de ceux-ci ;

Vu la délibération du 7 septembre 2023 par laquelle le Conseil communal a décidé de modifier la composition de la commission d'attribution des logements communaux, afin de désigner des suppléants au nombre de deux ;

Vu la délibération du 17 octobre 2024 par laquelle le Conseil communal a décidé de modifier la composition de la commission d'attribution des logements communaux ;

Vu que les fonctionnaires suivants constituaient la commission instituée pour les logements communaux suite à cette modification :

Madame Lydie Jerkovic, Responsable du Département de l'Aménagement du Territoire et de la Politique foncière,
Monsieur Didier Huwaert, Chef du Service Propriétés communales, Régie foncière et Logement,
Madame Véronique Janowski, assistant administratif au sein de la Cellule Logement
comme membres,
Monsieur Thierry Bruier-Desmeth, Secrétaire communal adjoint,
Madame Marie Carmen MIRAMONTES, assistant administratif au sein de la Cellule Logement,
comme suppléants ;
Considérant que Monsieur Didier Huwaert, a été muté au Service des taxes, et a été remplacé par Monsieur Sébastien Baudrand à dater du 24 Mars 2025 ;
Qu'il paraît, dès lors, opportun de désigner Monsieur Sébastien Baudrand comme membre, à la place de Monsieur Didier Huwaert ;

Décide :
de désigner Monsieur Sébastien Baudrand, Chef du Service Propriétés communales, Régie foncière, Logement et Rénovation urbaine, en tant que membre de la commission d'attribution pour les logements communaux à la place de Monsieur Didier Huwaert;

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Huisvesting - Toewijzingscommissie van de gemeentelijke woningen - wijziging van de samenstelling: aanstelling van een lid

De raad,

Gelet op de beraadslaging van 1 oktober 2020, waardoor de gemeenteraad het nieuwe toekenningsreglement voor de gemeentelijke woningen goedgekeurd heeft en beslist heeft de samenstelling van de toewijzingscommissie ervan te wijzigen;

Gelet op de beraadslaging van 7 september 2023, waardoor de gemeenteraad beslist heeft de samenstelling van de toewijzingscommissie van de gemeentelijke woningen te wijzigen om twee plaatsvervangers aan te duiden;

Gelet op de beraadslaging van 17 oktober 2024, waardoor de gemeenteraad beslist heeft de samenstelling van de toewijzingscommissie van de gemeentelijke woningen te wijzigen;

Aangezien de volgende ambtenaars ingevolge deze wijziging de commissie voor de gemeentelijke woningen vormden:

Mevrouw Lydie Jerkovic, verantwoordelijke van het departement Ruimtelijke Ordening en Grondbeleid,

De heer Didier Huwaert, chef van de dienst Gemeente-eigendommen, Grondregie en Huisvesting,

Mevrouw Véronique Janowski, administratief assistent binnen de cel

Huisvesting,

als leden,

De heer Thierry Bruier-Desmeth, adjunct-gemeentesecretaris,

Mevrouw Marie Carmen Miramontes, administratief assistent binnen de cel

Huisvesting,

als plaatsvervangers;

Overwegende dat de heer Didier Huwaert overgeplaatst werd naar de Belastingdienst en vanaf 24 maart 2025 vervangen werd door de heer Sébastien Baudrand;

Dat het bijgevolg wenselijk lijkt om de heer Sébastien Baudrand als lid aan te duiden in plaats van de heer Didier Huwaert;

Beslist:

De heer Sébastien Baudrand, chef van de dienst Gemeente-eigendommen, Grondregie, Huisvesting en Stadsvernieuwing, aan te duiden als lid van de toewijzingscommissie van de gemeentelijke woningen in plaats van de heer Didier Huwaert;

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

DELIBCONS_MODIF-COMPOSITION-COMMISSION-SUPLEANT-

fr_+20230907.pdf.pdf.pdf, DELIBCONS_MODIF-COMPOSITION-COMMISSION-

SUPLEANT_+20201001.pdf.pdf.pdf,

INDIVIDUAL_NOTIFICATION_fr_69133.pdf.pdf

Régie foncière - Grondregie

27.11.2025/A/0018 **Régie foncière : Remise en location du rez-de-chaussée commercial sis rue de l'Etoile, 2.**

Le Conseil,

Considérant que le local commercial sis rue de l'Etoile 2, d'une superficie de 30 m², a été occupé pendant treize ans par Monsieur JAOUI ;

Considérant que l'activité y a pris fin à l'échéance du bail et que le bien a été restitué dans un état globalement satisfaisant, sous réserve de la réalisation de quelques travaux prévus pour le mois de janvier prochain ;

Considérant que la Commune souhaite poursuivre ses efforts de redynamisation du quartier d'Uccle-Stalle en attirant un commerce de qualité, excluant toutefois toute activité de type Horeca, commerce de nuit ou activité liée aux jeux de hasards ;

Considérant l'intérêt pour la Commune d'attirer un porteur de projet stable, financièrement solide et contribuant à la vitalité du tissu commercial local ;

Considérant que ce bien, bénéficiant d'une situation à forte visibilité et d'une bonne accessibilité, constitue une opportunité intéressante pour un projet commercial cohérent avec le développement du quartier ;

Considérant que le loyer mensuel fixé à 850 € (hors charges), indexé annuellement, le précompte immobilier étant estimé à 1.450 € et que l'entrée en jouissance est envisagée pour le 1^{er} février 2026 ;

Considérant que les candidats devront remettre un dossier complet, comprenant notamment une présentation détaillée du projet, les éléments d'identification du porteur, et, pour les personnes morales, les extraits des statuts publiés au Moniteur belge ;

Considérant enfin la nécessité d'assurer une large publicité de cet appel à candidatures, notamment via les supports de communication communaux (Instagram, Facebook, ...) et la presse locale ;

Considérant que la base de donnée du Service de l'Economie et du Commerce sera consultée ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et des Echevins.

Décide

de lancer l'appel à candidatures pour la location du local commercial sis rue de l'Étoile 2 (superficie : 30 m²), pour un loyer mensuel de huit cent cinquante euros (850,00€) hors charges, indexé annuellement, dans le cadre d'un bail commercial de neuf ans, en excluant formellement toute activité de type horeca, de commerce de nuit ou liée aux jeux de hasard ;

de fixer l'entrée en jouissance au 1^{er} février 2026, sous réserve de la finalisation des démarches administratives ;

de diffuser l'appel à candidatures via les canaux de communication de la Commune, notamment le site internet communal, Instagram, Facebook, les panneaux d'information et le Wolvendael.

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Grondregie: herverhuring van de gelijkvloerse handelsverdieping in de Sterstraat 2.

De raad,

Overwegende dat het handelslokaal in de Sterstraat 2, met een oppervlakte van 30 m², dertien jaar lang bezet werd door de heer JAOUÏ;

Overwegende dat de activiteit er beëindigd werd na het verstrijken van de huurovereenkomst en dat het goed in een globaal gezien bevredigende staat hersteld werd, onder voorbehoud van de uitvoering van enkele werken in januari;

Overwegende dat de gemeente haar inspanningen om wijk Ukkel-Stalle opnieuw dynamiek te geven wil voortzetten door een kwalitatieve handel aan te trekken, waarbij elke activiteit van het type horeca, nachtwinkel of in verband met kansspelen echter uitgesloten wordt;

Overwegende het belang voor de gemeente om een stabiele en financieel degelijke projectdrager aan te trekken die bijdraagt aan de vitaliteit van het lokaal handelsnetwerk;

Overwegende dat dit goed, dat een goed zichtbare ligging en een goede bereikbaarheid geniet, een interessante kans vormt voor een handelsproject dat samenhangt met de ontwikkeling van de wijk;

Overwegende dat de maandelijkse huur vastgelegd werd op € 850 (zonder lasten), jaarlijks geïndexeerd, dat de onroerende voorheffing geschat wordt op € 1.450 en dat het begin van het genot overwogen wordt op 1 februari 2026;

Overwegende dat de kandidaten een volledig dossier moeten indienen met onder andere een gedetailleerde voorstelling van het project, de identificerende elementen van de drager en voor rechtspersonen de uittreksels uit de statuten gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad;

Overwegende tot slot de noodzaak om een brede bekendmaking van deze oproep tot kandidaatstelling te verzekeren, meer bepaald via de gemeentelijke communicatiekanalen (Instagram, Facebook, ...) en de lokale pers;

Overwegende dat de database van de Dienst Economie en Handel geraadpleegd zal worden;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

De oproep tot kandidaatstelling te lanceren voor de huur van het handelslokaal in de Sterstraat 2 (oppervlakte: 30 m²), voor een maandelijkse huur van achthonderdvijftig euro (€ 850,00) zonder lasten, jaarlijks geïndexeerd, in het kader van een handelshuurovereenkomst van negen jaar, waarbij elke activiteit van het type horeca, nachtwinkel of in verband met kansspelen uitdrukkelijk uitgesloten wordt;

Het begin van het genot vast te leggen op 1 februari 2026, onder voorbehoud van de afronding van de administratieve stappen;

De oproep tot kandidaatstelling te verspreiden via de communicatiekanalen van de gemeente, meer bepaald de gemeentelijke website, Instagram, Facebook, de infoborden en het Wolvendaelmagazine.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

27.11.2025/A/0019 **Régie foncière : bâtiment Stalle – Neerstalle : remise en location du rez-de-chaussée commercial - chaussée de Neerstalle 456 - Diminution du prix de location**

Le Conseil,

Considérant que, par délibération du 11 septembre 2025, le Conseil communal a marqué son accord pour la remise en location du local commercial sis 456 chaussée de Neerstalle, d'une superficie de 45 m², pour un loyer mensuel de 1.000 € ;

Considérant que, malgré l'affichage sur place et les diverses publications réalisées, aucune demande de visite ou d'information n'a été reçue par le service concerné ;

Considérant qu'il convient dès lors de relancer une nouvelle campagne de communication en proposant un loyer plus attractif afin de stimuler l'intérêt des candidats ;

Considérant qu'un montant mensuel de 800 €, hors charges, apparaît plus conforme aux prix pratiqués dans le quartier ;

Considérant que les candidats devront remettre un dossier complet, comprenant notamment une présentation détaillée du projet, les éléments d'identification du porteur de projet, et, pour les personnes morales, les extraits des statuts publiés au Moniteur belge ;

Considérant qu'une large publicité de cet appel à candidatures sera à nouveau assurée, tant sur les supports de communication communaux (Instagram, Facebook, ...) que dans la presse locale ;

Considérant que la base de donnée du Service de l'Economie et du Commerce sera consultée ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et des Echevins

Décide

De relancer l'appel à candidatures ci-annexé pour la location du local commercial sis 456 chaussée de Neerstalle, d'une superficie de 45 m², pour un loyer mensuel de huit cent euros (800,00€) hors charges, indexé

annuellement, dans le cadre d'un bail commercial de neuf ans, en excluant formellement les activités de type horeca, les commerces de nuit et les activités liées aux jeux de hasard ;

De fixer l'entrée en jouissance au 1er février 2026, sous réserve de la finalisation des démarches administratives ;

De diffuser l'appel à candidatures via les canaux de communication de la Commune, notamment le site internet communal, les comptes Facebook et Instagram de la Commune, les panneaux d'information et le Wolvendael.

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Grondregie: gebouw Stalle - Neerstalle: herverhuring van de gelijkvloerse handelsverdieping - Neerstallesteenweg 456.- Verlaging van de huurprijs

De raad,

Overwegende dat de gemeenteraad bij beraadslaging van 11 september 2025 zijn goedkeuring verleend heeft aan de herverhuring van het handelslokaal in de Neerstallesteenweg 456, met een oppervlakte van 45 m², voor een maandelijkse huur van € 1.000;

Overwegende dat de betrokken dienst geen enkele vraag tot bezoek of naar informatie ontvangen heeft, ondanks de aanplakking ter plaatse en de diverse publicaties;

Overwegende dat er bijgevolg een nieuwe communicatiecampagne gelanceerd moet worden met een aantrekkelijkere huurprijs om de belangstelling van de kandidaten te wekken;

Overwegende dat een maandelijks bedrag van € 800, zonder lasten, zich beter lijkt te schikken naar de prijzen die in de wijk gehanteerd worden;

Overwegende dat de kandidaten een volledig dossier moeten indienen met onder andere een gedetailleerde voorstelling van het project, de identificerende elementen van de projectdrager en voor rechtspersonen de uittreksels uit de statuten gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad;

Overwegende dat er opnieuw een brede bekendmaking van deze oproep tot kandidaatstelling verzekerd wordt, zowel via de gemeentelijke communicatiekanalen (Instagram, Facebook, ...) als in de lokale pers;

Overwegende dat de database van de Dienst Economie en Handel geraadpleegd zal worden;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

De bijgevoegde oproep tot kandidaatstelling te herlanceren voor de huur van het handelslokaal in de Neerstallesteenweg 456, met een

oppervlakte van 45 m², voor een maandelijkse huur van achthonderd euro (€ 800,00) zonder lasten, jaarlijks geïndexeerd, in het kader van een handelshuurovereenkomst van negen jaar, waarbij activiteiten van het type horeca, nachtwinkel en in verband met kansspelen uitdrukkelijk uitgesloten worden;

Het begin van het genot vast te leggen op 1 februari 2026, onder voorbehoud van de afronding van de administratieve stappen;

De oproep tot kandidaatstelling te verspreiden via de communicatiekanalen van de gemeente, meer bepaald de gemeentelijke website, de Facebook- en Instagrampagina van de gemeente, de infoborden en het Wolvendaelmagazine.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Sports - Sport

27.11.2025/A/0020 Sports - Ajustement de la tarification des cours de gymnastique et d'aquagym organisés par le service des sports pour l'année 2026

Le Conseil,

Considérant que le service des sports organise, chaque année, des cours de gymnastique et d'aquagym ;

Considérant que les montants actuellement appliqués, à savoir 5 € pour une séance de gymnastique et 7 € pour un cours d'aquagym, n'ont pas été révisés depuis plus de 10 ans;

Considérant que, sur les 7 € perçus pour les cours d'aquagym, 5 € sont reversés à l'A.S.B.L. Piscine Longchamp afin de couvrir le coût d'entrée à la piscine ainsi que la location du couloir de natation, par participant et par séance;

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser la tarification des cours susmentionnés à partir du 1er janvier 2026;

Considérant que le service des sports soumet à l'approbation du Conseil les nouveaux tarifs suivants :

- Gymnastique : 7 € par séance pour des cycles de 10 cours;
- Aquagym : 9,50 € par séance pour des cycles de 10 à 12 cours;

Considérant que l'augmentation des tarifs des cours d'aquagym est justifiée par l'indexation des rémunérations des professeurs et des tarifs de la piscine prévue en 2026;

Considérant enfin que la rétrocession est matérialisée par une facture émise par l'A.S.B.L. Piscine Longchamp et établie sur la base du nombre de cours et de participants à la fin de chaque semestre;

Considérant que ces dépenses seront engagées à l'article 764/123-16/12 de l'exercice 2026 du budget ordinaire, sous réserve d'approbation du budget 2026 par le Conseil

communal,

Décide :

- d'approuver l'augmentation des tarifs à 7 € pour les cours de gymnastique et à 9,50 € pour les cours d'aquagym, à partir du 1er janvier 2026.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Sport – Aanpassing van de tarieven van de turn- en aquagymlessen die door de Sportdienst georganiseerd worden voor 2026

De raad,

Overwegende dat de Sportdienst elk jaar turn- en aquagymlessen organiseert;

Overwegende dat de bedragen die momenteel toegepast worden, hetzij € 5 voor een turnsessie en € 7 voor een aquagymles, al meer tien jaren niet herzien zijn;

Overwegende dat per deelnemer en per sessie € 5 van de € 7 die geïnd wordt voor de aquagymlessen doorgestort wordt naar vzw Zwembad Longchamp om de toegangsprijs tot het zwembad en de huur van de zwembaan te dekken;

Overwegende dat de tarieven van de voornoemde lessen vanaf 1 januari 2026 bijgewerkt moeten worden;

Overwegende dat de Sportdienst de volgende nieuwe tarieven ter goedkeuring voorlegt aan de raad:

- Turnen: € 7 per sessie voor cycli van 10 lessen;
- Aquagym: € 9,50 per sessie voor cycli van 10 tot 12 lessen;

Overwegende dat de stijging van de tarieven voor de aquagymlessen gerechtvaardigd is door de indexerings van de beloning van de leraren en de tarieven van het zwembad, die in 2026 gepland staat;

Overwegende ten slotte dat de doorstorting geconcretiseerd wordt door een factuur van vzw Zwembad Longchamp, opgesteld op het einde van elk semester op basis van het aantal lessen en deelnemers;

Overwegende dat deze uitgaven vastgelegd worden op artikel 764/123-16/12 van dienstjaar 2026 van de gewone begroting, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2026 door de gemeenteraad,

Beslist:

- De stijging van de tarieven naar € 7 voor de turnlessen en € 9,50 voor de aquagymlessen goed te keuren, vanaf 1 januari 2026.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

27.11.2025/A/0021

Sports. - Subventions communales aux organismes sportifs pour 2025 - Octroi. - Engagement des dépenses.

Le Conseil,

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la répartition des subventions d'encouragement aux sociétés sportives pour l'année 2025;

Considérant que les groupements et clubs, repris dans l'annexe 1, ont été invités à faire parvenir les documents de demande de subsides pour 2025;

Considérant que les groupements et clubs, repris dans l'annexe 2, ont effectivement transmis leur dossier;

Considérant que certains clubs et associations – à savoir la Fondation I See, Badminton Club d'Uccle, Novo Destino, Mooncatchers Ultimate Frisbee, la Gilde des Archers et le Cercle de Tir des Pistoliers Ucclois (CTPU) – ont sollicité une aide ponctuelle soit pour leur participation aux 10 KM, soit pour l'achat de matériel, soit encore pour leur participation à des compétitions internationales :

- Que la Fondation I See, le Mooncatchers Frisbee Club et la Gilde des Archers ont déjà bénéficié d'une aide ponctuelle lors de l'exercice précédent;
- Que les achats de matériel sollicité par Novo Destino et le Badminton Club pourraient être directement pris en charge par le service des sports de manière à bénéficier à l'ensemble des utilisateurs des infrastructures communales;
- Que tout investissement au stand de tir relève de la responsabilité des clubs de tir concernés;

Considérant dès lors que, pour les motifs précités, il est proposé de ne pas donner suite à ces demandes de subvention ;

Considérant par ailleurs que le Judo Club la Chênaie participe en novembre au Championnat du Monde de Judo des Vétérans à Paris, et sollicite pour la première fois une aide financière afin de soutenir la participation de ses judokas;

Considérant qu'il est proposé au Conseil d'octroyer un subside ponctuel de 500 € au Judo Club la Chênaie ;

Considérant qu'un crédit disponible de 21.650 € figure à l'article 764/332-02/12 ;

Considérant que le service des sports propose au Conseil de répartir les subsides d'encouragement pour un montant total de 21.139,25 € sur la base du nombre de membres déclarés par chaque club;

Considérant que la clé de répartition retenue est la suivante :

- 5,75 € par membre des différents clubs ;
- et 1,89 € par membre pour les clubs de hockey et de tennis;

Décide :

- d'octroyer un subside ponctuel de 500 € au Judo Club la Chênaie pour la participation de ses judokas au Championnat du Monde de Judo des Vétérans à Paris en novembre.
- de répartir et d'allouer des subsides d'encouragement 2025 aux clubs ayant transmis leur dossier, pour un montant total de 21.139,25 €, conformément à la clé de répartition précitée.
- d'autoriser l'engagement de la dépense.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

**Sport. - Gemeentelijke subsidies aan de sportorganisaties voor 2025 -
Toekenning. - Vastlegging van de uitgaven.**

De raad,

Overwegende dat er overgegaan moet worden tot de verdeling van de aanmoedigingssubsidies voor sportclubs voor 2025;

Overwegende dat de groeperingen en clubs in bijlage 1 verzocht werden de subsidieaanvraagdocumenten voor 2025 te bezorgen;

Overwegende dat de groeperingen en clubs in bijlage 2 daadwerkelijk hun dossier bezorgd hebben;

Overwegende dat sommige clubs en verenigingen - meer bepaald Fondation I See, Badminton Club d'Uccle, Novo Destino, Mooncatchers Ultimate Frisbee, de Gilde des Archers en de Cercle de Tir des Pistoliers Ucclois (CTPU) - gerichte hulp gevraagd hebben voor hun deelname aan de 10 km, voor de aankoop van materiaal of voor hun deelname aan internationale competities;

- Overwegende dat Fondation I See, Mooncatchers Frisbee Club en de Gilde des Archers tijdens het vorige dienstjaar al gerichte hulp gekregen hebben;
- Dat de aankoop van materiaal gevraagd door Novo Destino en Badminton Club d'Uccle rechtstreeks ten laste genomen zou kunnen worden door de Sportdienst zodat alle gebruikers van de gemeentelijke infrastructuur ervan kunnen genieten;
- Dat elke investering in de schietstand de verantwoordelijkheid van de betrokken schietclubs is;

Overwegende dat om de voornoemde redenen wordt voorgesteld om geen gevolg te geven aan deze subsidieaanvragen;

Overwegende overigens dat Judo Club de la Chênaie in november deelneemt aan het wereldkampioenschap judo voor veteranen in Parijs en voor het eerst financiële hulp vraagt om de deelname van haar judoka's te ondersteunen;

Overwegende dat aan de Raad wordt voorgesteld om een eenmalige subsidie van € 500 toe te kennen aan Judo Club la Chênaie;

Overwegende dat er een krediet van € 21.650 beschikbaar is op artikel 764/332-02/12;

Overwegende dat de Sportdienst aan de raad voorstelt om de aanmoedigingssubsidies voor een totaalbedrag van € 21.139,25 te verdelen op basis van het ledenaantal dat doorgegeven is door elke club;

Overwegende dat de volgende verdeelsleutel geselecteerd wordt:

- € 5,75 per lid van de verschillende clubs;
- en € 1,89 per lid van de hockey- en tennisclubs;

Beslist:

- Een gerichte subsidie van € 500 toe te kennen aan Judo Club de la Chênaie voor de deelname van haar judoka's aan het wereldkampioenschap judo voor veteranen in november in Parijs.
- Aanmoedigingssubsidies 2025 te verdelen en toe te kennen aan de clubs die hun dossier ingediend hebben, voor een totaalbedrag van € 21.139,25, overeenkomstig de voornoemde verdeelsleutel.
- De vastlegging van de uitgave toe te staan.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

3. annexe subsidies 2025.pdf, 2. annexe - bijlage.pdf, 1. annexe - bijlage.pdf

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDERING EN GRONDBELEID

Urbanisme - Stedenbouw

27.11.2025/A/0022 **Renouvellement du Règlement-Taxe sur les supports de publicité commerciale visibles de la voie publique – Modifications de texte et de taux**

Le Conseil,

Vu l'article 170, §4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale.

Considérant que la diffusion de publicité constitue une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans ce secteur d'activité disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge;

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation de 5% sur base annuelle.

Considérant que, selon la jurisprudence récente, il convient d'assurer une certaine progressivité dans le taux de majoration pour les taxations d'office, tout en tenant compte de la récurrence avec laquelle le redevable ne se soumet pas à l'obligation de déclaration ;

Vu la situation financière de la commune;

Décide :

de modifier au 1er janvier 2026 le Règlement-Taxe sur les supports de publicité commerciale visibles de la voie publique.

Le Conseil approuve le point.

Vernieuwing van het belastingreglement op de commerciële publiciteitsdragers die zichtbaar zijn vanaf de openbare weg - Wijziging van de tekst en de tarieven.

De raad,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeenten een begrotingsevenwicht oplegt;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen;

Overwegende dat de onderhavige belasting als doelstelling heeft de gemeente Ukkel de nodige financiële middelen te bezorgen voor de uitvoering van haar taken en haar beleid en haar financieel evenwicht te behouden en, overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, omwille van de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;

Overwegende dat de verspreiding van publiciteit een economisch winstgevende activiteit vormt waardoor redelijkerwijs beschouwd kan worden dat de natuurlijke of rechtspersonen die werkzaam zijn in deze activiteitensector beschikken over draagkracht, waardoor ze de belastingen voor hun rekening kunnen betalen;

Overwegende dat het belastingtarief op jaarbasis met 5 % aangepast moet worden;

Overwegende dat er, volgens de recente rechtspraak, een zekere progressiviteit in het vermeerderingspercentage verzekerd moet worden voor de ambtshalve aanslagen, rekening houdend met de herhaling waarmee de belastingplichtige niet onderworpen is aan de aangifteverplichting;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Beslist :

het belastingreglement op de commerciële publiciteitsdragers die zichtbaar zijn vanaf de openbare weg op 1 januari 2026 te wijzigen.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Délibéré Conseil - Règlement Taxe sur les supports de publicité 2026-2028 -NL.doc,

27.11.2025/A/0023 **Renouvellement du règlement-taxe sur les supports de publicité commerciale visibles de la voie publique et ayant pour fonction principale le financement d'un service public reconnu par le législateur – Modification de taux et texte.**

Le Conseil,

Vu l'article 170, §4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Considérant que toute occupation de la voie publique à des fins commerciales ou à des fins de publicité à caractère commercial nécessite une autorisation préalable du Bourgmestre ou du Collège des Bourgmestre et Echevins, selon la nature de l'occupation;

Considérant que les supports de publicité visés par le présent règlement se distinguent des supports de publicité en général par le fait que les recettes qui en sont tirées sont affectées principalement au financement d'un service public;

Considérant qu'appliquer à cette catégorie de supports de publicité commerciale des dispositions identiques à celles auxquelles est soumise la généralité des supports de publicité commerciale revêtirait un caractère discriminatoire dès lors que des redevables se trouvant dans des situations objectivement et essentiellement différentes seraient traités de la même manière;

Considérant que la fixation du taux d'imposition tient compte de la charge financière, liée au financement d'un service public, que les redevables de la présente taxe sont tenus de supporter, à l'inverse des autres catégories de redevables soumises à la taxe sur les supports de publicité commerciale visibles de la voie publique.

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation de 5% sur base annuelle.

Considérant que, selon la jurisprudence récente, il convient d'assurer une certaine progressivité dans le taux de majoration pour les taxations d'office, tout en tenant compte de la récurrence avec laquelle le redevable ne se soumet pas à l'obligation de déclaration ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques

qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale.

Considérant que le taux de la taxe relative aux supports de publicité commerciale visibles de la voie publique et ayant pour fonction principale le financement d'un service public reconnu par le législateur est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouvent leur source, notamment, dans le sous-financement des communes de la Région de Bruxelles Capitale.

Considérant que la diffusion de publicité constitue une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans ce secteur d'activité disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge;

Vu la situation financière de la commune;

Décide :

d'adopter au 1^{er} janvier 2026 le règlement-taxe sur les supports de publicité commerciale visibles de la voie publique et ayant pour fonction principale le financement d'un service public reconnu par le législateur.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Vernieuwing van het belastingreglement op commerciële publiciteitsdragers die zichtbaar zijn vanaf de openbare weg met als hoofddoel de financiering van een openbare dienst erkend door de wetgever.- Wijziging van de tarieven en de tekst.

De raad,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeenten een begrotingsevenwicht oplegt;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen;

Overwegende dat elke bezetting van de openbare weg voor commerciële doeleinden of reclamedoeleinden van commerciële aard een voorafgaande toestemming van de burgemeester of het college van burgemeester en schepenen vereist, naargelang de aard van de bezetting;

Overwegende dat de in onderhavig reglement bedoelde publiciteitsdragers zich onderscheiden van publiciteitsdragers van algemene aard door het feit dat de ontvangsten die ze opleveren hoofdzakelijk bestemd zijn voor de financiering van een openbare dienst;

Overwegende dat het op deze categorie van commerciële publiciteitsdragers toepassen van identieke bepalingen als deze waaraan de overgrote meerderheid van de commerciële publiciteitsdragers onderworpen zijn van discriminerende aard zou zijn, omdat de belastingplichtigen die zich in een situatie bevinden die objectief en essentieel verschillend is, op dezelfde wijze zouden behandeld worden;

Overwegende dat de bepaling van het belastingtarief rekening houdt met de financiële last verbonden aan de financiering van een openbare dienst, die de schuldenaars van onderhavige belasting dienen te dragen in tegenstelling tot de andere categorieën van schuldenaars die onderworpen zijn aan de belasting op de reclame-inrichtingen in de openbare ruimte of zichtbaar van de openbare ruimte;

Overwegende dat het belastingtarief op jaarbasis met 5 % aangepast moet worden;

Overwegende dat er, volgens de recente rechtspraak, een zekere progressiviteit in het vermeerderingspercentage verzekerd moet worden voor de ambtshalve aanslagen, rekening houdend met de herhaling waarmee de belastingplichtige niet onderworpen is aan de aangifteverplichting;

Overwegende dat de onderhavige belasting als doelstelling heeft om de gemeente Ukkel de nodige financiële middelen te verschaffen voor haar opdrachten en het beleid dat ze wil voeren, alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, wegens de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de commerciële publiciteitsdragers die zichtbaar zijn vanaf de openbare weg met als hoofddoel de financiering van een openbare dienst erkend door de wetgever gerechtvaardigd is door de stijging van de gemeentelijke financiële lasten, meer bepaald veroorzaakt door de onderfinanciering van de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de verspreiding van publiciteit een economisch winstgevende activiteit vormt waardoor redelijkerwijs beschouwd kan worden dat de natuurlijke of rechtspersonen die werkzaam zijn in deze activiteitensector beschikken over draagkracht, waardoor ze de belastingen voor hun rekening kunnen betalen;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Beslist :

op 1 januari 2026 het belastingreglement op commerciële publiciteitsdragers die zichtbaar zijn vanaf de openbare weg met als hoofddoel de financiering van een openbare dienst erkend door de wetgever goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Mobilité - Mobiliteit

27.11.2025/A/0024 **Convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d’Uccle pour des projets de mobilité entrant dans cadre de la subvention pour l’amélioration de la sécurité routière en voiries communales en 2025.**

Le Conseil,

Vu la volonté de la Région de soutenir les communes dans la concrétisation des actions relevant de leur politique de mobilité, notamment par le biais d’un « soutien régional aux actions communales de Mobilité 2025 », sous forme d’octroi de subsides;
Vu la soumission par la Commune d’Uccle, le 3 juin 2025, à Bruxelles Mobilité, de projets de mobilité entrant dans le cadre de la subvention pour l’amélioration de la sécurité routière en voiries communales en 2025;

Vu la confirmation par Bruxelles Mobilité, en date du 20 juin 2025, de la bonne réception des documents transmis par la Commune;

Vu la demande de subside introduite par la Commune, pour la réalisation de petits travaux d'infrastructure de sécurisation d'abords d'écoles et de traversées piétonnes pour un montant de 1.106.744,54 €;

Considérant que, pour des raisons budgétaires, la Région ne pourra financer ces projets qu’à concurrence de 434.880 €;

Considérant que les projets suivants ont été retenus:

- Avenue Château de Walzin / Avenue Maxime Van Praag (A);
- Avenue Château de Walzin / Avenue Maxime Van Praag (B);
- Rue de la Pêcherie / Clos du Drossart;
- Avenue de l'Observatoire / Rue Copernic;
- Avenue Fond'Roy / Avenue des Cytises;
- Drève du Caporal / Avenue du Feuillage;

Considérant que la subvention régionale sera versée en deux tranches: une première tranche de 217.440 € et une deuxième de 217.440 €;

Considérant que la convention couvre la période allant du 15 novembre 2025 au 14 novembre 2027;

Considérant que le dossier final devra être introduit au plus tard le 14 mai 2028, tout dossier transmis après cette date étant automatiquement annulé et à la charge exclusive de la Commune;

Décide:

- d’approuver la convention en annexe.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Ukkel

voor mobiliteitsprojecten die binnen het kader van de subsidie voor de verbetering van de verkeersveiligheid op gemeentewegen in 2025 vallen.

De raad,

Gelet op de wens van het gewest om de gemeentes te ondersteunen in de concrete uitwerking van de acties die onder hun mobiliteitsbeleid vallen, onder andere via een "gewestelijke ondersteuning van de gemeentelijke mobiliteitsacties 2025" in de vorm van subsidies;

Gelet op de indiening door de gemeente Ukkel op 3 juni 2025 bij Brussel Mobiliteit van mobiliteitsprojecten die binnen het kader van de subsidie voor de verbetering van de verkeersveiligheid op gemeentewegen in 2025 vallen;

Gelet op de bevestiging door Brussel Mobiliteit op 20 juni 2025 van de goede ontvangst van de documenten van de gemeente;

Gelet op de subsidieaanvraag die door de gemeente ingediend werd om de uitvoering van kleine infrastructuurwerken ter beveiliging van schoolomgevingen en voetgangersoversteekplaatsen te verbeteren voor een bedrag van € 1.106.744,54;

Overwegende dat het gewest deze projecten om budgettaire redenen slechts ten belope van € 434.880 kan financieren;

Overwegende dat de volgende projecten geselecteerd werden:

- Kasteel de Walzinlaan / Maxime Van Praaglaan (A);
- Kasteel de Walzinlaan / Maxime Van Praaglaan (B);
- Visserijstraat / Drossartgaarde;
- Sterrewachtlaan / Copernicusstraat;
- Vronerodelaan / Goudenregenlaan;
- Korporaaldreef / Gebladertelaan;

Overwegende dat de gewestelijke subsidie in twee schijven gestort wordt: een eerste schijf van € 217.440 en een tweede van € 217.440;

Overwegende dat de overeenkomst de periode van 15 november 2025 tot 14 november 2027 dekt;

Overwegende dat het einddossier uiterlijk op 14 mei 2028 ingediend moet worden, elk dossier dat na deze datum ingediend wordt wordt automatisch nietig verklaard en is uitsluitend ten laste van de gemeente;

Beslist:

- De overeenkomst in de bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

7 annexes / 7 bijlagen

2025_SP_Caporal-Feuillage_V2_SR-PEM.pdf, 2025_SP_Observatoire 71_V2_SR-PEM.pdf, 2025_SP_Pêcherie_V2_SR-PEM.pdf, 2025_SP_Walzin-Van Praag_SR-PEM.pdf, SUP25.1411_UCC_ConvNL.pdf, 2025_SP_Cytises_V2_SR-PEM.pdf, SUP25.1411_UCC_ConvFR.pdf

27.11.2025/A/0025 **Police de la circulation routière – règlement général complémentaire –
abrogation et nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Abrogations:

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.088. Place de Saint-Job, 30 (6m);

Nouvelles dispositions:

Article 4 : Canalisation de la circulation

Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.

Art.4.1.2.199. Rue Emile Regard, au carrefour avec l'avenue Mozart, côté pair (5m);

Art.4.1.2.200. Rue du Roetaert, 14-16 (4m);

Art.4.1.2.201. Rue Egide Van Ophem, 46 (5m);

Art.4.1.2.202. Avenue du Lycée Français, 30 (5m);

Art.4.1.2.203. Avenue de Floréal, au carrefour avec l'avenue Brugmann, côté impair (7m);

Art.4.1.2.204. Rue Roberts-Jones, 28 (6m);

Art.4.1.2.205. Place de la Sainte-Alliance, côté opposé au n° 10 (5m);

Art.4.1.2.206. Rue Roberts-Jones, 23 (1-3m);

Art.4.1.2.207. Rue Groeselenberg, 139 (2 zones, 1-3m);

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.1. Stationnement est interdit (interdiction générale)

Art.5.1.1. Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes. La mesure sera matérialisée par des signaux E1, éventuellement complétés par un panneau additionnel portant la mention limitative prévue dans chaque cas.

Art.5.1.1.7. Rue Engeland, au carrefour avec la chaussée de Saint-Job, côté pair (14m);

Art.5.1.1.8. Avenue du Vert Chasseur, du n° 64 au n° 52, du n° 44 au n° 36, du côté opposé au n° 52 au n° 17 et du n° 11 à la chaussée de Waterloo;

Art.5.2. Stationnement interdit (chargement - déchargement)

Art.5.2.1. Le stationnement est interdit aux abords d'un établissement scolaire ou d'une crèche. La mesure sera matérialisée par des signaux E1, éventuellement complétés par un panneau additionnel portant la mention limitative prévue dans chaque cas.

Art.5.2.1.6. Avenue Jean et Pierre Carsoel, 4, lundi au vendredi de 7h30 à 9h (14m);

Art.5.7. Stationnement payant

Art.5.7.5. Le stationnement est payant sur les zones de livraisons dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la mention « PAYANT » et éventuellement les horaires, complétés par un panneau informatif « Forfait 100 euro excepté livraisons » avec le pictogramme d'un camion avec hayon

ouvert.

Art.5.7.5.30. Avenue Brugmann, 575, lundi au vendredi de 9h à 15h (8m);

Art.5.7.5.31. Place de Saint-Job, 30-32, lundi au vendredi de 7h à 19h (20m);

Art.5.7.5.32. Chaussée de Waterloo, 1302, mardi, jeudi et vendredi de 9h à 16h (18m);

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.150. Place de Saint-Job, 29 (6m);

Art.5.9.1.151. Dieweg, côté opposé au n° 274 (6m);

Art.5.9.1.152. Rue Meyerbeer, 107 (6m);

Art.5.9.1.153. Rue Zwartebeek, 44 (6m);

Art.5.9.1.154. Vieille rue du Moulin, 123 (6m);

Article 10 : Dispositions finales

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière;

Décide:

d'approuver les mesures susmentionnées.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Politie op het wegverkeer – algemeen bijkomend reglement – intrekking en nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer

en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de

politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere

plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de

plaatsing van verkeerstekens;

Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;

Intrekking:

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.088. Sint-Jobsplein, 30 (6m);

Nieuwe bepalingen:

Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer

Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.199. Emile Regardstraat, aan het kruispunt met de Mozartlaan, pare kant (5m);

Art.4.1.2.200. Roetaertstraat, 14-16 (4m);

Art.4.1.2.201. Egide Van Ophemstraat, 46 (5m);

Art.4.1.2.202. Frans Lyceumlaan, 30 (5m);

Art.4.1.2.203. Floréallaan, aan het kruispunt met de Brugmannlaan, onpare kant (7m);

Art.4.1.2.204. Roberts-Jonesstraat, 28 (6m);

Art.4.1.2.205. Heilig Verbondplein, aan de overkant van het nr. 10 (5m);

Art.4.1.2.206. Roberts-Jonesstraat, 23 (1-3m);

Art.4.1.2.207. Groeselenbergstraat, 139 (2 zones, 1-3m);

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.1. Parkeerverbod (algemeen verbod)

Art.5.1.1. Het parkeren is verboden op de volgende wegen of straatsectie. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E1, eventueel aangevuld door een onderbord met de beperkende bemerking.

Art.5.1.1.7. Engelandstraat, aan het kruispunt met de Sint-Jobsesteenweg, pare kant (14m);

Art.5.1.1.8. Groene Jagerslaan, van nr. 64 tot nr. 52, van nr. 44 tot nr. 36, van de overkant van nr. 52 tot nr. 17 en van nr. 11 tot de Waterlooosesteenweg ;

Art.5.2. Parkeerverbod (Laden - lossen - in en uitstappen)

Art.5.2.1. Het parkeren is verboden aan school- of een crècheomgeving. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E1, eventueel aangevuld met een onderbord met de beperkende vermelding.

Art.5.2.1.6. Jean en Pierre Carsoellaan, 4, maandag tot vrijdag van 7u30 tot 9u (14m);

Art.5.7. Betalend parkeren

Art.5.7.5. Het parkeren is betalend op de leveringszones op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» en eventueel een tijdsvenster aangevuld door een informatiebord "Forfait 100 euro uitgezonderd leveringen" met een pictogram van een vrachtwagen met een open laadklep.

Art.5.7.5.30. Brugmannlaan, 575, maandag tot vrijdag van 9u tot 15u (8m);

Art.5.7.5.31. Sint-Jobsplein, 30-32, maandag tot vrijdag van 7u tot 19u (20m);

Art.5.7.5.32. Waterlooosesteenweg, 1302, dinsdag, donderdag en vrijdag van 9u tot 16u (18m);

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.150. Sint-Jobsplein, 29 (6m);

Art.5.9.1.151. Dieweg, aan de overkant van het nr. 274 (6m);

Art.5.9.1.152. Meyerbeerstraat, 107 (6m);

Art.5.9.1.153. Zwartebeekstraat, 44 (6m);
Art.5.9.1.154. Oude Molenstraat, 123 (6m);
Artikel 10 : Slotbepalingen

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Beslist:
de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
2025 11 27_Annexes.pdf, 2025 11 27_Cc_Note explicative.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Egalité - Gelijkheid

27.11.2025/A/0026 **Service Egalité des Chances et des Genres.- Subsidies octroyés à diverses organisations.- Année 2025.-**

Le Conseil,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle et l'emploi de certaines subventions;

Vu la circulaire subséquente du 9 novembre 2006 précisant les modalités de contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les Communes;
Attendu qu'un crédit de 14.000 € est prévu à l'article 849/332-02/-/16 du budget 2025;

Vu le formulaire de demande de subside à compléter par chacune des associations promouvant l'égalité des chances et des genres;

Attendu que le formulaire a été envoyé à toutes les associations ayant fait des demandes de subsides et celles ayant perçus un subside en 2024;

Attendu que l'appel d'une possibilité d'octroi d'un subside, par le conseil communal, aux associations présentant des activités sur l'égalité des chances et des genres a été inséré dans le WM (N° 713) du mois d'octobre 2025;

Attendu que 5 de ces associations ont transmis ces formulaires avec les documents visés dans le règlement dans les temps impartis;

Attendu que ces associations ne sont redevables d'aucune somme envers la Commune d'Uccle;

Considérant que le travail de promotion de la diversité et l'inclusion réalisé par ces associations est considérable et qu'il convient que l'Administration Communale

d'Uccle leur accorde un subsidie;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins.

Décide :
- d'approuver l'attribution des subsides repris dans la liste en annexe.

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Dienst Gelijke Kansen en Gendergelijkheid - Subsidies toegekend aan diverse organisaties - Jaar 2025.-

De raad,

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;
Gelet op de omzendbrief van 9 november 2006 inzake de modaliteiten van de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen door de gemeentes;
Aangezien er onder artikel 849/332-02/-/16 van de begroting 2025 een bedrag van 14.000 € is voorzien;
Gelet op het aanvraagformulier voor subsidies, in te vullen door elke vereniging die gelijke kansen en gendergelijkheid promoot;
Aangezien het formulier verstuurd werd naar alle verenigingen die subsidies hebben aangevraagd en verenigingen die een subsidie hebben ontvangen in 2024;
Aangezien de oproep voor de mogelijkheid dat de gemeenteraad een subsidie toekent aan verenigingen die activiteiten aanbieden op het gebied van gelijke kansen en gendergelijkheid werd opgenomen in het WM (nr. 713) van oktober 2025;
Aangezien 5 van deze verenigingen deze formulieren met de in het reglement vermelde documenten binnen de gestelde termijn hebben ingediend;
Aangezien deze verenigingen geen bedragen verschuldigd zijn aan de gemeente Ukkel;
Overwegende dat de promotie van diversiteit en inclusie door deze verenigingen belangrijk is en het gepast is dat het gemeentebestuur van Ukkel hen een subsidie toekent;
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen.

Beslist:
- de toekenning van de in de bijlage vermelde subsidies goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

Demande de subsides.pdf, récap subsides donnés en 2025.pdf, Formulaire-subsidie-ponctuel_FORM_2022_U1180_fr.pdf, Formulaire-subsidie-fonctionnement_NLA_TOGOLEBRUXELLES_2026_U1180_fr.docx.pdf, demande de subsidie.pdf, Formulaire-subsidie-ponctuel_FORM_2022_U1180_fr (1).pdf

nouveaux membres et démission d'un membre.

Le Conseil,

Vu qu'en séance du 9 février 2021, le Collège des Bourgmestre et Echevins a marqué son accord sur la création d'un Conseil Consultatif pour l'Egalité des Genres;
Vu que l'article 1 du règlement du C.C.E.G. prévoit que les membres du C.C.E.G. sont nommés par le Conseil communal, sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Vu que l'article 2, alinéa 5 du règlement prévoit que "l'acte de candidature peut également être présenté d'initiative par toute personne bénéficiant des conditions d'éligibilité prévues à l'article 3 du présent règlement, à n'importe quel moment et par simple lettre dûment motivée adressée au Collège des Bourgmestre et Echevins qui proposera ladite candidature au prochain Conseil communal";

Attendu qu'il convient dès lors que le Conseil examine les candidatures suivantes :
Monsieur Jean-Pierre Hermia, Monsieur Carlier Philippe, Madame Corinne Vida et Madame Kiejna Anna;

Vu que l'article 5 du présent règlement prévoit que "tout membre soit libre de se retirer du Conseil. La démission est adressée par écrit à la Présidence qui la transmet au Collège des Bourgmestre et Echevins pour être ensuite actée par le Conseil communal en sa prochaine séance. Elle ne devient effective qu'à dater de la délibération conforme";

Vu que le Collège a pris acte de la démission de fonctions de Mme Karine Lamaille, en qualité de membre effectif du Conseil Consultatif pour l'Egalité des Genres, avec effet au soir du jeudi 27 novembre 2025.

Décide :

- de marquer son accord sur les candidatures de Jean-Pierre Hermia, de Carlier Philippe, de Corinne Vida et de Kiejna Anna;
- de prendre acte de la démission de Mme Karine Lamaille, en qualité de membre effectif du Conseil Consultatif pour l'Egalité des Genres, avec effet au soir du jeudi 27 novembre 2025.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Dienst Gelijke Kansen en Gendergelijkheid.- Adviesraad voor Gendergelijkheid : benoeming van nieuwe leden en ontslag van een lid.

De raad,

Aangezien het college van burgemeester en schepenen in zitting van 9 februari 2021 zijn goedkeuring verleend heeft aan de oprichting van een Adviesraad voor Gendergelijkheid;

Aangezien artikel 1 van het reglement van de ARGG bepaalt dat de leden van de ARGG benoemd worden door de gemeenteraad, op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Aangezien artikel 2 5e lid van het reglement bepaalt: "Een kandidatuur kan eveneens voorgesteld worden op initiatief van elk persoon die voldoet aan de verkiezingsvoorwaarden van artikel 3 van het onderhavige reglement, op gelijk welk ogenblik en via een eenvoudige, behoorlijk gemotiveerde brief, geadresseerd aan het college van burgemeester en schepenen dat deze kandidatuur aan de eerstvolgende gemeenteraad zal voorleggen";

Aangezien de raad bijgevolg de volgende kandidaturen moet onderzoeken: de heer

Jean-Pierre Hermia, de heer Carlier Philippe, mevrouw Corinne Vida en mevrouw Kiejna Anna;

Aangezien artikel 5 van het onderhavige reglement bepaalt: "Elk lid is vrij zich terug te trekken uit de raad. Het ontslag moet schriftelijk gestuurd worden naar de voorzit(s)ter die het overmaakt aan het college van burgemeester en schepenen waarna de eerstvolgende zitting van de gemeenteraad er akte van zal nemen. Het wordt pas effectief vanaf de datum van de eensluidende beraadslaging";

Aangezien het college akte genomen heeft van het ontslag van mevrouw Karine Lamaille als werkend lid van de Adviesraad voor Gendergelijkheid met ingang van donderdagavond 27 november 2025;

Beslist:

- Zijn goedkeuring te verlenen aan de kandidaturen van Jean-Pierre Hermia, Carlier Philippe, Corinne Vida en Kiejna Anna;
- Akte te nemen van het ontslag van mevrouw Karine Lamaille als werkend lid van de Adviesraad voor Gendergelijkheid met ingang van donderdagavond 27 november 2025.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Environnement - Milieu

27.11.2025/A/0028 **Adhésion à la centrale d'achats de Bruxelles Environnement pour l'accompagnement dans des projets d'agriculture urbaine - Approbation de l'adhésion.**

Le Conseil,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu que l'article 2, 6° de cette loi permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs;

Vu que l'article 47 de cette même loi dispose qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation;

Vu le cahier des charges « Accord-cadre pour marchés de services en agriculture urbaine » annexé;

Considérant que ce marché public est conclu pour une durée de quatre ans et qu'il a pris cours le 05/04/2022;

Vu le Programme d'Actions Climat (PAC) adopté par Conseil communal le 19 octobre 2023;

Vu la fiche AG1 du PAC : « Développer et soutenir la production alimentaire durable en milieu urbain et en périphérie »;

Considérant l'intérêt pour l'administration communale d'Uccle de recourir à cette centrale qui permet une rationalisation en termes de moyens et qui garantit aux organismes bénéficiaires, dont la Commune d'Uccle fait partie, de bénéficier de prix avantageux;

Considérant que chaque organisme bénéficiaire se charge de l'exécution du marché pour les commandes qui le concernent, ceci impliquant que le pouvoir adjudicateur adhérent passe directement commande à l'adjudicataire du marché, vérifie les déclarations de créance éventuelles de ce dernier et paye les factures correspondantes à ses propres commandes dans le délai prévu par le cahier des charges;

Considérant que chaque organisme bénéficiaire communiquera à l'adjudicataire ses modalités de facturation propres;

Considérant qu'il n'y a pas de document spécifique à signer pour l'adhésion à la Centrale avant de passer un devis, la Commune d'Uccle étant inscrit sur la liste des organismes bénéficiaires annexée;

Décide :

- de prendre connaissance des documents du marché public ayant pour objet « Accord-cadre pour marchés de services en agriculture urbaine » passé en centrale d'achat par Bruxelles Environnement;
- d'adhérer à la centrale d'achats ayant pour objet « Accord-cadre pour marchés de services en agriculture urbaine » passé par Bruxelles Environnement.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Aansluiting bij de aankoopcentrale van Leefmilieu Brussel voor de begeleiding in projecten van stadslandbouw - Goedkeuring van de aansluiting.

De raad,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Aangezien artikel 2 6° van deze wet het aan een aankoopcentrale, de aanbestedende overheid, mogelijk maakt opdrachten van werken, leveringen en diensten bestemd voor aanbestedende overheden te plaatsen;

Aangezien artikel 47 van dezelfde wet bepaalt dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale ervan vrijgesteld is zelf een plaatsingsprocedure te organiseren;

Gelet op het bestek "Raamovereenkomst voor dienstverleningscontracten in de stedelijke landbouw" in de bijlage;

Overwegende dat deze overheidsopdracht wordt gesloten voor een periode van vier jaar en op 5 april 2022 is ingegaan;

Gelet op het Klimaatactieprogramma (KAP), goedgekeurd door de gemeenteraad op 19 oktober 2023;

Gelet op fiche SL1 van het KAP: "De duurzame voedselproductie in het stedelijk milieu en in de rand ontwikkelen en ondersteunen";

Overwegende het belang voor het gemeentebestuur van Ukkel om een beroep te doen op deze centrale, die een rationalisering op vlak van middelen mogelijk maakt en aan de begunstigde instellingen, waarvan de gemeente Ukkel deel uitmaakt, garandeert voordelige prijzen te genieten;

Overwegende dat elke begunstigde instelling zich belast met de uitvoering van de opdracht voor de bestellingen die haar aanbelangen, wat inhoudt dat de aangesloten aanbestedende overheid de bestellingen rechtstreeks bij de opdrachtnemer van de opdracht plaatst, de eventuele verklaringen van schuldvoordering van deze laatste controleert en de facturen voor haar eigen bestellingen betaalt binnen de termijn voorzien door het bestek;

Overwegende dat elke begunstigde instelling haar eigen factureringsmodaliteiten meedeelt aan de opdrachtnemer;

Overwegende dat er geen specifiek document ondertekend moet worden voor de

aansluiting bij de centrale voordat er een offerte geplaatst wordt aangezien de gemeente Ukkel op de bijgevoegde lijst met begunstigde instellingen staat;

Beslist:

- Kennis te nemen van de opdrachtdocumenten met als voorwerp "Raamovereenkomst voor dienstverleningscontracten in de stedelijke landbouw ", geplaatst als aankoopcentrale door Leefmilieu Brussel;
- Aan te sluiten bij de aankoopcentrale met als voorwerp "Raamovereenkomst voor dienstverleningscontracten in de stedelijke landbouw ", geplaatst door Leefmilieu Brussel.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Liste bénéficiaires Centrale achat Agriculture urbaine.pdf,

CSC_CentraleAchatAU.pdf

27.11.2025/A/0029 **Subsides aux associations actives en matière de développement durable**

Le Conseil,

Vu qu'un crédit de 7.800 € est prévu à l'article 879/332-02/93 du budget 2025 pour des "Subsides à diverses associations actives en matière de développement durable";

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la circulaire du 9 novembre 2006 relative à la loi du 14 novembre 1983 ayant pour objet le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes;

Vu les formulaires de demande de subventions rédigés par le Comité de direction, respectivement pour les montants inférieurs et supérieurs à 1.250 €;

Attendu que ces subsides sont accordés en fonction des thèmes qui sont d'actualité à Uccle et ailleurs;

Vu la demande d'un subside de soutien par l'ASBL SUN-JOB pour un montant de 440€;

Considérant que cette ASBL, fondée en 2024 à Uccle, développe une communauté d'énergie locale dans le quartier de Saint-Job et ses environs;

Considérant que celle-ci réunit des citoyens, producteurs et consommateurs d'électricité, autour d'objectifs communs (partager l'énergie verte produite localement, sensibiliser à l'usage efficace et solidaire de l'électricité et à terme, investir collectivement dans des projets renouvelables à impact local);

Considérant que le subside demandé permettra de couvrir les frais de fonctionnement essentiels de l'ASBL (outils de gestion, frais bancaires et organisation des assemblées générales);

Vu la demande de subside de l'ASBL Kauwberg Nature pour un montant de 1000€;

Considérant que celle-ci a pour objectif la préservation de la biodiversité urbaine et la défense du maillage écologique d'Uccle;

Considérant que l'ASBL organise des visites guidées dans des sites naturels d'Uccle comme le Kinsendael, le bois de Verrewinkel, le Kauwberg, le plateau Avijl,

etc;

Considérant que celle-ci a participé au projet de 4 ateliers participatifs en collaboration avec l'ASBL We Are Nature pour cartographier le UNUGS (Unprotected Urban Green Spaces c'est-à-dire les espaces verts urbains naturels non protégés) dans le cadre de l'appel à projet Brussels Center for Urban Studies);

Considérant qu'un stand d'information est présent chaque année à la foire de Saint-Job pour informer les gens sur les activités de l'ASBL concernant les sites Natura 2000, le plan de gestion Natura 2000 du Kauwberg, la biodiversité et le maillage écologique;

Considérant qu'une brochure annuelle est éditée pour informer les citoyens sur différentes actualités en lien avec l'environnement;

Décide;

- d'octroyer une subvention d'un montant de 440€ à l'ASBL SUN-JOB;
- d'octroyer une subvention d'un montant de 1000€ à l'ASBL Kauwberg Nature.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Subsidies aan verenigingen die werken rond duurzame ontwikkeling

De raad,

Aangezien er een krediet van € 7.800 voorzien is onder artikel 879/332-02/93 van de begroting van 2025 voor "Subsidies aan diverse verenigingen die actief zijn op het vlak van duurzame ontwikkeling";

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de omzendbrief van 9 november 2006 betreffende de wet van 14 november 1983 met als onderwerp de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen die door de gemeenten worden toegekend;

Gelet op de aanvraagformulieren voor subsidies opgesteld door het directiecomité, respectievelijk voor bedragen kleiner en groter dan € 1.250;

Aangezien deze subsidies toegestaan worden in functie van de thema's die actueel zijn in Ukkel en elders;

Gelet op de aanvraag van een ondersteuningssubsidie van vzw SUN-JOB voor een bedrag van € 440;

Overwegende dat deze vzw, opgericht in 2024 in Ukkel, een lokale energiegemeenschap ontwikkelt in wijk Sint-Job en omgeving;

Overwegende dat ze burgers, producenten en consumenten van elektriciteit, samenbrengt rond gemeenschappelijke doelstellingen (de lokaal geproduceerde groene energie delen, sensibiliseren voor het efficiënt en solidair gebruik van elektriciteit en op termijn collectief investeren in hernieuwbare projecten met lokale impact);

Overwegende dat de gevraagde subsidie het mogelijk maakt de essentiële

werkingskosten te dekken (beheertools, bankkosten en organisatie van de algemene vergaderingen);

Gelet op de subsidieaanvraag van vzw Kauwberg Nature voor een bedrag van € 1.000;

Overwegende dat ze als doel de bescherming van de stedelijke biodiversiteit en de verdediging van het ecologisch netwerk van Ukkel heeft;

Overwegende dat de vzw rondleidingen organiseert in natuurgebieden van Ukkel, zoals de Kinsendael, het Verrewinkelbos, de Kauwberg, het Avijlplateau, enz.;

Overwegende dat ze meegewerkt heeft aan het project van 4 participatieve workshops in samenwerking met vzw We Are Nature om de UNUGS (Unprotected Urban Green Spaces, met andere woorden de onbeschermde natuurlijke stedelijke groene ruimtes) in kaart te brengen in het kader van de projectoproep Brussels Center for Urban Studies;

Overwegende dat er elk jaar een infostand staat op de kermis van Sint-Job om de mensen te informeren over de activiteiten van de vzw met betrekking tot de Natura 2000-gebieden, het beheerplan Natura 2000 van de Kauwberg, de biodiversiteit en het ecologisch netwerk;

Overwegende dat er een jaarlijkse brochure uitgegeven wordt om de burgers te informeren over de actualiteit in verband met het milieu;

Beslist:

- Een subsidie voor een bedrag van € 440 toe te kennen aan vzw SUN-JOB.
- Een subsidie voor een bedrag van € 1000 toe te kennen aan Kauwberg Nature

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

22 annexes / 22 bijlagen

statuts Kauwberg Nature.docx, 139f40cd-db09-491a-af07-53963bc180c7.pdf, Formulaire-subsidie-fonctionnement kauwbergnature 2025.pdf, Invoice-13202923.pdf, 20241012_Représentant légal ASBL (1).pdf, Sun-Job_flyer_2025-09-14 (2).pdf, KAUWBERG NATURE_compte bancaire.pdf, deposition de comptes et bilan juin 2025 (2).pdf, Attestation bancaire BE19 5230 8161 9212 2025-10-24.pdf, Facture_FR69366932.pdf, Cobea-ABO25-055 - ABONNEMENT - mutualisé.pdf, PV nomination présidente et vice-présidente.docx, PV de l'AG juin 2025.pdf, 12b62c2f-9456-4490-bfe0-8d464a1a51ca.pdf, Comptes et bilans Sun-Job ASBL 2024.pdf, Lettre d'accompagnement demande de subsides Oct2025.pdf, Kauwberg Nature Comptes 2024.pdf, Formulaire-subsidie-fonctionnement_FORM_2022_U1180_Final (1).docx, Statutes_2024 (2).pdf, Frais-Bancaire.pdf, Kauwberg Nature Budget 2025.pdf, KN Activités et Bilan 2024.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

Le Conseil,

Vu le budget du Centre Public d'Action Sociale d'Uccle pour l'exercice 2025;

Vu les articles 26 bis et 88, § 2 de la loi organique;

Attendu que par sa délibération du 24/09/2025, parvenue à notre administration le 29/09/2025, le Conseil de l'action sociale a décidé d'arrêter les modifications budgétaires n° 2 du service exploitation et du service investissement;

Attendu que ces modifications augmentent la dotation communale de 1.870.486,62 € ;

Attendu que ces modifications ont été soumises au Comité de concertation du 24/09/2025 et que celui-ci a rendu un avis favorable;

Décide :

D'approuver ces modifications budgétaires n°2 portant une augmentation de la dotation communale de 1.870.486,62 €.

***M. Cools** constate que cette modification budgétaire de plus de 1.870.486 € fait suite à une modification budgétaire de 2.720.504 €, votée par le Conseil communal il y a deux mois. Ces deux modifications budgétaires dans les dépenses courantes représentent donc un montant total – particulièrement élevé - d'environ 4.600.000 €. Ceci démontre la pertinence des propos tenus lors des débats relatifs au budget communal 2025 et au budget CPAS 2025, selon lesquels la dotation initiale au CPAS était totalement insuffisante.*

M. Cools espère que le budget communal 2026, qui sera examiné en février prochain, prévoira une dotation au CPAS qui permette d'éviter le recours à des modifications budgétaires d'une telle ampleur.

Le groupe Uccle en avant ne veut pas approuver cette modification budgétaire, car cela reviendrait à avaliser cette pratique d'une sous-estimation initiale de la dotation nécessaire au CPAS, mais il ne veut pas non plus émettre un vote négatif, car ces crédits sont nécessaires au fonctionnement du CPAS.

Le groupe Uccle en avant optera donc pour l'abstention sur ce point.

***Mme Kabachi** estime qu'il y a eu dès le départ une sous-évaluation de la dotation au CPAS.*

Le groupe socialiste espère qu'en 2026, la commune ne se retrouvera plus dans une situation qui l'oblige à procéder des corrections ponctuelles de mois en mois.

Les socialistes ont appris hier, lors de la réunion du Comité de l'Action sociale, qu'une suppression de 4 à 5 emplois est prévue d'ici la fin de l'année 2025, de même que la suppression des cours d'alphabétisation, la fermeture du service Culture et la réduction des horaires d'ouverture du service d'aide alimentaire et de la boutique sociale.

Selon Mme Kabachi, ces mesures ont été prises sans analyse préalable ni étude chiffrée de leur impact.

Le groupe socialiste plaide en faveur d'un surcroît de transparence et de sincérité budgétaire et souhaite une vision pluriannuelle qui garantisse la stabilité financière du CPAS.

Par ailleurs, les homes de la commune continuent à accumuler des pertes opérationnelles et le Collège prévoit l'engagement d'un consultant pour y remédier. Quel est le coût budgété de ce consultant et quel est l'objectif de sa mission ?

***Mme Nagelmackers** constate que les déficits cumulés dépassent maintenant plus de 5,8 millions d'euros. Ceci démontre qu'Uccle fait face à un problème structurel, et non simplement ponctuel. Les ajustements annuels ne suffisent plus.*

Les modifications budgétaires représentent un montant de 4,5 millions

d'euros.

De plus, la majorité a décidé hier de procéder à des coupures budgétaires sans objectivation de leur impact, en l'occurrence la fermeture de services essentiels pour les personnes précarisées. Le groupe Les Engagés ne comprend pas ces décisions hâtives.

Mme Nagelmackers estime qu'il est urgent de stopper l'hémorragie du CPAS, que ce soit pour ce qui concerne son fonctionnement interne ou les deux homes ucclois.

Le groupe Les Engagés se réjouit du lancement d'un marché public et espère que ce choix se portera sur un cabinet renommé et que ce dernier proposera un audit sérieux afin de construire un plan d'assainissement des deux homes et des changements pour sortir de cette impasse.

Uccle a besoin d'une vision claire et pluriannuelle qui sécurise à la fois les finances du CPAS, les conditions de travail du personnel et la qualité de prise en charge des allocataires.

Le groupe Les Engagés optera pour l'abstention sur ce point.

M. le Président du CPAS *ne veut pas se lancer dans l'explication des mesures votées hier, ni dans cette enceinte ni dans la presse, tant qu'il n'aura pas rencontré les organisations syndicales.*

Il tient toutefois à dénoncer les mensonges et les contre-vérités colportés sur les réseaux sociaux. En réalité, le CPAS n'a supprimé aucun service dédié aux plus démunis des Ucclois. Et les informations relayées par l'opposition quant à d'éventuels licenciements constituent également une contre-vérité.

M. Cools *ignore ce qui a été décidé hier et n'a d'ailleurs pas abordé ce point dans son intervention.*

Il espère que les cours d'alphabétisation destinés aux adultes n'ont pas été supprimés car un tel investissement dans la formation est absolument capital pour les faire sortir d'un circuit d'assistance. En effet, une authentique politique sociale ne doit pas se limiter à l'octroi de revenus d'intégration, certes nécessaires, mais permettre aux personnes précarisées de retrouver une réelle autonomie et, par ricochet, une indépendance financière.

Mme Kabachi *estime que parler aux syndicats après que les décisions ont été prises ne témoigne pas d'un grand respect à leur égard.*

Il réitère sa question à propos du rôle du consultant.

M. le Président du CPAS *précise que le montant maximal prévu dans l'appel d'offre pour le marché s'élève à 100.000 €. La mission qui serait confiée au consultant relèverait à la fois du court et du long terme. Celui-ci devrait à la fois trouver des pistes rapides de réorganisation et proposer des solutions pour le long terme, sachant qu'il y a plusieurs scénarios envisageables pour le seul home qui relèvera du CPAS en 2027. Le consultant sera invité à faire toutes les suggestions sans le moindre tabou pour le Domaine du Nekkersgat.*

Mme Kabachi *demande à M. le Président du CPAS de préciser ce qu'il entend par court terme et long terme.*

M. De Bock *estime que si l'on n'avait pas diffusé des visuels prétendant qu'on allait licencier du personnel et fermer des services – alors que ce n'est pas la décision prise hier – on ne serait pas dans cette situation aujourd'hui.*

M. De Bock constate des divergences d'attitude au sein de l'opposition. Le groupe Les Engagés participe aux débats de façon constructive et mène une réflexion

de fond alors que le Parti Socialiste dénonce un prétendu manque de générosité de la part de la majorité, ce qui s'avère pour le moins contradictoire si l'on compare la gestion effective du CPAS d'Uccle avec celle de CPAS d'autres communes bruxelloises où les socialistes sont une composante de la majorité.

***M. Tojerow** ne cache pas son inquiétude quant à l'opportunité et au coût de la mission de consultance.*

Il rappelle à cet égard qu'en 2024, on avait confié à un cabinet une mission d'étude pour déterminer s'il fallait transformer le home Brugmann en centre administratif. Cette étude a coûté plusieurs dizaines de milliers d'euros et a finalement été mise dans un tiroir alors qu'il aurait suffi de consulter le plan d'affectation du sol pour constater que ce terrain ne pouvait être consacré qu'à du logement.

***M. le Président du CPAS** ne se prononce pas sur l'étude de 2024, étant donné qu'il ne siégeait pas à l'époque au CPAS.*

Il estime que cette étude-ci est tout à fait légitime pour poser un choix politique raisonné parmi une pluralité de scénarios possibles, et ce d'autant plus qu'au sein de cette assemblée, il n'y a aucun véritable spécialiste des homes.

M. le Président du CPAS tient aussi à dire que le groupe Uccle en avant fait preuve d'une opposition constructive.

Il ajoute que la longueur des débats au CPAS, soulignée par Mme Kabachi, était justifiée dans son chef par la volonté d'être démocrate en laissant chacun exprimer son point de vue intégralement.

***Mme Kabachi** estime n'avoir en aucune manière été discourtoise en cette occasion. Elle considère avoir juste avoir exercé son droit de poser des questions, comme tout conseiller communal.*

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 29 votes positifs, 11 abstentions.

Abstentions : Marc Cools, Leïla Kabachi, Cécile Roba, Alexandre Meeus, Jérémie Tojerow, Yassine Assal, Isabelle Sirtaine, Buss Walter, Patricia Nagelmackers, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy.

OCMW - Begroting 2025 - Begrotingswijziging nr 2 - Exploitatie en investeringsdienst.

De Raad,

Gelet op de begroting van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Ukkel voor het dienstjaar 2025;

Gelet op artikels 26bis en 88 § 2 van de organieke wet;

Aangezien de raad voor maatschappelijk welzijn in zijn beraadslaging van 24/09/2025, bij ons bestuur ontvangen op 29/09/2025, beslist heeft om de begrotingswijziging nr. 2 van de exploitatie- en investeringsdienst vast te leggen;

Aangezien deze wijziging de gemeentelijke dotatie met € 1.870.486,62 verhoogt;

Aangezien deze wijziging voorgelegd werd aan het overlegcomité van 24/09/2025 en deze laatste een gunstig advies heeft geformuleerd;

Beslist :

De begrotingswijziging n°2 goed te keuren die een verhoging van de gemeentelijke dotatie met 1.870.486,62 € inhoudt.

***De h. Cools** merkt op dat deze begrotingswijziging van meer dan € 1.870.486 volgt op een begrotingswijziging van € 2.720.504 die twee maanden geleden door de gemeenteraad werd goedgekeurd. Deze twee begrotingswijzigingen in de lopende uitgaven vertegenwoordigen dus een - bijzonder hoog - totaalbedrag van ongeveer €*

4.600.000. Dit toont de relevantie aan van de opmerkingen tijdens de debatten over de gemeentebegroting 2025 en de OCMW-begroting 2025, volgens welke de oorspronkelijke OCMW-dotatie volstrekt onvoldoende was.

Hij hoopt dat de gemeentebegroting 2026, die in februari wordt besproken, een OCMW-dotatie zal bevatten waardoor dergelijke grootschalige begrotingswijzigingen niet nodig zijn.

Uccle en avant wenst deze begrotingswijziging niet goed te keuren aangezien dit zou neerkomen op het goedkeuren van de praktijk om de door het OCMW vereiste dotatie aanvankelijk te laag te ramen, maar wenst er evenmin tegen te stemmen, aangezien deze kredieten noodzakelijk zijn voor de werking van het OCMW.

Om deze redenen zal Uccle en avant zich onthouden.

Mevr. Kabachi is van mening dat de OCMW-dotatie vanaf het begin onderschat is.

De socialistische fractie hoopt dat de gemeente zich in 2026 niet langer in een situatie bevindt waarin ze van maand tot maand ad-hoccorrecties moet doorvoeren.

Tijdens de vergadering van het Comité voor sociale actie van gisteren vernamen de socialisten dat 4 tot 5 banen zullen worden geschrapt tegen eind 2025, samen met de afschaffing van alfabetiseringscursussen, de sluiting van de dienst Cultuur en de vermindering van de openingsuren van de Voedselhulpdienst en de sociale winkel.

Volgens mevr. Kabachi werden deze maatregelen genomen zonder voorafgaande analyse of kostenberekening van hun impact.

De socialistische fractie roept op tot meer transparantie en oprechtheid bij het opstellen van begrotingen en tot het aannemen van een meerjarenvisie die de financiële stabiliteit van het OCMW garandeert.

Bovendien blijven de tehuizen van de gemeente operationele verliezen opstapelen en het college is van plan een consultant in te huren om de situatie te verhelpen. Wat zijn de begrote kosten van deze consultant en wat is het doel van zijn opdracht?

Mevr. Nagelmackers merkt op dat de gecumuleerde tekorten nu meer dan 5,8 miljoen euro bedragen. Dit toont aan dat Ukkel te maken heeft met een structureel probleem en niet met een eenmalig probleem. Jaarlijkse aanpassingen zijn niet langer voldoende.

De begrotingswijzigingen vertegenwoordigen een totaal van 4,5 miljoen euro.

Bovendien besloot de meerderheid gisteren om te bezuinigen zonder enige objectieve beoordeling van hun impact, in dit geval de sluiting van essentiële diensten voor kwetsbare mensen. Les Engagés begrijpt deze overhaaste beslissingen niet.

Mevr. Nagelmackers is van mening dat het bloeden bij het OCMW dringend moet worden gestopt, zowel wat betreft de interne activiteiten als de twee tehuizen in Ukkel.

Les Engagés is verheugd dat er een overheidsopdracht is gelanceerd en hoopt dat er een gerenommeerd bedrijf zal worden gekozen om een serieuze audit uit te voeren en een plan op te stellen om de twee tehuizen te reorganiseren en veranderingen door te voeren om deze impasse te doorbreken.

Ukkel heeft een duidelijke meerjarenvisie nodig die de financiën van het OCMW, de werkomstandigheden van zijn personeel en de kwaliteit van de zorg die het aan zijn begunstigden verleent, veilig stelt.

Les Engagés zal zich onthouden.

De voorzitter van het OCMW wil de maatregelen waarover gisteren gestemd is, niet toelichten, noch in deze zaal, noch in de pers, zolang hij de vakbonden niet ontmoet heeft.

Hij is er echter op gebrand om de leugens en onwaarheden die op sociale netwerken worden verspreid te veroordelen. In werkelijkheid heeft het OCMW geen enkele dienst voor de meest achtergestelde Ukkelaars afgeschaft. En de informatie van de oppositie over mogelijke ontslagen is ook niet waar.

De h. Cools is niet op de hoogte van wat er gisteren is besloten en heeft dit punt niet aan de orde gesteld in zijn tussenkomst.

Hij hoopt dat alfabetiseringscursussen voor volwassenen niet zijn geschrapt omdat investeringen in dit soort opleidingen absoluut noodzakelijk zijn om mensen uit de bijstand te halen. Een echt sociaal beleid mag zich niet beperken tot het toekennen van leeflonen, die zeker nodig zijn, maar moet mensen in preciaire situaties in staat stellen om echte autonomie en dus financiële onafhankelijkheid te herwinnen.

Mevr. Kabachi is van mening dat praten met de vakbonden nadat er beslissingen zijn genomen niet veel respect voor hen toont.

Hij herhaalt zijn vraag over de rol van de consultant.

***De voorzitter van het OCMW** preciseert dat het maximumbedrag dat in de offerteoproep is voorzien € 100.000 bedraagt. De opdracht die aan de consultant wordt toevertrouwd, is zowel voor de korte als de lange termijn. Deze laatste moeten zowel snelle manieren vinden om te reorganiseren als oplossingen voorstellen voor de lange termijn, rekening houdend met het feit dat er verschillende scenario's mogelijk zijn voor het enige tehuis dat in 2027 onder de verantwoordelijkheid van het OCMW zal vallen. De consultant zal worden uitgenodigd om alle suggesties voor het Nekkersgatdomein te doen.*

***Mevr. Kabachi** vroeg de voorzitter van het OCMW om te verduidelijken wat hij bedoelde met korte termijn en lange termijn.*

***De h. De Bock** is van mening dat als de beelden niet waren rondgestuurd waarin werd beweerd dat personeel zou worden ontslagen en diensten zouden worden gesloten - hoewel dit gisteren niet de beslissing was - we ons vandaag niet in deze situatie zouden bevinden.*

Hij wijst op de verschillen in houding binnen de oppositie. Les Engagés neemt op constructieve wijze deel aan de debatten en voert een diepgaande reflectie, terwijl de socialistische fractie een vermeend gebrek aan vrijgevigheid van de meerderheid aan de kaak stelt, wat op zijn zachtst gezegd tegenstrijdig is als we het feitelijke beheer van het OCMW van Ukkel vergelijken met dat van de OCMW's in andere Brusselse gemeentes waar de socialisten deel uitmaken van de meerderheid.

***De h. Tojerow** maakt er geen geheim van dat hij zich zorgen maakt over de wenselijkheid en de kosten van het adviesbureau.*

In dit verband herinnert hij zich dat in 2024 een onderneming de opdracht kreeg om een studie uit te voeren om te bepalen of het Brugmanntehuis moest worden omgevormd tot een administratief centrum. Deze studie kostte enkele tienduizenden euro's en werd uiteindelijk in een la gestopt, hoewel het voldoende zou zijn geweest om het bestemmingsplan te raadplegen om te zien dat deze grond alleen voor woningbouw kon worden gebruikt.

***De voorzitter van het OCMW** geeft geen commentaar op de studie van 2024 omdat hij toen geen lid was van het OCMW.*

Hij is van mening dat deze studie volkomen legitiem is om een beredeneerde politieke keuze te maken uit een aantal mogelijke scenario's, vooral omdat er geen echte specialisten in tehuizen in deze vergadering zitten.

De voorzitter van het OCMW wil ook graag zeggen dat Uccle en avant constructief oppositie voert.

Hij voegde eraan toe dat de lengte van de debatten op het OCMW, waarop mevr. Kabachi de aandacht vestigde, naar zijn mening gerechtvaardigd was door de wens om democratisch te zijn door iedereen de kans te geven zijn of haar standpunt volledig naar voren te brengen.

***Mevr. Kabachi** is van mening dat ze bij deze gelegenheid op geen enkele manier onbeleefd was. Ze is van mening dat ze gewoon haar recht heeft uitgeoefend om vragen te stellen, net als elk ander gemeenteraadslid.*

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 29 positieve stemmen, 11 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Cools, Leïla Kabachi, Cécile Roba, Alexandre Meeus, Jérémie Tojerow, Yassine Assal, Isabelle Sirtaine, Buss Walter, Patricia Nagelmackers, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy.

6 annexes / 6 bijlagen

CPAS - MB n°2 - 20250924-A-0012-DE-FR.pdf, CPAS - MB n°2 - 20250924-A-0012-AN-002.pdf, CPAS - MB n° 2 - 20250924-A-0012-AN-004 (1).pdf, CPAS - MB n° 2 - 20250924-A-0012-DE-NL.pdf, CPAS - MB n°2 - 20250924-A-0012-AN-001.pdf, CPAS - MB n°2 - 20250924-A-0012-AN-003 (1).pdf

27.11.2025/A/0031 **CPAS - Budget 2025 - Modification budgétaire n°3 - Service exploitation et investissement.**

Le Conseil,

Vu le budget du Centre Public d'Action Sociale d'Uccle pour l'exercice 2025;

Vu les articles 26 bis et 88, § 2 et 112 bis §1 et 4 de la loi organique;

Attendu que par sa délibération du 15/10/2025, parvenue à notre administration le 21/10/2025, le Conseil de l'action sociale a décidé d'arrêter les modifications budgétaires n° 3 du service exploitation et investissement;

Attendu que ces modifications n'augmentent pas la dotation communale,

Décide d'approuver ces modifications budgétaires n°3.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

OCMW - Begroting 2025 - Begrotingswijziging nr3 - Exploitatie en investeringsdienst.

De Raad,

Gelet op de begroting voor het jaar 2025 van het Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Ukkel;

Gelet op artikels 26 bis en 88, § 2 en 112 bis § 1 en 4 van de organieke wet;

Aangezien de Raad voor Maatschappelijke Welzijn bij beraadslaging van 15/10/2025, bij het gemeentebestuur aangekomen op 21/10/2025, besloten heeft de wijzigingen nr 3 van de exploitatiedienst goed te keuren;

Aangezien dat deze beslissingen geen verhoging van de gemeentelijke tussenkomst meebrengen,

Beslist deze begrotingswijzigingen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

Action sociale - Sociale actie

27.11.2025/A/0032 **PROJET "Nous racontons notre vie", CONVENTION DE PARTENARIAT.**

Le Conseil,

Attendu que les Maisons de quartier ont pour mission de favoriser le lien social et lutter contre l'isolement, en proposant des lieux de socialisation et en mettant en place des projets socio-culturels et citoyens visant à renforcer la participation et la mixité des publics;

Attendu que dans ce sens, la Cellule Cohésion sociale via la Maison de quartier 1180 entreprend la mise en place d'un projet « Nous racontons notre vie – Ateliers récits de vie et images », porté par la Cellule Culture du CPAS d'Uccle, en partenariat avec l'ASBL Âge et Transmission, la Cellule de la Cohésion Sociale-Maison de quartier 1180, le Centre Culturel d'Uccle et la Fondation Boon pour les arts graphiques narratifs ;

Attendu que le projet "Nous racontons notre vie", est un projet artistique et participatif visant à collecter, mettre en récit et illustrer des témoignages de vie d'habitants d'Uccle, dans une perspective de cohésion sociale, de valorisation des parcours individuels, et de création culturelle collective ;

Attendu que ces ateliers ont de surcroît pour objectif de mixer les usagers de la Maison de quartier et ceux du CPAS, de favoriser l'échange entre ces publics et de les amener, dans une démarche d'éducation permanente, à participer à la réalisation d'un recueil de récits de vies en racontant leur vie,

Que dans une visée de valorisation des participants au projet, un événement de présentation publique sera prévu au CCU à la fin du projet.

Décide :

D'approuver la convention relative à la mise en place du projet « Nous racontons notre vie ».

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

**PROJECT "Nous racontons notre vie",
PARTNERSCHAPSOVEREENKOMST.**

De raad,

Aangezien de buurthuizen tot taak hebben de sociale cohesie te bevorderen en isolement te bestrijden door plaatsen aan te bieden waar mensen met elkaar in contact kunnen komen en door sociaal-culturele en maatschappelijke projecten op te zetten

die de participatie en diversiteit van het publiek vergroten;

Aangezien de cel Sociale Cohesie hiervoor, via het Maison de quartier 1180, een project opzet met de naam "Nous racontons notre vie - Ateliers récits de vie et images", gesteund door de cel Cultuur van het OCMW van Ukkel, in samenwerking met vzw Âge et Transmission, de cel Sociale Cohesie-Maison de quartier 1180, het cultureel centrum van Ukkel en Fondation Boon pour les arts graphiques narratifs;

Aangezien het project "Nous racontons notre vie" een artistiek en participatief project is met als doel het verzamelen, vertellen en illustreren van de levensverhalen van de inwoners van Ukkel, met het oog op sociale cohesie, het vergroten van individuele ervaringen en collectieve culturele creatie;

Aangezien deze workshops de gebruikers van het buurthuis en de gebruikers van het OCMW moeten samenbrengen, uitwisselingen tussen deze groepen moeten aanmoedigen en hen moeten aanmoedigen om, in het kader van levenslang leren, deel te nemen aan het verzamelen van levensverhalen door hun eigen verhalen te vertellen,

Aangezien er aan het einde van het project een openbare presentatie wordt gehouden in het CCU om de deelnemers aan het project in de schijnwerpers te zetten.

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst voor de uitvoering van het project "Nous racontons notre vie".

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

VF CONVENTION DE PARTENARIAT Nous racontons notre vie.docx

27.11.2025/A/0033 **Velotheque - Fietsbieb - Convention de soutien financier - Modifications**

Le Conseil,

Considérant que le Conseil communal a adopté en date du 26 juin 2025 la convention concernant la vélothèque communale gérée en collaboration avec "l'ASBL Beweging" ;

Considérant que "l'ASBL Beweging" a changé de dénomination pour devenir "Sociaal Engagement CV", et que les personnes légalement responsables de l'organisation ont été modifiées ;

Considérant également l'adaptation des conditions tarifaires relatives à l'affiliation des bénéficiaires, (tarif de 30€ et 10€ pour les bénéficiaires ayant le statut BIM des mutuelles) à compter du 1er janvier 2026 ;

Décide:

- D'approuver les modifications apportées à la convention conclue entre l'Administration communale d'Uccle et "Sociaal Engagement CV", telles que reprises dans la nouvelle convention en annexe.

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Velotheque - Fietsbieb - Overeenkomst inzake financiële ondersteuning - Wijziging

De raad,

Overwegende dat de gemeenteraad op 26 juni 2025 de overeenkomst met betrekking tot de gemeentelijke Fietsbieb, beheerd in samenwerking met vzw Beweging, aangenomen heeft;

Overwegende dat vzw Beweging van naam veranderd is en voortaan "Sociaal Engagement cv" heet en dat de wettelijke verantwoordelijken van de organisatie gewijzigd werden;

Overwegende eveneens de aanpassing van de tariefvoorwaarden met betrekking tot het lidmaatschap van de begunstigden (tarief van € 30 en € 10 voor begunstigden met het statuut verhoogde tegemoetkoming van de ziekenfondsen) vanaf 1 januari 2026;

Beslist:

- De wijzigingen aan de overeenkomst tussen het gemeentebestuur van Ukkel en "Sociaal Engagement cv" zoals opgenomen in de nieuwe overeenkomst in de bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

2025_Convention_FR_Velotheque.docx, 2025_Convention_NL_Velotheque.DOCX

27.11.2025/A/0034 A.S.B.L. Le Pas.- Rapport d'évaluation et ses annexes.

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 16 décembre 2021 et signée entre la Commune et l'ASBL Le PAS, ASBL communale au sens de l'ordonnance du 5 juillet 2018 susmentionnée, le 27 janvier 2023;

Vu que l'Ordonnance dispose à son article 39, § 2 que la Convention et son exécution sont évaluées chaque année sur base d'un rapport écrit par le Conseil communal en présence du président du Conseil d'administration de l'ASBL ou de son représentant;

Vu l'article 27 de la Convention disposant que « Le rapport d'évaluation est rédigé sur base des tâches et des missions reprises aux articles 6 et 7 de la convention de gestion ainsi que sur base, au minimum, des indicateurs suivants :

- le budget de l'ASBL relatif à l'exercice évalué;
- les comptes annuels de l'ASBL relatifs à l'exercice évalué;
- le budget prévisionnel afférent à l'exercice suivant;
- le rapport d'activité;
- le procès-verbal de l'assemblée générale approuvant les comptes annuels et le budget prévisionnel;
- le cas échéant, les tarifs appliqués tant aux membres qu'aux personnes n'étant pas membre de l'ASBL;

- le cas échéant, le planning des occupations des bâtiments de la Commune;
Vu ces articles 6 et 7 résumant les missions de l'ASBL telles que reprises dans les statuts;
Considérant que l'ASBL a remis son rapport d'évaluation relatif à l'année 2024 au Secrétariat central de la Commune contre récépissé;
Considérant que, conformément à l'article 28 de la Convention, le Collège des Bourgmestre et Echevins a inscrit ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil soit à la séance de ce jour et a invité le président du Conseil d'administration, ou son représentant, à y être présent et ce, dans les délais prévus par la Convention;
Considérant que ce rapport d'évaluation est conforme aux objectifs qui lui sont fixés par la Convention de gestion;
Considérant que ce rapport d'évaluation contient dans ses annexes les comptes 2024 ainsi que le budget 2025 telles qu'approuvés par l'Assemblée Générale de l'ASBL,
Décide :
- d'approuver le rapport d'évaluation 2024 de l'ASBL Le PAS, en annexe;
- de prendre connaissance des comptes 2024 et du budget 2025 de l'ASBL tels que joints en annexe du rapport d'évaluation.

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

V.Z.W. Le Pas.- Evaluatieverslag en bijlagen.

De Raad,
Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, en meer bepaald artikels 38 tot 40 van deze ordonnantie;
Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 16 december 2021 en ondertekend tussen de gemeente en de vzw Le PAS, een gemeentelijke vzw in de zin van bovenvermelde ordonnantie van 5 juli 2018, op 27 januari 2023;
Aangezien artikel 39, § 2 van de ordonnantie bepaalt dat de overeenkomst en de uitvoering ervan elk jaar worden geëvalueerd op basis van een schriftelijk verslag van de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de vzw of zijn vertegenwoordiger;
Aangezien artikel 27 het volgende bepaalt: "Het evaluatieverslag wordt opgesteld op basis van de taken en opdrachten die in artikels 6 en 7 van deze overeenkomst zijn omschreven en op basis van ten minste de volgende indicatoren :
- de begroting van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
- de jaarrekeningen van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
- de voorlopige begroting voor het volgende begrotingsjaar;
- het activiteitenverslag;
- het proces-verbaal van de algemene vergadering waarin de jaarrekeningen en de voorlopige begroting worden goedgekeurd;
- desgevallend de tarieven zowel voor leden als niet-leden van de VZW;
- desgevallend de planning van de bezetting van de gebouwen van de Gemeente;
Gelet op deze artikels 6 en 7 die de opdrachten van de vzw zoals bepaald in de statuten samenvatten;
Overwegende dat de vzw haar evaluatieverslag met betrekking tot het jaar 2024 tegen ontvangstbewijs heeft overgemaakt aan het centraal secretariaat van de gemeente;
Overwegende, overeenkomstig artikel 28 van de overeenkomst, dat het college van burgermeester en schepenen dit punt op de agenda van de volgende raad heeft gezet en de voorzitter van de raad van bestuur, of zijn vertegenwoordiger, heeft opgeroepen voor deze raad binnen de overeenkomst vastgestelde termijnen;
Overwegend dat dit evaluatieverslag voldoet aan de doelstellingen die zijn vastgelegd

in de beheersovereenkomst;

Overwegende dat dit evaluatierapport in zijn bijlagen de rekeningen 2024 en de begroting 2025 bevat zoals goedgekeurd door de algemene vergadering van de vzw,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde evaluatieverslag 2024 van vzw Le PAS;
- kennis te nemen van de jaarrekening 2024 en de begroting 2025 van de vzw zoals toegevoegd in de bijlage van de evaluatieverslag.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

Courrier accompagnant le dépôt du rapport d'évaluation 2024..pdf, ASBL Animation Prévention Socio-Culturelle - Rapport d'évaluation 2024.pdf, Comptes annuels 2024.pdf, Rapport d'activité 2024.pdf, Budget 2025 et budget prévisionnel 2024.pdf, Procès-verbal de l'Assemblée Générale (2) du 20 mai 2025..pdf

27.11.2025/A/0035 **Subsides à divers organismes à caractère social.- Exercice 2025 - Engagement des dépenses.**

Le Conseil,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et l'emploi de certaines subventions;

Vu la circulaire subséquente du 9 novembre 2016 précisant les modalités de contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes;
Attendu qu'un crédit de 17.000 € est prévu à l'article 849/332-02/92 du budget 2025;

Vu le formulaire de demande de subside à compléter par chacune des associations à caractère social (en annexe);

Attendu que diverses associations ont transmis ce formulaire avec, le cas échéant, les documents comptables demandés;

Considérant que le travail social réalisé par ces associations est considérable et qu'il convient que l'administration communale d'Uccle leur accorde un subside;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins;

Décide:

d'approuver l'attribution des subsides aux associations figurant dans le tableau en annexe pour un montant total de 17.000 € et d'engager la dépense à l'article 849/332-02/92 du budget ordinaire 2025.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Subsidies aan allerlei verenigingen met sociaal oogmerk.- Dienstjaar 2025 - Vastlegging van de uitgaven

De Raad,

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de omzendbrief van 9 november 2016 inzake de modaliteiten van de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen door de gemeentes;
Aangezien er onder artikel 849/332-02/92 van de begroting 2025 een bedrag van 17.000€ is voorzien;
Gelet op het aanvraagformulier voor subsidies, in te vullen door elke vereniging van sociale aard (in bijlage);
Aangezien verschillende vereniging dit formulier hebben teruggestuurd, desgevallend met de gevraagde boekhoudkundige documenten;
Overwegende dat het sociaal werk van deze verenigingen belangrijk is en het gepast is dat het gemeentebestuur van Ukkel hen een subsidie toekent;
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,
Beslist de toekenning van de subsidies aan de verenigingen vermeld in de hierbij gevoegde tabel tegen een totaal bedrag van 17.000 € en de uitgave vast te leggen onder het artikel 849/332-02/92 van de gewone begroting 2025.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

13 annexes / 13 bijlagen

1_DIACONIA_Formulaire.pdf, 1_MEDIANES_Formulaire.pdf, 1_CAP HABITAT_Formulaire.pdf, 1_ANTIRIDES_Formulaire.pdf, 1_CPF UCCLE_Formulaire.pdf, 1_DYNAMO_Formulaire.pdf, Subsidies Action sociale 2025 - Tableau d'attribution DEF.xlsx, 1_SANTE MENTALE_Formulaire.pdf, 1_CHAPELLE DE BOURGOGNE_Formulaire.pdf, 1_SAIRSO_Formulaire.pdf, 1_ODYSSEE ASBL_Formulaire.pdf, 1_DYNACO_Formulaire.pdf, 1_NID MARCEL BRIARD_Formulaire.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Participation citoyenne - Burgerparticipatie

27.11.2025/A/0036 **Participation citoyenne. : Subside Coup de pouce – Projet citoyen. Subsidies aux organismes au service des ménages. Engagement de la dépense.**

Le Conseil,

Attendu qu'un Subside Coup de pouce projet citoyen a été lancé dans la commune en 2019 avec pour objectif de mettre à disposition une enveloppe budgétaire destinée aux projets citoyens dans le but d'améliorer le cadre de vie des Ucclois(e)s et renforcer les liens entre habitant(e)s dans un contexte de développement durable;

Vu que l'enveloppe budgétaire dédiée au subside *Coup de Pouce 2025* a été approuvée lors de la séance du Conseil budget communal du 27 mars 2025 ;

Vu que le Collège des Bourgmestre et Échevins a validé le calendrier des subsides du service Participation citoyenne lors de sa séance du 8 avril 2025 ;

Vu que le Conseil communal a approuvé le nouveau règlement encadrant l'appel à projets *Coup de Pouce 2025* lors de sa séance du 24 avril 2025 ;

Attendu que le projet reçu durant le mois de novembre, après analyse par le service Participation citoyenne / Solidarité internationale et affaires européennes, est jugé

éligible au regard des conditions fixées dans le règlement communal précité et a reçu une évaluation positive :

Nom du projet	Montant demandé
FOUR A LIER	800€

Attendu que, sur base de l'analyse effectuée par le service de la Participation citoyenne /Solidarité internationale et affaires européennes conformément aux dispositions prévues dans le nouveau cadre de gestion du subside Coup de Pouce 2025, le montant total à allouer au projet retenu s'élève à 800€;

Attendu que le détail de l'évaluation du dossier se trouve en annexe de ce rapport ;

Décide :

- d'approuver le projet susmentionné retenu par le service Participation citoyenne /Solidarité internationale et affaires européennes;

- d'autoriser le paiement de la somme totale de 800€ dans le cadre du Subside « Coup de Pouce Projet Citoyen », appel de 2025, à l'article 104/332-02 /17 de l'exercice 2025 selon la répartition suivante et dans le respect de l'article 7 du règlement communal :

800 € pour le projet « Four à lier » représenté par Patrick Gautron (90 % du montant seront versés dans un premier temps et les 10 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé).

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Burgerinspraak: Subsidie Ondersteuning burgerprojecten. Subsidies aan instellingen ten dienste van gezinnen. Vastlegging van uitgave.

De raad,

Aangezien in 2019 in de gemeente een subsidie Ondersteuning burgerproject gelanceerd werd met als doelstelling begrotingsmiddelen beschikbaar te stellen voor burgerprojecten om de leefomgeving van de Ukkelaars te verbeteren en de banden tussen de inwoners te versterken in een streven naar duurzame ontwikkeling;

Aangezien de begrotingsenveloppe voor de Ondersteuningssubsidie 2025 goedgekeurd werd in zitting van de gemeenteraad - begroting van 27 maart 2025;

Aangezien het college van burgemeester en schepenen de planning van de subsidies van de dienst Burgerinspraak goedgekeurd heeft in zitting van 8 april 2025;

Aangezien de gemeenteraad het nieuwe reglement van de projectoproep *Ondersteuning 2025* goedgekeurd heeft in zitting van 24 april 2025;

Aangezien het project dat in november ontvangen werd, na analyse door de dienst Burgerinspraak / Internationale Solidariteit en Europese Aangelegenheden, in aanmerking komt ten aanzien van de voorwaarden bepaald in het voornoemde gemeentereglement en een positieve beoordeling gekregen heeft :

Naam van het project	Gevraagd bedrag
FOUR A LIER	€ 800

Aangezien op basis van de analyse door de dienst Burgerinspraak overeenkomstig de bepalingen in het nieuwe beheerkader van de Ondersteuningssubsidie 2025 het totaalbedrag dat toegekend wordt aan het geselecteerde project € 800 belooft;

Aangezien de details van de beoordeling van het dossier in de bijlage bij dit verslag zitten;

Beslist:

- Het voornoemde project, dat geselecteerd werd door de dienst Burgerinspraak/ Internationale Solidariteit en Europese Aangelegenheden , goed te keuren;
- De betaling van het totaalbedrag van € 800 toe te staan in het kader van de subsidie "Ondersteuning burgerproject", oproep van 2025, op artikel 104/332-02/17 van het dienstjaar 2025, volgens de volgende verdeling en met naleving van artikel 7 van het gemeentereglement:

€ 800 voor het project "Four à lier", vertegenwoordigd door Patrick Gautron (90 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 10 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project).

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Tableau d'analyse novembre FR.xlsx, Tableau d'analyse novembre NL.XLSX

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Education - Onderwijs

27.11.2025/A/0037 **Ecoles communales - Déclassement et cession du matériel communal - Tableaux verts**

Le Conseil communal,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que, ces dernières années, la majorité des tableaux verts dans les écoles communales d'Uccle ont été remplacés par des tableaux blancs interactifs ;

Considérant que ces tableaux verts sont devenus obsolètes et encombrant les établissements scolaires (voir liste en annexe) ;

Qu'il est opportun de s'en défaire, dans une logique de gestion responsable du patrimoine communal ;

Considérant que la donation de ce matériel à des acteurs locaux actifs dans le domaine éducatif ou associatif constitue une solution utile et sans incidence budgétaire directe pour la Commune ;

Qu'en date du 14/07/2025, un appel a été lancé auprès des établissements scolaires, écoles de devoirs et associations présentes sur le territoire communal ;

Que plusieurs structures ont répondu favorablement ;

Que l'attribution des tableaux verts s'est faite sur base des demandes des bénéficiaires et qu'elles ont toutes pu être remplies;

Que le transport est à charge des bénéficiaires;

Que la Commune n'a reçu ni demandé aucune contrepartie;

Décide,

De valider le déclassement et la cession à titre gratuit des tableaux verts devenus obsolètes, en faveur des établissements repris en annexe, dans les conditions décrites ci-dessus.

De s'adresser à l'asbl communale le PAS en priorité.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Gemeentescholen – Afkeuring en afstand van gemeentelijk materiaal – Groene schoolborden

De gemeenteraad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de meeste groene schoolborden in de gemeentescholen van Ukkel de laatste jaren vervangen werden door interactieve whiteboards;

Overwegende dat deze groene schoolborden verouderd geworden zijn en in de weg staan in de scholen (zie lijst in de bijlage);

Dat het wenselijk is er afstand van te doen, in een logica van verantwoord beheer van het gemeentelijk erfgoed;

Overwegende dat de schenking van dit materiaal aan lokale partners die werkzaam zijn in het educatief of verenigingsdomein een nuttige oplossing vormt zonder

rechtstreekse budgettaire impact voor de gemeente;

Dat er op 14/07/2025 een oproep gelanceerd werd bij de scholen, takenscholen en verenigingen op het gemeentelijk grondgebied;

Dat verschillende structuren positief gereageerd hebben;

Dat de groene schoolborden toegekend werden op basis van de aanvragen van de begunstigden en dat ze allemaal ingewilligd konden worden;

Dat het transport voor rekening van de begunstigden is;

Dat de gemeente geen enkele compensatie gekregen of gevraagd heeft;

Beslist:

De afkeuring en de gratis afstand van de verouderde groene schoolborden ten bate van de instellingen in de bijlage op de bovenstaande voorwaarden te bekrachtigen.

Zich in de eerste plaats tot de gemeentelijke vzw Le PAS wenden.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Annexe - Inventaire tableaux.xlsx

27.11.2025/A/0038 **Enseignement communal - Département Affaires éducatives - Règlements travail - Enseignement ordinaire pour adulte (UECPA) - modifications**

Le Conseil,

Attendu que les heures d'ouverture de l'école ont fait l'objet d'une modification afin de répondre aux obligations légales en termes de volume de cours;

Que les éléments modifiés peuvent l'être au motif qu'ils ne font pas partie de l'accord-cadre imposé par la Fédération Wallonie-Bruxelles et doivent permettre l'organisation de l'intégralité du volume des cours ;

Que ces modifications ont été communiquées à la COPALOC du 4 septembre 2025 et du 15 octobre 2025 et validées par cette instance;

Qu'il convient en conséquence de modifier l'annexe IV du règlement de travail ;

Que l'annexe IV du règlement de travail de la promotion sociale doit être amendée concernant les horaires d'ouverture de l'école et de présence du personnel administratif ;

Décide de valider les modifications apportées à l'annexe IV (heures d'ouverture de l'école) du règlement de travail de l'UECPA.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Gemeentelijk onderwijs – Departement Educatieve Zaken – Arbeidsreglementen

– **volwassenenonderwijs (UECPA) – wijzigingen BIJLAGEN**

De raad,

Aangezien de openingsuren van de school gewijzigd werden om gehoor te geven aan de wettelijke verplichtingen inzake lesvolume;

Aangezien deze elementen gewijzigd kunnen worden aangezien ze geen deel uitmaken van de raamovereenkomst die opgelegd wordt door de Federatie Wallonië-Brussel en de organisatie van het volledige lesvolume mogelijk moeten maken;

Aangezien deze wijzigingen meegedeeld werden aan de PLAPACO van 4 september 2025 en 15 oktober 2025 en door deze instantie bekrachtigd werden;

Aangezien bijlage IV van het arbeidsreglement bijgevolg gewijzigd moet worden;

Aangezien bijlage IV van het arbeidsreglement van de sociale promotie geamendeerd moet worden wat betreft de openingsuren van de school en de aanwezigheid van het administratief personeel;

Beslist de wijzigingen aan bijlage IV (openingsuren van de school) van het arbeidsreglement van het UECPA te bekrachtigen.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

25-11-27 - UECPA - RT - modification ANNEXE IV.docx

27.11.2025/A/0039

**Subside communal aux Associations de Parents et organismes d'enseignement.
Engagement des dépenses**

Le Conseil,

Vu que le budget de l'exercice 2025 prévoit aux articles 703/332-02/40 et 702/443-48/40 un crédit destiné à l'attribution de subsides à divers organismes d'éducation et d'enseignement;

Que la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes n'est pas d'application, les subsides accordés étant inférieurs à 1.250 €;

Que les œuvres bénéficiaires de ce subside sont cependant priées de fournir leurs bilans et projets d'activité,

Décide d'engager les dépenses et de liquider les montants prévus selon la répartition suivante à tous les organismes représentés, à titre d'encouragement pour leurs actions caritatives :

- à l'article 703/332-02/40 - dépense envisagée : 5.500 €

	2023	2024	2025
--	------	------	------

Les Amis de l'Académie de Musique	150 €	150 €	150 €
Les Amis de l'Ecole des Arts	150 €	150 €	150 €
Association de parents de :			
Calevoet	372 €	386 €	424 €
Centre	245 €	238 €	241 €
Eglantiers	669 €	668 €	685 €
Homborch	586 €	631 €	632 €
Longchamp	473 €	458 €	448 €
Messidor	498 €	491 €	490 €
Saint-Job	351 €	352 €	322 €
Val Fleuri	721 €	697 €	703 €
Verrewinkel	369 €	364 €	340 €
Merlo	365 €	365 €	365 €
ICPP	550 €	550 €	550 €

- à l'article 702/443-48/40 - dépense envisagée : 500 € pour l'interscolaire et associations locales des écoles catholiques, 400 € pour les écoles libres non-confessionnelles (Decroly 150 €, Hamaide 150 € et Plein Air 100 €) et 100 € pour l'école libre confessionnelle Ganenou.

Décide :

D'autoriser le transfert des montants des subsides aux associations de parents des écoles, aux conditions reprises et selon la répartition indiquée ci-dessus;

D'engager les dépenses et de liquider les montants prévus selon la répartition suivante à tous les organismes représentés, à titre d'encouragement pour leurs actions caritatives.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Gemeentelijke subsidie aan de Ouderverenigingen en onderwijsinstellingen.

De Raad,

Aangezien de begroting van het dienstjaar 2025 onder artikels 703/332-02/40 en 702/443-48/40 een krediet voorziet voor de toekenning van subsidies aan allerlei instellingen rond opvoeding en onderwijs;

Aangezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, toegekend door de gemeentes niet van toepassing is omdat de toegekende subsidies lager zijn dan € 1.250;

Aangezien de begunstigden voor deze subsidies echter verzocht zullen worden hun balans en geplande activiteiten over te maken,

Beslist de voorziene bedragen over te maken volgens de onderstaande verdeling aan alle vertegenwoordigde instellingen, als aanmoediging voor hun caritatieve acties :

- artikel 703/332-02/40 - Overwogen uitgave : € 5.500

	2023	2024	2025
--	------	------	------

Les Amis de l'Académie de Musique	150 €	150 €	150 €
Les Amis de l'Ecole des Arts	150 €	150 €	150 €
Association de parents de :			
Calevoet	372 €	386 €	424 €
Centre	245 €	238 €	241 €
Eglantiers	669 €	668 €	685 €
Homborch	586 €	631 €	632 €
Longchamp	473 €	458 €	448 €
Messidor	498 €	491 €	490 €
Saint-Job	351 €	352 €	322 €
Val Fleuri	721 €	697 €	703 €
Verrewinkel	369 €	364 €	340 €
Merlo	365 €	365 €	365 €
ICPP	550 €	550 €	550 €

- artikel 702/443-48/40 - voorziene uitgave : 500 € voor de "interscolaire et associations locales des écoles catholiques" en 400 € voor het vrij niet-confessioneel onderwijs (Decroly € 150 €, Hamaide 150 € en Plein Air € 100) et 100 € voor het vrij confessioneel school Ganenou.

Beslist:

De overdracht van de bedragen van de subsidies aan de ouderverenigingen van de scholen toe te staan op de bovenstaande voorwaarden en volgens de bovenstaande verdeling

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT ÉTAT CIVIL - DEPARTEMENT BURGERLIJKE STAND

État civil - Burgerlijke stand

27.11.2025/A/0040 **Règlement redevance pour services administratifs**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;

Vu l'article 137bis de la Nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les

communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la loi du 7 janvier 2024 modifiant l'ancien Code civil et le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue d'assouplir la procédure de changement de nom;

Vu l'entrée en vigueur des « nouveaux » articles 29, 68 et 70, de l'ancien Code civil tels que modifiés par la loi du 13 septembre 2023 portant des dispositions diverses en matière de modernisation de l'état civil (dite « loi réparatrice BAEC ») ;

Considérant que suite à cette entrée en vigueur, la commune est amenée à établir un acte de l'état civil belge dès lors qu'une personne (belge ou étrangère) présente un acte authentique étranger ou une décision judiciaire ou administrative étrangère entraînant notamment une adaptation des informations relatives à l'état des personnes enregistrées dans le registre national des personnes physiques ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 2013 fixant le tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes d'identité électroniques pour les Belges, des documents d'identité électroniques pour enfants belges de moins de douze ans et des documents de séjour électronique délivrés aux étrangers séjournant légalement sur le territoire du Royaume ;

Vu l'indexation au premier janvier de chaque année des montants de ces rétributions, calculée sur la base des fluctuations de l'indice santé

Vu l'arrêté royal du 27 octobre 2023 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et l'arrêté royal du 10 décembre 1996 relatif aux différents documents d'identité pour les enfants de moins de douze ans, en ce qui concerne les documents de séjour et les titres de séjour délivrés aux étrangers âgés de moins de douze ans ;

Vu l'arrêté royal du 21 juin 2025 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qu'il remplace le modèle de l'attestation d'immatriculation par un modèle intermédiaire et provisoire dans l'attente du nouveau modèle sécurisé de ce document de séjour ;

Vu l'impossibilité pour la Commune de connaître le format que prendra le nouveau modèle sécurisé d'attestation d'immatriculation et de savoir s'il engendrera des coûts de fabrication ;

Vu la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité régissant l'inscription dans les dits registres ainsi que la délivrance des certificats tirés du registre national ;

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et ses arrêtés d'exécution ;

Vu la loi du 21 décembre 2013 portant le code consulaire ;

Vu la loi du 16 mars 1968 sur la circulation routière ainsi que l'arrêté du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire qui confie la délivrance des permis de conduire à l'autorité communale ;

Vu les articles 1475 à 1479 du Code civil réglementant la cohabitation légale ;

Vu le code de la nationalité belge attribuant des compétences à l'Officier de l'état civil en matière d'acquisition de la nationalité belge ;

Vu la décision du Conseil communal du 24 avril 2025 approuvant le règlement d'occupation de la salle Verrewinkel et la redevance y relative ;

Considérant les obligations relatives à la communication des documents administratifs, régies par le Décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises, entré en vigueur le 17 juin 2019 ;

Considérant que seuls les coûts de copie de documents peuvent être pris en compte;

Considérant que les duplicatas des permis d'urbanisme et d'environnement doivent se faire au coût réel et donc sur base du nombre de copie et non pas sur base forfaitaire ;

Considérant que les montants des copies de plan n'ont pas été indexés depuis 2014; que toutefois, les demandes sont très faibles et que le montant correspond toujours au prix du support ;

Considérant que le montant des demandes de divisions n'a pas été indexé depuis 2023 ;

Considérant que le montant des attestations de conformité n'a pas été indexé depuis 2023 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que les présentes redevances constituent la contrepartie du traitement administratif des services concernés par le règlement-redevance et des éventuels coûts engendrés dans le chef de la commune y relatifs ;

Vu le règlement-redevance pour services administratifs délibéré par le Conseil du 15 décembre 2022, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2023 ;

Vu également le règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs délibéré par le Conseil communal du 24 novembre 2022 et entré en vigueur le 1^{er} janvier 2023 ;

Qu'une taxe consiste en un prélèvement unilatéral sans contrepartie directe alors qu'une redevance est perçue en échange d'une prestation ou de la mise à disposition d'un bien public au profit d'un usager identifiable;

Qu'il apparaît que les prestations effectuées dans le cadre du règlement taxe du règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs du 24 novembre 2022 sont en réalité des services rendus à la population et qui s'insèrent dès lors davantage dans la définition de redevance que dans celle de taxe ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu d'adapter et de fusionner ces règlements prenant cours le 1^{er} janvier 2026, comme suit :

REGLEMENT-REDEVANCE POUR SERVICES ADMINISTRATIFS

Article 1 : Définitions

Deux procédures d'obtention en urgence existent pour la carte d'identité et les kids card sous certaines conditions.

Procédure urgente : procédure par laquelle pour toute demande introduite au guichet communal avant 15H00, la carte peut être obtenue au plus tard à 14H00 à la commune le premier jour ouvrable après la demande. Cette procédure est également disponible pour les cartes et titres de séjour pour étrangers.

Procédure super urgente : procédure par laquelle pour toute demande introduite au guichet communal avant 15H00, la carte est livrée au guichet central Rue des Colonies 1 à 1000 Bruxelles au plus tard 4 heures 30 après la demande. Cette procédure n'est pas disponible pour les cartes et titres de séjour pour étrangers.

Deux procédures d'obtention en urgence existent pour les passeports et les titres de voyage sous certaines conditions.

Procédure urgente : procédure par laquelle pour toute demande introduite au guichet communal avant 15H00, le passeport peut être obtenu au plus tard à 14H00 à la commune le premier jour ouvrable après la demande.

Procédure en extrême urgence : procédure par laquelle pour toute demande introduite au guichet communal avant 15H00, le passeport est livré au guichet central Rue des Colonies 1 à 1000 Bruxelles au plus tard 4 heures 30 après la demande.

Article 2 : Objet et tarifs

A partir du 1er janvier 2026 pour un terme expirant le 31 décembre 2027, les services rendus dans le cadre du présent règlement donnent lieu au paiement, à la commune, des redevances ci-après :

§1 Population	
Délivrance de certificats ou attestations de toute nature dont ceux tirés du Registre national, du casier judiciaire ou de toutes autres sources authentiques et demandés par toute personne y inscrite ou son représentant	8€
Certification conforme de copies de documents	8€
Légalisation de signatures	8€
Enregistrement des dernières volontés en matière de mode de sépulture et la communication à la personne qui pourvoit aux funérailles	8€
Inscription après une radiation (par ménage tel que défini par les instructions générales concernant la tenue des Registres de la population)	25€
Recherches généalogiques	40€/heure
Demande de clé numérique	12€
Demande de nouveaux codes (puk) pour documents d'identité électroniques actifs	12€
Visite dans un lieu convenu (domicile, maison de repos,...) pour les personnes incapables de se mouvoir	

Première visite	10€
En cas de première visite infructueuse	20€
Cartes et documents d'identité de belge	
Emission d'une eID	
Procédure normale	29€
Procédure urgente	225€
Procédure super urgente	240€
Coût de la carte après rappel	
Après le 2nd rappel (prix de la carte + majoration)	34€
Après le 3ème rappel (prix de la carte + majoration)	39€
Frais de rappel pour le retrait d'une carte d'identité électronique	
Après le 1 ^{er} rappel	4€
Après le 2ème rappel	8€
Emission d'une Kids card (enfants âgés de moins de 12 ans)	
Procédure normale	15€
Procédure urgente	150€
Procédure super urgente	170€
Annexes	
Annexe 33 (retrait de l'eID)	12€
Annexe 12 (Perte ou vol de l'eID)	12€
Passeports	
	Adultes Mineurs
Procédure normale	105€ 73€
Procédure urgente	310€ 275€
Procédure en extrême urgence	385€ 345€
Titres de voyage pour apatrides, réfugiés ou étrangers	
	Adultes Mineurs
Procédure normale	105€ 73€
Procédure urgente	310€ 275€
Procédure en extrême urgence	385€ 345€
Délivrance de permis de conduire	
Permis de conduire	43€
Permis de conduire provisoire	38€
Permis de conduire international	38€
Cohabitation légale	
Constitution d'un dossier de cohabitation légale ou de partenariat	65€
Déclaration unilatérale de cessation de la cohabitation légale, en ce compris la signification par exploit d'huissier	300€

§2 Citoyens inscrits au registre des étrangers	
Ouverture d'un dossier pour l'inscription de ressortissants étrangers : par cellule familiale	30€
Annexes délivrées en vertu de la loi du 15 décembre 1980 et l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, à l'exception des ordres de quitter le territoire, des décisions d'irrecevabilité et des décisions de non prise en considération	13€
Régularisations (article 9bis et 9ter) - ouverture et traitement du dossier de régularisation	30€
Régularisations (article 9bis): délivrance de l'annexe 3 à la circulaire du 21 juin 2007 relative aux modifications intervenues dans la réglementation en matière de séjour des étrangers suite à l'entrée en vigueur de la loi du 15 septembre 2006	13€
Cartes et titres de séjour pour étrangers	
Emission d'un titre de séjour électronique (sauf cartes A, H, I, J)	
Procédure normale	29€
Procédure très urgente	225€
Emission d'un titre de séjour de type A, H, I, J	
Procédure normale	35€
Procédure urgente	225€
Frais de rappel pour le retrait d'une carte d'identité électronique	
Après le 1er rappel	4€
Après le 2ème rappel	8€
Emission d'un titre de séjour électronique pour enfant étranger de moins de 12 ans	
Procédure normale	15€
Procédure urgente	150€
Délivrance d'un duplicata suite à une perte ou un vol	
Majoration du prix de la carte	12€
Attestation d'immatriculation	
Attestation d'immatriculation délivrée avant l'introduction du modèle électronique	10€
Attestation d'immatriculation délivrée après l'introduction du modèle électronique	Coût de fabrication + 10€

Délivrance d'une carte professionnelle.	30€
Les ressortissants turcs sont exonérés du paiement de cette taxe en vertu de l'accord d'association CEE - Turquie du 23 novembre 1970.	
Délivrance d'un permis de travail	13€

§3 Etat civil	
Ouverture d'un dossier de demande de la nationalité belge	75€
Analyse d'actes étrangers devant donner lieu à intégration dans la Banque des actes de l'état civil	55€
Demande de changement de prénom	500€
Acquisition de prénom pour les belges ou les personnes de nationalité étrangère qui ont formulé une demande d'acquisition de la nationalité belge et qui sont dénuées de prénom	Gratuit
Demandes de changement de prénom pour les personnes ayant la conviction que le sexe mentionné dans leur acte de naissance ne correspond pas à leur identité de genre vécue intimement	Gratuit
Demande de changement de nom (loi précitée du 7 janvier 2024)	140€
Expéditions, copies, extraits tirés	
Des registres de l'état-civil	9€
Des registres contenant les actes relatifs à l'acquisition, au recouvrement et à la perte de la nationalité	9€
Du registre aux déclarations de mariage	9€
Les certificats établis par le bourgmestre, l'officier de l'état civil ou par leurs délégués, pour attester des faits résultant desdits registres	9€
Mariage	
Ouverture d'un dossier de mariage	20€
Carnet de mariage	50€

§4 Décès

Occupation de la salle destinée à la tenue de cérémonies funéraires	30€
Consommation d'électricité	30€
Consommation d'eau pour la construction des caveaux	30€/case
Demande de placement de monument funéraire	15€
Délivrance d'un badge électronique d'accès au cimetière (Verrewinkel)	30€
Délivrance d'un acte de concession	15€

§5 Urbanisme

Photocopie de documents administratifs délivrés notamment en vertu du Décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises et de l'arrêté de l'exécutif du 3 juillet 1992 relatif à la communication des informations et documents en matière de planification et d'urbanisme

Format A4 recto	0,25€
Format A4 recto-verso	0,40€
Format A3 recto	0,60€
Format A3 recto-verso	1€
Copie de plan (urbanisme, PPAS, voirie, alignement,...)	
Format A0	10€
Format A1	7€
Format A2	5€
Demande de division	110€
Attestation de conformité du bien	110€

§6 Secrétariat central

Règlement Général de Police	5€
Photocopies de documents administratifs en vertu des décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française, relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions	
Format A4 recto	0,25€
Format A4 recto-verso	0,40€

Format A3 recto	0,60€
Format A3 recto-verso	1€

§7 Horeca	
Création d'un dossier pour la demande d'ouverture ou la reprise d'un débit de boissons	150€

Article 3 : Exonérations

La redevance n'est pas exigée pour :

les documents qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement quelconque de l'Autorité;

les documents délivrés à des personnes indigentes, dont l'état est prouvé par toute pièce probante;

les documents concernant les recherches généalogiques lorsqu'ils sont sollicités par des étudiants dans le cadre de leurs études;

les copies des documents délivrés aux chercheurs dûment mandatés par un institut de recherche ainsi qu'aux membres de la Commission royale des Monuments et Sites dans le cadre de recherches se rapportant au patrimoine architectural;

les documents à fournir à l'appui d'une demande d'emploi par les chômeurs, la qualité de ces derniers étant prouvée par une attestation;

les documents à fournir à l'appui d'une demande d'emploi par les jeunes travailleurs en période d'attente des allocations de chômage, la qualité de ces derniers étant prouvée par une attestation;

les extraits des registres de la Population ou du registre des étrangers délivrés aux personnes à la recherche d'un logement social (composition de ménage);

les documents sollicités par le CPAS d'Uccle pour le traitement de dossiers internes, chaque document fera l'objet d'une demande écrite émanant du secrétaire du CPAS;

les documents concernant le changement de prénom pour les personnes transgenres dans le cadre de leur transition.

Article 4 : Redevable

La redevance est due par la personne physique ou morale qui sollicite de l'Administration un service tarifé tel que prévu à l'article 1^{er} du présent règlement.

Article 5 : Paiement de la redevance

§1. La redevance est payable au moment de la demande au receveur communal, à ses préposés ou aux agents percepteurs régulièrement désignés à cet effet.

§2. Aucune prestation ne sera effectuée par l'Administration avant la perception de la redevance/consignation. Partant, le cas échéant, une consignation à titre de garantie d'un montant égal à celui de la redevance est exigée préalablement à la prestation d'un service demandé.

§3. La redevance pour toute demande traitée aux guichets de l'Administration doit être payée sur place.

Chaque fois que la chose est possible, le paiement de la redevance sera confirmé par l'impression d'un timbre indiquant le montant de la redevance sur le document délivré. Dans les autres cas, une quittance doit être remise.

§4. La redevance pour toute demande introduite valablement par courrier électronique doit être payée par virement bancaire dès réception du document précisant les modalités de paiement.

Article 6 : Recouvrement

A défaut de règlement, le recouvrement de la redevance sera poursuivi sur la base de l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ou le cas échéant, par la voie judiciaire.

Article 7 : Publication du règlement

Le présent Règlement sera publié selon les formalités prévues aux articles 112 et 114 de la Nouvelle Loi Communale.

Article 8 : Entrée en vigueur

Le présent règlement abroge et remplace, au 1er janvier 2026, le règlement-redevance pour services administratifs délibéré par le Conseil communal du 29 novembre 2018.

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Vergoedingsreglement voor administratieve diensten

De raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeenten een begrotingsevenwicht oplegt;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 7 januari 2024 tot wijziging van het oud Burgerlijk Wetboek en het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten teneinde de procedure voor naamsverandering te versoepelen;

Gelet op de inwerkingtreding van de "nieuwe" artikels 29, 68 en 70 van het oud Burgerlijk Wetboek zoals gewijzigd door de wet van 13 september 2023 houdende diverse bepalingen inzake modernisering van de burgerlijke stand (zogenaamde

"reparatiewet DABS");

Overwegende dat de gemeente ingevolge deze inwerkingtreding een Belgische akte van de burgerlijke stand moet opstellen wanneer een persoon (Belg of vreemdeling) een buitenlandse authentieke akte of een buitenlandse rechterlijke of bestuurlijke beslissing voorlegt die meer bepaald leidt tot een aanpassing van de informatie over de toestand van de personen die geregistreerd zijn in het rijksregister van natuurlijke personen;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 maart 2013 tot vaststelling van het tarief van de vergoedingen ten laste van de gemeenten voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten voor Belgen, de elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder de 12 jaar en de elektronische verblijfsdocumenten, uitgereikt aan vreemdelingen die wettelijk op het grondgebied van het Koninkrijk verblijven;

Gelet op de indexerings op 1 januari van elk jaar van de bedragen van deze vergoedingen, berekend op basis van de schommelingen van de gezondheidsindex;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 oktober 2023 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en het koninklijk besluit van 10 december 1996 betreffende de verschillende identiteitsdocumenten voor kinderen onder de twaalf jaar, wat betreft de verblijfsdocumenten en de verblijfstitels uitgereikt aan vreemdelingen jonger dan twaalf jaar;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juni 2025 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, in die zin dat het het model van het attest van immatriculatie vervangt door een tijdelijk en tussentijds model in afwachting van het nieuwe beveiligde model van dit verblijfsdocument;

Gelet op de onmogelijkheid voor de gemeente om het formaat te kennen dat het nieuwe beveiligde model van attest van immatriculatie aanneemt en om te weten of het productiekosten met zich meebrengt;

Gelet op de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten, die de inschrijving in deze registers en de afgifte van de certificaten uit het rijksregister regelt;

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en de uitvoeringsbesluiten ervan;

Gelet op de wet van 21 december 2013 houdende het Consulair Wetboek;

Gelet op de wet van 16 maart 1968 op de politie op het wegverkeer en het besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, dat de uitreiking van de rijbewijzen toevertrouwt aan de gemeentelijke overheid;

Gelet op artikel 1475 tot 1479 van het Burgerlijk Wetboek, die het wettelijk samenwonen reglementeren;

Gelet op het wetboek van de Belgische nationaliteit, dat bevoegdheden aan de ambtenaar van de burgerlijke stand toekent inzake verwerving van de Belgische nationaliteit;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 24 april 2025 tot goedkeuring van het

gebruiksreglement van zaal Verrewinkel en de desbetreffende vergoeding;

Overwegende de verplichtingen met betrekking tot de mededeling van de administratieve documenten, geregeld door het gezamenlijk decreet en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie van 16 mei 2019 betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen, in werking getreden op 17 juni 2019;

Overwegende dat enkel de kosten voor kopieën van documenten in aanmerking genomen kunnen worden;

Overwegende dat de duplicaten van de stedenbouwkundige en milieuvergunningen gemaakt moeten worden tegen de werkelijke kostprijs en dus op basis van het aantal kopieën en niet op forfaitaire basis;

Overwegende dat de bedragen van de kopieën van plannen sinds 2014 niet geïndexeerd zijn; dat er echter zeer weinig aanvragen zijn en dat het bedrag nog steeds overeenkomt met de prijs van de drager;

Overwegende dat het bedrag van de aanvragen tot verdeling sinds 2023 niet geïndexeerd is;

Overwegende dat het bedrag van de conformiteitsattesten sinds 2023 niet geïndexeerd is;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat de onderhavige vergoedingen de tegenprestatie vormen voor de administratieve verwerking van de diensten waarop het vergoedingsreglement betrekking heeft en voor de eventuele desbetreffende kosten uit hoofde van de gemeente;

Gelet op het vergoedingsreglement voor administratieve diensten, beraadslaagd door de raad van 15 december 2022, in werking getreden op 1 januari 2023;

Gelet eveneens op het belastingreglement op de uitreiking van administratieve documenten, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 november 2022 en in werking getreden op 1 januari 2023;

Dat een belasting bestaat uit een eenzijdige heffing zonder rechtstreekse tegenprestatie terwijl een vergoeding geïnd wordt in ruil voor een prestatie of de terbeschikkingstelling van een openbaar goed ten bate van een identificeerbare gebruiker;

Dat blijkt dat de prestaties verricht in het kader van het belastingreglement op de uitreiking van administratieve documenten van 24 november 2022 in werkelijkheid diensten aan de bevolking zijn die bijgevolg beter passen in de definitie van vergoeding dan in die van belasting;

Overwegende bijgevolg dat deze reglementen vanaf 1 januari 2026 als volgt aangepast en samengevoegd moeten worden;

Overwegende dat deze reglementen vanaf 1 januari 2026 als volgt aangepast en samengevoegd moeten worden:

VERGOEDINGSREGLEMENT VOOR ADMINISTRATIEVE DIENSTEN

Artikel 1: Definities

Er bestaan onder bepaalde voorwaarden twee procedures om de identiteitskaart en de Kids-ID met spoed te verkrijgen.

Spoedprocedure: procedure waardoor voor elke aanvraag ingediend aan het gemeenteloket voor 15 uur de kaart bij de gemeente verkregen kan worden uiterlijk om 14 uur op de eerste werkdag na de aanvraag. Deze procedure is ook beschikbaar voor verblijfskaarten en -titels voor vreemdelingen.

Superspoedprocedure: procedure waardoor voor elke aanvraag aan het gemeenteloket voor 15 uur de kaart aan het centraal loket in de Koloinënstraat 1 te 1000 Brussel afgeleverd wordt uiterlijk 4,5 uur na de aanvraag. Deze procedure is niet beschikbaar voor verblijfskaarten en -titels voor vreemdelingen.

Er bestaan onder bepaalde voorwaarden twee procedures om paspoorten en reisdocumenten met spoed te verkrijgen.

Dringende procedure: procedure waardoor voor elke aanvraag ingediend aan het gemeenteloket voor 15 uur het paspoort bij de gemeente verkregen kan worden uiterlijk om 14 uur op de eerste werkdag na de aanvraag.

Superdringende procedure: procedure waardoor voor elke aanvraag aan het gemeenteloket voor 15 uur het paspoort aan het centraal loket in de Koloinënstraat 1 te 1000 Brussel afgeleverd wordt uiterlijk 4,5 uur na de aanvraag.

Artikel 2: Voorwerp en tarieven

Vanaf 1 januari 2026 voor een termijn die afloopt op 31 december 2027 leiden de diensten verschaft in het kader van het onderhavige reglement tot de betaling, aan de gemeente, van de volgende vergoedingen:

§1 Bevolking	
Uitreiking van certificaten of attesten van allerlei aard, waaronder die uit het rijksregister, het strafregister of alle andere authentieke bronnen, aangevraagd door elke persoon die erin ingeschreven is of zijn vertegenwoordiger	€ 8
Eensluidend afschrift van kopieën van documenten	€ 8
Echtverklaring van handtekeningen	€ 8
Registratie van laatste wilsbeschikkingen inzake de begrafeniswijze en de mededeling aan de persoon die instaat voor de begrafenis	€ 8
Inschrijving na een schrapping (per gezin zoals gedefinieerd door de algemene richtlijnen met betrekking tot het bijhouden van de bevolkingsregisters)	€ 25

Stamboomonderzoek		€ 40/uur
Aanvraag van een digitale sleutel		€ 12
Aanvraag van nieuwe codes (puk) voor geactiveerde elektronische identiteitsdocumenten		€ 12
Bezoek op een afgesproken plaats (woonplaats, rusthuis, ...) voor personen die zich niet kunnen verplaatsen		
Eerste bezoek		€ 10
In geval van eerste vergeefs bezoek		€ 20
Identiteitskaarten en -documenten voor Belgen		
Uitreiking van een eID		
Normale procedure		€ 29
Spoedprocedure		€ 225
Superspoedprocedure		€ 240
Kostprijs van de kaart na herinnering		
Na de 2e herinnering (prijs van de kaart + verhoging)		€ 34
Na de 3e herinnering (prijs van de kaart + verhoging)		€ 39
Herinneringskosten voor de afhaling van een elektronische identiteitskaart		
Na de 1e herinnering		€ 4
Na de 2e herinnering		€ 8
Uitreiking van een Kids-ID (kinderen jongeren dan 12 jaar)		
Normale procedure		€ 15
Spoedprocedure		€ 150
Superspoedprocedure		€ 170
Bijlagen		
Bijlage 33 (intrekking van de eID)		€ 12
Bijlage 12 (verlies of diefstal van de eID)		€ 12
Paspoorten		
	Volwassen en	Minderjarige n
Normale procedure	€ 105	€ 73
Dringende procedure	€ 310	€ 275
Superdringende procedure	€ 385	€ 345
Reisdocumenten voor staatlozen, vluchtelingen of vreemdelingen		
	Volwassen en	Minderjarige n
Normale procedure	€ 105	€ 73
Dringende procedure	€ 310	€ 275
Superdringende procedure	€ 385	€ 345
Uitreiking van rijbewijzen		
Rijbewijs	€ 43	
Voorlopig rijbewijs	€ 38	

Internationaal rijbewijs	€ 38
Wettelijk samenwonen	
Samenstelling van een dossier van wettelijke samenwoning of partnerschap	€ 65
Eenzijdige verklaring van stopzetting van de wettelijke samenwoning, inclusief de kennisgeving via deurwaardersexploot	€ 300

§2 Burgers ingeschreven in het vreemdelingenregister	
Opening van een inschrijvingsdossier voor vreemdelingen: per gezinseenheid	€ 30
Bijlagen uitgereikt krachtens de wet van 15 december 1980 en het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, met uitzondering van de bevelen om het grondgebied te verlaten, de beslissingen tot niet-ontvankelijkheid en de beslissingen tot niet-inoverwegingneming	€ 13
Regularisering (artikel 9bis en 9ter) - opening en behandeling van het regulariseringsdossier	€ 30
Regularisering (artikel 9bis): uitreiking van bijlage 3 bij de omzendbrief van 21 juni 2007 betreffende de wijzigingen in de reglementering betreffende het verblijf van vreemdelingen tengevolge van de inwerkingtreding van de wet van 15 september 2006	€ 13
Verblijfskaarten en -titels voor vreemdelingen	
Uitreiking van een elektronische verblijfstitel (behalve kaart A, H, I, J)	
Normale procedure	€ 29
Superspoedprocedure	€ 225
Uitreiking van een verblijfstitel type A, H, I, J	
Normale procedure	€ 35
Spoedprocedure	€ 225
Herinneringskosten voor de afhaling van een elektronische identiteitskaart	
Na de 1e herinnering	€ 4
Na de 2e herinnering	€ 8
Uitreiking van een elektronische verblijfstitel voor buitenlandse kinderen jonger dan 12 jaar	
Normale procedure	€ 15
Spoedprocedure	€ 150

Uitreiking van een duplicaat ingevolge verlies of diefstal	
Verhoging van de prijs van de kaart	€ 12
Attest van immatriculatie	
Attest van immatriculatie uitgereikt voor de invoering van het elektronisch model	€ 10
Attest van immatriculatie uitgereikt na de invoering van het elektronisch model	Productiekost + € 10
Uitreiking van een beroepskaart	€ 30
De Turkse onderdanen zijn vrijgesteld van de betaling van deze belasting krachtens het associatieverdrag EEG - Turkije van 23 november 1970.	
Uitreiking van een arbeidsvergunning	€ 13

§3 Burgerlijke Stand	
Opening van een dossier om de Belgische nationaliteit aan te vragen	€ 75
Analyse van buitenlandse akten die aanleiding moeten geven tot integratie in de Databank voor de Akten van Burgerlijke Stand	€ 55
Aanvraag tot wijziging van de voornaam	€ 500
Verwerving van voornaam voor Belgen of personen met een buitenlandse nationaliteit die een aanvraag tot verwerving van de Belgische nationaliteit geformuleerd hebben en die hun voornaam ontzegd werd	Gratis
Aanvraag tot wijziging van de voornaam voor personen die ervan overtuigd zijn dat het geslacht dat vermeld staat in hun geboorteakte niet overeenstemt met hun intieme genderidentiteit	Gratis
Aanvraag tot naamswijziging (voornoemde wet van 7 januari 2024)	€ 140
Expedities, afschriften, uittreksels uit	
De registers van de Burgerlijke Stand	€ 9
De registers voor de akten betreffende het verkrijgen, het herkrijgen en het verlies van nationaliteit	€ 9
Het register van huwelijksaangiften	€ 9

Door de burgemeester, de ambtenaar van de Burgerlijke Stand of hun afgevaardigden afgeleverde getuigschriften ter staving van feiten die blijken uit de vermelde registers	€ 9
Huwelijken	
Opening van een huwelijksdossier	€ 20
Trouwboekje	€ 50

§4 Overlijdens	
Gebruik van de zaal voor het houden van begrafenisplechtigheden	€ 30
Elektriciteitsverbruik	€ 30
Waterverbruik voor de bouw van grafkelders	€ 30/vak
Aanvraag voor plaatsing van een grafmonument	€ 15
Uitreiking van een elektronische toegangsbadge tot de begraafplaats (Verrewinkel)	€ 30
Uitreiking van een grafconcessieakte	€ 15

§5 Stedenbouw	
Fotokopie van administratieve documenten, uitgereikt meer bepaald krachtens het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen en het besluit van de executieve van 3 juli 1992 betreffende de mededeling van inlichtingen en documenten inzake planning en stedenbouw	
Formaat A4 recto	€ 0,25
Formaat A4 recto-verso	€ 0,40
Formaat A3 recto	€ 0,60
Formaat A3 recto-verso	€ 1
Kopie van een plan (stedenbouw, BBP, wegen, rooilijn, ...)	
Formaat A0	€ 10
Formaat A1	€ 7
Formaat A2	€ 5
Aanvraag tot verdeling	€ 110
Conformiteitsattest van het goed	€ 110

§6 Centraal secretariaat

Algemeen Politiereglement	€ 5
Fotokopie van administratieve documenten krachtens het gezamenlijk decreet en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie van 16 mei 2019 betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen	
Formaat A4 recto	€ 0,25
Formaat A4 recto-verso	€ 0,40
Formaat A3 recto	€ 0,60
Formaat A3 recto-verso	€ 1

§7 Horeca	
Samenstelling van een dossier voor de opening of de overname van een drankgelegenheden	€ 150

Artikel 3: Vrijstellingen

De vergoeding is niet verschuldigd voor:

Documenten die gratis door het gemeentebestuur afgeleverd moeten worden krachtens een wet, een koninklijk besluit of om het even welk reglement van de overheid;

Documenten uitgereikt aan personen die behoeftig zijn. Deze behoeftigheid wordt aangetoond door om het even welk bewijsstuk;

Documenten betreffende stamboomonderzoeken indien deze aangevraagd werden door studenten in het kader van hun studies;

Kopieën van documenten, afgeleverd aan onderzoekers die een volmacht gekregen hebben van een onderzoeksinstituut en aan de leden van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen in het kader van een onderzoek met betrekking tot het architecturaal erfgoed;

Documenten voor te leggen ter staving van een werkaanvraag voor werklozen. De hoedanigheid van werkloze wordt bewezen aan de hand van een attest;

Documenten voor te leggen ter staving van een werkaanvraag door jonge werknemers tijdens de wachtperiode voor werkloosheidsuitkeringen. De hoedanigheid van deze laatsten wordt bewezen aan de hand van een attest;

Uittreksels uit de bevolkingsregisters of het vreemdelingenregister afgeleverd aan personen op zoek naar een sociale woning (gezinssamenstelling);

Documenten gevraagd door het OCMW van Ukkel voor de behandeling van interne dossiers. Elk document wordt schriftelijk aangevraagd door de secretaris van het OCMW;

Documenten met betrekking tot de wijziging van de voornaam voor transgenders in het kader van hun transitie.

Artikel 4: Belastingplichtige

De vergoeding is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die van het bestuur een betaalde dienst vraagt zoals bepaald in artikel 1 van het onderhavige reglement.

Artikel 5: Betaling van de vergoeding

§1. De vergoeding dient op het ogenblik van de aanvraag betaald te worden aan de gemeenteontvanger, aan zijn aangestelden of aan de ambtenaars die hiertoe aangesteld werden.

§2. Er worden geen prestaties verricht door het bestuur voor de inning van de vergoeding/consignatie. Bijgevolg wordt er desgevallend voorafgaand aan de uitvoering van de gevraagde dienst een inbewaringgeving van een bedrag dat overeenkomt met het bedrag van de vergoeding geëist als waarborg.

§3. De vergoeding voor elke aanvraag behandeld aan de loketten van het bestuur moet ter plaatse betaald worden.

Indien mogelijk wordt de betaling van de vergoeding bevestigd door het drukken van een zegel met vermelding van het bedrag van de vergoeding op het afgeleverde document. In de andere gevallen moet er een kwitantie overhandigd worden.

§4. De vergoeding voor elke aanvraag die geldig ingediend wordt via e-mail moet via bankoverschrijving betaald worden na ontvangst van het document dat de betaalmodaliteiten verduidelijkt.

Artikel 6: Invordering

Bij gebrek aan schikking wordt de invordering van de retributie voortgezet op basis van artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet of eventueel langs gerechtelijke weg.

Artikel 7: Bekendmaking van het reglement

Het onderhavige reglement wordt bekendgemaakt volgens de formaliteiten bepaald in artikel 112 en 114 van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 8: Invoegetreding

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2026 het vergoedingsreglement voor administratieve diensten beraadslaagd door de gemeenteraad van 29 november 2018 in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

3. Version comparative taxes et redevances.docx

CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Culture - Cultuur

27.11.2025/A/0041 **A.S.B.L. "Bibliothèque des Jeunes" située à Linkebeek.- Subside 2025.**

Le Conseil,
Attendu qu'un montant de 1.250 € destiné à accorder une aide financière à l'A.S.B.L. "Bibliothèque des Jeunes" à Linkebeek a été prévu au budget 2025 à l'article 76701/332-02/73 des dépenses ordinaires;
Vu la charte d'amitié entre la commune d'Uccle et la commune de Linkebeek,
Décide :
- de marquer son accord sur la liquidation du subside pour 2025.

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

V.Z.W. "Bibliothèque des Jeunes" te Linkebeek.- Subsidie 2025.

De Raad,
Aangezien er een bedrag van € 1.250 voor een financiële steun aan de V.Z.W. "Bibliothèque des Jeunes" te Linkebeek werd voorzien in de begroting 2025 onder artikel 76701/332-02/73 van de gewone uitgaven;
Gelet op het vriendschapscharter tussen de gemeente Ukkel en de gemeente Linkebeek,
Beslist :
- de betaling van de subsidie voor 2025 te verlenen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

Carine Gol-Lescot quitte la séance / verlaat de zitting.
Jérémie Tojerow quitte la séance / verlaat de zitting.
Isabelle Sirtaine quitte la séance / verlaat de zitting.

27.11.2025/A/0042 **Culture.- Subsidies annuels aux sociétés culturelles et subsides de projets 2025 - Engagement des dépenses.**

Le Conseil,
Vu que traditionnellement, le service de la Culture octroie des subsides aux sociétés culturelles et artistiques locales ainsi que des subsides de projets sur base d'un appel à projets dont le règlement a été validé en séance du Conseil communal du 11 septembre 2025;
Considérant qu'un crédit de 50.000 € est prévu à l'article 775/332-02/70 du budget ordinaire de 2025 pour l'attribution de subsides;
Vu que 18 projets ont été réceptionnés dans le cadre du subside de projet, 5 demandes pour un micro-projet et 13 pour un projet structurant;
Vu que 47 sociétés culturelles ont fait la demande d'obtention d'un subside de fonctionnement annuel;

Que le tableau des subsides proposés pour les sociétés culturelles et artistiques locales se trouve en annexe;

Que les montants proposés dans le cadre des subsides de projets tiennent compte des critères d'évaluation, d'éligibilité et de recevabilité précisés dans le règlement de l'appel à projets;

Qu'afin de procéder à la répartition des subsides annuels, chaque société culturelle a dû fournir un rapport d'activités et un bilan des comptes de recettes et de dépenses pour l'exercice 2024 ainsi qu'un projet de budget pour 2025;

Qu'un tableau récapitulatif de la répartition de ces subsides se trouve également en annexe,

Décide :

- d'octroyer les subsides dans le cadre des subsides de projet culture dont les montants figurent au tableau en annexe pour un montant total de 15.300 € qui sera engagé à l'article 775/332-02/70 de l'exercice 2025;

- d'octroyer les subsides annuels aux sociétés culturelles et artistiques locales dont les montants figurent au tableau en annexe pour un montant total de 28.100 € qui sera engagé à l'article 775/332-02/70 de l'exercice 2025.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Cultuur.- Jaarlijkse subsidies 2025 aan culturele verenigingen en projectsubsidies. – Goedkeuring van de vastlegging van de uitgaven.

De Raad,

Aangezien de dienst Cultuur traditioneel gezien subsidies toekend aan lokale culturele en artistieke verenigingen en projectsubsidies op basis van een oproep tot projecten waarvan het reglement werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 11 september 2025;

Overwegende dat een bedrag van 50.000 € (onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijziging) onder artikel 775/332-02/70 van de gewone begroting 2025 voor de toekenning van subsidies voorzien wordt;

Aangezien er 18 projecten werden ontvangen in het kader van de projectsubsidies waarvan 13 structurerende projecten en 5 microprojecten

Aangezien er 47 culturele verenigingen een aanvraag hebben ingediend voor de jaarlijkse subsidie;

Aangezien de tabel van de voorgestelde subsidies voor culturele en artistieke verenigingen in bijlage;

Aangezien de voorgestelde bedragen rekening houden met de verkiesbaarheids- en ontvankelijkheidscriteria van het reglement van de oproep tot projecten;

Aangezien elke culturele vereniging in het kader van de verdeling van de jaarlijkse subsidies een activiteitenverslag en een balans van de rekeningen van inkomsten en uitgaven voor het jaar 2024 en een ontwerp van het budget voor 2025 moeten indienen;

Aangezien een overzicht van de verdeling van deze subsidies eveneens in de bijlage werd toegevoegd,

Beslist:

- de subsidies in het kader van de oproep tot culturele projecten toe te kennen volgens de bedragen in de tabel in bijlage voor een bedrag van 15.300 € dat vastgelegd zal worden onder artikel 775/332-02/70 van het dienstjaar 2025;

- de jaarlijkse subsidies aan culturele verenigingen toe te kennen volgens de bedragen in de tabel in de bijlage voor een bedrag van 28.100 € dat vastgelegd zal worden

De Raad keurt het punt goed.
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

*Tableau appel à projet résumé 2025.pdf, Subsidies fonctionnement
Culture_werkingsubsidies cultuur 2025.pdf*

Culture NL - NL Cultuur

27.11.2025/A/0043 **Lokaal Cultuurbeleid.- Subside GC Het Huys.- Soutien aux actions menées dans le cadre du Lokaal Cultuurbeleid 2025.**

Le Conseil,
Vu que la Commune perçoit un subside de 23.020 € de la VGC dans le cadre du Lokaal Cultuurbeleid pour l'exécution des actions liées aux objectifs du Cultuurbeleidsplan;
Qu'en 2025, le plan d'action approuvé par le Collège prévoyait qu'une partie des actions dans ce cadre seraient organisées par le GC het Huys;
Qu'à l'occasion du vote du budget 2025, un montant de 8.500 € a été prévu à cet effet à l'article 762/332-02/72;
Que le Collège a pris acte des documents et pièces justificatives couvrant les dépenses liées à ces activités et que le subside prévu est inférieur au montant total des pièces justificatives,

Décide,
-d'octroyer un subside de 8.500 € au GC het Huys.

Le Conseil approuve le point.
37 votants : 37 votes positifs.

Lokaal Cultuurbeleid.- Subsidie GC Het Huys.- Steun voor de acties uitgevoerd in het kader van het Lokaal Cultuurbeleid 2025.

De Raad,
Gelet dat de gemeente een subsidie van 23.020 € van de VGC ontvangt in het kader van het Lokaal Cultuurbeleid om de acties voorzien in het Lokaal Cultuurbeleidsplan te kunnen uitvoeren;
Gelet dat in het actieplan 2025, goedgekeurd door het College, het organiseren van activiteiten door het GC het Huys was voorzien;
Gelet dat bij de stemming over de begroting voor 2025 hiervoor een bedrag van 8.500 euro is voorzien op het artikel 762/332-02/72;
Gelet dat het College kennis heeft genomen van de documenten en stukken, verstuurd door Het Huys, die bewijzen van het gebruik van de subsidie voor de activiteiten en dat de subsidie niet hoger is dan het totaalbedrag van de bewijsstukken,

Beslist:
-een subsidie van 8.500 € aan het GC het Huys toe te kennen.

De Raad keurt het punt goed.
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

2025 KBC en statuten.pdf, 2024 Balans en resultatenrekening.pdf, 2025 Begroting.pdf

Séniors - Senioren

27.11.2025/A/0044 **A.S.B.L. Génération +. - Rapport d'évaluation et ses annexes.**

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance;

Vu l'ancienne Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 9 décembre 2021 et signée entre la Commune et l'ASBL Génération +, asbl communale au sens de l'ordonnance du 5 juillet 2018 susmentionnée, le 23 février 2022 qui était d'application pour l'année 2024 soit l'année du rapport d'évaluation;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 11 septembre 2025 et signée entre la Commune et l'ASBL Génération +, asbl communale au sens de l'ordonnance du 5 juillet 2018 susmentionnée, le 11 septembre 2025;

Vu que l'Ordonnance dispose à son article 39, § 2 que la Convention et son exécution sont évalués chaque année sur base d'un rapport écrit par le Conseil communal en présence du président du Conseil d'administration de l'ASBL ou de son représentant;

Vu l'article 27 de la Convention disposant que « Le rapport d'évaluation est rédigé sur base des tâches et des missions reprises aux articles 6 et 7 de la convention de gestion ainsi que sur base, au minimum, des indicateurs suivants :

- le budget de l'ASBL relatif à l'exercice évalué;
 - les comptes annuels de l'ASBL relatifs à l'exercice évalué;
 - le budget prévisionnel afférent à l'exercice suivant;
 - le rapport d'activité;
 - le procès-verbal de l'assemblée générale approuvant les comptes annuels et le budget prévisionnel;
 - le cas échéant, les tarifs appliqués tant aux membres qu'aux personnes n'étant pas membre de l'ASBL;
 - le cas échéant, le planning des occupations des bâtiments de la Commune;
- Vu ces articles 6 et 7 résumant les missions de l'ASBL telles que reprises dans les statuts;

Considérant que, conformément à l'article 28 de la Convention, le Collège des Bourgmestre et Echevins a inscrit ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil soit à la séance de ce jour et a invité le président du Conseil d'administration, ou son représentant, à y être présent et ce, dans les délais prévus par la Convention;

Considérant que ce rapport d'évaluation est conforme aux objectifs qui lui sont fixés par la Convention de gestion;

Considérant que ce rapport d'évaluation contient dans ses annexes les Comptes 2024 ainsi que le Budget 2025 telles qu'approuvées par l'Assemblée Générale de l'ASBL,

Décide :

- d'approuver le rapport d'évaluation 2024 de l'ASBL Génération + en annexe;

- de prendre connaissance des comptes 2024 et du budget 2025 de l'ASBL tels que joints en annexe du rapport d'évaluation.

Le Conseil approuve le point.
37 votants : 37 votes positifs.

V.Z.W. Generatie +.- Evaluatieverslag en de bijlagen.

De Raad,

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, en meer bepaald artikels 38 tot 40 van deze ordonnantie;

Gelet op de oude beheersovereenkomst die door de Raad tijdens zijn vergadering van 9 december 2021 werd goedgekeurd en ondertekend tussen de gemeente en de vzw Génération +, een gemeentelijke vzw in de zin van de bovengenoemde ordonnantie van 5 juli 2018, op 23 februari 2022, die van toepassing was voor het jaar 2024, het jaar van het evaluatierapport;

Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 11 september 2025 en ondertekend tussen de gemeente en vzw Génération +, een gemeentelijke vzw in de zin van bovenvermelde ordonnantie van 5 juli 2018, op 11 september 2025;

Aangezien artikel 39, § 2 van de ordonnantie bepaalt dat de overeenkomst en de uitvoering ervan elk jaar worden geëvalueerd op basis van een schriftelijk verslag van de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de vzw of zijn vertegenwoordiger;

Aangezien artikel 27 het volgende bepaalt: "Het evaluatieverslag wordt opgesteld op basis van de taken en opdrachten die in artikels 6 en 7 van deze overeenkomst zijn omschreven en op basis van ten minste de volgende indicatoren :

- de begroting van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
- de jaarrekeningen van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
- de voorlopige begroting voor het volgende begrotingsjaar;
- het activiteitenverslag;
- het proces-verbaal van de algemene vergadering waarin de jaarrekeningen en de voorlopige begroting worden goedgekeurd;
- desgevallend de tarieven zowel voor leden als niet-leden van de VZW;
- desgevallend de planning van de bezetting van de gebouwen van de Gemeente;

Gelet op deze artikels 6 en 7 die de opdrachten van de vzw zoals bepaald in de statuten samenvatten;

Overwegende, overeenkomstig artikel 28 van de overeenkomst, dat het college van burgermeester en schepenen dit punt op de agenda van de volgende raad heeft gezet en de voorzitter van de raad van bestuur, of zijn vertegenwoordiger, heeft opgeroepen voor deze raad binnen de overeenkomst vastgestelde termijnen;

Overwegend dat dit evaluatieverslag voldoet aan de doelstellingen die zijn vastgelegd in de beheersovereenkomst;

Overwegende dat dit evaluatierapport in zijn bijlagen de rekeningen 2024 en de begroting 2025 bevat zoals goedgekeurd door de algemene vergadering van de vzw,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde evaluatieverslag 2024 van vzw Génération +;
- kennis te nemen van de jaarrekening 2024 en de begroting 2025 van de vzw zoals toegevoegd in de bijlage van de evaluatieverslag.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

Annexe - Budget 2025.pdf, Annexe - Bilan.pdf, Annexe - Tableau des activités.pdf,

27.11.2025/A/0045 **Subsides aux Associations et Clubs du troisième âge.- Exercice 2025 – Engagement des dépenses.**

Le Conseil,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et l'emploi de certaines subventions ;
Vu la circulaire subséquente du 9 novembre 2016 précisant les modalités de contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes ;
Attendu qu'un crédit de 14.400 € est disponible à l'article 83402/332-02/71 âge du budget 2025 à titre de subsides aux associations et clubs du troisième âge ;
Vu le formulaire de demande de subside à compléter par chacune des associations et clubs du troisième âge (en annexe) ;
Attendu que diverses associations ont transmis ce formulaire avec, le cas échéant, les documents comptables demandés ;
Considérant que les activités menées par ces associations participent à la lutte contre l'isolement des seniors à Uccle et se déclinent dans différents registres (loisirs, sports, logement, inclusion...) et qu'il convient que l'administration communale d'Uccle leur accorde un subside ;
Compte tenu de l'importance des activités et du nombre de participant(e)s aux activités proposées par les différentes associations ayant transmis un formulaire ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins ;

Décide

d'approuver l'attribution des subsides aux associations figurant dans le tableau en annexe pour un montant total de 5.600 € et d'engager la dépense à l'article 849/332-02/92 du budget ordinaire 2025.

Dénomination	Subside octroyé
- RPUC – 3 ^e Age	1.300 €
- Lokaal Diensten Centrum Lotus	900 €
- Club 36	1000 €
- Club de la Joie	900 €
- Warned	1.500 €

d'autoriser l'engagement de 1.300 € pour RPUC ;
d'autoriser l'engagement de 900 € pour Lokaal Diensten Centrum Lotus ;
d'autoriser l'engagement de 1.000 € pour le Club 36 ;
d'autoriser l'engagement de 900 € pour le Club de la Joie ;
d'autoriser l'engagement de 1.500 € pour Warned.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Senioren : Subsidies aan de Verenigingen en Clubs van de derde leeftijd - Dienstjaar 2025 – Toekenning uitgaven.

De Raad,

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;
Gelet op de daaropvolgende omzendbrief van 9 november 2016 inzake de modaliteiten van de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen door de gemeentes;
Aangezien er een krediet van € 14.400 beschikbaar is op artikel 83402/332-

02/71 van de begroting 2025 voor subsidies aan verenigingen en clubs van de derde leeftijd;

Gelet op het aanvraagformulier van een subsidie, in te vullen door elke vereniging en club van de derde leeftijd (in de bijlage);

Aangezien verschillende verenigingen dit formulier bezorgd hebben met desgevallend de gevraagde boekhoudkundige documenten;

Overwegende dat de activiteiten van deze verenigingen bijdragen aan de strijd tegen het isolement van de senioren in Ukkel en tot verschillende domeinen behoren (vrije tijd, sport, huisvesting, inclusie, ...) en dat het gemeentebestuur van Ukkel hen een subsidie moet toekennen;

Rekening houdend met de omvang van de activiteiten en het aantal deelnemers aan de activiteiten die aangeboden worden door de verschillende verenigingen die een formulier bezorgd hebben;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

De toekenning van de subsidies aan de verenigingen in de tabel in de bijlage voor een totaalbedrag van € 5.600 goed te keuren en de uitgave vast te leggen op artikel 849/332-02/92 van de gewone begroting 2025.

Benaming	Toegekende toelage
- RPUC – 3 ^e Age	1.300 €
- Lokaal Diensten Centrum Lotus	900 €
- Club 36	1.000 €
- Club de la Joie	900 €
- Warned	1.500 €

toestemming geven voor de toekenning van 1300 € voor RPUC – 3^e Age;

toestemming geven voor de toekenning van 900 € voor Lokaal Diensten Centrum Lotus;

toestemming geven voor de toekenning van 1.000 € voor Club 36;

toestemming geven voor de toekenning van 900 € voor Le Club de la Joie;

toestemming geven voor de toekenning van 1.500 € voor Warned.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

13 annexes / 13 bijlagen

Bijlage 2 'Meerjarenplan 2023-2026'.docx, Bijlage 1 'Lijst van bestuursleden'.doc, Club de la Joie 3.pdf, Bijlage 5 'Begroting 2026'.xls, Club de la joie.pdf, Bijlage 4 'Balans en jaarrekening Lotus 2024'.pdf, Formulaire subsidie Club 36 _oct2025.pdf, Bijlage 3 'Cijfers act en gebruikers 2024'.doc, Club de la Joie 2.pdf, Warned.docx, Uccle25 copy.pdf, Bijlage 6 'Verantwoording reserve eigen middelen'.doc, Formulier gemeente 2025 met handtekening.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Famille - Famille

27.11.2025/A/0046 **Service Familles.- Subsidies à divers organismes à caractère social.- Année 2025.- Accord et engagement des dépenses.**

Le Conseil,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle et l'emploi de certaines subventions;

Vu la circulaire subséquente du 9 novembre 2006 précisant les modalités de contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes;

Attendu qu'un crédit de 14.000 € est prévu à l'article 833/332-02-90 du budget 2025;

Attendu qu'il reste un crédit de 2.000€ à l'article 849/332-02-90;

Vu le formulaire de demande de subside à compléter par chacune des associations à caractère social;

Attendu que le formulaire a été envoyé à toutes les associations à caractère social ayant perçu un subside en 2024;

Attendu l'appel d'une possibilité d'octroi, par le conseil communal, d'un subside de fonctionnement aux associations présentant des activités dans les domaines du soutien à la parentalité, d'aide aux personnes en situation de handicap ou de la santé a été inséré dans le WM (N° 713) du mois d'octobre 2025;

Attendu que de ces associations ont transmis ces formulaires avec les documents visés dans le règlement dans les temps impartis;

Attendu que ces associations ne sont redevables d'aucune somme envers la Commune d'Uccle;

Considérant que le travail social réalisé par ces associations est considérable et qu'il convient que l'administration communale d'Uccle leur accorde un subside;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide d'approuver l'attribution des subsides suivant la répartition indiquée dans la liste en annexe ainsi que l'engagement des dépenses.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

**Dienst Gezin.- Subsidies aan allerlei sociale instellingen.van sociale aard -
Dienstjaar 2025.- Akkoord en vastlegging van de kosten.**

De raad,

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de omzendbrief van 9 november 2006 inzake de modaliteiten van de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen door de gemeentes;

Aangezien er een krediet van € 14.000 voorzien is op artikel 833/332-02/90 van de begroting 2025;

Aangezien er een krediet van € 2.000 overblijft op artikel 849/332-02/90;

Gelet op het aanvraagformulier voor subsidies, in te vullen door elke vereniging van sociale aard;

Aangezien het formulier verstuurd werd naar alle verenigingen van sociale aard die in 2024 een subsidie gekregen hebben;

Aangezien de oproep van een mogelijke toekenning, door de gemeenteraad, van een werkingssubsidie aan de verenigingen die activiteiten aanbieden in de domeinen van ondersteuning van het ouderschap, bijstand aan personen met een handicap of gezondheid ingevoegd werd in het WM (nr. 713) van oktober 2025;

Aangezien deze verenigingen deze formulieren tijdig bezorgd hebben, samen met de documenten die in het reglement beoogd worden;

Aangezien deze verenigingen geen som verschuldigd zijn aan de gemeente Ukkel;

Overwegende dat het maatschappelijk werk van deze verenigingen belangrijk is en het

gepast is dat het gemeentebestuur van Ukkel hen een subsidie toekent;
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist de toekenning van de subsidies volgens de verdeling in de lijst in de bijlage en de vastlegging van de uitgaven goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

18 annexes / 18 bijlagen

*EKHO SPORT.pdf, BALUCHON ALZHEIMER.pdf, APEDAF.pdf, LES PETITS
SAPINS D'UCCLE.pdf, VIVRE COMME AVANT.docx, MAISON MEDICALE
ETOILE SANTE.pdf, BABBELBIKE.pdf, MAISON MEDICALE UCCLE-CENTRE.pdf,
SUBSIDES 2025.xlsx, FAMGB.pdf, PONY CITY.pdf, COMMUNAUTE MONTAGNE
DE SAINT-JOB.pdf, MAISON MEDICALE HOMBORCH SANTE.pdf,
GALIPETTE.pdf, MAISON MEDICALE LES PEUPLIERS.pdf, AUTISM FOR
CONSULT.pdf, IRSA CENTRE DE SERVICES.pdf, PELUCHE.pdf*

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Centrale des marchés - Opdrachtencentrale

27.11.2025/A/0047 **Préparation, conditionnement et livraison de repas à destination de personnes âgées et handicapées ou en situation d'urgence de 2026 à 2029 - Approbation du dépassement de l'estimation.**

Le Conseil,

Vu la décision du conseil communal du 22 mai 2025 approuvant les conditions, le montant estimé et la procédure de passation (procédure ouverte) de ce marché ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 1.034.000 € hors TVA ou 1.096.040 €, 6 % TVA comprise ;

Considérant que trois sociétés ont remis une offre sélectionnée et régulière pour le présent marché public ;

Considérant qu'après analyse des offres, la Centrale de marchés en collaboration avec le service Action Sociale propose, d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse (sur base des critères d'attribution), pour le montant d'offre annuel contrôlé de 309.176,64 € hors TVA ou 327.727,24 €, 6 % TVA comprise soit un total sur 4 ans de 1.310.908,96€ (reconductions comprises) ;

Considérant que le montant de l'offre retenue dépasse le montant de l'estimation de 214.868,96 €;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins;

Décide :

D'approuver le dépassement du montant de l'estimation de 214.868,96 € TVAC sur quatre ans (reconductions comprises).

Le Conseil approuve le point.
37 votants : 37 votes positifs.

Bereiding, verpakking en levering van maaltijden voor ouderen en gehandicapten of personen in een noodsituatie van 2026 tot 2029 - Goedkeuring van de overschrijding van de raming.

De raad,

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 22 mei 2025 tot goedkeuring van de voorwaarden, het geraamde bedrag en de plaatsingsprocedure (openbare procedure) van deze opdracht;

Overwegende dat het geraamde totaalbedrag van deze opdracht € 1.034.000 excl. btw of € 1.096.040 inclusief 6 % btw beloopt;

Overwegende dat uit het onderzoek van de drie firma's die een geselecteerde en regelmatige offerte ingediend hebben voor de onderhavige overheidsopdracht het volgende blijkt:

Overwegende dat drie firma's een geselecteerde en regelmatige offerte ingediend hebben;

Overwegende dat de Opdrachtcentrale, in samenwerking met de dienst Sociale Actie, na analyse van de offertes voorstelt, rekening houdend met de voormelde elementen, deze opdracht te gunnen aan de inschrijver die de economisch voordeligste regelmatige offerte ingediend heeft (op basis van de gunningscriteria), voor het gecontroleerd offertebedrag van € 309.176,64 excl. btw of € 327.727,24 incl. 6 % btw, hetzij een totaal over 4 jaar van € 1.310.908,96 (inclusief verlengingen);

Overwegende dat het bedrag van de geselecteerde offerte het bedrag van de raming met € 214.868,96 overschrijdt;

Overwegende bijgevolg dat de raad verzocht moet worden de onderhavige overschrijding goed te keuren;

Beslist:

De overschrijding van het bedrag van de raming met € 214.868,96 incl. btw over vier jaar (inclusief verlengingen) goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

ESPD_response (signé).pdf, opening-report (10).pdf, Délibé Conditions FR.pdf, Délibé Conditions NL.pdf, offre Uccle (signé).pdf

27.11.2025/A/0048 **Marchés publics - Nouvelle loi communale, article 234 § 3 - Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,
Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins suivantes :

- 24 juin 2025 : Parking : Gestion du stationnement payant – Marché de fourniture - Acquisition d'un système de scanning d'occasion, incluant l'entretien et l'installation, destiné au contrôle du stationnement réglementé - Approbation de l'attribution et engagement de la dépense – Application de l'article 234§3 de la nouvelle loi communale - Mode de financement. 1) 36.300 2) 19.360 3) 31.581 (x2 car pour deux ans) soit pour un montant total de 118.822€ TVAC. - Articles - 1) 424/744-51/81-20250006 2) 424/127-06/81 3) 424/124-06/81.
- 14 octobre 2025 : Centrale des marchés : Diverses prestations de transports scolaires 2026 - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale. - 144.093,64 € TVAC. - Articles : .../124-22/40.../124-24/40 ou .../124-06/40.
- 14 octobre 2025 : Centrale des marchés : Fourniture d'alimentation: Boucherie – 2026 - dans les crèches et l'I.C.P.P. dans le respect des critères du développement durable – Approbation de dépense, du mode de passation du marché, du cahier des charges et des firmes à consulter – Application de l'article 234 §3 de la NLC – Information du Conseil. - 80.000,00 € TVAC. - Articles : 84401/124-02/90 ; 75102/124-02/40.
- 14 octobre 2025 : Centrale des marchés : Fourniture d'alimentation: Fruits et légumes – 2026 – dans les crèches, l'I.C.P.P. et la plaine de jeux, dans le respect des critères du développement durable – Approbation de la dépense, de la procédure de passation du marché, du cahier des charges et des firmes à consulter – Application de l'article 234 §3 de la NLC – Information du Conseil. - 139.000,00 € TVAC. - 84401/124-02/90, 75102/124-02/40 et 76102/124-02/40.
- 14 octobre 2025 : Facility : Bâtiment 25 Danse – rénovation et changement d'affectation - Approbation des avis rectificatifs suite à des erreurs matérielles dans les métrés. Prise pour information par le Conseil communal.
- 14 octobre 2025 : Environnement : Aménagement du Linkebeek au droit de la rue de Percke – Approbation de l'état d'avancement n°5 – Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Prise pour information par le Conseil - Mode de financement. - 94.098,23 € TVAC. - article : 879/732-60/93-20250057.
- 21 octobre 2025 : Centrale des marchés : Achat de matériaux et de petit matériel de construction de 2026 à 2027 – Approbation de la dépense, de la procédure de passation du marché, du cahier des charges et des firmes à consulter – Application de l'article 234§3 de la NLC – Information Conseil. - 120.000,00€ TVAC. - Articles : 421/124-02/82, 766/124-02/83, 875/124-02/62 et 87602/124-06/82.
- 21 octobre 2025 : Centrale des marchés : Fourniture d'alimentation: Epicerie, produits surgelés, produits laitiers, produits féculents, confiserie et droguerie -2026 – dans les crèches, l'I.C.P.P., la plaine de jeux et les divers services, dans le respect des critères du développement durable – Approbation de la dépense, du mode de passation du marché, du cahier des charges et des firmes à consulter – Application de l'article 234 §3 de la NLC – Information Conseil. 136.000,00 €. - Articles : 101/123-48/10 (lot 1), 104/123-16/10 (lot 1), 131/124-48/88 (lot 1),

75102/124-02/40 (sauf lot 5), 76102/124-02/40 (lot 1, lot 3 et lot 5), 84401/124-02/90 (sauf lot 5) et .../125-02/85 (lot 1), .../124-02/....

- 21 octobre 2025 : Nouvelles technologies : Informatisation des services - Désignation d'un prestataire pour la mise à disposition et le développement d'un guichet électronique pour l'administration communale d'Uccle - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §4 de la Nouvelle loi communale (INF538) - Prise pour information par le Conseil. - 120.000,00 € pour les 2 ans. - Articles : 421/124-02/82, 766/124-02/83, 875/124-02/62 et 87602/124-06/82.

- 21 octobre 2025 : Service vert : Replantation d'arbres et engazonnement dans le parc de Wolvendael - Exercice 2025.- Approbation de la dépense, des documents et de la procédure de passation du marché - Prise pour information par le Conseil communal. - 140.611,08 € TVAC. - Article : 766/725-60/83-20250086.

- 28 octobre 2025 : Centrale des marchés : Location de machines à café et la fourniture de leurs consommables 2026 - 2029 - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale. - 141.000,00€. - Article : 137/123-12/58 et 137/123-02/58.

- 28 octobre 2025 : Centrale des marchés : Achat de mobilier urbain - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale. - 141.000,00€ TVAC. - Article : 421/741-52/58-20250074.

- 28 octobre 2025 : Architecture : Mission d'étude et de conseil en stabilité dans le cadre du marché de travaux envisagé pour la nouvelle construction sur le site de l'ICPP - Approbation des conditions du marché - Prise pour information par le Conseil communal. - 100.000,00€ TVAC - Article : 75102/747-60/96-20250023.

- 28 octobre 2025 : Architecture : Mission d'étude et de conseil en techniques spéciales et PEB (Performance Energétique des Bâtiments) dans le cadre du marché de travaux envisagé pour la nouvelle construction sur le site de l'ICPP - Approbation des conditions du marché - Prise pour information par le Conseil communal.. - 100.000,00€ TVAC - Article : 75102/747-60/96-20250023.

- 28 octobre 2025 : Nouvelles technologies : Informatisation des Services - Achat de matériel et Logiciels via la convention de mandat avec le CIRB / Paradigm - Approbation de l'engagement de la dépense - Mode de financement (INF540). - Prise pour information par le Conseil. - 119.475,00€ TVAC. - Article : 139/742-53/53-20250124.

- 28 octobre 2025 : Environnement : Mission d'étude et de conseil : aménagement paysager et hydraulique d'un tronçon de l'avenue des Statuaires et de la rue Groeselenberg. Choix de la procédure de passation du marché et fixation des conditions. Prise pour information par le Conseil communal.- 1) 30.000€ et 2) 30.000€ TVAC. - Articles : 1) 879/747-60/93-20250063 2) 421/747-60/82-20250299.

- 28 octobre 2025 : Environnement : Missions de géomètre pour les projets du Service de l'Environnement 2025-2029. Choix de la procédure de passation, fixation des conditions, désignation de l'adjudicataire et engagement de la dépense. Prise pour information par le Conseil communal.- 32.000€ TVAC. - Article : 879/747-60/93 20250064.

- 28 octobre 2025 : Service vert : Réaménagement des aires de jeux et création d'aires de jeux inclusives au Parc de Wolvendael- Approbation de l'état d'avancement n°5 - Paiement de la facture - Dépassement - Engagement de la dépense supplémentaire - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil.- 1) 65.079,77 € 2) 5.465,60 € TVAC - Articles : 1) 766/725-60/83 de 2023 2) 766/725-60/83 20250084.

- 4 novembre 2025 : Propreté publique : Frais d'incinération des déchets déposés par l'administration communale pour l'année 2026 - application de l'article 234§3 de la NLC - approbation de la dépense, du cahier spécial des charges et de procédure de passation du marché.- Information au Conseil. - 100.000€ TVAC.- Article - 87601/124-06/62.

- 4 novembre 2025 : Maintenance : Ecole du Centre : Aménagement d'une entrée latérale - Marché de travaux - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter -

Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Prise pour information par le Conseil communal. - 71.020,00€ TVAC. - Article : 722/724-60/85-20250178.

- 4 novembre 2025 : Action sociale : EPN - Gestion de l'espace public numérique - Approbation des conditions, du mode de passation du marché et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale. - 87.120,00€ TVAC pour 2026 à 2029. - Article : 832/124-06/92.

- 4 novembre 2025 : Centrale des marchés : Achat de matériels supplémentaires de cuisines scolaires 2025. - Approbation des conditions du marché de faible montant et des firmes à consulter, de l'attribution et de l'engagement de la dépense – Application des articles 234 §3 et 236 de la NLC - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil. - 18.816,41€ TVAC - Article : 722/744-51/40-20250133.

- 4 novembre 2025 : Centrale des marchés : Achat d'une balayeuse et contrat d'entretien. - Approbation de l'attribution- Information Conseil du dépassement de l'estimation et engagement de la dépense - Mode de financement. - 155.549,86€ TVAC. - Article budgétaire extra : 875/743-53/58-20250112 et Article budgétaire ordi : 136/127-06/84.

- 4 novembre 2025 : Centrale des marchés : Accord-cadre relatif à l'acquisition, la livraison et l'installation de mobilier à destination des écoles, des crèches, et de divers sites communaux entre 2024 et 2026 – Lot 3 commande 5 - Barrière de protection en bois - Engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil. - 92.50€ TVAC - Article : 76701/741-51/73-20250001.

- 4 novembre 2025 : Environnement : Mission d'étude et de conseil : gestion de la pollution du sol et des eaux souterraines, essais d'infiltration des eaux de pluie et des eaux épurées, essais géotechniques et étude hydrogéologique - 2025. Choix de la procédure de passation du marché et fixation des conditions. Prise pour information par le Conseil communal. - 1) 22.623,27€ et 2) 50.000€ TVAC - Articles : 1) 137/747-60/93 2) 421/747-60/82.

- 4 novembre 2025 : Service vert : Réaménagement des aires de jeu du parc Montjoie et du jardin du Chat - Exercice 2025 - Approbation de la dépense, des documents et de la procédure de passation du marché - Prise pour information par le Conseil communal. - 158 889,94€ TVAC - Article : 766/725-60/83-20250086.

- 4 novembre 2025 : Service vert : Réaménagement de l'ancien terrain de tennis du parc Montjoie en vue de favoriser la mixité des usages - sportifs, ludiques et de détente - Exercice 2025 - Approbation de la dépense, des documents d'adjudication et de la procédure de passation du marché - Prise pour information par le Conseil communal. - 149.886,57€ TVAC. - 766/725-60/-/83-20250085.

- 4 novembre 2025 : Service vert : Construction d'une éco-serre sur la plaine d'Anjou - Exercice 2025.- Approbation de la dépense, des documents et de la procédure de passation du marché - Prise pour information par le Conseil communal. - 49.999,62€ TVAC - Article - 000/724-60/2024/17.

- 4 novembre 2025 : Service vert : Projet de participation citoyenne dit du "Bosquet de l'Amour" - Exercice 2025 - Présentation de l'Avant-Projet - Approbation de la dépense, des documents d'adjudication et de la procédure de passation du marché - Prise pour information par le Conseil communal. - 40.000€ TVAC - Article : 000/721-60/2024/17 de 2024.

- 4 novembre 2025 : Service vert : Abattage et replantation de "Rues à Robiniers" - 2025 - Approbation de la dépense, des documents d'adjudication, du mode de passation du marché et de la liste des entreprises à consulter - Prise pour information par le Conseil. - 44.452,98€ TVAC - Article : 421/734-60//83-20250080.

- 18 novembre 2025 : Voirie : Achat de matériel de signalisation - Exercice 2025.- Approbation de la dépense, des documents et de la procédure de passation du marché - Prise pour information par le Conseil communal. - 99.990,77€ TVAC - Articles : 423/741-52/82-20250300, 423/741-52/82-20250301, 423/741-52/82-20250302.

- 18 novembre 2025 : Voirie : Réfection des trottoirs de la rue du Roetaert - Exercice 2025.- Approbation de la dépense, des documents et de la procédure de passation du marché - Prise pour information par le Conseil communal. - 158.465,76€ TVAC. - Article 421/731-60/82.

- 18 novembre 2025 : Mobilité : Achat de 6 nouveaux boxes vélo via l'Agence de stationnement - engagement de la dépense - prise pour info au Conseil - mode de

financement. - 31.467,96€ TVAC - Article : 421/741-51/95-20250310.

- 18 novembre 2025 : Mobilité : Achat de 7 nouveaux boxes vélo grâce au soutien financier accordé par la Fondation Roi Baudouin dans le cadre des Bikes in Brussels Awards - engagement de la dépense - prise pour info au Conseil - mode de financement. - 36.712,62€ TVAC - Article : 421/741-51/95-20250310.

- 18 novembre 2025 : Maintenance : Travaux urgents et impérieux - Sécurisation de l'édicule du caveau juif sur le site du cimetière du Dieweg - Engagement de la dépense et liquidation de la facture y relative - Prise pour information par le Conseil communal - Mode de financement. - 12.414,60€ TVAC - Article : 878/724-60/85-20250256.

- 18 novembre 2025 : Environnement : Organisation, tenue et animation de réunions publiques dans le cadre de projets d'aménagement du territoire menés par le service de l'Environnement - Choix de la procédure de passation, fixation des conditions, désignation de l'adjudicataire et engagement de la dépense. Prise pour information par le Conseil communal. - 10.000€ TVAC - Article : 879/124-06/93.

- 18 novembre 2025 : Centrale des marchés : Entretien, réparation et adaptation des installations de signalisation lumineuse tricolore et de balisage (clous jaunes) 2026-2027. - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale.- 80.000,00 € TVAC pour la période allant du (1er janvier 2026 au 31 décembre 2027) - Article : 423/124-06/821.

Le Conseil prend connaissance.
37 votants : 37 votes positifs.

Overheidsopdrachten - Nieuwe gemeentewet, artikel 234 § 3 - Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, leden 3 et 236,
Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 24 juni 2025 : Parking : Beheer van het betalend parkeren – Leveringscontract – Aankoop van een tweedehands scansysteem, inclusief onderhoud en installatie, voor de controle van gereguleerd parkeren – Goedkeuring van de toewijzing en vastlegging van de uitgave – Toepassing van artikel 234§3 van de Nieuwe gemeentewet – Financieringswijze. 1) 36.300 2) 19.360 3) 31.581 ((x2 omdat het om twee jaar gaat) voor een totaalbedrag van 118.822€ BTW. - Artikelen - 1) 424/744-51/81-20250006 2) 424/127-06/81 3) 424/124-06/81.
- 14 oktober 2025 : Opdrachtcentrale : Diverse diensten voor schoolvervoer 2026 - Goedkeuring van de voorwaarden, en van de gunning procedure - Toepassing van artikel 234 §3 van de nieuwe gemeentewet. - 144.093,64€ BTW - Artikelen : .../124-22/40.../124-24/40 ou .../124-06/40.
- 14 oktober 2025 : Opdrachtcentrale : Levering van voedingswaren: Beenhouwerij - 2026 - in de kinderdagverblijven en het I.C.P.P., met respect voor criteria van duurzame ontwikkeling - Goedkeuring van de uitgave, van de plaatsingsprocedure van de opdracht, het bestek en de te raadplegen ondernemingen - Toepassing van het artikel 234 §3 van de nieuwe GW - Kennisgeving raad. - 80.000,00 € BTW- Artikelen : 84401/124-02/90 ; 75102/124-02/40.
- 14 oktober 2025 : Opdrachtcentrale : Levering voedingswaren: Fruit en groenten - 2026 - in de kinderdagverblijven, het I.C.P.P. en het speelplein, met respect voor criteria van duurzame ontwikkeling - Goedkeuring van de uitgave, van de plaatsingsprocedure van de opdracht, het bestek en de te raadplegen ondernemingen -

Toepassing van het artikel 234 §3 van de nieuwe GW - Kennisgeving raad. - 139.000,00 € BTW- Artikelen : 84401/124-02/90, 75102/124-02/40 et 76102/124-02/40.

- 14 oktober : Gebouw 25 Danse – renovatie en herbestemming - Goedkeuring van rectificaties als gevolg van materiële fouten in de meetstaten. Ter kennisgeving aan de Gemeenteraad.

- 14 oktober 2025 : Milieu : Aanleg van de Linkebeek ter hoogte van de de Perckestraat – Goedkeuring van vorderingsstaat 5 – Vastlegging van de uitgave – Betaling van de factuur – Kennisneming door de raad. 94.098,23 € BTW. - Artikel: 879/732-60/93-20250057.

- 21 oktober 2025 : Opdrachtcentrale : Aankoop van materialen en klein bouwmaterieel van 2026 tot en met 2027 - Goedkeuring van de uitgave, van de plaatsingsprocedure van de opdracht en van het bestek - Toepassing van het artikel 234§3 van de nieuwe GW - Kennisgeving raad. - 120.000,00€ BTW. - Artikelen : 421/124-02/82, 766/124-02/83, 875/124-02/62 et 87602/124-06/82.

- 21 oktober 2025 : Opdrachtcentrale : Levering voedingswaren: Kruidenierswaren, diepvries-, zuivel- en zetmeelrijke producten, snoepwaren, drogisterij - 2026 - in de kinderdagverblijven, het I.C.P.P., het speelplein en diverse gemeentelijke diensten, met respect voor criteria van duurzame ontwikkeling - Goedkeuring van de uitgave, van de plaatsingsprocedure van de opdracht, het bestek en de te raadplegen ondernemingen - Toepassing van het artikel 234 §3 van de nieuwe GW - Kennisgeving raad. 136.000,00 €. - Artikelen : 101/123-48/10 (perceel 1), 104/123-16/10 (perceel 1), 131/124-48/88 (perceel 1), 75102/124-02/40 (behalve perceel 5), 76102/124-02/40 (perceel 1, perceel 3 et perceel 5), 84401/124-02/90 (behalve perceel 5) et .../125-02/85 (perceel 1), .../124-02/....

- 21 oktober 2025 : Nieuwe technologieën : Informatisering van de diensten - Aanstelling van een dienstverlener voor het ter beschikking stellen en ontwikkelen van een elektronisch loket voor de gemeentelijke administratie van Ukkel - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningsprocedure en de te raadplegen bedrijven - Toepassing van artikel 234 §4 van de Nieuwe Gemeentewet (INF538) - Ter informatie genomen door de Raad. - 120.000,00 € voor 2 jaren. - Artikelen : 421/124-02/82, 766/124-02/83, 875/124-02/62 et 87602/124-06/82.

- 21 oktober 2025 : Groendienst : Herplanten van bomen en met gras inzaaien in het Wolvendaelpark – Dienstjaar 2025.- Goedkeuring van de uitgave, van de documenten en van de plaatsingsprocedure van de opdracht – Kennisneming door de gemeenteraad. - 140.611,08 € BTW. - Artikel : 766/725-60/83-20250086.

- 28 oktober 2025 : Opdrachtcentrale : koffiemachines en het verstrekken van hun voorraden 2026 - 2029. - 69.650,30€ BTW. - Article : 137/123-12/58 et 137/123-02/58.

- 28 oktober 2025 : Opdrachtcentrale : Aankoop van stadsmeubilair - Goedkeuring van de voorwaarden en de wijze van gunning - Toepassing van artikel 234 §3 van de nieuwe gemeentewet - 141.000,00€ BTW. - Artikel : 421/741-52/58-20250074.

- 28 oktober 2025 : Architectuur : Studie- en adviesmissie in stabiliteit in het kader van de werkenoverheidopdracht gepland voor de nieuwe bouw op de ICPP-site - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht - Kennisneming door de Gemeenteraad.- 100.000,00€ BTW - Artikel : 75102/747-60/96-20250023.

- 28 oktober 2025 : Architectuur : Studie- en adviesmissie in speciale technieken en EPC (Energieprestatiecertificaat) in het kader van de werkenoverheidopdracht gepland voor de nieuwe bouw op de ICPP-site - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht - Kennisneming door de Gemeenteraad.- 100.000,00€ BTW - Artikel : 75102/747-60/96-20250023.

- 28 oktober 2025 : Nieuwe technologieën : Informatisering van de gemeentelijke diensten - Aankoop materiaal en software via de aankoopcentrale van het CIRB /

Paradigm - Goedkeuring van de aanwending van de uitgaven - Financieringswijze (INF540).- 119.475,00€ BTW. - Artikel : 139/742-53/53-20250124.

- 28 oktober 2025 : Milieu : Studieopdracht : landschapsarchitectuur en waterbeheer van een deel van de Beeldhouwerslaan en de Groeselenbergstraat. Keuze van de plaatsingsprocedure van de opdracht en vastlegging van de voorwaarden. Kennisneming door de gemeenteraad.- 1) 30.000€ et 2) 30.000€ BTW. - Artikel : 1) 879/747-60/93-20250063 2) 421/747-60/82-20250299.

- 28 oktober 2025 : Milieu : Landmeetkundige opdrachten voor projecten van de Milieudienst 2024-2028. Keuze van de plaatsingsprocedure, vaststelling van de voorwaarden, aanwijzing van de opdrachtnemer en vastlegging van de uitgave. Kennisneming door de gemeenteraad.- 32.000€ BTW. - Artikel : 879/747-60/93 20250064.

- 28 oktober 2025 : Groendienst : Heraanleg van de speeltuinen en aanleg van inclusieve speeltuinen in het Wolvendaelpark – Goedkeuring van vorderingsstaat 5 – Betaling van de factuur – Overschrijding – Vastlegging van de extra uitgave – Financieringswijze – Kennisneming door de raad.- 1) 65.079,77 € 2) 5.465,60 € BTW - Artikelen: 1) 766/725-60/83 uit 2023 2) 766/725-60/83 20250084.

- 4 november 2025 : Openbare reinheid : Verbrandingskosten van het afval afgegeven door het gemeentebestuur voor het jaar 2026 – toepassing van artikel 234 §3 van de NGW – goedkeuring van de uitgave, van het bestek en van de plaatsingswijze van de opdracht. - 100.000€ BTW.- Artikel - 87601/124-06/62.

- 4 november 2025 : Onderhoud : Ecole du Centre - Aanleg van een zij-ingang - Overheidsopdracht van werken - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht en de te raadplegen firma's - Kennisname door de Gemeenteraad . - 71.020,00€ BTW. - Artikel : 722/724-60/85-20250178.

- 4 november 2025 : Sociale actie : OCR- Beheer van de digitale openbare computerruimte - Goedkeuring van de voorwaarden, de wijze van aanbesteding en de te raadplegen bedrijven - Toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet. - 87.120,00€ TVAC voor 2026 tot 2029. - Artikel : 832/124-06/92.

- 4 november 2025 : Opdrachtencentrale : Aankoop van extra materiaal voor schoolkeukens 2025. - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht van beperkte waarde en vastlegging van de uitgaven - Toepassing van de artikel 234, § 3 van de NGW. - 18.816,41€ BTW - Artikel : 722/744-51/40-20250133.

- 4 november 2025 : Opdrachtencentrale : Aankoop van een veegmachine. - Goedkeuring van de gunning – Kennisgeving aan de Raad van de overschrijding van de raming en vastlegging van de uitgave. - 155.549,86€ BTW. - Extra begrotingsartikel: 875/743-53/58-20250112 en gewoon begrotingsartikel: 136/127-06/84.

- 4 november 2025 : Opdrachtencentrale : Raamovereenkomst voor de aankoop, levering en installatie van meubilair voor scholen, kinderdagverblijven en diverse gemeentelijke sites tussen 2024 en 2026 : bestelling 5 - Houten beschermhek. - 92.50€ BTW - Artikel : 76701/741-51/73-20250001.

- 4 november 2025 : Milieu : Studieopdracht: beheer van de bodem- en grondwaterverontreiniging, infiltratieproeven van het water in de bodem, geotechnisch onderzoek en hydrogeologische studie – 2025. Keuze van de plaatsingsprocedure van de opdracht en vastlegging van de voorwaarden. Kennisneming door de gemeenteraad. - 1) 22.623,27€ et 2) 50.000€ BTW - Artikeen : 1) 137/747-60/93 2) 421/747-60/82.

- 4 november 2025 : Groendienst : Heraanleg van de speeltuinen in het Montjoiepark en de Kattuin - Dienstjaar 2025 - Goedkeuring van de uitgave, van de documenten en van de plaatsingsprocedure van de opdracht - Kennisneming door de gemeenteraad.. - 158 889,94€ BTW. - Artikel : 766/725-60/83-20250086.

- 4 november 2025 : Groendienst : Heraanleg van het voormalige tennisterrein in het Montjoiepark om het gemengd gebruik - sport, spel en ontspanning - Dienstjaar 2025
- Goedkeuring van de uitgave, van de documenten en van de plaatsingsprocedure van de opdracht en aanduiding van de opdrachtnemende firma – Kennisneming door de gemeenteraad. - 149.886,57€ BTW. - Artikel - 766/725-60/-/83-20250085.
- 4 november 2025 : Groendienst : Bouw van een ecoserre op het Anjouplein – Dienstjaar 2025.- Goedkeuring van de uitgave, van de documenten en van de plaatsingsprocedure van de opdracht – Kennisneming door de gemeenteraad. - 49.999,62€ BTW. - Artikel - 000/724-60/2024/17.
- 4 november 2025 : Groendienst : Burgerparticipatieproject “Liefdesbosje” – Boekjaar 2025 – Voorstelling van het Voorontwerp – Goedkeuring van de uitgave, van de aanbestedingsdossiers en van de gunningsprocedure – Kennisname door de Gemeenteraad. - 40.000€ BTW - Artikel : 000/721-60/2024/17 uit 2024.
- 4 november 2025 : Groendienst : Vellen en heraanplanting van “Robinialanen” - 2025 - Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdossiers, de wijze van gunning en de lijst van te raadplegen ondernemingen - Kennisname door de Gemeenteraad. - 44.452,98€ BTW - Artikel : 421/734-60//83-20250080.
- 18 november 2025 : Wegenis : Aankoop van signalisatiemateriaal - Dienstjaar 2025
- Goedkeuring van de uitgave, de documenten en de plaatsing van de procedure. - 99.990,77€ BTW - Artikelen : 423/741-52/82-20250300, 423/741-52/82-20250301, 423/741-52/82-20250302.
- 18 november 2025 : Wegenis : Heraanleg van de voetpaden van de Roetaertstraat - Dienstjaar 2025. - Kennisneming van de beslissing van het Schepencollege goedkeurend van de uitgave van 158.465,76€ BTW de documenten van de opdracht en de plaatsing van de procedure van de opdracht. - Artikel 421/731-60/82.
- 18 november 2025 : Mobiliteit : Aankoop van 6 nieuwe fietsboxen via het Parkeeragentschap – vastlegging van de uitgave – kennisneming door de raad – financieringswijze. - 31.467,96€ BTW - Artikel : 421/741-51/95-20250310.
- 18 november 2025 : Mobiliteit : Aankoop van 7 nieuwe fietsboxen dankzij de financiële steun van de Koning Boudewijnstichting in het kader van de Bikes in Brussels Awards - vastlegging van de uitgave - kennisneming door de raad - financieringswijze. - 36.712,62€ BTW - Artikel : 421/741-51/95-20250310.
- 18 november 2025 : Onderhoud : Dringende en noodzakelijke werken - Beveiliging van het bouwwerk van het joodse graf op de site van de Dieweg-begraafplaats - Vaststelling van de uitgave en betaling van de bijbehorende factuur - Kennisneming van de Gemeenteraad. - 12.414,60€ BTW - Artikel : 878/724-60/85-20250256.
- 18 november 2025 : Milieu : Organisatie, uitvoering en begeleiding van openbare vergaderingen in het kader van ruimtelijke ontwikkelingsprojecten uitgevoerd door de dienst Milieu. Keuze van de plaatsingsprocedure, vaststelling van de voorwaarden, aanwijzing van de opdrachtnemer en vastlegging van de uitgave. Kennisneming door de gemeenteraad. - 10.000€ BTW - Artikel : 879/124-06/93.
- 18 november 2025 : Opdrachtencentrale : Onderhoud, herstelling en aanpassing van de verkeerslichten en wegmarkeringen (gele noppen) 2026-2027. - Goedkeuring van de voorwaarden, de aanbestedingsprocedure en de te raadplegen bedrijven - Toepassing van artikel 234 §3 van de nieuwe gemeentewet.- 80.000,00€ BTW voor de periode van (1 januari 2026 tot en met 31 december 2027) - Artikel : 423/124-06/821.

De Raad neemt kennis.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

27.11.2025/A/0049 **Question écrite de Mme Duvieusart : Stationnement sauvage à Uccle**

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van Mvr. Duvieusart: Wildparkeren in Ukkel

De Raad neemt kennis.

3 annexes / 3 bijlagen

Annexe 2 Détail Stationnement sauvage (2024-2025).docx, Réponse Question écrite de Patricia Duvieusart sur le stationnement sauvage à Uccle.pdf, Annexe 1 Aperçu A&S (2021 -2025).docx

27.11.2025/A/0050 **Question écrite de M. Cools : les risques pour Uccle du centre logistique d'intervention de Fluxys**

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. Cools: de risico's voor Ukkel van het logistiek interventiecentrum van Fluxys

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

20250912 _Question écrite sur les risques du centre logistique de Fluxy....docx

Carine Gol-Lescot entre en séance / treedt in zitting.

Jérémie Tojerow entre en séance / treedt in zitting.

Isabelle Sirtaine entre en séance / treedt in zitting.

Eric Sax quitte la séance / verlaat de zitting.

27.11.2025/A/0051 **Interpellation de M. Clumeck : Sécurité et prévention lors des 10 km d'Uccle.**

M. Clumeck affirme que le sport est un formidable vecteur de santé publique, et la course des 10 km d'Uccle est une belle tradition qui, depuis 2018, rassemble chaque année de nombreux participants dans un esprit de convivialité et de dépassement de soi. M. Clumeck a eu lui-même le plaisir d'y participer à plusieurs reprises, avec des performances variables au gré de sa forme, de son poids et de sa condition physique.

Cependant, la commune a une responsabilité en matière de prévention et de sécurité des coureurs.

M. Clumeck tient à saluer les efforts déjà réalisés par les organisateurs du 10 km d'Uccle. Le site officiel de la course proposait de nombreux conseils d'entraînement et de préparation relatifs à l'alimentation, à l'hydratation, aux étirements ou encore aux soins des pieds, constituant une base précieuse

d'informations pour les participants. Toutefois, ces conseils relèvent surtout d'une préparation pratique et sportive.

Pour ce qui concerne la prévention cardio-vasculaire, le site conseille un examen médical sans cibler particulièrement un public à risque.

Or, plusieurs études scientifiques ont établi que la pratique d'une activité physique intense, comme une course de 10 km, peut représenter un danger pour certaines personnes présentant des facteurs de risque cardiovasculaire, notamment lorsqu'elles sont insuffisamment entraînées ou ne bénéficient pas d'un suivi médical adapté.

Dans ces situations, l'effort soutenu peut déclencher des incidents cardiovasculaires graves, voire une mort subite. Ce risque a été récemment rappelé par le décès d'un élu bruxellois d'une cinquantaine d'années, survenu à la suite d'un jogging.

Le Collège ne jugerait-il pas opportun de renforcer la portée et la visibilité d'un message médical en termes de prévention, surtout pour les coureurs à risque sur le plan cardiovasculaire ?

Par exemple, cela pourrait se traduire par :

une mise en avant plus claire du message médical sur la page d'inscription ;

la distinction et la mise en garde quant à la nécessité pour les publics à risque (plus de 50 ans, antécédents cardiaques, tabac, obésité, etc.) d'un examen médical chez un cardiologue ;

un lien vers un questionnaire d'auto-évaluation santé (type PAR-Q+) ou une information sur les risques d'alerte cardiovasculaire ou encore un lien vers un centre médical local de référence.

Ces mesures simples et bienveillantes permettraient de renforcer la prévention sans alourdir la participation, tout en valorisant l'engagement responsable de la commune.

On pourrait solliciter l'avis d'un cardiologue comme par exemple le Pr Antoine Bondue, qui a présenté il y a un peu plus de deux ans, dans le cadre du cycle de conférences santé à Uccle, un brillant exposé sur les maladies cardiovasculaires.

Afin de rendre l'événement plus inclusif et davantage accessible, plusieurs communes (comme Anderlecht, Auderghem, Woluwe-Saint-Lambert ou encore Ixelles) proposent plusieurs distances (5 km, 10 km, 12 km, 17 km).

Le Collège envisagerait-il d'élargir le format de la course, en proposant, en plus des 10 km, une distance plus courte (par exemple 5 km), ouverte aux plus jeunes ou aux coureurs occasionnels, afin de renforcer le caractère participatif et intergénérationnel de l'événement ?

Les services de secours présents sur place disposent sans doute de données relatives aux malaises, blessures ou incidents médicaux survenus lors des précédentes éditions.

La commune dispose-t-elle de ces données ? Si c'est le cas, serait-il possible d'en communiquer un bilan synthétique afin de mieux évaluer les risques et d'adapter les dispositifs de prévention et de secours ?

Un tel bilan permettrait de tirer des enseignements utiles pour renforcer la sécurité et la préparation des prochaines éditions.

La course ayant lieu début avril à 15h00, les températures de l'après-midi peuvent déjà être élevées : en avril dernier, la station d'Uccle a enregistré jusqu'à 25°C en milieu de journée.

Le Collège envisagerait-il de déplacer le départ à 10h00, comme le font de nombreux organisateurs, afin d'assurer des conditions plus sûres et plus confortables pour tous les participants ?

M. l'Echevin Wyngaard répond que depuis de nombreuses années, cette manifestation sportive est organisée en collaboration avec les secouristes ucclois.

Ceux-ci disposent de statistiques que M. l'Echevin Wyngaard est tout à fait disposé à transmettre par mail. Les organisateurs des 10 km d'Uccle n'ont fort heureusement pas été confrontés à des cas graves au cours des dernières années mais les services communaux seront attentifs aux suggestions exprimées par M. Clumeck, que M. l'Echevin Wyngaard remercie pour son offre de service. Dans cette perspective, une contribution du Pr Bondue serait particulièrement bienvenue pour la rédaction du texte qui serait mis en ligne ainsi et du courrier qui serait adressé aux coureurs en complément de leur dossier.

Le Collège n'est pas du tout opposé à l'idée de proposer des courses sur plusieurs distances dans le cadre de cette manifestation mais un tel changement ne pourrait éventuellement survenir que pour les éditions postérieures à 2026.

M. l'Echevin Wyngaard se permet toutefois de remarquer que depuis la fin de la crise du covid, les 10 km d'Uccle suscitent un intérêt grandissant puisqu'il a fallu refuser des inscriptions, le seuil de 4.000 participants ayant été atteint. A contrario, dans les années antérieures à la crise du covid, le nombre de participants avait tendance à diminuer, ce qui aurait peut-être plus naturellement conduit à proposer des distances moins longues afin de rendre l'événement à nouveau attractif.

Quoi qu'il en soit, des changements sont déjà prévus pour l'édition du 19 avril 2026. On envisage en effet de mettre en place un système de « box », en vertu duquel il y aurait des départs différés, cadencés selon les vitesses des participants. Dans ce cas de figure, les coureurs qui estiment pouvoir parcourir la distance entre 30 et 40 minutes partiraient en tout premier lieu et seraient suivis par les participants qui évaluent leur temps de parcours entre 40 et 50 minutes. Il serait possible ainsi d'accueillir jusqu'à 5.000 coureurs et donc de ne pas être contraint de refuser du monde.

L'idée d'organiser une course pour les enfants est aussi évoquée pour les éditions postérieures à l'année 2026.

Il y a déjà eu par le passé des discussions quant à l'heure du départ, vu qu'il y a eu des températures très élevées lors d'une édition antérieure dont le départ était fixé à 15h00 en mai. Mais vu que les deux dernières éditions ainsi que celle de l'année prochaine ont été décalées en avril, on peut escompter des températures plus supportables même à 15h00.

M. Clumeck a le sentiment, en tant que médecin, d'avoir été entendu et remercie M. l'Echevin Wyngaard de permettre aux 10 km d'Uccle d'évoluer dans le sens d'une meilleure prise en compte de la prévention.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h.Clumeck: Veiligheid en preventie tijdens de 10 km van Ukkel.

De h. Clumeck zegt dat sport een geweldige manier is om de volksgezondheid te bevorderen en dat de 10 km van Ukkel een mooie traditie is die sinds 2018 elk jaar vele deelnemers samenbrengt in een geest van gezelligheid en van jezelf overtreffen. Hij heeft zelf het genoegen gehad om verschillende keren deel te nemen, waarbij de prestaties varieerden afhankelijk van zijn vorm, gewicht en fysieke conditie.

De gemeente heeft echter een verantwoordelijkheid op het gebied van preventie en veiligheid van de deelnemers.

Hij wil graag zijn waardering uitspreken voor de inspanningen die de organisatoren van de 10 km al hebben geleverd. De officiële racewebsite bood een schat aan trainings- en voorbereidingsadvies over voeding, hydratatie, rekoefeningen en voetverzorging en vormde zo een waardevolle bron van informatie voor de

deelnemers. Dit advies is echter vooral gebaseerd op praktische en sportieve voorbereiding.

Wat betreft cardiovasculaire preventie adviseert de site een medisch onderzoek zonder zich specifiek te richten op een risicogroep.

Een aantal wetenschappelijke onderzoeken heeft aangetoond dat intensieve lichamelijke activiteit, zoals 10 km hardlopen, gevaarlijk kan zijn voor bepaalde mensen met cardiovasculaire risicofactoren, vooral als ze niet voldoende getraind zijn of niet de juiste medische begeleiding krijgen.

In deze situaties kan aanhoudende inspanning leiden tot ernstige cardiovasculaire gebeurtenissen, zelfs plotselinge dood. Dit risico werd onlangs benadrukt door de dood van een Brusselse verkozenen van in de vijftig na het joggen.

Zou het college het niet gepast vinden om de reikwijdte en de zichtbaarheid van een medische boodschap op het gebied van preventie te versterken, vooral voor hardlopers die risico lopen op cardiovasculaire problemen?

Dit kan bijvoorbeeld worden vertaald als:

een duidelijker medisch bericht op de inschrijvingspagina;

het onderscheid en de waarschuwing dat risicogroepen (ouder dan 50 jaar, hartproblemen, roken, obesitas enz.) een medisch onderzoek bij een cardioloog moeten ondergaan;

een link naar een zelfbeoordelvragenlijst over gezondheid (zoals PAR-Q+) of informatie over cardiovasculaire risico's, of een link naar een plaatselijk medisch referentiecentrum.

Deze eenvoudige maatregelen zouden het mogelijk maken om de preventie te intensiveren zonder de deelname te verzwaken, en tegelijkertijd de verantwoordelijke inzet van de gemeente te benadrukken.

We kunnen het advies inwinnen van een cardioloog, zoals professor Antoine Bondue, die iets meer dan twee jaar geleden een briljante lezing gaf over hart- en vaatziekten als onderdeel van een reeks gezondheidslezingen in Ukkel.

Om het evenement meer inclusief en toegankelijk te maken bieden verschillende gemeente (waaronder Anderlecht, Oudergem, Sint-Lambrechts-Woluwe en Elsene) verschillende afstanden aan (5 km, 10 km, 12 km, 17 km).

Zou het college willen overwegen om de opzet van de race uit te breiden en naast de 10 km ook een kortere afstand (bijv. 5 km) aan te bieden, die openstaat voor jongeren of gelegenhedslopers, om het participatieve en intergenerationele karakter van het evenement te versterken?

De hulpdiensten ter plaatse zullen ongetwijfeld gegevens hebben over ziekten, verwondingen of medische incidenten die zich tijdens vorige edities van het evenement hebben voorgedaan.

Beschikt de gemeente over deze gegevens? Als dit het geval is, is het dan mogelijk om een samenvattend verslag te maken zodat risico's beter kunnen worden ingeschat en preventie- en noodhulpdiensten kunnen worden aangepast?

Een dergelijke beoordeling zou nuttige lessen opleveren voor het verbeteren van de veiligheid en het voorbereiden op toekomstige edities.

Aangezien de race begin april om 15 uur plaatsvindt, kunnen de middagtemperaturen al hoog oplopen: afgelopen april registreerde het station van Ukkel temperaturen tot 25°C midden op de dag.

Zou het college willen overwegen om de start te verplaatsen naar 10 uur, zoals veel organisatoren doen, om te zorgen voor veiligere en comfortabelere omstandigheden voor alle deelnemers?

Schepen Wyngaard antwoordt dat dit sportevenement al vele jaren wordt georganiseerd in samenwerking met Ukkelse hulpverleners. Ze hebben statistieken die de schepen graag per e-mail wil toesturen. Gelukkig hebben de organisatoren van de 10 km de afgelopen jaren niet te maken gehad met ernstige gevallen, maar de

gemeentelijke diensten zullen aandachtig luisteren naar de suggesties van de h. Clumeck, die schepen Wyngaard bedankt voor zijn aanbod. Met dit in gedachten zou de bijdrage van professor Bondue bijzonder welkom zijn bij het opstellen van de tekst die online zou worden geplaatst en de brief die naar de lopers met hun startnummer zou worden gestuurd.

Het college is helemaal niet tegen het idee om races over meerdere afstanden aan te bieden als onderdeel van dit evenement maar een dergelijke verandering zou mogelijk pas kunnen plaatsvinden voor edities na 2026.

Schepen Wyngaard is echter zo vrij om erop te wijzen dat sinds het einde van de covidcrisis de belangstelling voor de Ukkel 10 km is gegroeid, omdat inschrijvingen moesten worden geweigerd toen de drempel van 4.000 deelnemers werd bereikt. Aan de andere kant daalde het aantal deelnemers in de jaren voorafgaand aan de covidcrisis, wat er misschien toe leidde dat er kortere afstanden werden voorgesteld om het evenement weer aantrekkelijk te maken.

In elk geval zijn er al wijzigingen gepland voor de editie van 19 april 2026. Er zijn plannen om een "box"-systeem op te zetten, waarbij het vertrek wordt uitgesteld en getimed op basis van de snelheid van de deelnemers. In dit scenario zouden de lopers die inschatten dat ze de afstand in 30 tot 40 minuten kunnen afleggen als eerste starten, gevolgd door de deelnemers die inschatten dat ze de afstand in 40 tot 50 minuten kunnen afleggen. Dit zou het mogelijk maken om tot 5.000 lopers toe te laten zonder mensen af te wijzen.

Het idee om een race voor kinderen te organiseren is ook geopperd voor edities na 2026.

Er zijn in het verleden al discussies geweest over de starttijd, aangezien er tijdens een vorige editie met een start om 15 uur in mei zeer hoge temperaturen waren. Maar aangezien de laatste twee edities en die van volgend jaar naar april zijn verplaatst, kunnen we dragelijkere temperaturen verwachten, zelfs om 15 uur.

De h. Clumeck voelt zich als arts gehoord en dankt schepen Wyngaard voor het feit dat hij de 10 km van Ukkel heeft laten evolueren in de richting van het beter rekening houden met preventie.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de M. Clumeck - Sécurité et prévention lors des 10 km d'Uccle..docx

27.11.2025/A/0052 **Interpellation de M. Cools : Création d'un conseil consultatif des jeunes.**

M. Cools rappelle qu'Uccle dispose d'un Conseil consultatif des aînés mais non d'un Conseil consultatif des jeunes. La création d'un tel Conseil consultatif par chaque municipalité est obligatoire dans de nombreux pays européens, de la Norvège à la Croatie. Ces Conseils sont des lieux de dialogue et permettent l'émergence d'un climat de confiance entre les jeunes et les décideurs communaux. La création d'un tel Conseil permettrait de donner la parole aux jeunes de la commune.

Les jeunes ne sont pas seulement l'avenir, ils sont aussi le présent. Ils doivent être écoutés et avoir leur mot à dire sur les sujets qui les concernent. Ceux-ci sont nombreux, y compris au niveau local. Les jeunes ont des besoins spécifiques qui doivent être pris en compte. Au-delà de ces besoins, ils doivent avoir la capacité de s'exprimer sur tout ce qui influence leur vie.

Un Conseil consultatif de la jeunesse indépendant, composé et dirigé par des jeunes, contribuera à faire entendre leur voix et à nouer un dialogue entre jeunes et

élus.

La création d'un tel Conseil figure parmi les recommandations de la Charte européenne sur la participation des jeunes à la vie locale et régionale. Comme le souligne cette charte, « la participation est au cœur de la démocratie : renforcer la participation des jeunes, c'est contribuer à la durabilité et à la résilience des sociétés démocratiques ».

C'est dès le plus jeune âge que des responsabilités doivent être confiées aux jeunes. Ainsi, un tel Conseil pourrait être composé de jeunes désignés dans les classes des deux ou trois dernières années des établissements scolaires présents sur le territoire d'Uccle et être complété par des représentants d'organisations de jeunesse et peut-être aussi par quelques jeunes tirés au sort sur base de certains critères garantissant leur représentativité.

Des rencontres régulières devront avoir lieu entre les conseillers communaux et les membres du Conseil consultatif, avec l'organisation d'un feedback sur la mise en œuvre des propositions du Conseil qui auraient été acceptées. Ces réunions permettront aussi d'initier ces jeunes au fonctionnement des institutions communales et aux délais existant entre l'adoption d'une proposition et sa concrétisation.

M. Cools est convaincu qu'un Conseil consultatif représentatif de la jeunesse uccloise, établi sur des bases solides et bénéficiant des supports nécessaires, permettra aux jeunes d'être des acteurs du changement à l'échelle communale.

M. Lambert-Limbosch précise que le groupe Ecolo-Groen accorde une grande importance à la place des jeunes dans la société. Les écologistes plaident depuis longtemps en faveur de l'installation d'un Conseil de la jeunesse à Uccle. L'adoption d'une telle mesure est d'autant plus nécessaire eu égard à la légèreté avec laquelle les jeunes sont traités par les autres niveaux de pouvoir. M. Lambert-Limbosch évoque à cet égard l'envoi par le Ministre de la Défense de milliers de lettres aux jeunes de 17 ans au mépris des remarques émises par le Conseil d'Etat et l'autorité chargée de la protection des données.

Pour les écologistes, les jeunes sont des citoyens à part entière : ils utilisent l'espace public comme les autres générations, ils sont usagers des services publics, ils sont acteurs et consommateurs en matière de culture, ils sont souvent très éveillés par rapport aux problèmes de solidarité et aux enjeux climatiques, ils portent des initiatives et s'investissent dans différentes structures, notamment les mouvements de jeunesse...

Néanmoins, les jeunes n'ont pas toujours bonne presse : on les accuse de déranger, de prendre de la place, on stigmatise leur prétendue immaturité au nom d'un principe de réalité auquel ils sont directement confrontés. M. Lambert-Limbosch pense à cet égard aux jeunes qui vivent dans des familles monoparentales, qui résident dans des logements précaires, qui subissent des violences domestiques, aux jeunes femmes victimes du sexisme, etc.

Les mandataires publics ont le devoir de faire preuve d'empathie à l'égard des jeunes et d'accompagner leurs revendications. Uccle doit être une commune autant « jeunes admis » qu'« aînés admis ».

Les écologistes se réjouissent donc de la concrétisation de ce point particulier de la déclaration de politique communale.

M. Tojerow précise que le groupe socialiste soutient la proposition du groupe Uccle en avant, en insistant toutefois pour que la composition de ce conseil reflète la diversité de la jeunesse uccloise.

En effet, les jeunes ne sont pas dans la même situation s'ils disposent ou non d'un espace personnel pour préparer leurs examens, s'ils entreprennent des études de longue durée ou s'ils entrent sur le marché du travail dès l'âge de 20 ans, etc.

Mme la Première Echevine confirme l'engagement de la majorité en faveur de la mise en place d'un Conseil consultatif de la jeunesse, et ce d'autant plus que ce point figure explicitement dans la déclaration de politique communale.

Une structure relativement similaire a été mise en place sous la précédente mandature, mais selon des modalités un peu différentes puisqu'il s'agissait de réunir des jeunes pour leur permettre de porter un projet en commun grâce à un budget participatif.

Pour le moment, les services communaux sont dans une phase d'exploration car il y a encore une série de points à trancher, notamment les modalités de réunion et les tranches d'âge considérées. Cette assemblée concernera-t-elle les jeunes de 12 à 18 ans ou ceux de 15 à 25 ans ?

L'équipe très dynamique qui se charge de ce projet est en train d'étudier les initiatives analogues lancées dans d'autres communes, qui se caractérisent par une grande diversité.

Il faudrait aussi s'interroger sur la durée des mandats au sein de cette assemblée car, s'il va de soi qu'on peut a priori siéger longtemps au Conseil des aînés, pour chacun d'entre nous la jeunesse n'est malheureusement pas un état pérenne.

Lorsque ce travail exploratoire aura été accompli, Mme la Première Echevine reviendra auprès du Conseil communal pour proposer la mise en place de ce conseil consultatif et le doter d'un règlement d'ordre intérieur.

M. Cools comprend qu'il faille prendre le temps nécessaire pour mettre en place un projet cohérent.

La durée des mandats au sein de ce conseil devrait être probablement de deux ans, de manière à assurer un renouvellement rapide.

Pour ce qui concerne la tranche d'âge à prendre en considération, M. Cools pense qu'il faut plutôt se concentrer sur les 15-25 ans : impliquer les jeunes de 12 à 14 ans reviendrait à mettre en place un conseil des enfants, qui relève d'un autre registre, et au-delà de 25 ans, les jeunes commencent à entrer dans la vie active et sont confrontés à d'autres problématiques.

M. Cools espère aussi que des feedbacks seront prévus afin que les conseillers communaux puissent à des moments déterminés disposer d'une mise en perspective et dresser le bilan de cette expérience.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cools : Oprichting van een adviesraad voor jongeren.

De h. Cools herinnerde eraan dat Ukkel een adviesraad voor ouderen heeft maar geen adviesraad voor jongeren. In veel Europese landen, van Noorwegen tot Kroatië, is het verplicht voor elke gemeente om een dergelijke adviesraad op te richten. Deze raden bieden een forum voor dialoog en bevorderen een klimaat van vertrouwen tussen jongeren en lokale beleidsmakers. De oprichting van zo'n raad zou de jongeren van de gemeente een stem geven.

Jongeren zijn niet alleen de toekomst, ze zijn ook het heden. Er moet naar hen geluisterd worden en ze moeten hun zegje kunnen doen over de zaken die hen aangaan. Er zijn er veel, ook op lokaal niveau. Jongeren hebben specifieke behoeftes waarmee rekening moet worden gehouden. Naast deze behoeftes moeten ze zich kunnen uiten over alles wat hun leven beïnvloedt.

Een onafhankelijke adviesraad voor jongeren, bestaande uit en geleid door jongeren, zal helpen om ervoor te zorgen dat hun stem wordt gehoord en om een dialoog tussen jongeren en gekozen vertegenwoordigers tot stand te brengen.

De oprichting van zo'n raad is een van de aanbevelingen van het Europees Handvest over de deelname van jongeren aan het lokale en regionale leven. Zoals het

Handvest benadrukt, vormt participatie de kern van democratie: de participatie van jongeren versterken betekent bijdragen aan de duurzaamheid en veerkracht van democratische samenlevingen.

Jongeren moeten al op jonge leeftijd verantwoordelijkheid krijgen. Zo'n raad zou bijvoorbeeld kunnen bestaan uit jongeren uit de laatste twee of drie jaar van de klassen van Ukkelse scholen, aangevuld met vertegenwoordigers van jongerenorganisaties en misschien ook met enkele willekeurig gekozen jongeren op basis van bepaalde criteria die hun representativiteit garanderen.

Er zullen regelmatig bijeenkomsten worden gehouden tussen gemeenteraadsleden en leden van de adviesraad, met feedback over de implementatie van de aanvaarde voorstellen van de raad. Deze bijeenkomsten bieden ook de gelegenheid om deze jongeren kennis te laten maken met de werking van gemeentelijke overheidsinstellingen en de tijd die verstrijkt tussen de goedkeuring van een voorstel en de uitvoering ervan.

De h. Cools is ervan overtuigd dat een adviesraad die representatief is voor de Ukkelse jongeren, gevestigd op stevige fundamenteën en geniet van de nodige steun, jongeren in staat zal stellen om op gemeentelijk niveau een rol te spelen in verandering.

De h. Lambert-Limbosch verklaart dat Ecolo-Groen veel belang hecht aan de plaats van jongeren in de samenleving. De ecologen pleiten al lang voor de oprichting van een jeugdraad in Ukkel. De goedkeuring van een dergelijke maatregel is des te noodzakelijker gezien de lichtvaardigheid waarmee jongeren door andere bestuursniveaus worden behandeld. Hij noemde het versturen door het ministerie van Defensie van duizenden brieven aan 17-jarigen in weerwil van de opmerkingen van de Raad van State en de gegevensbeschermingsautoriteit.

Voor ecologen zijn jongeren volwaardige burgers: ze gebruiken de openbare ruimte op dezelfde manier als andere generaties, ze maken gebruik van openbare diensten, ze zijn betrokken bij en consumeren cultuur, ze zijn zich vaak zeer bewust van de solidariteits- en klimaatproblematiek, ze nemen initiatieven en raken betrokken bij verschillende structuren, met name jeugdbewegingen ...

Toch komen jongeren niet altijd goed in de pers: ze worden ervan beschuldigd storend te zijn, ruimte in te nemen en hun vermeende onvolwassenheid wordt gestigmatiseerd in naam van een realiteitsprincipe waarmee ze direct geconfronteerd worden. De h. Lambert-Limbosch denkt aan jongeren die in eenoudergezinnen leven, in preciaire huisvesting, die het slachtoffer zijn van huiselijk geweld, jonge vrouwen die het slachtoffer zijn van seksisme enz.

Openbare mandatarissen hebben de plicht om empathie te tonen voor jongeren en hun eisen te steunen. Ukkel moet een gemeenschap zijn voor zowel jongeren als ouderen.

De ecologen zijn dan ook blij dat dit specifieke punt in de gemeentelijke beleidsverklaring in praktijk is gebracht.

De h. Tojerow verklaarde dat de socialistische fractie het voorstel van Uccle en avant steunt maar drong erop aan dat de samenstelling van deze raad de diversiteit van de jeugd van Ukkel zou weerspiegelen.

Jongeren bevinden zich niet in dezelfde situatie als ze wel of geen persoonlijke ruimte hebben om zich voor te bereiden op hun examens, als ze een langdurige studie volgen of als ze op 20-jarige leeftijd de arbeidsmarkt betreden.

De eerste schepen bevestigt de inzet van de meerderheid voor het opzetten van een adviesraad voor jongeren, vooral omdat dit punt expliciet is opgenomen in de gemeentelijke beleidsverklaring.

Tijdens de vorige ambtstermijn werd een relatief vergelijkbare structuur

opgezet, maar met een iets andere aanpak: het bracht jongeren samen om hen in staat te stellen samen te werken aan een project met behulp van een participatieve begroting.

Op dit moment bevinden de gemeentediensten zich in een verkennende fase, aangezien er nog een aantal punten moet worden besloten, met name de vergadermodaliteiten en de betrokken leeftijdsgroepen. Gaat deze bijeenkomst over jongeren van 12 tot 18 jaar of over jongeren van 15 tot 25 jaar?

Het zeer dynamische team dat verantwoordelijk is voor dit project, bestudeert momenteel vergelijkbare initiatieven die in andere gemeentes zijn gestart, die worden gekenmerkt door een grote diversiteit.

We moeten ook kijken naar de duur van de mandaten binnen deze vergadering, want hoewel het vanzelfsprekend is dat mensen lange tijd in de ouderenraad kunnen zitten, is jeugd voor ons allemaal helaas geen permanente staat.

Zodra dit verkennende werk is voltooid, komt de eerste schepen terug naar de gemeenteraad om de oprichting van deze adviesraad voor te stellen en een huishoudelijk reglement op te stellen.

De h. Cools begrijpt dat we de tijd moeten nemen om een coherent project op te zetten.

De ambtstermijn in deze raad zou waarschijnlijk twee jaar moeten zijn om een snelle vernieuwing te garanderen.

Wat betreft de leeftijdsgroep die in aanmerking moet worden genomen, is hijs van mening dat we ons meer moeten richten op de leeftijdsgroep van 15 tot 25 jaar: jongeren van 12 tot 14 jaar erbij betrekken zou neerkomen op het oprichten van een kinderraad, wat een andere zaak is, en na de leeftijd van 25 jaar beginnen jongeren het beroepsleven te betreden en krijgen ze te maken met andere problemen.

Hij hoopt ook dat er feedback wordt gegeven zodat gemeenteraadsleden op gezette tijden een perspectief hebben en de balans kunnen opmaken van deze ervaring.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation création d'un conseil des jeunes.docx

Aleksandra Kokaj quitte la séance / verlaat de zitting.

Daniel Hublet préside la séance / zit de zitting voor.

27.11.2025/A/0053 **interpellation de M. Cools : Recouvrement par huissier des redevances de stationnement impayées.**

M. Cools signale que beaucoup de critiques sont émises à l'égard du recouvrement « musclé » de redevances de stationnement impayées – ou qui seraient impayées – par voie d'huissier. Ces critiques portent entre autres sur le fait que des actes continueraient à être posés par l'étude d'huissier en charge de ce recouvrement alors même que la redevance a finalement été réglée.

La commune d'Uccle a recours à la même étude d'huissier que plusieurs autres communes bruxelloises. Les pratiques des bureaux d'huissier en charge du recouvrement de redevances de stationnement impayées ont fait l'objet d'auditions à la Chambre des représentants. Le Parlement bruxellois en a aussi débattu. Le recouvrement des redevances échapperait aux règles de bonne conduite imposées aux huissiers de justice. Parmi les pratiques illégales reprochées figurerait le « no cure no pay », qui gangrène l'impartialité professionnelle. Le « no cure no pay » est une pratique illégale par laquelle l'huissier ne se rémunère qu'en cas de recouvrement

réussi, créant un conflit d'intérêt entre son rôle officiel et ses intérêts personnels. Il y aurait aussi des cumuls d'activités professionnelles non autorisés pour les huissiers.

Un audit externe aurait été demandé par Parking Brussels, l'agence de stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale. Un nouveau cahier des charges serait à l'étude au sein de cette agence pour « éviter les abus éventuels d'huissiers et minimiser les frais à supporter par l'utilisateur ».

Le Collège est-il informé d'un tel audit et d'un tel projet de nouveau cahier des charges standard, dont la commune pourrait s'inspirer lors du renouvellement des redevances de stationnement impayées ? Le Collège peut-il indiquer quand le marché relatif à cette étude d'huissier vient à échéance et quels sont les points principaux du cahier des charges régissant actuellement ce marché ? La pratique du « no cure no pay » est-elle exercée pour les recouvrements de redevances de stationnement ou autres dettes à l'égard de l'administration ?

On reproche de façon récurrente à l'étude d'huissier qu'elle ne serait pas joignable par téléphone. Est-ce exact ? Le fait d'être joignable téléphoniquement à certaines heures n'est-il pas une obligation des huissiers ?

Mme Czekalski évoque l'angoisse de citoyens qui ont le sentiment de passer d'un simple problème de parking à une menace de saisie sans que le chemin entre ces deux situations ne soit compréhensible.

Mme Czekalski ne remet pas du tout en cause le principe même du recouvrement, car il va de soi qu'une redevance due doit être payée, mais il convient d'assurer la transparence totale des règles du jeu, d'indiquer clairement les procédures, de veiller à ce qu'aucune pratique abusive ne soit tolérée.

Comment le Collège compte-t-il renforcer la transparence et développer une pédagogie afin que le recouvrement de redevances ne soit plus perçu comme une machine incompréhensible mais comme une procédure claire, connue à l'avance et respectueuse des citoyens ?

M. Meeus précise que son groupe politique suit avec beaucoup d'attention la problématique du recouvrement des redevances de stationnement.

Le Collège peut-il confirmer que toutes les pratiques mises en œuvre par l'étude d'huissiers chargée du recouvrement sont strictement conformes à la réglementation en vigueur et évitent tout risque d'abus ou de surcoûts injustifiés ?

Mme la Première Echevine répond que le service Parking de la commune veille à éviter les situations que l'on a pu observer à Parking Brussels : il est hors de question que des exploits d'huissier soient envoyés avant que les intéressés n'aient reçu des rappels.

Mme la Première Echevine ne dispose pas encore pour l'instant d'informations plus précises sur l'audit et le cahier des charges de Parking Brussels. Si le Collège obtient des réponses aux questions qu'il a posées, il en tiendra évidemment compte.

Le marché actuel a été prolongé jusqu'au 28 février 2026, puisque la Centrale des marchés œuvre actuellement, avec l'aide de plusieurs services, à l'établissement d'un nouveau cahier des charges relatif aux services d'huissiers de justice, qui mettra clairement en exergue l'interdiction du principe et de la pratique du « no cure no pay ».

Certains citoyens sont étonnés d'avoir encore des frais à acquitter alors qu'ils ont payé leur redevance de stationnement mais il s'agit de frais de procédure et de frais de rappel qui sont bien mentionnés dans les courriers explicatifs. Et les derniers courriers de rappel indiquent bien qu'il s'agit de l'ultime rappel avant que l'huissier ne reprenne le dossier.

Mme la Première Echevine invite tous les citoyens à payer leur redevance de

stationnement et à la contester le cas échéant. S'ils sont reconnus comme étant dans leur droit et que l'administration – par ailleurs joignable au guichet et par mail – est amenée à reconnaître son erreur, ils seront remboursés.

Pour ce qui concerne la disponibilité des huissiers, Mme la Première Echevine reconnaît les témoignages de nombreux citoyens en vertu desquels le cabinet d'huissiers avec lequel la commune travaille serait difficilement joignable.

Elle précise toutefois que dans le cahier des charges, il y a bien une demande de disponibilité horaire avec l'obligation de répondre au téléphone et d'être joignable. Le cabinet confirme qu'il est bien joignable de 08h00 à 18h00 au numéro de téléphone indiqué. En dehors de ces heures, ce numéro reste accessible 24h/24 pour la consultation automatique du solde, et le débiteur du solde peut également accéder à ces informations à tout moment via l'extranet communal. En outre, le guichet est accessible chaque jour ouvrable de 08h00 à 17h00 pour tout renseignement ou assistance sur place.

Néanmoins, Mme la Première Echevine est bien consciente du fait que de la lettre à la réalité, il peut y avoir une certaine marge. C'est la raison pour laquelle le Collège sera très attentif dans les futurs marchés à ce que tous ces éléments soient très bien pris en compte.

M. Cools insiste pour qu'on vérifie bien si les citoyens concernés sont en ordre car il est arrivé que la procédure ait été poursuivie alors que les intéressés avaient payé à la fois la redevance et les frais supplémentaires.

Mme la Première Echevine précise qu'il ne faut pas hésiter à adresser un mail au service Parking de la commune en cas de problème car l'administration communale prend alors directement contact avec l'étude d'huissier afin que les vérifications puissent être opérées. C'est incontestablement un des avantages du maintien d'une gestion communale du stationnement.

M. Cools partage tout à fait le point de vue de Mme la Première Echevine à cet égard. Lorsqu'il était lui-même échevin, il a toujours plaidé pour que la gestion du stationnement ne soit pas transférée à Parking Brussels.

M. Cools demande aussi que le site internet communal mentionne bien le risque éventuel de l'intervention d'un huissier ainsi que les coordonnées téléphoniques de ce dernier.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cools : Invordering door een deurwaarder van onbetaalde parkeergeld.

De h. Cools wijst erop dat er veel kritiek is op het "hardhandig" innen van onbetaalde - of vermeend onbetaalde - parkeervergoedingen door deurwaarders. Deze kritiek betreft onder andere het feit dat het deurwaarderskantoor dat belast is met de inning doorgaat met haar handelingen, ook al is de vergoeding uiteindelijk betaald.

De gemeente Ukkel gebruikt hetzelfde deurwaarderskantoor als verschillende andere Brusselse gemeentes. De praktijken van deurwaarders die verantwoordelijk zijn voor het innen van onbetaalde parkeervergoedingen waren het onderwerp van hoorzittingen in de Kamer van volksvertegenwoordigers. Het Brusselse parlement heeft ook over de kwestie gedebatteerd. Het innen van parkeervergoedingen zou ontsnappen aan de regels van goed gedrag die gelden voor gerechtsdeurwaarders. Een van de illegale praktijken waarover wordt geklaagd is de "no cure no pay"-benadering, die de professionele onpartijdigheid ondermijnt. "No cure no pay" is een illegale praktijk waarbij deurwaarders alleen worden betaald voor het succesvol innen

van schulden, waardoor een belangenconflict ontstaat tussen hun officiële rol en hun persoonlijke belangen. Het lijkt er ook op dat gerechtsdeurwaarders beroepsactiviteiten niet mogen cumuleren.

Parking Brussels, het parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, heeft naar verluidt een externe audit aangevraagd. Er wordt binnen dit agentschap nagedacht over een nieuw bestek om "mogelijk misbruik door deurwaarders te voorkomen en de kosten voor de gebruiker tot een minimum te beperken".

Is het college op de hoogte gesteld van een dergelijk onderzoek en van het ontwerp voor een nieuw standaardbestek, waaruit de gemeente zou kunnen putten bij het vernieuwen van onbetaalde parkeervergoedingen? Kan het college meedelen wanneer de opdracht voor deze deurwaardersdiensten afloopt en wat de belangrijkste punten zijn van het bestek dat momenteel op deze opdracht van toepassing is? Wordt de praktijk van "no cure no pay" toegepast bij de invordering van parkeervergoedingen of andere schulden tegenover het bestuur?

Het deurwaarderskantoor wordt vaak bekritiseerd omdat het telefonisch niet bereikbaar is. Is dit waar? Zijn deurwaarders niet verplicht om op bepaalde tijden telefonisch bereikbaar te zijn?

Mevr. Czekalski heeft het over de angst van burgers die het gevoel hebben dat ze van een simpel parkeerprobleem naar een dreigende inbeslagname gaan, zonder een duidelijke weg tussen de twee situaties.

Ze stelt geenszins het principe van inning ter discussie, want het spreekt voor zich dat een verschuldigde vergoeding moet worden betaald, maar we moeten ervoor zorgen dat de spelregels volledig transparant zijn, dat de procedures duidelijk worden aangegeven en dat er geen misbruiken worden getolereerd.

Hoe denkt het college de transparantie te vergroten en een educatieve aanpak te ontwikkelen, zodat het innen van vergoedingen niet langer wordt gezien als een onbegrijpelijke machine, maar als een duidelijke procedure die van tevoren bekend is en de burgers respecteert?

De h. Meeus zei dat zijn fractie de kwestie van het innen van parkeervergoedingen op de voet volgt.

Kan het college bevestigen dat alle praktijken die worden toegepast door het deurwaarderskantoor dat verantwoordelijk is voor de inning, strikt in overeenstemming zijn met de geldende regelgeving en dat elk risico op misbruik of ongerechtvaardigde extra kosten wordt vermeden?

De eerste schepen antwoordt dat de dienst Parking van de gemeente erop toeziet dat situaties zoals die welke zich hebben voorgedaan bij Parking Brussels worden vermeden: het is uitgesloten dat deurwaarders worden gestuurd voordat de betrokkenen aanmaningen hebben ontvangen.

De eerste schepen heeft nog geen precieze informatie over de audit en het bestek van Parking Brussels. Als het college antwoorden krijgt op de vragen die het heeft gesteld, zal het daar uiteraard rekening mee houden.

De huidige opdracht is verlengd tot 28 februari 2026 aangezien de Opdrachtcentrale momenteel met de hulp van verschillende diensten werkt aan het opstellen van nieuwe specificaties voor deurwaardersdiensten, waarin het verbod op het principe en de praktijk van "no cure no pay" duidelijk zal worden benadrukt.

Sommige bewoners zijn verbaasd dat ze nog steeds kosten moeten betalen als ze hun parkeervergoeding al hebben betaald, maar dit zijn procedurekosten en herinneringskosten, die duidelijk worden vermeld in de verklarende brieven. En de laatste aanmaningen geven duidelijk aan dat dit de laatste aanmaning is voordat de deurwaarder de zaak overneemt.

De eerste schepen nodigt alle burgers uit om hun parkeervergoeding te betalen en zo nodig aan te vechten. Als blijkt dat ze in hun recht stonden en het bestuur - dat aan het loket of via e-mail kan worden gecontacteerd - haar fout moet erkennen, zullen ze worden terugbetaald.

Wat de beschikbaarheid van deurwaarders betreft, erkent de eerste schepen dat veel burgers hebben gemeld dat het deurwaarderskantoor waarmee de gemeente samenwerkt moeilijk te bereiken is.

Ze wijst er echter op dat in het bestek wordt gevraagd om beschikbaarheid in termen van uren, met de verplichting om de telefoon te beantwoorden en bereikbaar te zijn. Het kabinet bevestigt dat het tussen 8 en 18 uur bereikbaar is op het opgegeven telefoonnummer. Buiten deze uren blijft dit nummer 24 uur per dag bereikbaar voor automatische saldoraadpleging en de debiteur van het saldo kan deze informatie ook op elk moment raadplegen via het gemeentelijke extranet. Het loket is elke werkdag van 8 tot 17 uur geopend voor informatie en hulp ter plaatse.

De eerste schepen is zich er echter terdege van bewust dat er een zekere marge kan bestaan tussen de letter en de werkelijkheid. Daarom zal het college er nauwlettend op toezien dat in toekomstige opdrachten met al deze factoren rekening wordt gehouden.

De h. Cools dringt erop aan dat wordt nagegaan of de betrokken burgers in orde zijn, aangezien het is voorgekomen dat de procedure werd voortgezet hoewel de belanghebbenden zowel de vergoeding als de extra kosten hadden betaald.

De eerste schepen preciseert dat als er een probleem is, men een e-mail kan sturen naar de dienst Parking van de gemeente, want het gemeentebestuur zal dan rechtstreeks contact opnemen met het deurwaarderskantoor zodat er controles kunnen worden uitgevoerd. Dit is ongetwijfeld een van de voordelen van het behoud van lokaal parkeerbeheer.

De h. Cools is het op dit punt volledig eens met de eerste schepen. Toen hij zelf nog schepen was, pleitte hij er altijd voor om het parkeerbeheer niet over te hevelen naar Parking Brussels.

Hij vraagt ook om op de gemeentelijke website duidelijk het mogelijke risico van de tussenkomst van een deurwaarder te vermelden, evenals het telefoonnummer van de deurwaarder.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation recouvrement redevances de stationnement par huissier.docx

27.11.2025/A/0054 **Question orale de M. Cools : Vaccination contre la grippe.**

M. Cools rappelle que la vaccination contre le virus de la grippe et le covid peut être effectuée en pharmacie. Il est recommandé aux personnes de plus de 60 ans, voire de 50 ans, de se vacciner contre la grippe entre fin octobre et début novembre.

En 2025, le Centre de santé communal propose 6 séances de vaccination publique, prévues entre 09h00 et 10h00 les samedis 15 février, 22 mars, 19 avril, 14 juin, 11 octobre et 22 novembre. Cela signifie qu'une seule séance de vaccination est organisée pendant la période où l'on peut se vacciner contre le virus de la grippe, et malgré l'inscription obligatoire préalable, le site internet communal indique que les adultes ucclois doivent se munir eux-mêmes du vaccin. De plus, les séances de

vaccination contre la grippe au Centre de santé sont réservées aux plus de 65 ans. Pourquoi cette vaccination n'est-elle pas effectuée d'une manière identique à la pratique en pharmacie ?

Selon M. Cools, le rôle de la commune en la matière devrait surtout être un rôle d'information. Or, l'information a été limitée cette année. Aucun message ne figurait dans le Wolvendael du 1er novembre dernier pour sensibiliser les seniors à la vaccination contre la grippe et les aviser des opportunités offertes par le Centre de santé ou les pharmacies.

Comment le Collège assure-t-il son rôle d'information en matière de santé publique ?

M. l'Echevin Vanraes répond que le site de la commune a été complété et que désormais, toutes les informations relatives aux vaccinations y figurent.

Vu que le vaccin contre la grippe est disponible sans prescription et peut être administré gratuitement dans toutes les pharmacies, l'administration communale ne propose plus ce service.

L'information relative aux vaccinations est aussi diffusée dans les clubs de seniors.

M. Vanraes reconnaît toutefois qu'une mention dans le Wolvendael eût été opportune. Il s'excuse pour cette oubli et veillera à ce que l'année prochaine, les informations soient publiées au bon moment dans le Wolvendael.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h.Cools : Griepvaccinatie.

De h. Cools herinnert ons eraan dat vaccinaties tegen het griepvirus en covid in apotheken kunnen worden gegeven. Het wordt aanbevolen dat iedereen boven de 60, of zelfs boven de 50, zich laat vaccineren tegen griep tussen eind oktober en begin november.

In 2025 biedt het gemeentelijke gezondheidscentrum 6 openbare vaccinatiesessies aan, gepland tussen 9 en 10 uur op zaterdagen 15 februari, 22 maart, 19 april, 14 juni, 11 oktober en 22 november. Dit betekent dat er slechts één vaccinatiesessie wordt georganiseerd in de periode dat mensen zich kunnen laten vaccineren tegen het griepvirus, en ondanks de verplichte inschrijving vooraf, geeft de gemeentelijke website aan dat Ukkelse volwassenen het vaccin zelf moeten meenemen. Bovendien zijn de griepvaccinatiesessies in het gezondheidscentrum voorbehouden aan 65-plussers. Waarom wordt deze vaccinatie niet op dezelfde manier uitgevoerd als in de apotheek?

Volgens de h. Cools moet de rol van de gemeente op dit gebied er vooral een van informatieverstrekking zijn. De informatie was dit jaar echter beperkt. Er was geen bericht in Wolvendael van 1 november om senioren bewust te maken van griepvaccinaties en hen te adviseren over de mogelijkheden van het gezondheidscentrum of apotheken.

Hoe vervult het college zijn rol als verstrekker van informatie over de volksgezondheid?

Schepen Vanraes antwoordt dat de site van de gemeente volledig is en dat alle informatie over vaccinaties beschikbaar is.

Aangezien het griepvaccin zonder recept verkrijgbaar is en gratis kan worden toegediend bij elke apotheek, biedt het gemeentebestuur deze dienst niet langer aan.

Informatie over vaccinaties wordt ook verspreid in seniorenclubs.

Hij erkent echter dat een vermelding in de Wolvendael op zijn plaats zou zijn geweest. Hij verontschuldigt zich voor deze lacune en zal ervoor zorgen dat de

informatie volgend jaar op het juiste moment in de Wolvendael wordt gepubliceerd.

De Raad neemt kennis.

27.11.2025/A/0055 **Question orale de M. Cools : Réaménagement de l'avenue Churchill.**

M. Cools signale que des relevés de géomètre ont été effectués avenue Winston Churchill pour le compte de la Région.

Selon les informations données aux habitants par les agents qui ont effectué les relevés, cette opération visait à préparer un projet de réaménagement de l'avenue à l'horizon fin 2026 ou courant 2027.

Le Collège a-t-il été avisé d'un tel projet de réaménagement ? Dans le cas où celui-ci serait confirmé, le Collège peut-il assurer que les habitants et le comité de quartier y seront étroitement associés, et ce bien en amont de l'élaboration du projet et avant l'introduction d'une demande de permis d'urbanisme ?

M. l'Echevin Wyngaard répond que la Région n'a pas dans ses cartons un projet de réaménagement complet de l'avenue Winston Churchill. Et compte tenu du contexte budgétaire, il serait surprenant que la Région fût en mesure de présenter un tel projet prochainement.

Au début de la mandature précédente, il y a eu un avant-projet qui prévoyait une piste cyclable séparée et des trottoirs un petit peu plus confortables.

Mais il s'agirait ici d'un réaménagement qui coûterait au moins 10 millions d'euros à la Région, vu les dimensions de la voirie et la circulation du tram en site propre.

Selon le Collège, ce n'est pas sur l'avenue Churchill qu'il conviendrait d'intervenir en priorité mais plutôt au square des Héros ainsi que sur certains tronçons de la chaussée de Waterloo.

Pour ce qui concerne l'avenue Churchill, la STIB a confirmé qu'elle devait remplacer l'année prochaine les rails de tram situés à hauteur du virage Waterloo/Churchill. Pour l'ensemble de l'avenue Churchill, l'opération devrait avoir plutôt lieu à l'horizon 2027, en fonction de l'intervention éventuelle de Vivaqua, eu égard à la probabilité de la présence d'un égout en mauvais état sous les rails de tram de la partie centrale de l'avenue.

Si cette éventualité venait à être confirmée, il s'agirait d'un chantier de longue haleine. Dans ce cas de figure, Bruxelles-Mobilité pourrait en profiter pour mettre aux normes certains arrêts. La Région a confirmé que dans un tel scénario, la problématique du mobilier urbain et notamment des poteaux d'éclairage pourrait être traitée de façon concomitante mais alors, il ne faudrait surtout pas oublier de prendre en considération l'impact sur les arbres car on sait combien les habitants de l'avenue Churchill tiennent à leurs beaux marronniers.

M. Cools partage le point de vue de M. l'Echevin Wyngaard quant à la priorité à accorder au square des Héros ou à certains tronçons de la chaussée de Waterloo.

Les travaux qui seront entrepris ne devraient pas avoir d'impact sur le stationnement, vu que les trams sont en site propre.

Des installations au gabarit plus important risqueraient de déboucher sur certains abattages alors que des plantations d'arbres seraient peut-être justifiées là où l'on observe des trouées.

Quoi qu'il en soit, il y aura lieu d'impliquer les habitants lorsque les contours

du projet seront davantage connus.

M. l'Echevin Wyngaard reconnaît que la recherche d'un équilibre entre arbres, places de stationnement et aménagement du transport va exiger des arbitrages délicats, qui ne pourront être effectués sans une concertation avec les habitants.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h.Cools : Heraanleg van de Churchilllaan.

De h. Cools wijst erop dat er een geometrisch onderzoek is uitgevoerd in de Winston Churchilllaan voor rekening van het Gewest.

Volgens de informatie die aan de bewoners werd gegeven door de ambtenaren die de onderzoeken uitvoerden, was het doel van deze operatie om een project voor te bereiden voor de herinrichting van de laan tegen eind 2026 of in de loop van 2027.

Is het college op de hoogte gebracht van dit project? Als het project wordt bevestigd, kan het college dan garanderen dat de bewoners en het buurtcomité er nauw bij worden betrokken, ruim voordat het project wordt ontwikkeld en voordat er een bouwaanvraag wordt ingediend?

Schepen Wyngaard antwoordt dat het Gewest geen project heeft voor de volledige heraanleg van de Winston Churchilllaan. En gezien de budgettaire context zou het verrassend zijn als het Gewest in staat zou zijn om een dergelijk project in de nabije toekomst voor te stellen.

Aan het begin van het vorige mandaat was er een voorbereidend project dat voorzag in een apart fietspad en iets comfortabelere voetpaden.

De heraanleg zou het Gewest echter min. 10 miljoen euro kosten, gezien de omvang van de weg en de eigen bedding van de tram.

Volgens het college moet niet de Churchilllaan prioriteit krijgen maar de Heldensquare en bepaalde delen van de Waterloosesteenweg.

Wat de Churchilllaan betreft, heeft de MIVB bevestigd dat ze volgend jaar de tramsporen in de bocht Waterloo/Churchill zal vervangen. Voor de hele Churchilllaan zal de operatie waarschijnlijk plaatsvinden in 2027, afhankelijk van de mogelijke betrokkenheid van Vivaqua, gezien de kans op een riool in slechte staat onder de tramsporen in het centrale deel van de laan.

Als deze mogelijkheid wordt bevestigd, wordt het een langetermijnproject. In dit geval zou Mobiel Brussel van de gelegenheid gebruik kunnen maken om bepaalde haltes aan de normen aan te passen. Het Gewest heeft bevestigd dat in een dergelijk scenario de kwestie van het straatmeubilair, en in het bijzonder de lichtmasten, tegelijkertijd kan worden aangepakt. We mogen echter de impact op de bomen niet vergeten want we weten hoezeer de bewoners van de Churchilllaan hun prachtige kastanjebomen waarderen.

De h. Cools is het eens met het standpunt van schepen Wyngaard over de prioriteit die moet worden gegeven aan de Heldensquare of bepaalde delen van de Waterloosesteenweg.

De uit te voeren werken zouden geen gevolgen moeten hebben voor het parkeren aangezien de trams hun eigen bedding hebben.

Grotere installaties kunnen leiden tot enige kapwerken, terwijl het aanplanten van bomen gerechtvaardigd kan zijn als er gaten zijn.

In ieder geval zullen de omwonenden betrokken moeten worden zodra meer details van het project bekend zijn.

Schepen Wyngaard erkent dat het vinden van een balans tussen bomen,

parkeerplaatsen en vervoersvoorzieningen delicate keuzes vereist die niet gemaakt kunnen worden zonder overleg met de omwonenden.

De Raad neemt kennis.

27.11.2025/A/0056 **Question orale de Mme Mavinga : Emplacement d'un point Cash à la place Saint-Job.**

Mme Mavinga rappelle qu'en séance du 23 janvier 2025, le Conseil communal a approuvé le projet d'installation d'un point Cash dans le complexe omnisports de la place de Saint-Job.

Actuellement, les travaux sont en cours et s'achèveront le 5 décembre 2025. Mme Mavinga a pu constater l'emplacement exact du local, situé directement sur le trottoir, à proximité immédiate de l'entrée de la salle de sport et du passage piéton.

Des évaluations de sécurité et d'accessibilité ont certainement été réalisées au moment du projet mais l'implantation concrète soulève tout de même des questions importantes.

En effet, placé sur le trottoir, le local réduit l'espace de circulation pour les piétons et pourrait rendre le passage difficile pour les personnes à mobilité réduite (PMR), particulièrement dans une zone où l'on observe une forte fréquentation quotidienne, la présence de nombreux commerces ainsi que le marché du lundi, qui attire un flux important.

Par ailleurs, certains riverains rapportent des cas d'incivilité, telles que la présence d'urine dans des cours privées, le dépôt de sacs-poubelles non conformes ou l'abandon d'objets sur la voie publique devant des habitations ou commerces.

Il ne s'agit pas de remettre en cause la liberté de mendier mais de constater qu'un public vulnérable est déjà présent de manière régulière dans ce périmètre sensible, ce qui peut générer des nuisances et un certain malaise chez les habitants comme chez les commerçants.

Dans ce contexte, l'installation d'un distributeur d'argent sur un trottoir étroit pourrait amplifier ces situations si aucune mesure préventive n'est anticipée.

Mme Mavinga tient toutefois à s'inscrire dans une logique de prévention et de cohabitation sereine entre riverains, commerçants, usagers du distributeur et personnes en situation de précarité.

Vu que les travaux ont avancé, la commune prévoit-elle une vérification sur place, afin de s'assurer de la largeur du trottoir, de la circulation des PMR et de la sécurité générale ?

Si des ajustements ou aménagements futurs de l'espace public étaient envisagés dans ce secteur, pourrait-on tenir compte de cet élément afin de renforcer l'accessibilité et la tranquillité publique ?

M. l'Echevin Wyngaard répond que des adaptations de l'espace public sont bel et bien prévues. Elles ne sont pas encore visibles, étant donné que les équipes de Batopin sont en train d'œuvrer à l'installation du point Cash.

Le point Cash ne va pas réduire l'espace public, vu que les quatre ou cinq distributeurs prévus seront installés dans l'espace intérieur et ne seront donc pas directement accessibles depuis le trottoir.

D'ici la fin de l'année, les services communaux, via leur entrepreneur, placeront des potelets pour sécuriser le cheminement et élargiront quelque peu le trottoir, du côté droit du bâtiment en direction de la rue Victor-Emmanuel III.

C'est dans un souci de coordination que les travaux communaux ont été

différés, de manière à ce que les équipes de Batopin et de l'entrepreneur communal ne se gênent pas mutuellement.

Vu qu'un projet d'envergure est envisagé pour la place de Saint-Job, le Collège n'a pas l'intention de se lancer dans des investissements massifs visant à transformer radicalement l'espace public à cet endroit car des aménagements d'une telle ampleur seraient destinés à être détruits après quelques années.

Les travaux envisagés dans ce cadre-ci visent à sécuriser les lieux et à garantir un confort maximal pour les citoyens par des aménagements ciblés et ponctuels, sans remettre en cause le projet global pour la place de Saint-Job.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mvr Mavinga: Locatie van een Cash-punt op het Saint-Jobplein.

Mevr. Mavinga herinnert eraan dat de gemeenteraad in zitting van 23 januari 2025 het project heeft goedgekeurd voor de installatie van een Cash-punt in het sportcomplex op het Sint-Jobsplein.

De werken zijn momenteel aan de gang en zullen op 5 december 2025 voltooid zijn. Ze kon de exacte locatie van het pand zien, direct op het trottoir, in de onmiddellijke nabijheid van de ingang van de sporthal en het zebrapad.

Veiligheids- en toegankelijkheidsbeoordelingen werden zeker uitgevoerd ten tijde van het project maar de feitelijke implementatie roept nog steeds enkele belangrijke vragen op.

Door de plaatsing van het lokaal op het trottoir wordt de beschikbare ruimte voor voetgangers beperkt en kan de doorgang voor personen met een beperkte mobiliteit (PBM's) worden bemoeilijkt, met name in een gebied met veel dagelijks verkeer, de aanwezigheid van talrijke winkels en de maandagmarkt, die veel bezoekers trekt.

Daarnaast hebben sommige buurtbewoners melding gemaakt van gevallen van onbeleefdheid, zoals de aanwezigheid van urine in privétuinen, het dumpen van vuilniszakken die niet aan de voorschriften voldoen of het achterlaten van voorwerpen op de openbare weg voor huizen of bedrijven.

Het gaat er niet om de vrijheid om te bedelen in twijfel te trekken maar om vast te stellen dat er al regelmatig een kwetsbaar publiek aanwezig is in dit gevoelige gebied, wat kan leiden tot overlast en een zeker onbehagen bij zowel bewoners als winkeliers.

In deze context kan de installatie van een geldautomaat op een smal trottoir deze situaties verergeren als er geen preventieve maatregelen worden genomen.

Mevr. Mavinga wil echter preventie en vreedzaam samenleven bevorderen tussen buurtbewoners, winkeliers, gebruikers van de automaat en kwetsbare mensen.

Is de gemeente, nu de werken zijn gevorderd, van plan om ter plaatse een controle uit te voeren om de breedte van het trottoir, het verkeer van personen met beperkte mobiliteit en de algemene veiligheid te waarborgen?

Als er in de toekomst aanpassingen of ontwikkelingen van de openbare ruimte in deze sector worden overwogen, kan er dan rekening worden gehouden met dit element om de toegankelijkheid en openbare rust te verbeteren?

Schepen Wyngaard antwoordt dat er inderdaad aanpassingen aan de openbare ruimte gepland waren. Ze zijn nog niet zichtbaar omdat de teams van Batopin momenteel werken aan de installatie van het Cash-punt.

Het Cash-punt zal de openbare ruimte niet verkleinen omdat de vier of vijf geplande automaten binnen worden geplaatst en dus niet direct toegankelijk zijn vanaf het trottoir.

Tussen nu en het einde van het jaar zullen de gemeentediensten, via hun aannemer, paaltjes plaatsen om de weg veiliger te maken en het trottoir iets verbreden aan de rechterkant van het gebouw in de richting van de Victor-Emmanuel III-sstraat.

In het belang van de coördinatie zijn de gemeentelijke werken uitgesteld zodat Batopin en de gemeentelijke aannemer elkaar niet hinderen.

Aangezien er een grootschalig project is gepland voor het Sint-Jobsplein, is het college niet van plan om grootschalige investeringen te doen om de openbare ruimte daar radicaal te veranderen, aangezien dergelijke grootschalige ontwikkelingen na een paar jaar weer zouden worden afgebroken.

De geplande werken zijn bedoeld om de locatie veiliger te maken en een maximaal comfort voor de bewoners te garanderen door middel van gerichte, eenmalige verbeteringen, zonder het globale project voor het Sint-Jobsplein op losse schroeven te zetten.

De Raad neemt kennis.

27.11.2025/A/0057

Question orale de M. Assal : Infractions au code de la route dans les rues Honborschveld, Square Georges Solau, rue J. Ballegeer et chaussée de Divoort.

M. Assal précise que le square Georges Solau, pourtant signalé comme étant doté d'un sens giratoire (panneaux D15), comprend un terminus de bus, un arrêt doté d'une aubette, plusieurs conteneurs ainsi que divers engins de chantier et autres véhicules stationnant régulièrement en plein milieu de ce sens giratoire. Cette accumulation rend le sens giratoire non fonctionnel et pose d'importants problèmes de sécurité.

M. Assal signale également la présence d'un bâtiment de bureaux de trois niveaux, construit sur une sous-station électrique datant de 1928. Ce bâtiment semble rendre l'accès impossible pour les véhicules d'intervention de Sibelga-Engie. Par-delà la problématique du respect du code de la route, cette situation soulève des questions par rapport au Règlement général sur la protection du travail (RGPT) et même quant à la légalité du bâtiment et à l'éventuelle autorisation de bâtir.

Quelles actions la commune envisage-t-elle afin de clarifier la situation et faire respecter les règles en vigueur ?

M. l'Echevin Biermann répond que le chantier vise à réaliser le projet de BinHome, en l'occurrence la construction de 90 logements.

Toutefois, le permis d'urbanisme délivré par le Fonctionnaire délégué inclut également le réaménagement complet de l'espace public, puisque le projet prévoit le rattachement du square Solau, ou du rond-point Solau – qui n'est pas sa dénomination officielle –, au grand terre-plein de l'avenue Homborschveld où une partie de ces nouveaux logements est en cours de construction. Donc à terme, une fois que le chantier sera terminé, il n'y aura plus du tout de rond-point en sens giratoire, mais c'est l'ensemble du terre-plein jusqu'à l'avenue de la Gazelle qu'il faudra considérer comme un très grand sens giratoire.

Entre-temps, les besoins du chantier sont tels qu'il a été convenu avec l'entrepreneur et le détenteur du permis d'urbanisme que la zone de stockage du chantier soit installée partiellement autour du rond-point, ce qui le rend moins praticable qu'auparavant.

Néanmoins, cette situation ne devrait pas causer des problèmes majeurs de sécurité. Si cela devait malgré tout être le cas, le Collège tiendrait évidemment compte de toutes les remarques qui seraient émises et ne manquerait pas de les relayer auprès

des services concernés et en premier lieu au service de police, qui établit le plan de circulation autour du chantier.

La sous-station électrique évoquée par M. Assal est en fait la cabine à haute tension appartenant à Sibelga, dont il n'a pas donné la localisation exacte.

En effet, quand M. Assal parlait d'un bâtiment à trois étages, M. l'Echevin Biermann a d'abord pensé qu'il s'agissait du bâtiment principal de BinHome construit de l'autre côté de la voirie. Mais le permis d'urbanisme ad hoc atteste l'absence de station de haute tension dans ce bâtiment.

En réalité, M. Assal a fait allusion aux conteneurs de chantier qui sont empilés sur trois niveaux et qui sont effectivement situés à côté de la cabine de Sibelga, elle-même prise en considération dans la demande de permis d'urbanisme et destinée à être couverte d'une toiture verte.

Cette cabine à haute tension, qui demeurera sur son implantation actuelle, est d'ailleurs utilisée dans le cadre du chantier, de manière à éviter la présence de gros compresseurs.

D'autre part, l'avis remis par les pompiers dans le cadre de la procédure de demande du permis d'urbanisme ainsi que le rapport de leur visite de juin 2025 sont tout à fait rassurants quant au respect des normes de sécurité par rapport au risque d'incendie

M. Assal demande à qui doivent s'adresser les personnes qui auraient encore des inquiétudes.

M. l'Echevin Biermann invite les citoyens qui auraient encore des interrogations à cet égard à s'adresser au service de la Voirie, à M. l'Echevin Wyngaard ou à lui-même.

Le cas échéant, on envisagera avec les services de police l'éventualité de nouvelles déviations. Néanmoins, étant donné que de telles déviations affecteraient les parcours de la STIB, il serait difficile de modifier les tracés prévus actuellement.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Assal : Verkeersovertredingen in de Honborchveldstraat, het Georges Solauplein, de J. Ballegeerstraat en de Divoortlaan.

De h. Assal wijst erop dat de Georges Solausquare, dat is aangeduid als een rotonde (D15-borden), een busstation, een halte met een buskiosk, verschillende containers en verschillende bouwmachines en andere voertuigen bevat die regelmatig midden op de rotonde parkeren. Dit maakt de rotonde onfunctioneel en veroorzaakt grote veiligheidsproblemen.

Hij wijst ook op de aanwezigheid van een kantoorgebouw van drie verdiepingen, gebouwd bovenop een elektriciteitsonderstation uit 1928. Dit gebouw lijkt de toegang onmogelijk te maken voor de interventievoertuigen van Sibelga-Engie. Naast de kwestie van naleving van de wegcode roept deze situatie vragen op over het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming en zelfs over de wettigheid van het gebouw en de bouwvergunning die mogelijk vereist is.

Welke maatregelen zal de gemeente overwegen om de situatie op te helderen en ervoor te zorgen dat de geldende regels worden nageleefd?

Schepen Biermann antwoordt dat het doel van de bouwplaats was om het BinHome-project uit te voeren, in dit geval de bouw van 90 woningen.

De bouwvergunning die door de gedelegeerde ambtenaar is afgegeven, omvat echter ook de volledige herinrichting van de openbare ruimte, aangezien het project de

Solausquare, of de Solaurotonde - wat niet de officiële naam is - wil verbinden met de grote middenberm van de Homborchveldlaan waar een deel van de nieuwe woningen wordt gebouwd. Dus op termijn, als de werken klaar zijn, zal er helemaal geen rotonde meer zijn maar zal de hele middenberm tot aan de Gazellelaan moeten worden beschouwd als een zeer grote rotonde.

In de tussentijd zijn de behoeften van de werf zodanig dat met de aannemer en de houder van de bouwvergunning is overeengekomen dat de opslagplaats voor de locatie gedeeltelijk rond de rotonde wordt aangelegd, waardoor deze minder goed begaanbaar wordt dan voorheen.

Toch zou deze situatie geen grote veiligheidsproblemen mogen veroorzaken. Mocht dit toch het geval zijn, dan zal het college uiteraard rekening houden met de gemaakte opmerkingen en niet nalaten deze door te geven aan de bevoegde diensten, in de eerste plaats de politiediensten, die het verkeersplan voor de site opstellen.

Het elektriciteitsonderstation waarnaar de h. Assal verwijst, is in feite de hoogspanningscabine van Sibelga, waarvan hij de exacte locatie niet heeft vermeld.

Toen de h. Assal het had over een gebouw van drie verdiepingen, dacht schepen Biermann in eerste instantie dat het ging om het hoofdgebouw van BinHome aan de overkant van de weg. In de betreffende bouwvergunning staat echter dat er zich geen hoogspanningsstation in het gebouw bevindt.

De h. Assal verwees in feite naar de werfcontainers, die op drie niveaus zijn gestapeld en zich feitelijk naast de Sibelgacabine bevinden, die zelf in aanmerking werd genomen in de bouwvergunningsaanvraag en die bedekt moet worden met een groen dak.

Deze hoogspanningscabine, die op de huidige locatie blijft, wordt op de locatie gebruikt om de noodzaak van grote compressoren te vermijden.

Bovendien zijn het advies van de brandweer in het kader van de bouwvergunningsaanvraag en het verslag van hun bezoek in juni 2025 volledig geruststellend wat betreft de naleving van de veiligheidsnormen met betrekking tot het brandgevaar.

De h. Assal vroeg met wie contact moest worden opgenomen als iemand zich nog steeds zorgen maakte.

Schepen Biermann nodigt burgers die hierover nog vragen hebben uit om contact op te nemen met de Wegendienst, schepen Wyngaard of hemzelf.

Indien nodig worden nieuwe omleidingen overwogen met de politie. Aangezien dergelijke omleidingen echter gevolgen zouden hebben voor de MIVB-routes, zou het moeilijk zijn om de momenteel geplande routes te wijzigen.

De Raad neemt kennis.

27.11.2025/A/0058 **Question orale de M. Tojerow : hommage au pharmacien décédé.**

M. Tojerow rappelle qu'il y a quelques jours, un pharmacien de 41 ans, disparaissait brutalement. Il travaillait dans une pharmacie du quartier du Homborch.

M. Tojerow ne le connaissait pas et le regrette, à la lecture des innombrables témoignages des habitants d'Uccle qui l'ont connu, car il était manifestement beaucoup plus qu'un simple vendeur de Dafalgan ou préparateur de médicaments.

Il était incontestablement une partie de l'âme du quartier, un pilier de la communauté.

Les habitants souhaitent que le Homborch garde une trace de ce citoyen, pour

que sa chaleur et sa bienveillance y soient ancrées comme socle de la communauté.

On suggère par exemple de planter un arbre en son honneur et de retenir pour un hommage le rond-point en travaux situé près de la pharmacie Engeland.

M. Tojerow est enthousiasmé par l'idée de valoriser les héros du quotidien, qui constituent des socles pour nos vies à travers les valeurs qu'ils véhiculent, en particulier le soin porté aux autres.

Le Collège pourrait-il accéder à cette demande et consulter les habitants et la famille du défunt pour les modalités de cet hommage physique dans le quartier ?

Mme la Première Echevine ne connaissait pas non plus ce citoyen mais ne doute pas un seul instant de ses remarquables qualités, vu l'impact qu'a eu son départ précipité auprès de nombreux habitants.

C'est justement pour souligner les qualités de telles personnes que la commune a créé le Prix du citoyen d'honneur.

Tout en comprenant que M. Tojerow invite en l'occurrence le Collège à prendre une initiative, Mme la Première Echevine se permet de rappeler qu'ont été mis en place des systèmes de participation citoyenne pour permettre la concrétisation de tels élans en évitant justement toute récupération par le pouvoir communal des engouements citoyens.

De surcroît, la commune n'est de fait pas en mesure d'assurer systématiquement la mise en valeur de toute personne remarquable.

Mme la Première Echevine propose donc à M. Tojerow d'inviter les citoyens qui se sont manifestés auprès de lui à introduire une demande via les subsides « Coup de pouce ». L'hommage n'en serait que plus beau car il serait rendu par les personnes qui ont effectivement connu ce pharmacien.

M. Tojerow relatera la suggestion de Mme la Première Echevine auprès des intéressés.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Tojerow : eerbetoon aan de overleden apotheker

De h. Tojerow herinnert zich dat een paar dagen geleden een 41-jarige apotheker plotseling wegviel. Hij werkte in een apotheek in de Homborchwijk.

Hij kende hem niet en betreurt dit, als hij de talloze getuigenissen leest van de inwoners van Ukkel die hem wel kenden, want hij was duidelijk veel meer dan een Dafalgan-verkoper of een pillendraaier.

Hij was ongetwijfeld een deel van de ziel van de buurt, een steunpilaar van de gemeenschap.

De bewoners willen dat Homborch een spoor van deze burger bewaart, zodat zijn warmte en vriendelijkheid verankerd zijn als fundament van de gemeenschap.

Er werd bijvoorbeeld voorgesteld om een boom te planten ter ere van hem en om de rotonde bij apotheek Engeland, die momenteel in aanbouw is, te kiezen voor een eerbetoon.

De h. Tojerow is enthousiast over het idee om alledaagse helden in de schijnwerpers te zetten, die de basis van ons leven vormen door de waarden die ze uitdragen, in het bijzonder de zorg die ze voor anderen tonen.

Kan het college instemmen met dit verzoek en de bewoners en de familie van de overledene raadplegen over de regelingen voor dit fysieke eerbetoon in de buurt?

De eerste schepen kende deze burger ook niet, maar twijfelt geen moment aan zijn opmerkelijke kwaliteiten, gezien de impact die zijn plotselinge vertrek had op veel inwoners.

Juist om de kwaliteiten van zulke mensen te benadrukken, heeft de gemeente de Ereburgerprijs in het leven geroepen.

Hoewel de eerste schepen begrijpt dat de h. Tojerow het college in dit geval uitnodigt om een initiatief te nemen, wijst zij erop dat er systemen voor burgerinspraak zijn opgezet om dergelijke initiatieven te concretiseren en te voorkomen dat de gemeentelijke overheid het enthousiasme van de burgers voor haar eigen doeleinden gebruikt.

Bovendien is de gemeente niet in staat om systematisch te zorgen voor de hommage van alle opmerkelijke personen.

De eerste schepen stelde daarom voor dat de h. Tojerow de burgers die contact met hem hebben opgenomen, uitnodigt om een aanvraag in te dienen via de subsidies voor burgerprojecten. Het eerbetoon zou des te beter zijn omdat het betaald zou worden door de mensen die deze apotheker echt hebben gekend.

De h. Tojerow zal de suggestie van de eerste schepen doorgeven aan de betrokkenen.

De Raad neemt kennis.

27.11.2025/A/0059

Question orale de M. Tojerow : Impact et mise en œuvre de la réforme de la gratuité des fournitures scolaires

M. Tojerow rappelle qu'une question avait été posée sur ce sujet lors de la précédente séance du Conseil communal. Depuis lors, le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a fait marche arrière sur le contenu de la réforme de la gratuité des fournitures scolaires.

Le gouvernement a d'abord annoncé publiquement que les moyens étaient réduits et que les écoles devraient choisir parmi leurs élèves ceux qui auraient droit à la gratuité de ces fournitures, et ce sur l'ensemble de leur scolarité en section fondamentale.

Face aux nombreuses critiques et questions quant à la mise en œuvre d'un tel système, le gouvernement a changé son fusil d'épaule, en reconnaissant l'obligation constitutionnelle d'assurer ces fournitures à tous les élèves de l'école primaire.

Mais en même temps, le gouvernement divise par trois le budget par enfant.

Comment les écoles vont-elles pouvoir fournir le matériel nécessaire à tous les élèves avec des moyens aussi diminués ?

Dès lors, M. Tojerow souhaiterait savoir comment, eu égard à la diminution des moyens, le Collège va assurer la mise en œuvre de la gratuité pour tous les élèves des écoles communales et quel est le coût pour la commune de cette nouvelle mesure concomitante à la réduction par trois du budget.

Mme L'Echevin Gol-Lescot répond qu'elle ne dispose pas encore pour l'instant de chiffres exacts pour le coût de la mesure. Les montants qui seraient annoncés s'élèveraient à 20,46 € pour les élèves de section maternelle, dont le nombre s'élève à 1.300, et à 22,40 € pour les élèves de section primaire, dont le nombre s'élève à 2.430.

Par ailleurs, Mme l'Echevin Gol-Lescot craint que la différence de près de 80.000 € évoquée par M. Tojerow ne soit en fait un peu plus élevée. Cette problématique doit encore de toute façon faire l'objet de discussions budgétaires ultérieures.

Le Collège souhaite maintenir en tous cas un principe de liberté pédagogique,

qui permettrait à l'instituteur de personnaliser les kits en décidant ce qui est nécessaire dans sa classe.

On étudie également des éventualités telles que la modulation du volume des kits en fonction des années (kits plus importants les années paires et moins importants les années impaires) ou encore l'acquisition d'un matériel un peu plus cher mais plus durable.

Quoi qu'il en soit, Mme l'Echevin Gol-Lescot souhaite que les élèves disposent du matériel le plus utile possible.

Pour ce qui concerne la gratuité scolaire, les montants octroyés précédemment étaient trop importants et servaient d'ailleurs à financer en partie les ateliers créatifs et les sorties scolaires. Il faudra mener une réflexion avec les directions d'école pour déterminer quels montants il conviendra de modifier dans le budget.

M. Tojerow comprend qu'il faille faire preuve de créativité pour remplir les obligations constitutionnelles tout en intégrant les autres facteurs à prendre en considération.

Néanmoins, quelles que soient les modalités envisagées, les familles ne devront entreprendre aucune démarche spécifique pour demander la gratuité du matériel.

M. Tojerow se demande s'il sera interdit aux écoles d'exiger un matériel supplémentaire à charge des parents.

Mme l'Echevin Gol-Lescot est tout à fait hostile à ce qu'il y ait des disparités entre les élèves par rapport au matériel accessible. Ce qui pourrait néanmoins être envisageable, ce serait par exemple une situation où une classe disposerait d'un stock de 8 compas avec lesquels les élèves travailleraient par groupe.

Mais il n'y aura aucune discrimination envers les enfants et les parents ne devront acheter aucun matériel. Cependant, il va de soi que s'ils veulent, de leur propre initiative, doter leurs enfants d'un matériel complémentaire, cela ne leur sera pas interdit.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Tojerow : Impact en uitvoering van de hervorming inzake gratis schoolbenodigdheden

De h. Tojerow herinnert zich dat tijdens de vorige vergadering van de gemeenteraad een vraag over dit onderwerp is gesteld. Sindsdien is de regering van de Federatie Wallonië-Brussel teruggekomen op de inhoud van de hervorming van de gratis schoolbenodigdheden.

De regering kondigde eerst publiekelijk aan dat er op de middelen werd bezuinigd en dat scholen zouden moeten kiezen welke van hun leerlingen recht zouden hebben op gratis benodigdheden voor hun hele schooltijd in de basisafdeling.

Geconfronteerd met veel kritiek en vragen over de implementatie van een dergelijk systeem, veranderde de regering van gedachten en erkende de grondwettelijke verplichting om deze benodigdheden aan alle basisschoolleerlingen te verstrekken.

Maar tegelijkertijd verlaagt de regering het budget per kind met twee derde.

Hoe kunnen scholen met zulke beperkte middelen alle leerlingen voorzien van de middelen die ze nodig hebben?

De h. Tojerow zou dan ook graag willen weten hoe het college, gezien de vermindering van de middelen, de gratis toegang voor alle leerlingen van de gemeentescholen zal garanderen en wat de kosten voor de gemeente zijn van deze nieuwe maatregel, die gepaard gaat met een vermindering van het budget met een

factor drie.

Schepen Gol-Lescot antwoordt dat ze nog geen exacte cijfers had over de kosten van de maatregel. De aangekondigde bedragen zouden € 20,46 zijn voor kleuterleerlingen, waarvan er 1.300 zijn, en € 22,40 voor basisschoolleerlingen, waarvan er 2.430 zijn.

Bovendien is ze bezorgd dat het verschil van bijna € 80.000 dat de h. Tojerow noemt, in feite iets hoger kan zijn. In ieder geval zal deze kwestie op een later tijdstip in de begroting moeten worden besproken.

In elk geval wil het college het principe van pedagogische vrijheid behouden, waardoor leerkrachten kits kunnen personaliseren door te beslissen wat nodig is in hun klas.

We kijken ook naar opties zoals het aanpassen van de hoeveelheid kits aan het jaar (grotere kits in even jaren en kleinere kits in oneven jaren) of het aanschaffen van iets duurder maar duurzamer materiaal.

Hoe dan ook wil de schepen dat de leerlingen de meest bruikbare middelen hebben.

Wat gratis onderwijs betreft, waren de eerder toegekende bedragen te hoog en werden ze gebruikt om creatieve workshops en schoolreisjes gedeeltelijk te financieren. Er zullen besprekingen moeten worden gevoerd met de schooldirecties om te bepalen welke bedragen in de begroting moeten worden aangepast.

De h. Tojerow begrijpt dat creativiteit nodig is om aan de grondwettelijke verplichtingen te voldoen en tegelijkertijd rekening te houden met andere factoren waarmee rekening moet worden gehouden.

Wat de regelingen ook zijn, gezinnen hoeven geen specifieke stappen te ondernemen om gratis materiaal aan te vragen.

Hij vroeg zich af of scholen niet mogen eisen dat extra materiaal door de ouders wordt betaald.

Schepen Gol-Lescot is volledig tegen ongelijkheden tussen leerlingen wat betreft het beschikbare materiaal. Het is echter mogelijk om een situatie voor te stellen waarin een klas bijvoorbeeld een voorraad van 8 kompassen heeft waarmee de leerlingen in groepjes kunnen werken.

Maar kinderen worden niet gediscrimineerd en ouders hoeven geen materiaal te kopen. Maar het spreekt voor zich dat als ze hun kinderen op eigen initiatief van extra materiaal willen voorzien, dit niet verboden is.

De Raad neemt kennis.

27.11.2025/A/0060 **Question orale de M. Lambert-Limbosch : Chariots électriques de balayage**

Le point est reporté.

Mondelinge vraag van de h. Lambert-Limbosch : Elektrische veegwagens

Het punt wordt verdaagd.

27.11.2025/A/0061 **Question orale de M.Lambert-Limbosch : la collecte des déchets électroniques et**

bouchons de liège.

Le point est reporté.

Mondelinge vraag van de h.Lambert-Limbosch: de inzameling van de elektronisch afval en kurken.

Het punt wordt verdaagd.

Aleksandra Kokaj entre en séance / treedt in zitting.

27.11.2025/A/0062 **Question orale de M. Meeus : Situation au Kauwberg.**

M. Meeus estime que le Kauwberg se distingue des autres espaces verts bruxellois par son paysage semi-naturel, champêtre et bucolique. La biodiversité y est remarquable. Ce site constitue un véritable lieu de bien-être pour les promeneurs et de nombreux Ucclois.

Il s'agit de l'un des derniers espaces naturels de la région, un site classé et inscrit en zone Natura 2000, dont l'équilibre écologique reste sensible. Depuis plusieurs mois, des riverains, naturalistes et usagers alertent les élus sur l'évolution de sa gestion.

Une pétition, largement relayée cet automne, exprime la volonté d'une approche respectueuse du site et d'une meilleure concertation autour des interventions réalisées ou envisagées.

La rencontre avec les initiateurs de cette pétition a mis en lumière les éléments suivants :

- - l'intensité perçue de certains travaux d'entretien ;
- - le risque d'impact sur la flore, la faune et les zones humides ;
- - le manque d'information sur les choix de gestion et leurs objectifs ;
- - la crainte d'une évolution vers un modèle moins naturel que celui historiquement défendu par les associations locales.

Il apparaît que Bruxelles-Environnement se montre peu ouvert à l'instauration d'un mécanisme de participation structurée ou de co-construction autour des choix de gestion du site. Le 22 novembre dernier, Mme l'Echevine De Brouwer a rencontré les citoyens sur le terrain, dans une volonté de clarification.

Quelle est la position défendue par le Collège dans la gestion actuelle du Kauwberg (sachant que le site relève de Bruxelles-Environnement) ?

De quelles informations le Collège dispose-t-il concernant les interventions menées sur le terrain (travaux d'entretien, objectifs écologiques poursuivis et respect des obligations Natura 2000) ?

Suite aux échanges avec les riverains, quelles initiatives le Collège compte-t-il prendre pour améliorer la communication et la concertation avec les usagers, notamment vis-à-vis des décisions régionales pour le site ?

Selon M. Meeus, ce dossier requiert une position commune, réunissant majorité et opposition.

Mme l'Echevine De Brouwer estime aussi que le Kauwberg est un joyau dont la biodiversité, quoique remarquable, s'est dégradée au cours des dernières années, parce que des propriétaires privés ont décidé de ne pas entretenir leur part de l'espace avant que Bruxelles-Environnement n'en reprenne la gestion. La commune n'est pas gestionnaire de l'espace mais s'est toujours efforcée de jouer un rôle de

médiation dans ce dossier.

La reprise de la gestion du site par Bruxelles-Environnement s'est traduite par l'établissement de l'inventaire des actions à réaliser en vue du plan de gestion de 2020. Les informations ont été relayées dans le magazine Wolvendael. Le Collège n'a d'ailleurs pas manqué de signaler à Bruxelles-Environnement qu'il était disposé à relayer toutes les informations utiles et nécessaires dans le Wolvendael, sur le site internet communal et via les réseaux sociaux.

Dès l'installation des premières clôtures par Bruxelles-Environnement, une réunion publique – en visioconférence puisque c'était durant la crise du covid – a été organisée avec le soutien de l'administration communale. La commune a relayé l'information relative à la mise à l'enquête publique du plan de gestion plusieurs mois à l'avance, en communiquant déjà à l'époque l'adresse mail créée spécifiquement par Bruxelles-Environnement pour le Kauwberg.

Le magazine Wolvendael n'a pas manqué de communiquer des informations sur l'enquête publique relative aux aménagements du Kauwberg, en mentionnant que toute personne intéressée pouvait poser des questions techniques au guichet du service de l'Urbanisme.

En outre, une seconde réunion avec Bruxelles-Environnement a été organisée dans les locaux de l'ancienne Maison communale pour permettre à tous les usagers du Kauwberg de se faire entendre et de bien comprendre les enjeux du Kauwberg, notamment le souci de trouver un équilibre entre le respect de ce site classé, tant pour son patrimoine que pour son cadre naturel, et la garantie d'un accueil pour le public.

À l'occasion de l'enquête publique, l'avis remis par la commune dans le cadre de la commission de concertation se prononce en faveur d'une amélioration des accès.

Des échanges ultérieurs ont encore eu lieu entre représentants de la commune et de Bruxelles-Environnement à propos des travaux en cours de réalisation.

La ballade du 22 novembre, à laquelle Mme l'Echevine De Brouwer a participé en tant que simple observatrice, avait pour objectif de permettre des échanges de points de vue entre promeneurs et représentants de Bruxelles-Environnement.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de H. Meeus : Situatie op de Kauwberg.

De h. Meeus is van mening dat de Kauwberg zich onderscheidt van andere groene ruimtes in Brussel door zijn halfnatuurlijke, pastorale en bucolische landschap. De biodiversiteit is hier opmerkelijk. Deze site is een echte plek van welzijn voor wandelaars en vele Ukkelaars.

Het is een van de laatste natuurgebieden van het gewest een beschermd gebied en onderdeel van de Natura 2000-gebied, waar het ecologisch evenwicht gevoelig blijft. Al maandenlang waarschuwen omwonenden, natuurliefhebbers en gebruikers de gekozen vertegenwoordigers voor veranderingen in het beheer.

In een petitie die dit najaar op grote schaal is verspreid, wordt de wens geuit voor een respectvolle benadering van de locatie en meer overleg over de uitgevoerde of geplande werken.

Tijdens de bijeenkomst met de initiatiefnemers van deze petitie kwamen de volgende punten naar voren:

- de waargenomen intensiteit van bepaalde onderhoudswerken;
- het risico van gevolgen voor flora, fauna en vochtige gebieden;
- gebrek aan informatie over beheerskeuzes en -doelstellingen;
- de angst voor een verschuiving naar een minder natuurlijk model dan het model dat in het verleden door lokale verenigingen werd verdedigd.

Het lijkt erop dat Leefmilieu Brussel niet erg open staat voor de invoering van

een gestructureerd participatie- of co-constructiemechanisme voor keuzes inzake terreinbeheer. Op 22 november heeft schepen De Brouwer een ontmoeting gehad met omwonenden om opheldering te krijgen.

Wat is het standpunt van het college over het huidige beheer van de Kauwberg (rekening houdend met het feit dat de site onder de verantwoordelijkheid van Leefmilieu Brussel valt)?

Welke informatie heeft het college over de werken die op de locatie worden uitgevoerd (onderhoudswerken, nagestreefde ecologische doelstellingen en naleving van Natura 2000-verplichtingen)?

Welke initiatieven denkt het college na overleg met de omwonenden te nemen om de communicatie en het overleg met de gebruikers te verbeteren, met name met betrekking tot gewestelijke beslissingen over de locatie?

Volgens de h. Meeus vereist deze kwestie een gemeenschappelijk standpunt waarin de meerderheid en de oppositie worden verenigd.

Schepen De Brouwer is ook van mening dat de Kauwberg een juweel is waarvan de biodiversiteit, hoewel opmerkelijk, de laatste jaren achteruit is gegaan, omdat particuliere eigenaars besloten hun deel van het gebied niet te onderhouden voordat Leefmilieu Brussel het beheer ervan overnam. De gemeente beheert het gebied niet maar heeft altijd geprobeerd een bemiddelende rol te spelen in deze kwestie.

Toen Leefmilieu Brussel het beheer van de site overnam, maakte het een inventaris op van de acties die moesten worden uitgevoerd met het oog op het beheerplan 2020. De informatie werd gepubliceerd in het tijdschrift Wolvendaël. Het college informeerde Leefmilieu Brussel ook dat het bereid was om alle nuttige en noodzakelijke informatie door te geven in Wolvendaël, op de gemeentelijke website en via sociale netwerken.

Zodra de eerste omheiningen door Leefmilieu Brussel waren geplaatst, werd er met de steun van het gemeentebestuur een openbare vergadering georganiseerd - via videoconferentie vanwege de covidcrisis. De gemeente heeft de informatie over het openbaar onderzoek van het beheersplan maanden op voorhand doorgegeven en heeft toen zelfs het e-mailadres opgegeven dat Leefmilieu Brussel speciaal voor de Kauwberg had aangemaakt.

Het magazine Wolvendaël gaf informatie over het openbaar onderzoek naar de ontwikkelingen op de Kauwberg en wees erop dat geïnteresseerden technische vragen kunnen stellen bij het loket van de dienst Stedenbouw.

Daarnaast werd een tweede vergadering met Leefmilieu Brussel georganiseerd in het voormalige gemeentehuis om alle gebruikers van de Kauwberg de kans te geven hun stem te laten horen en een duidelijk inzicht te krijgen in de uitdagingen van de Kauwberg, met name de noodzaak om een evenwicht te vinden tussen het respect voor deze geklasseerde site, zowel wat het erfgoed als de natuurlijke omgeving betreft, en de noodzaak om een onthaal voor het publiek te garanderen.

Op het moment van het openbaar onderzoek was het advies dat de gemeente aan de overlegcommissie had voorgelegd voorstander van het verbeteren van de toegang.

Verdere gesprekken vonden plaats tussen vertegenwoordigers van de gemeente en Leefmilieu Brussel over de lopende werken.

Het doel van de wandeling op 22 november, waaraan schepen De Brouwer deelnam als louter waarnemer, was om wandelaars en vertegenwoordigers van Leefmilieu Brussel de kans te geven van gedachten te wisselen.

De Raad neemt kennis.

Le point est retiré.

Mondelinge vraag van de h. Meeus: Ontwikkeling van het project van het theater “Le Public”.

Het punt wordt ingetrokken.

27.11.2025/A/0064 **Question orale de Mme. Sirtaine : Impact à Uccle des mesures de restrictions budgétaires décidées par la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le secteur de la petite enfance.**

Mme Sirtaine rappelle que la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) a annoncé 74 millions d’euros d’économies pour 2026, dont 8 millions d’euros pesant sur le domaine de la petite enfance via la non-indexation des subsides à l’ONE.

Pour les milieux d’accueil de la petite enfance, qui fonctionnent déjà à flux tendu en matière de personnel et qui n’arrivent pas à répondre aux besoins de tous les parents, le gel des subsides représente un défi énorme.

Le secteur tire le signal d’alarme car il craint, entre autres, la fermeture de structures, des réductions d’horaires d’accueil, des limitations des services proposés aux enfants et aux familles, des augmentations de la participation financière des parents. Le personnel craint, quant à lui, des risques de pertes d’emploi et de la surcharge de travail.

Les crèches communales d’Uccle seront, elles aussi, victimes de ces mesures de restriction budgétaire de la part de la FWB. Dès lors, si l’on veut maintenir le nombre de places en crèche et continuer à offrir les mêmes services aux enfants et parents sans augmentation de prix, il faut prévoir une compensation budgétaire de manière à pallier le désinvestissement de la FWB.

Le gouvernement de la FWB affirme que « l’accueil de la petite enfance demeure une priorité absolue ». Le groupe socialiste est sceptique. Les incantations ne suffisent pas. Il faut des actes concrets. Or, les mesures de restriction décidées auront inévitablement pour effet la mise à mal et la fermeture de « services d’accueil d’enfants » (autrefois appelés « gardiennes ONE »), représentant 25 % des places. Les crèches subventionnées seront aussi victimes de ces mesures. En réalité, les seules structures non impactées seront les crèches privées et les accueillantes indépendantes.

Pour le groupe PS, Uccle doit offrir un accueil varié, de qualité et de proximité pour la petite enfance.

Mme Sirtaine plaide en faveur de l’accueil de chaque enfant dans une crèche et propose la création d’une 5ème crèche communale, la 4ème crèche ayant été créée il y a 15 ans sous l’impulsion du PS, qui faisait alors partie de la majorité. Il faudrait de nouvelles places, notamment dans les quartiers moins favorisés et pour les familles monoparentales.

La crèche est un espace de transition entre la famille et l’école. Elle joue un rôle économique, social et éducatif dans l’accompagnement des enfants et favorise leur autonomie et leur épanouissement.

L’accès au services d’accueil de la petite enfance est une des clés de l’insertion socio-professionnelle des parents (dont les mères) et de l’égalité des chances.

Décider de restreindre le financement de la petite enfance est un choix

politique avec lequel le PS ne peut être d'accord.

Suite aux économies décidées par la FWB dans le secteur de la petite enfance, quelles mesures va prendre la commune pour ce qui concerne la part du budget dédiée aux crèches communales et au nombre de places et services qui y sont offerts ?

Quel est le nombre de « services d'accueil d'enfants » (« gardiennes ONE ») présents à Uccle ?

Mme l'Echevin Culer répond qu'actuellement, il n'y a pas encore eu de communication officielle quant aux mesures d'économie qui seront adoptées par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Les informations qui sont parvenues proviennent d'articles de presse ou de déclarations qui n'ont pas encore été votées par le Parlement.

Selon toute vraisemblance, il y aura probablement un gel de la dotation de l'ONE pour un an mais à ce stade, il n'est pas encore possible de déterminer si une telle mesure aura un impact sur les crèches communales.

Le Collège a anticipé la fin du dispositif MILAC (Milieu d'accueil) et ne l'a donc pas mis en œuvre, notamment pour ce qui concerne l'extension des horaires. L'ONE avait imposé à partir du 1er janvier 2024 une heure supplémentaire d'ouverture, en compensation de laquelle la commune aurait pu bénéficier d'un poste mi-temps supplémentaire pour 7 enfants.

Mme l'Echevin Culer tient à confirmer qu'il est absolument hors de question de fermer une des crèches communales au cas où les subsides ne seraient pas maintenus.

Dans le contexte budgétaire actuel, la création d'une crèche supplémentaire n'est pas à l'ordre du jour. Cependant, à l'occasion des travaux de rénovation de la crèche de Calevoet, la capacité de la crèche des grands pourrait passer après transformation de 29 enfants de 15 à 36 mois à 42 enfants de 0 à 36 mois, soit 3 sections de 14 au lieu d'une seule section de 29.

Par ailleurs, au cours des deux dernières années, Uccle a augmenté sa capacité d'accueil d'enfants de 34 places : la crèche du Chat est passée 24 à 42 places (+18), celle du Globe de 92 à 105 (+ 13) et celle des grands du Homborch de 18 à 21 (+ 3).

Il y en réalité 8 crèches à Uccle, 4 pour les petits et 4 pour les grands, pour une capacité d'accueil de 339 places, ce qui est loin d'être négligeable à l'échelle communale. De surcroît, ces crèches, réparties sur l'ensemble du territoire communal, n'ont pas été installées dans des quartiers très favorisés, ce qui permet de garantir une certaine mixité sociale.

Mme l'Echevin Culer signale encore la présence à Uccle de la crèche néerlandophone Asselbergs, où les usagers du CPAS sont prioritaires.

De manière générale, les familles monoparentales bénéficient d'une priorité dans les crèches.

Uccle compte 31 structures subventionnées par l'ONE parmi lesquelles 5 sont catégorisées « Accueil d'enfants » et offrent chacune 4 places, soit 20 au total.

Mme Sirtaine précise que le groupe socialiste est rassuré par les réponses de Mme l'Echevin Culer quant au maintien de la capacité d'accueil et de la qualité des services offerts.

Les socialistes demeureront toutefois très attentifs à cette thématique.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mvr. Sirtaine : Gevolgen in Ukkel van de begrotingsbeperkende maatregelen die door de Federatie Wallonië-Brussel zijn genomen in de sector van de kinderopvang.

Mevr. Sirtaine herinnert eraan dat de Federatie Wallonië-Brussel een besparing van 74 miljoen euro heeft aangekondigd voor 2026, waarvan 8 miljoen euro in de sector van de jonge kinderen door het niet-indexeren van de subsidies aan de ONE.

Voor kinderopvangcentra, die toch al krap in hun personeelsbestand zitten en niet aan de behoeftes van alle ouders kunnen voldoen, betekent de bevrozing van de subsidies een enorme uitdaging.

De sector luidt de noodklok omdat ze vreest voor, onder andere, de sluiting van faciliteiten, het verminderen van het aantal uren kinderopvang, het beperken van de diensten die aan kinderen en gezinnen worden aangeboden en het verhogen van de financiële bijdragen van ouders. Het personeel vreest op zijn beurt voor banenverlies en overbelasting.

De gemeentelijke kinderdagverblijven in Ukkel zullen ook het slachtoffer worden van deze budgettaire beperkingen opgelegd door de FWB. Als we dus het aantal plaatsen in de kinderdagverblijven willen behouden en dezelfde diensten aan kinderen en ouders willen blijven aanbieden zonder de prijzen te verhogen, moeten we zorgen voor budgettaire compensatie om de desinvestering van de FWB te compenseren.

De FWB regering stelt dat kinderopvang een absolute prioriteit blijft. De socialistische fractie is sceptisch. Bezwingen zijn niet genoeg. We hebben concrete actie nodig. De restrictieve maatregelen waartoe besloten is, zullen echter onvermijdelijk leiden tot de vermindering en sluiting van "kinderopvangdiensten" (vroeger bekend als "ONE-kinderopvang"), goed voor 25% van de plaatsen. Gesubsidieerde kinderdagverblijven zullen ook door deze maatregelen worden getroffen. In werkelijkheid zijn de enige structuren die niet worden getroffen private kinderdagverblijven en zelfstandige kinderopvang.

Voor de PS moet Ukkel een gevarieerde, kwaliteitsvolle, lokale kinderopvang aanbieden voor jonge kinderen.

Mevr. Sirtaine is voorstander van de opvang van elk kind in een kinderdagverblijf en stelt voor om een 5de gemeentelijk kinderdagverblijf op te richten. Het 4de kinderdagverblijf werd 15 jaar geleden opgericht op initiatief van de PS, die toen tot de meerderheid behoorde. Er zijn nieuwe plaatsen nodig, vooral in achterstandswijken en voor eenoudergezinnen.

Het kinderdagverblijf is een overgangsruimte tussen gezin en school. Het speelt een economische, sociale en educatieve rol in het ondersteunen van kinderen en het bevorderen van hun onafhankelijkheid en ontwikkeling.

Toegang tot voorzieningen voor jonge kinderen is een van de sleutels tot sociale en professionele integratie van ouders (inclusief moeders) en gelijke kansen.

De beslissing om de financiering voor jonge kinderen te beperken is een politieke keuze waar de PS het niet mee eens kan zijn.

Welke maatregelen denkt de gemeente te nemen naar aanleiding van de beslissing van de FWB om te bezuinigen op de kinderopvangsector, met betrekking tot het deel van het budget dat aan de gemeentelijke kinderdagverblijven wordt toegewezen en het aantal plaatsen en diensten die ze aanbieden?

Hoeveel ONE-kinderdagverblijven zijn er in Ukkel?

Schepen Culer antwoordt dat er momenteel geen officiële mededeling is over de besparingsmaatregelen die door de Federatie Wallonië-Brussel zullen worden genomen. De informatie die we hebben ontvangen, komt uit persartikelen of verklaringen waarover het parlement nog niet heeft gestemd.

Naar alle waarschijnlijkheid zal de financiering van de ONE voor een jaar worden bevroren, maar in dit stadium is het nog niet mogelijk om te bepalen of een dergelijke maatregel gevolgen zal hebben voor de gemeentelijke kinderdagverblijven.

Het college liep vooruit op het einde van de MILAC-regeling (Milieu

d'accueil) en heeft deze daarom niet uitgevoerd, met name wat betreft de uitbreiding van dienstroosters. De ONE had een extra openingsuur opgelegd vanaf 1 januari 2024, ter compensatie waarvoor de gemeente een extra halftijdse betrekking voor 7 kinderen had kunnen krijgen.

Schepen Culer wil bevestigen dat er absoluut geen sprake van is om een van de gemeentelijke kinderdagverblijven te sluiten als de subsidies niet worden gehandhaafd.

In de huidige begrotingscontext staat de oprichting van een extra kinderdagverblijf niet op de agenda. Tijdens de renovatie van het kinderdagverblijf Calevoet kon de capaciteit van het kinderdagverblijf voor oudere kinderen echter worden verhoogd van 29 kinderen in de leeftijd van 15 tot 36 maanden tot 42 kinderen in de leeftijd van 0 tot 36 maanden, d.w.z. 3 afdelingen van 14 in plaats van slechts één afdeling van 29 kinderen.

Bovendien heeft Ukkel de afgelopen twee jaar haar capaciteit voor kinderopvang uitgebreid met 34 plaatsen: kinderdagverblijf Le Chat is van 24 naar 42 plaatsen gegaan (+18), kinderdagverblijf Le Globe van 92 naar 105 (+13) en kinderdagverblijf Homborch van 18 naar 21 (+3).

Er zijn in feite 8 kinderdagverblijven in Ukkel, 4 voor jonge kinderen en 4 voor oudere kinderen, met een totale capaciteit van 339 plaatsen, wat verre van verwaarloosbaar is op gemeentelijke schaal. Bovendien zijn deze kinderdagverblijven, verspreid over de hele gemeente, niet opgezet in zeer bevoorrechte buurten, wat zorgt voor een zekere sociale mix.

Schepen Culer wijst ook op de aanwezigheid in Ukkel van het Nederlandstalige kinderdagverblijf Asselbergs, waar OCMW-gebruikers voorrang hebben.

Over het algemeen krijgen eenoudergezinnen voorrang in kinderdagverblijven.

Ukkel heeft 31 faciliteiten die gesubsidieerd worden door de ONE, waarvan er 5 geclassificeerd zijn als "kinderopvang" en elk 4 plaatsen bieden, voor een totaal van 20.

Mevr. Sirtaine zei dat de socialistische fractie gerustgesteld was door de antwoorden van schepen Culer met betrekking tot het behoud van de opvangcapaciteit en de kwaliteit van de aangeboden diensten.

De socialisten zullen deze kwestie echter nauwlettend in de gaten blijven houden.

De Raad neemt kennis.

27.11.2025/A/0065 **Question orale de M. Mercenier : Projet d'îlot Joseph Jongen.**

M. Mercenier a été interpellé par plusieurs résidents des alentours de l'avenue Joseph Jongen à propos du projet de réaménagement de l'îlot central présenté lors de la réunion du 25 septembre 2025.

Ce projet, tel qu'il leur a été exposé, suscite une inquiétude parmi les riverains.

Une lettre et une pétition ont été adressées à la commune afin d'exprimer une opposition argumentée.

Celle-ci repose sur plusieurs constats :

- - l'absence de pertinence environnementale : l'îlot actuel est déjà un espace vert performant, avec un taux de perméabilité des sols supérieur à 70 %, une canopée arborée et une régulation thermique naturelle ; le projet ne repose sur aucune donnée quantitative démontrant un bénéfice réel en matière de gestion

des eaux ou de lutte contre les inondations.

- - la dégradation de la qualité de vie : la suppression de la voirie circulaire priverait les enfants d'un espace sécurisé pour les jeux et l'apprentissage de la mobilité douce ; les noues projetées présentent des risques physiques (chutes, noyades), sanitaires (eaux stagnantes, moustiques) et sociaux (bourbiers, insalubrité).
- - le manque de concertation réelle : le procès-verbal transmis ne reflète pas fidèlement les échanges de la réunion, et les engagements pris par le Collège – notamment celui de ne pas imposer un projet rejeté par les riverains – semblent aujourd'hui menacés.

Les riverains demandent donc la suspension du projet dans sa forme actuelle, une réévaluation fondée sur des données objectives et transparentes et une réelle concertation avec les riverains concernés.

Quelle réponse le Collège compte-t-il donner aux riverains ?

M. Cohen rappelle qu'au mois de juin, la commune a organisé une rencontre avec les riverains de l'avenue Joseph Jongen sur l'implantation d'un îlot de fraîcheur. Lors de cette réunion, il y a eu une opposition assez vive de la part des habitants du quartier, qui ont exprimé leurs inquiétudes, notamment sur le nombre de places de parking et sur la suppression du double sens entre l'îlot et l'avenue Princesse Paola.

Le service de l'Environnement a retravaillé le projet suite aux remarques et inquiétudes formulées et fin septembre, une deuxième rencontre a été organisée afin de présenter les plans amendés.

Bien que les riverains aient reconnu l'écoute de la commune et l'amélioration des plans, cette deuxième rencontre a démontré qu'il y avait encore une résistance d'une partie des habitants et plus particulièrement de ceux qui habitent autour de l'éventuel îlot de fraîcheur.

À la fin de la rencontre et après plusieurs échanges de vue, les Echevins De Brouwer et Wyngaard ont proposé d'organiser un vote sur ce projet afin de tenir compte des avis de tous.

Un vote sur ce projet va-t-il bien être organisé et si c'est le cas, de quelle manière ?

Mme l'Echevine De Brouwer répond que le projet suscite une très forte opposition, quoiqu'une partie des riverains adhère à celui-ci. Cependant, comme les partisans ne sont pas majoritaires, il convient de se demander quelle suite donner à ce projet. Mme l'Echevine De Brouwer précise que celui-ci vise notamment à protéger les habitants de la rue de Stalle contre les inondations. La commune travaille sur une logique de solidarité des bassins versants. Pour éviter que les égouts ne débordent dans le bas, il faut pouvoir arrêter l'eau le plus haut possible. Ceci implique de travailler dans les quartiers avec des habitants qui ne sont pas directement concernés par les inondations. Mme l'Echevine De Brouwer regrette que le Collège n'ait pas réussi à démontrer le bien-fondé de sa position ou à être suffisamment persuasif.

De plus, il s'agit d'un espace public. Une série de personnes vivant en appartement y ont également accès, même si le souhait est de conserver le caractère résidentiel du quartier et non de créer un parc comme on aurait pu le craindre.

Le dispositif de noue a également été réexpliqué. Il s'agit d'un dispositif infiltrant. L'eau n'y stagne pas, ce qui signifie qu'il n'y a pas de risque d'apparition ou de prolifération de moustiques. Des tests d'infiltration et des vitesses d'infiltration ont d'ailleurs été présentés.

Lorsque la commune fait ce type de présentation de projet, elle évite d'aller trop dans le détail pour éviter de perdre les habitants dans des explications trop confuses. Mme l'Echevine De Brouwer n'est donc pas certaine qu'en donnant davantage d'éléments, le Collège pourrait susciter un revirement de position dans le chef des opposants actuels.

Enfin, il convient de préciser que ce qui a été présenté est un avant-projet. Si projet il y a, une demande de permis d'urbanisme sera déposée et débouchera sur une enquête publique. D'habitude, la commune organise une seule soirée de concertation. Pour l'îlot Joseph Jongen, il y en a eu deux. Lors de la deuxième soirée en septembre, la commune a présenté une série d'adaptations :

- - le double sens a été rétabli sur la partie Jongen entre l'îlot et l'avenue Princesse Paola ;
- - la commune s'est engagée à rénover les sentiers et à y installer un éclairage ;
- - l'espace vert a été réduit pour conserver un maximum de places de stationnement le long des habitations ;
- - une voie destinée aux piétons et aux enfants a été établie ;
- - les traversées piétonnes sont également sécurisées ;
- - un rétrécissement a aussi été effectué à l'entrée pour ralentir les voitures ;
- - les bancs ont été enlevés ;
- - des plantations majoritairement basses ont été proposées afin d'assurer le contrôle social et la visibilité.

Si le projet va plus loin, une consultation avec vote sera organisée, et il faudra qu'une large majorité se prononce en faveur du lancement du projet. À ce stade, Mme l'Echevine De Brouwer ne sait pas s'il est utile d'organiser cette consultation et ce vote, faute de certitude quant à une adhésion suffisante. Une réponse sera apportée dans les prochaines semaines, lorsque le Collège aura tranché.

M. Mercenier estime qu'il est important de relayer le sentiment des riverains qui ne se sentent pas entendus. Il espère que les explications supplémentaires fournies susciteront davantage d'adhésion de la part des auditeurs de cette séance du Conseil communal.

M. Cohen explique qu'en juin, deux réunions se sont suivies, l'une concernant un autre îlot de fraîcheur, qui a directement bénéficié d'une adhésion totale, et l'autre relative à l'îlot Jongen, qui a suscité moins d'adhésion et pour laquelle le Collège a décidé de refaire les plans et de revenir une deuxième fois. Quoique ce soit un bon projet, le quartier n'y adhère toujours pas et il est donc important, selon M. Cohen, d'écouter les riverains.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Mercenier : Project Joseph Jongen-eiland.

De h. Mercenier is door een aantal bewoners in de omgeving van de Joseph Jongenlaan aan de tand gevoeld over de voorgestelde herontwikkeling van het huizenblok die tijdens de vergadering van 25 september 2025 is gepresenteerd.

Het project, zoals het aan hen is gepresenteerd, zorgt voor ongerustheid onder de omwonenden.

Er werd een brief en een petitie naar de gemeente gestuurd om gefundeerd verzet te uiten.

Dit is gebaseerd op een aantal observaties:

- - het ontbreken van ecologische relevantie: het huidige blok is al een efficiënte groene ruimte, met een bodemdoorlatendheid van meer dan 70%, een boomkruin en een natuurlijke thermische regulering; het project is niet gebaseerd op kwantitatieve gegevens die een reëel voordeel aantonen op het gebied van waterbeheer of overstromingsbestrijding.
- - de verslechtering van de levenskwaliteit: door het wegvallen van de ringweg zouden kinderen een veilige plek verliezen om te spelen en zachte mobiliteit te leren; de geplande greppels brengen fysieke risico's (vallen, verdrinking), gezondheidsrisico's (stilstaand water, muggen) en sociale risico's (modderpoelen, onhygiënische omstandigheden) met zich mee.
- - het gebrek aan echt overleg: het overgemaakte pv geeft geen accuraat beeld van de discussies tijdens de vergadering en de toezeggingen die het college heeft gedaan - in het bijzonder het niet opleggen van een project dat door omwonenden is afgewezen - lijken nu in gevaar te komen.

De omwonenden vragen daarom om opschorting van het project in zijn huidige vorm, om een herbeoordeling op basis van objectieve en transparante gegevens en om echt overleg met de betrokken omwonenden.

Welk antwoord wil het college aan de omwonenden geven?

De h. Cohen wijst erop dat de gemeente in juni een bijeenkomst organiseerde met de bewoners van de Joseph Jongenlaan om de inplanting van een koelte-eiland te bespreken. Tijdens deze vergadering was er nogal wat verzet van buurtbewoners, die hun zorgen uitten over met name het aantal parkeerplaatsen en het opheffen van het tweerichtingsverkeer tussen het huizenblok en de Prinses Paolalaan.

De Milieudienst herwerkte het project in antwoord op de opmerkingen en bezorgdheden en eind september werd een tweede vergadering gehouden om de gewijzigde plannen voor te stellen.

Hoewel de omwonenden erkenden dat de gemeente luisterde en dat de plannen waren verbeterd, bleek uit deze tweede bijeenkomst dat er nog steeds weerstand was van sommige bewoners, met name van de bewoners rond het potentiële koelte-eiland.

Aan het einde van de vergadering, en na een aantal gedachtewisselingen, stelden schepenen De Brouwer en Wyngaard voor om over het project te stemmen om rekening te houden met ieders mening.

Zal er over dit project worden gestemd en zo ja, hoe?

Schepen De Brouwer antwoordt dat er zeer sterke oppositie was tegen het project, hoewel sommige buurtbewoners voor waren. Aangezien er echter geen meerderheid is voor het project, rijst de vraag welke vervolgactie moet worden ondernomen. Ze legt uit dat het belangrijkste doel van het project was om de bewoners van de Stallestraat te beschermen tegen overstromingen. De gemeente werkt

aan een solidariteitslogica voor de waterbassins. Om te voorkomen dat het riool op de bodem overloopt, moet het water zo hoog mogelijk worden tegengehouden. Dit betekent werken in buurten met bewoners die niet direct getroffen zijn door overstromingen. Schepen De Brouwer betreurt het dat het college er niet in is geslaagd de gegrondheid van haar standpunt aan te tonen of voldoende overtuigend te zijn.

Bovendien gaat het om een openbare ruimte. Een aantal appartementsbewoners heeft er ook toegang toe, hoewel het de bedoeling is om het woonkarakter van het gebied te behouden en niet om een park te creëren, zoals gevreesd zou kunnen worden.

Het greppelsysteem werd ook opnieuw uitgelegd. Dit is een infiltratiesysteem. Het water stagneert niet, waardoor er geen risico is dat muggen verschijnen of zich vermenigvuldigen. Infiltratietesten en -snelheden werden ook gepresenteerd.

Wanneer de gemeente dit soort projectpresentaties maakt, vermijdt ze te veel in detail te treden om te voorkomen dat bewoners in te veel uitleg verdwalen. Schepen De Brouwer is er daarom niet zeker van dat het college door meer informatie te verstrekken het standpunt van de huidige tegenstanders kan veranderen.

Tot slot moet erop worden gewezen dat wat is gepresenteerd een voorontwerp is. Als er een project is, wordt er een aanvraag voor een bouwvergunning ingediend, wat leidt tot een openbaar onderzoek. De gemeente organiseert meestal één overlegavond. Voor het Joseph Jongenblok zijn er twee geweest. Op de tweede avond in september presenteerde de gemeente een reeks aanpassingen:

- - er is terug tweerichtingsverkeer tussen het Jongenblok en de Prinses Paolalaan;
- - de gemeente heeft toegezegd de paden te renoveren en verlichting aan te brengen;
- - de groene ruimte is verkleind om zoveel mogelijk parkeerplaatsen naast de huizen te houden;
- - er is een weg voor voetgangers en kinderen aangelegd;
- - voetgangersoversteekplaatsen worden ook veiliger gemaakt;
- - er is ook een versmalling gemaakt bij de ingang om auto's af te remmen;
- - de banken zijn verwijderd;
- - er werden lage aanplantingen voorgesteld om sociale controle en zichtbaarheid te garanderen.

Als het project doorgaat, zal er een raadpleging met een stemming worden georganiseerd en een grote meerderheid moet voor de lancering van het project zijn. Op dit moment weet schepen De Brouwer niet of het de moeite waard is om deze raadpleging en stemming te organiseren omdat ze niet zeker weet of er voldoende steun zal zijn. In de komende weken zal er een antwoord komen, zodra het college een beslissing heeft genomen.

De h. Mercenier vindt het belangrijk om de gevoelens over te brengen van de buurtbewoners die zich niet gehoord voelen. Hij hoopt dat de aanvullende uitleg meer steun zal opleveren van degenen die naar deze vergadering van de gemeenteraad luisteren.

De h. Cohen legt uit dat er in juni twee vergaderingen hebben plaatsgevonden, één over een ander "koelte-eiland", dat onmiddellijk en volledige steun heeft gekregen, en één over het "Jongenblok", dat minder steun heeft gekregen en waarvoor

het college heeft besloten de plannen opnieuw te maken en een tweede keer terug te komen. Hoewel het een goed project is, staat de buurt er nog steeds niet achter, dus het is belangrijk om naar de buurtbewoners te luisteren.

De Raad neemt kennis.

27.11.2025/A/0066 **Question orale de M. Cohen : projet d'ilot de fraicheur avenue Joseph Jongen.**

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cohen : Project voor een koelte-eiland Joseph Jongenlaan.

De Raad neemt kennis.

27.11.2025/A/0067 **Question orale de Mme Kokaj : 1er décembre, journée de la lutte contre le SIDA.**

Mme Kokaj rappelle que depuis 1988, chaque 1er décembre est dédié à la lutte contre le SIDA.

Il y a quelques jours, la presse faisait écho du nouveau rapport de Sciensano qui révélait une tendance inquiétante : le nombre d'infections au VIH est en constante augmentation en Belgique, notamment chez les hommes hétérosexuels.

Les explications de la progression de cette maladie, avec laquelle les membres de cette assemblée ont tous grandi, sont multiples car le visage du VIH a changé. Les personnes diagnostiquées en Belgique présentent des profils différents.

L'image stéréotypée du malade du sida n'est plus d'actualité.

On observe une évolution dans les origines, l'orientation sexuelle et l'âge des personnes vivant avec le VIH ainsi que dans la manière dont la maladie se manifeste, et c'est tant mieux pour les personnes qui subissaient toute une série de discriminations et souffraient de lourds préjugés en lien avec leur orientation sexuelle.

On sait aussi maintenant que le VIH se soigne facilement s'il est détecté tôt et qu'il n'est plus synonyme de mort imminente et douloureuse.

La peur qui existait autrefois a considérablement diminué.

Pourtant, même si on meurt moins du VIH que dans le passé, contracter la maladie engendre de très lourdes conséquences dans la vie de ceux qui en sont atteints.

Quelles mesures sont prises et quelles campagnes de sensibilisation sont menées sur les différents terrains d'action de la commune afin d'informer les citoyens des dangers de la maladie ?

Une attention particulière est-elle accordée à la jeunesse, notamment via une focalisation sur les écoles ? En effet, quoi qu'on puisse en penser, le VIH demeure un sujet tabou. Mme Kokaj constate d'ailleurs dans sa propre pratique d'enseignante qu'on n'en parle quasiment plus à l'école.

Mme l'Echevine de Brouwer répond que tous les ans, aux alentours du 1er décembre, la commune communique via ses canaux habituels en vue de lutter contre la discrimination des personnes porteuses du virus. Les traitements actuels permettent de vivre avec le virus sans risquer de le transmettre. Cependant, les stéréotypes qui subsistent toujours ont un impact très concret sur la vie des patients.

En 2021, la commune a projeté le film 120 Battements par minute au CCU. Cette année, la commune collabore avec la plateforme Prévention Sida, qui met gratuitement à disposition deux expositions : l'une retrace l'évolution de la maladie depuis la découverte du virus et l'autre rassemble une série de témoignages et de portraits de personnes qui sont touchées d'une manière ou d'une autre par le VIH.

Divers partenaires sont impliqués dans le projet : la maison médicale Etoile Santé organise une fresque mercredi matin et la maison médicale Les Peupliers organise, en collaboration avec la précédente, un ciné-débat sur ce thème, prévu mercredi soir.

Cette année, la commune souhaite viser les professionnels de la santé, les professionnels en lien avec les jeunes, et les jeunes eux-mêmes. Un courrier a été envoyé aux écoles qui forment des éducateurs, et d'autres acteurs tels que l'ASBL Le Pas et le service Prévention ont aussi été contactés.

Les réactions n'ont pas été aussi enthousiastes qu'on aurait pu l'espérer, mais le contexte de la fin d'année n'y est peut-être pas très propice.

Mme Kokaj signale que la cellule EVRAS de sa propre école secondaire n'a pas reçu ces informations. Il est vrai que la date du 1er décembre correspond à la période des révisions et des examens, alors que ce type de sensibilisation devrait être effectué tout au long de l'année.

Mme Kokaj suggère de procéder à une communication plus en amont, dès la rentrée scolaire, de manière à ce qu'elle puisse s'intégrer dans des projets plus généraux ou interdisciplinaires. Elle veillera en tous cas à relayer ces informations auprès des écoles avec lesquelles elle est en contact.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Kokaj : 1 december, AIDsdag.

Mevr. Kokaj herinnert ons eraan dat sinds 1988 elke 1 december gewijd is aan de strijd tegen AIDS.

Enkele dagen geleden berichtte de pers over een nieuw Sciensano-rapport dat een zorgwekkende trend onthult: het aantal hiv-besmettingen in België stijgt gestaag, vooral bij heteroseksuele mannen.

Er zijn veel verklaringen voor de verspreiding van deze ziekte, waarmee de leden van deze vergadering allemaal zijn opgegroeid, want het gezicht van hiv is veranderd. Mensen met een diagnose in België hebben verschillende profielen.

Het stereotype beeld van de aidspatiënt is niet langer geldig.

Er heeft een verschuiving plaatsgevonden in de herkomst, seksuele geaardheid en leeftijd van mensen met hiv, evenals in de manier waarop de ziekte zich manifesteert, en dit is allemaal goed voor mensen die vroeger te lijden hadden onder een hele reeks discriminaties en zware vooroordelen in verband met hun seksuele geaardheid.

We weten nu ook dat hiv gemakkelijk te behandelen is als het vroeg wordt ontdekt en dat het niet langer synoniem is met een dreigende en pijnlijke dood.

De angst die er ooit was, is aanzienlijk afgenomen.

En toch, ook al sterven er minder mensen aan hiv dan in het verleden, het oplopen van de ziekte heeft zeer ernstige gevolgen voor het leven van de getroffen.

Welke maatregelen worden er genomen en welke bewustmakingscampagnes worden er gevoerd in de verschillende gebieden die onder het gemeentebestuur vallen om de bevolking te informeren over de gevaren van de ziekte?

Wordt er speciale aandacht besteed aan jongeren, in het bijzonder door de nadruk te leggen op scholen? Wat je er ook van mag denken, hiv blijft een taboe. Mevr. Kokaj's eigen ervaring als lerares is dat er op school nauwelijks meer over

wordt gesproken.

Schepen De Brouwer antwoordt dat de gemeente elk jaar rond 1 december via de gebruikelijke kanalen communiceert om discriminatie van mensen die het virus dragen tegen te gaan. De huidige behandelingen stellen mensen in staat om met het virus te leven zonder het risico te lopen het over te dragen. De stereotypen die nog steeds bestaan, hebben echter een zeer reële impact op het leven van patiënten.

In 2021 vertoonde de gemeente de film 120 battements par minute in het CCU. Dit jaar werkt de gemeente samen met het platform Prévention Sida, dat twee gratis tentoonstellingen aanbiedt: één over de ontwikkeling van de ziekte sinds de ontdekking van het virus en één over een reeks getuigenissen en portretten van mensen die op de een of andere manier door hiv zijn getroffen.

Verschillende partners zijn betrokken bij het project: het medisch centrum Etoile Santé organiseert een fresco op woensdagochtend en het medisch centrum Les Peupliers organiseert een filmdebat over het onderwerp, in samenwerking met het eerste, gepland voor woensdagavond.

Dit jaar richt de stad zich op gezondheidsprofessionals, professionals die met jongeren werken en jongeren zelf. Er is een brief gestuurd naar scholen die opvoeders opleiden en er is ook contact opgenomen met andere spelers zoals vzw Le Pas en de Preventiedienst.

De reacties waren niet zo enthousiast als we hadden gehoopt maar misschien is de context van het einde van het jaar daar niet erg bevorderlijk voor.

Mevr. Kokaj zei dat de EVRAS-cel op haar eigen middelbare school deze informatie niet had ontvangen. Het is waar dat 1 december overeenkomt met de revisie- en examenperiode, terwijl dit soort bewustmaking het hele jaar door zou moeten plaatsvinden.

Ze suggereert dat communicatie eerder moet plaatsvinden, aan het begin van het schooljaar, zodat het kan worden geïntegreerd in meer algemene of interdisciplinaire projecten. Ze zal er in ieder geval voor zorgen dat deze informatie wordt doorgegeven aan de scholen waarmee ze in contact staat.

De Raad neemt kennis.

Aleksandra Kokaj préside la séance / zit de zitting voor.

27.11.2025/A/0068 **Question orale de Mme. Vanderborgh : Rencontres citoyennes.**

Mme Vanderborgh a participé aux rencontres citoyennes organisées cet automne par la commune. Ce fut à première vue un beau succès, car de nombreux habitants sont venus discuter de leur quartier, et de nombreux élus communaux se sont également rendus disponibles.

L'objectif d'écouter les citoyens et de faire remonter des recommandations pour le quartier a été clairement expliqué et compris par les participants. Le processus mis en œuvre par l'équipe interne de participation citoyenne était de grande qualité et bien rodé, ce qui a permis des dialogues cadrés, productifs et généralement très respectueux.

Mme Vanderborgh félicite donc la commune pour la première partie de ce processus et souhaite se pencher sur la deuxième partie de celui-ci. Qu'est-il prévu pour informer les différentes parties prenantes (participants, conseillers communaux, citoyens ucclois) de ce qui a été discuté lors de ces rencontres et du suivi qui sera fait de leurs contributions ?

Mme l'Echevine De Brouwer remercie les membres du Collège et du Conseil communal qui se sont déplacés pour participer à ces rencontres. Le service de la Participation citoyenne collationne actuellement les recommandations de la dernière réunion. Ces données seront alors analysées et 40 recommandations seront retenues. Le service a également veillé à ce que les habitants des quartiers Homborch, Melkriek, et Merlo puissent aussi faire remonter leurs recommandations.

Pour ce qui concerne les retours, les participants qui ont laissé leur adresse e-mail ou leur adresse de domicile seront recontactés et les différentes étapes, les avancées et les informations supplémentaires leur seront communiquées. L'objectif est de pouvoir effectuer une première communication dès l'année prochaine. Une communication destinée à l'ensemble des habitants sera également opérée via le Wolvendael Magazine, le site internet, les réseaux sociaux et la plateforme MonOpinion, qui est développée par l'administration fédérale et qui constitue un superbe outil utilisable gratuitement par les administrations communales. La commune va d'ailleurs former les deux agents du service de la Participation citoyenne afin qu'ils puissent utiliser ce support de façon optimale.

Enfin, il y aura une reconduction de ces rencontres citoyennes en 2029.

Mme Vanderborght s'étonne d'une date aussi lointaine.

Mme l'Echevine De Brouwer explique qu'entre temps, d'autres canaux de communication seront prévus car ce n'est pas le seul dispositif transversal de participation citoyenne qui existe : par exemple, le Collège va continuer à travailler sur le budget participatif.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mvr. Vanderborght: Burgersbijeenkomsten.

Mevr. Vanderborght nam dit najaar deel aan de door de gemeente georganiseerde burgerbijeenkomsten. Op het eerste gezicht was het een groot succes, met veel bewoners die kwamen opdagen om over hun buurt te praten, en veel gemeenteraadsleden die zich ook beschikbaar stelden.

Het doel van het luisteren naar burgers en het doen van aanbevelingen voor de buurt werd duidelijk uitgelegd en begrepen door de deelnemers. Het proces dat door het interne team burgerinspraak werd uitgevoerd was van hoge kwaliteit en goed geoefend, waardoor een gestructureerde, productieve en over het algemeen zeer respectvolle dialoog mogelijk was.

Mevr. Vanderborght feliciteert de gemeente daarom met het eerste deel van dit proces en wil graag naar het tweede deel kijken. Welke plannen zijn er om de verschillende belanghebbenden (deelnemers, gemeenteraadsleden, Ukkelse burgers) te informeren over wat er tijdens deze bijeenkomsten is besproken en hoe hun bijdragen zullen worden opgevolgd?

Schepen De Brouwer wil graag de leden van het college en de gemeenteraad bedanken die aan deze bijeenkomsten hebben deelgenomen. De dienst Burgerinspraak verzamelt momenteel de aanbevelingen van de laatste bijeenkomst. De gegevens worden vervolgens geanalyseerd en er worden 40 aanbevelingen gedaan. De dienst heeft er ook voor gezorgd dat de bewoners van de wijken Homborch, Melkriek en Merlo ook hun aanbevelingen kunnen indienen.

Deelnemers die hun e-mailadres of thuisadres hebben achtergelaten, worden opnieuw gecontacteerd en geïnformeerd over de verschillende fases, de voortgang en aanvullende informatie. Het doel is om volgend jaar al een eerste mededeling te

kunnen doen. Communicatie gericht op alle inwoners zal ook plaatsvinden via het magazine Wolvendael, de website, sociale netwerken en het MyOpinion platform, dat is ontwikkeld door de federale overheid en een prachtige tool is die gratis kan worden gebruikt door gemeentebesturen. De gemeente zal ook de twee ambtenaren van de dienst Burgerinspraak opleiden zodat ze deze tool optimaal kunnen gebruiken.

Tot slot zullen deze burgerbijeenkomsten in 2029 worden herhaald.

Mevr. Vanderborght is verbaasd dat de datum zo ver ligt.

Schepen De Brouwer legt uit dat er in de tussentijd andere communicatiekanalen zouden worden opgezet omdat dit niet het enige transversale burgerinspraakmechanisme is dat er bestaat: het college zou bijvoorbeeld verder werken aan het participatieve budget.

De Raad neemt kennis.

27.11.2025/A/0069 **Question orale de Mme. Vanderborght : home Brugmann et jardin collectif.**

Mme Vanderborght a reçu par mail, comme probablement l'ensemble des conseillers communaux, un courrier de l'association « Potager durable Myosotis » ce 14 novembre. Depuis 6 ans déjà, ce collectif de citoyens bénévoles gère et utilise le jardin comme potager et lieu de convivialité et d'éducation permanente. On y trouve des potagers collectifs ainsi que quatre arbres remarquables, dont un magnifique saule pleureur d'une grande valeur patrimoniale. Cette année, une haie a été plantée et la mare qui a été installée grâce à un coup de pouce de la commune abrite déjà des tritons et des grenouilles.

Ce « jardin citoyen » d'une superficie de 30 ares relève du home Brugmann, dont le terrain et les bâtiments seront vraisemblablement mis en vente afin de financer les travaux du home du CPAS au domaine de Nekkersgat. Vu les difficultés financières du CPAS, le produit de cette vente sera plus que bienvenu.

Toutefois, la commune soutient la préservation des espaces verts naturels riches en biodiversité, comme elle l'a prouvé avec force pour le bois de Calevoet, et encourage la participation citoyenne et le dynamisme des associations d'habitants.

Quelle est la position du Collège sur la vente du terrain du home Brugmann et sur les possibilités de sauvegarde du jardin collectif ?

Mme l'Echevine De Brouwer répond que les travaux importants entrepris au Domaine du Nekkersgat pour fusionner les homes du CPAS requièrent une dépense colossale, estimée à 42 millions d'euros.

Eu égard à sa situation financière particulièrement difficile, le CPAS a prévu dès le début du projet la vente du home Brugmann et du terrain attenant, où se situe le jardin évoqué par Mme Vanderborght.

Donc, les habitants qui ont développé ce projet magnifique, en raison de sa dimension à la fois sociale et environnementale, savaient depuis le départ qu'ils ne pourraient pas le maintenir là vu la perspective d'une vente de la part du CPAS.

Le Collège comprend les inquiétudes des habitants par rapport à ce projet de vente et n'y est pas insensible.

Dans le cadre du plan d'urgence Logement, la commune s'est engagée à proposer d'abord à la Région la vente du site. Donc, le CPAS proposera en priorité à la Région l'acquisition du terrain et dans le cas où cette proposition n'aboutirait pas, le CPAS décidera de vendre à des investisseurs privés ou à d'autres acteurs.

Quoique la décision incombe au CPAS, le Collège demeure un interlocuteur dans les liens qui pourraient être noués avec un acteur intéressé par un projet immobilier et, dans ce cadre, est tout à fait disposé à engager toutes les discussions possibles pour préserver temporairement le jardin potager. Mais il va de soi que le Collège ne pourrait rien imposer dès lors qu'un acteur privé deviendrait propriétaire, si ce n'est que l'abattage des arbres serait soumis à des conditions strictes, vu que le site compte des arbres remarquables qui doivent être maintenus.

Le cas échéant, le Collège est prêt à aider les riverains à trouver d'autres lieux pour développer leur activité, et ce d'autant plus que ce quartier ne manque pas d'espaces verts.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mvr. Vanderborght : Brugmann-tehuis en collectieve tuin.

Mevr. Vanderborght ontving op 14 november een brief per e-mail van de vereniging "Potager durable Myosotis", net als waarschijnlijk alle gemeenteraadsleden. Al 6 jaar lang beheert en gebruikt deze groep vrijwillige burgers de tuin als groentetuin en als plek voor sociale interactie en levenslang leren. Er zijn gemeenschappelijke moestuinen en vier opmerkelijke bomen, waaronder een prachtige treurwilg van grote erfgoedwaarde. Dit jaar werd er een heg geplant en de vijver, die werd aangelegd dankzij de hulp van de gemeente, is al een thuis voor salamanders en kikkers.

Deze "burgertuin" van 30 hectare maakt deel uit van het Brugmannhuis, waarvan de grond en de gebouwen waarschijnlijk te koop zullen worden aangeboden om de werken aan het OCMW-tehuis op het Nekkersgatdomein te financieren. Gezien de financiële problemen van het OCMW is de opbrengst van deze verkoop meer dan welkom.

De gemeente steunt echter het behoud van natuurlijke groene ruimtes die rijk zijn aan biodiversiteit, zoals ze duidelijk heeft aangetoond in het geval van het Calevoetbos, en moedigt burgerinspraak en de dynamiek van bewonersverenigingen aan.

Wat is het standpunt van het college over de verkoop van de Brugmann-site en de mogelijkheid om de gemeenschappelijke tuin te behouden?

Schepen De Brouwer antwoordt dat de grote werken op het Nekkersgatdomein om de OCMW-tehuizen samen te voegen een enorme uitgave

vergden, geschat op 42 miljoen euro.

Gezien de bijzonder moeilijke financiële situatie heeft het OCMW van bij het begin van het project gepland om het Brugmann-tehuis en de aangrenzende grond, waar de door mevr. Vanderborght vermelde tuin zich bevindt, te verkopen.

De bewoners die dit prachtige project hebben ontwikkeld, wisten dus vanwege de sociale en milieudimensies vanaf het begin dat ze het daar niet zouden kunnen houden, gezien het vooruitzicht van een verkoop door het OCMW.

Het college begrijpt de bezorgdheid van de bewoners over deze voorgestelde verkoop en is daar niet ongevoelig voor.

In het kader van het noodhuisvestingsplan verbond de gemeente zich ertoe om eerst de verkoop van de site aan het Gewest voor te stellen. Het OCMW zal daarom een prioritair voorstel doen aan het Gewest om de grond te verwerven en als dit voorstel niet succesvol is, zal het OCMW beslissen om de grond te verkopen aan privé-investeerders of andere spelers.

Hoewel de beslissing bij het OCMW ligt, blijft het college een gesprekspartner in elke relatie die zou kunnen worden aangeknoopt met een speler die geïnteresseerd is in een vastgoedproject en is het in deze context ten volle bereid om alle mogelijke besprekingen aan te knopen om de moestuin tijdelijk te behouden. Maar het spreekt voor zich dat het college niets zou kunnen opleggen als een particuliere speler eigenaar zou worden, behalve dat het kappen van bomen aan strikte voorwaarden zou worden onderworpen, aangezien de site enkele opmerkelijke bomen bevat die moeten worden behouden.

Indien nodig is het college bereid om bewoners te helpen bij het vinden van andere plekken om hun activiteit te ontwikkelen, vooral omdat dit gebied geen tekort heeft aan groene ruimtes.

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 22:05
Opheffing van de zitting om 22:05

Le Secrétaire communal adjoint
De adjunct-gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Thierry Bruier-Desmeth

Aleksandra Kokaj